



# *Gazette officielle de Québec*

## QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 4 mai 1968

### Règlements

Quebec, Saturday, May 4, 1968

### Rules

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la reine, Hôtel du Gouvernement, Québec.

1. Address all communications to the Queen's Printer, Parliament Buildings, Quebec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

2. Advertisers should submit all copy in both official languages, otherwise they will be charged for translation at official rates.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

3. Specify the number of insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

4. Advertisements are payable in advance at rates set forth below, except when they are to be published more than once. In such case, remittance must be made upon receipt of the invoice and before the second insertion, failing which further insertions will be automatically cancelled without prejudice to the Queen's Printer, and any overpayment refunded.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

5. Fees for subscription, sale of documents and the like are payable in advance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du ministre des Finances.

6. Remittance must be made by cheque or money order payable to the Minister of Finance.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le *mercredi*, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le *mardi*. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning. All notices, documents or advertisements for publication must reach the Queen's Printer not later than *Wednesday* noon; if *Wednesday* is a holiday, the deadline is *Tuesday* noon. Material not delivered in time will appear in a later edition. Moreover, the Queen's Printer reserves the right to defer publication of certain documents because of their length or for administrative reasons.

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

8. Any request for cancellation or refund is subject to the provisions of article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Imprimeur de la reine avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, interested parties are requested to notify the Queen's Printer before the second insertion, in order to avoid costly duplication.

**Tarif des annonces, abonnements, etc.**

Première insertion: 30 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 10 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: \$3 des 100 mots.

Exemplaire séparé: 50 cents chacun.

Feuilles volantes: \$2 la douzaine.

Abonnement: \$10 par année à compter de janvier.

N.B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

*L'Imprimeur de la reine,*  
ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,  
Québec, 13 mars 1968

**Advertising, Rates, Subscriptions, etc.**

First insertion: 30 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 10 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: \$3 per 100 words.

Single copies: 50 cents each.

Slips: \$2 per dozen.

Subscriptions: \$10 per year from January.

N.B.—Key to figures below notices:

The first figure is our invoice number; the second, that of the edition of the *Gazette* carrying the first insertion; the third, the number of insertion. The letter "o" indicates that the text was not composed or translated by Queen's Printer personnel. Notices published only once are followed by our invoice number.

ROCH LEFEBVRE,  
Queen's Printer.

Parliament Buildings,  
Quebec, March 13, 1968

24070 — 14-38-0

Le Ministère des Postes, à Ottawa, a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de deuxième classe de la présente publication.

Authorized as second class mail by the Post Office Department, Ottawa, and for payment of postage in cash.

**Lettres patentes****A. & K. Meat Market Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20<sup>e</sup> jour de mars 1968, constituant en corporation: Constantin Priftis, boucher, Yacovos Priftis, marchand, tous deux de 7014, De l'Épée, app. 4, André Tchakalian, boucher, et Yvette Tchakalian, ménagère, épouse dudit André Tchakalian, ces deux derniers de 7039, Durocher, app. 4, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'un marché de viande, sous le nom de « A. & K. Meat Market Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 227, ouest, rue Bernard, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410

1309-68

**A.-R. Scrap & Metal Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22<sup>e</sup> jour de mars 1968, constituant en corporation: Roland Morrissette, Jean-Guy Morrissette, tous deux de 3330, boulevard St-Jean, et André Morrissette, 620, De Siègne, tous trois industriels, de Trois-Rivières-Ouest, pour les objets suivants:

Faire le commerce de métaux de toutes sortes, leurs produits et sous-produits, sous le nom de « A.-R. Scrap & Metal Inc. », avec un capital

**Letters Patent****A. & K. Meat Market Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Constantin Priftis, butcher, Yacovos Priftis, merchant, both of 7014 De l'Épée, Apt. 4, André Tchakalian, butcher, and Yvette Tchakalian, housewife, wife of the said André Tchakalian, the latter two of 7039 Durocher, Apt. 4, all four of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of meat market, under the name of "A. & K. Meat Market Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 227 Bernard Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
Assistant Secretary of the Province.

24410-0

1309-68

**A.-R. Scrap & Metal Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roland Morrissette, Jean-Guy Morrissette, both of 3330 Saint-Jean boulevard, and André Morrissette, 620 De Siègne, all three industrialists, of Trois-Rivières-West, for the following purposes:

To deal in metals, of all kinds, their products and by-products, under the name of "A.-R. Scrap & Metal Inc.", with a total capital stock

total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410-o 1244-68

**Agence Inter Presse inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de mars 1968, constituant en corporation: René Goblot, 121, Braebrook, Pointe-Claire, Gerald Paul Merkel, 7405, Roussetot, app. 11, et Bernard-T. Daudier, 1509, Sherbrooke ouest, app. 33, ces deux derniers de Montréal, tous trois journalistes, pour les objets suivants:

Faire office d'agence de presse, sous le nom de « Agence Inter Presse inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410-o 1279-68

**Alimentation Cafeteria Service Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de mars 1968, constituant en corporation: Maurice Ferland, commerçant, Jacqueline Perron, ménagère, épouse séparée de biens dudit Maurice Ferland, tous deux de 8320, Place Mont-Richard, Anjou, Bernard Beaugard, gérant, et Jeanne Petit, ménagère, épouse commune en biens dudit Bernard Beaugard, ces deux derniers de 5865, rue Simon, Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme traiteurs, épiciers, restaurateurs, et hôteliers, sous le nom de « Alimentation Cafeteria Service Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 20,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410-o 1274-68

**Association Internationale de l'automobile inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de février 1968, constituant en corporation: Jacqueline Marfisi, représentante, épouse commune en biens de Jean Rogale, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, Georges Gélade, gérant, tous deux de 1111, St-Joseph est, Montréal, et Michel Predignac, commerçant, Saint-Eustache, pour les objets suivants:

Groupier toutes personnes faisant usage de véhicules automobiles aux fins de leur procurer toutes sortes d'avantages et de leur éviter ou

of \$40,000, divided into 100 common shares of a nominal value of \$100 each, and 300 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410 1244-68

**Agence Inter Presse inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: René Goblot, 121 Braebrook, Pointe-Claire, Gerald Paul Merkel, 7405 Roussetot, Apt. 11, and Bernard-T. Daudier, 1509 Sherbrooke West, Apt. 33, the latter two of Montreal, all three journalists, for the following purposes:

To operate a press agency, under the name of "Agence Inter Presse inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410 1279-68

**Alimentation Cafeteria Service Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Maurice Ferland, trader, Jacqueline Perron, housewife, wife separate as to property of said Maurice Ferland, both of 8320 Place Mont-Richard, Anjou, Bernard Beaugard, manager, and Jeanne Petit, housewife, wife common as to property of said Bernard Beaugard, the latter two of 5865 Simon Street, Laval, for the following purposes:

To carry on business as caterers, grocers, restaurant-keepers and innkeepers, under the name of "Alimentation Cafeteria Service Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of a nominal value of \$1 each and into 20,000 preferred shares of a nominal value of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410 1274-68

**Association Internationale de l'automobile inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of February, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacqueline Marfisi, representative, wife common as to property of Jean Rogale, and duly authorized by him for these presents, Georges Gélade, manager, both of 1111 Saint-Joseph East, Montreal, and Michel Predignac, tradesman, Saint-Eustache, for the following purposes:

To group together all persons using motor vehicles with a view to providing them with all kinds of advantages and sparing them all

amoindrir toutes sortes d'inconvénients par l'entraide et la coopération, sous le nom de « Association Internationale de l'automobile inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 50 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune et en 3,500 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

24410-o

588-68

**B & C Auto Electric Inc.  
B & C auto électrique inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23<sup>e</sup> jour de février 1968, constituant en corporation: Guy Côté, vendeur, Olivette Soucy, ménagère, épouse dudit Guy Côté, tous deux de 865, 111<sup>e</sup> avenue, Marcel Bouffard, administrateur, et Stella Vanasse, ménagère, épouse dudit Marcel Bouffard, ces deux derniers de 62, Mathieu, tous quatre de Drummondville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « B & C Auto Electric Inc.—B & C auto électrique inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 2,500 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune, 5,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 2,500 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Drummondville, district judiciaire de Drummond.

*Le sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

24410-o

846-68

**Bavarian Beer Garden Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22<sup>e</sup> jour de mars 1968, constituant en corporation: Max S. Kaufman, 574, Claremont, Westmount, J. Roy Hoffman, 5615, Pinedale, Côte Saint-Luc, tous deux avocats et conseils en Loi de la reine, et Philip Shugar, étudiant en droit 4055, Bourret, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des restaurants, bars, comptoirs de fruits, tavernes, comptoirs de rafraîchissements et concessions, sous le nom de « Bavarian Beer Garden Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

24410

1308-68

**Beaulac — Huile à chauffage Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28<sup>e</sup> jour de mars 1968, constituant en corporation: Gaston Beaulac, commerçant, Jacqueline Beaulac, ménagère, épouse dudit Gaston Beaulac, tous deux de 9420, Dubuisson, Montréal, et Richard Deshaies, plombier, Bécancour, pour les objets suivants:

kinds of inconveniences by mutual help and co-operation, under the name of "Association Internationale de l'automobile inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 50 common shares of a nominal value of \$100 each and 3,500 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

24410

588-68

**B & C Auto Electric Inc.  
B & C auto électrique inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of February, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Guy Côté, salesman, Olivette Soucy, housewife, wife of said Guy Côté, both of 865, 111rd Avenue, Marcel Bouffard, administrator, and Stella Vanasse, housewife, wife of said Marcel Bouffard, the latter two of 62 Mathieu, all four of Drummondville, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers and to deal in automobiles, motors, machines and all their accessories and parts, under the name of "B & C Auto Electric Inc.—B & C auto électrique inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 2,500 common shares of a nominal value of \$10 each, 5,000 preferred class "A" shares of a nominal value of \$10 each and into 2,500 preferred class "B" shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Drummondville, judicial district of Drummond.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

24410

846-68

**Bavarian Beer Garden Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Max S. Kaufman, 574 Claremont, Westmount, J. Roy Hoffman, 5615 Pinedale, Côte Saint-Luc, both advocates and Queen's Counsels, and Philip Shugar, law-student, 4055 Bourret, Montreal, for the following purposes:

To operate restaurants, bars, fruit stands, taverns, refreshment stands and concessions, under the name of "Bavarian Beer Garden Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

24410-o

1308-68

**Beaulac — Huile à chauffage Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gaston Beaulac, trader, Jacqueline Beaulac, housewife, wife of said Gaston Beaulac, both of 9420 Dubuisson, Montreal, and Richard Deshaies, plumber, Bécancour, for the following purposes:

Faire le commerce de l'huile à chauffage, charbon, coke, tourbe, bois, combustibles et lubrifiants de toutes sortes, sous le nom de « Beaulac-Huile à chauffage ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 9420, Dubuisson, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410-o 1434-68

To deal in fuel oil, coal, coke, peat, wood, combustibles and lubricants of all kinds, under the name of "Beaulac - Huile à chauffage ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 9420 Dubuisson, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410 1434-68

**Beaulne, Charles, Fournier évaluateurs inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de mars 1968, constituant en corporation: Bernard Beaulne, 31, Belle Rivière, Sainte-Scholastique, Gerald Charles, 59, Gratton, Sainte-Thérèse-de-Blainville, Jean-Marc Fournier, 2225, Florence, Laval, Robert Fournier, 12186, Pasteur, Montréal, tous quatre évaluateurs, et François Bélanger, avocat, 14, Anselme-Lavigne, Dollard-des-Ormeaux, pour les objets suivants:

Faire l'évaluation, l'estimation et l'appréciation de toutes sortes de biens mobiliers et immobiliers, commerces, industries et exploitations, sous le nom de « Beaulne, Charles, Fournier évaluateurs inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410-o 1081-68

**Beaulne, Charles, Fournier évaluateurs inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Bernard Beaulne, 31 Belle Rivière, Sainte-Scholastique, Gerald Charles, 59 Gratton, Sainte-Thérèse-de-Blainville, Jean-Marc Fournier, 2225 Florence, Laval, Robert Fournier, 12186 Pasteur, Montreal, all four appraisers, and François Bélanger, advocate, 14 Anselme-Lavigne, Dollard-des-Ormeaux, for the following purposes:

To value, appraise and estimate all kinds of movable and immovable property, businesses, industries and exploitations, under the name of "Beaulne, Charles, Fournier évaluateurs inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410 1081-68

**Maurice Bédard transport inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de mars 1968, constituant en corporation: Denis Bédard, 315, 8e avenue, Iberville, Serge Bédard, 439, boulevard Séminaire, tous deux vendeurs, et Maurice Bédard, camionneur, 135, Richelieu, ces deux derniers de Saint-Jean, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Maurice Bédard transport inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 135, rue Richelieu, Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410-o 1272-68

**Maurice Bédard transport inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Denis Bédard, 315, 8th Avenue, Iberville, Serge Bédard, 439 Séminaire Boulevard, both salesmen, and Maurice Bédard, truck driver, 135 Richelieu, the latter two of Saint Johns, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Maurice Bédard transport inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$10 each and into 3,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 135 Richelieu Street, Saint Johns, judicial district of Iberville.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410 1272-68

**Bélanger-Mills Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de mars 1968, constituant en corporation: Jacques Bélanger, 4851, boulevard Lasalle, Verdun, Robert W. Mills, 6110, Pagé, Brossard, tous deux courtiers d'assurance, et Monique Chabot, secrétaire, célibataire, 1000, Castelnau, Douville, pour les objets suivants:

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Bélanger, 4851 Lasalle Boulevard, Verdun, Robert W. Mills, 6110 Pagé, Brossard, both insurance brokers, and Monique Chabot, secretary, spinster, 1000 Castelnau, Douville, for the following purposes:

Exercer, dans toutes ses spécialités, le commerce de courtiers et agents d'assurance, sous le nom de « Bélanger-Mills Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 38,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Verdun, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410 950-68

#### Bilodeau & Bilodeau inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20<sup>e</sup> jour de mars 1968, constituant en corporation: Charles-Eugène Bilodeau, technicien, Alice Marchand, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Charles-Eugène Bilodeau, tous deux de Roquemare, Joseph-Ovide Bilodeau, technicien, et Marie-Thérèse Boulet, infirmière, épouse contractuellement séparée de biens dudit Joseph-Ovide Bilodeau, ces deux derniers de La Sarre, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens et faire le commerce et l'entretien de toutes sortes d'appareils et accessoires électriques, sous le nom de « Bilodeau & Bilodeau inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à La Sarre, district judiciaire d'Abitibi.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410-o 785-68

#### Les Boiseries du Manoir inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18<sup>e</sup> jour de mars 1968, constituant en corporation: Ivan Latouche, industriel, 1569, rue Monseigneur Taché, Jean Julien, comptable, 751, rue Lafrenière, tous deux de Sainte-Foy, et Jocelyne Roberge, secrétaire, fille majeure, 2125, DeFondville, Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Les Boiseries du Manoir inc. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1569, rue Monseigneur Taché, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410-o 1237-68

#### La Boutique Diane inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18<sup>e</sup> jour de mars 1968, constituant en corporation: Edmond Beaulieu, cheminot, Jeannine Beaulieu, commerçante, épouse commune en biens dudit Edmond Beaulieu, tous deux de 179, Berthiaume, et Pierre Legault, comptable agréé, 882, Papineau, tous trois de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Exploiter le commerce, en gros ou au détail, de mercerie et lingerie, sous le nom de « La Boutique Diane inc. », avec un capital total de \$40,000,

To carry on in all its branches the business of agents and insurance brokers, under the name of "Bélanger-Mills Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of the par value of \$1 each and 38,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company is at Verdun, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410-o 950-68

#### Bilodeau & Bilodeau inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Charles-Eugène Bilodeau, technician, Alice Marchand, housewife, wife contractually separate as to property of said Charles-Eugène Bilodeau, both of Roquemare, Joseph-Ovide Bilodeau, technician, and Marie-Thérèse Boulet, nurse, wife contractually separate as to property of said Joseph-Ovide Bilodeau, the latter two of La Sarre, for the following purposes:

To carry on business as electricians and to deal in and maintain all kinds of electrical appliances and accessories, under the name of "Bilodeau & Bilodeau inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at La Sarre, judicial district of Abitibi.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410 785-68

#### Les Boiseries du Manoir inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Ivan Latouche, industrialist, 1569 Monseigneur Taché Street, Jean Julien, accountant, 751 Lafrenière Street, both of Sainte-Foy, and Jocelyne Roberge, secretary, spinster of the full age of majority, 2125 DeFondville, Quebec, for the following purposes:

Carry on business as investment company, under the name of "Les Boiseries du Manoir inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 1569 Monseigneur Taché Street, Sainte-Foy, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410 1237-68

#### La Boutique Diane inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Edmond Beaulieu, railwayman, Jeannine Beaulieu, tradeswoman, wife common as to property of the said Edmond Beaulieu, both of 179 Berthiaume, and Pierre Legault, chartered accountant, 882 Papineau, all three of Chicoutimi, for the following purposes:

To trade, wholesale and retail, in haberdashery and underwear, under the name of "La Boutique Diane inc.", with a total capital stock of \$40,000,

divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410-o 538-68

**La Brasserie d'Anjou inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de mars 1968, constituant en corporation: Fernand Beauregard, 6437, boulevard Pie IX, Montréal, Hendrik Kooiman, 396, Glengarry, Mont-Royal, tous deux avocats, et Nicole Charron, secrétaire, épouse séparée de biens de Guy Charron, 5132, Rimbaud, Saint-Léonard, pour les objets suivants:

Exploiter des restaurants et tavernes, sous le nom de « La Brasserie d'Anjou inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,700 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Anjou, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410-o 1231-68

**Brompton Industries Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de mars 1968, constituant en corporation: François-E. Benoit, industriel, Jacques-M. Hardy, commis de bureau, et Andrée Benoit, comptable, fille majeure, tous trois de Bromptonville, pour les objets suivants:

Faire le commerce et toutes autres opérations concernant les métaux de toutes sortes, leurs produits et sous-produits, sous le nom de « Brompton Industries Co. Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Bromptonville, district judiciaire de Saint-François.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410-o 927-68

**Henri Bruneau inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'avril 1968, constituant en corporation: Henri Bruneau, chauffeur, Aurore Provencher, ménagère, épouse séparée de biens dudit Henri Bruneau, et Robert Bruneau, journaliste, tous trois de 375A, rue Louis-Fortier, LaSalle, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Henri Bruneau inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 375A, rue Louis-Fortier, LaSalle, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410-o 1304-68

dividés en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

The head office of the company is at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410 538-68

**La Brasserie d'Anjou inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Fernand Beauregard, 6437 Pie IX Boulevard, Montreal, Hendrik Kooiman, 396 Glengarry, Mont-Royal, both advocates, and Nicole Charron, secretary, wife separate as to property of Guy Charron, 5132 Rimbaud, Saint-Léonard, for the following purposes:

To operate restaurants and taverns, under the name of "La Brasserie d'Anjou inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of \$10 each and 3,700 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Anjou, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410 1231-68

**Brompton Industries Co. Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: François-E. Benoit, industrialist, Jacques-M. Hardy, office clerk, and André Benoit, accountant, spinster of the full age of majority, all three of Bromptonville, for the following purposes:

To carry on business and all other processes relating to metals of all kinds, their products and by-products, under the name of "Brompton Industries Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Bromptonville, judicial district of St. Francis.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410 927-68

**Henri Bruneau inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Henri Bruneau, driver, Aurore Provencher, housewife, wife separate as to property of said Henri Bruneau, and Robert Bruneau, labourer, all three of 375A Louis-Fortier street, LaSalle, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Henri Bruneau inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 375A Louis-Fortier street, LaSalle, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410 1304-68

**Bumeda Steel Manufacturing Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21<sup>e</sup> jour de mars 1968, constituant en corporation: Maurice Gauthier, industriel, 9, St-James Park, Beaconsfield, Hubert d'Amours, ingénieur, 569, 31<sup>e</sup> Avenue, LaSalle, et Michel Chaput, administrateur, 4876, Rosedale, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes d'articles fabriqués totalement ou en partie de métaux ou bois, sous le nom de « Bumeda Steel Manufacturing Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$1 chacune et en 398 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410-o 1288-68

**C. D. transport inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26<sup>e</sup> jour de mars 1968, constituant en corporation: Gérard Corbeil, avocat, Pierre Corbeil, étudiant, tous deux de 394, rue de Maricourt, Longueuil, Claire Laplante, secrétaire, épouse de Claude Mallette, 2785, rue Beaujolais, Brossard, et Guy Lafrenière pompier, 6310, 3<sup>e</sup> avenue, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « C. D. transport inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 10731, boulevard St-Michel, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410-o 1344-68

**Campeur Moderne inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18<sup>e</sup> jour de mars 1968, constituant en corporation: André Desmeules, avocat, 915, Cardinal-Rouveau, Thérèse Tardif, secrétaire, 919, Manrèse, et Thérèse Rondeau, comptable, 1186, Cartier, ces deux dernières filles majeures, tous trois de Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce de roulottes, tentes-roulottes, remorques et articles de sport de toutes sortes, sous le nom de « Campeur Moderne inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Trois-Rivières-Ouest, district judiciaire de Trois-Rivières.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410-o 1218-68

**Capital Pump Service Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26<sup>e</sup> jour de mars 1968,

**Bumeda Steel Manufacturing Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Maurice Gauthier, industrialist, 9 St. James Park, Beaconsfield, Hubert d'Amours, engineer, 569, 31st Avenue, LaSalle, and Michel Chaput, executive, 4876 Rosedale, Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of articles manufactured in whole or in part out of metal or wood, under the name of "Bumeda Steel Manufacturing Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$1 each and 398 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410 1288-68

**C. D. transport inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gérard Corbeil, advocate, Pierre Corbeil, student, both of 394 de Maricourt street, Longueuil, Claire Laplante, secretary, wife of Claude Mallette, 2785 Beaujolais street, Brossard, and Guy Lafrenière, fireman, 6310, 3rd Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "C. D. transport inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 10731 Saint-Michel boulevard, Montreal-North, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410 1344-68

**Campeur Moderne inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André Desmeules, advocate, 915 Cardinal-Rouveau, Thérèse Tardif, secretary, 919 Manrèse, and Thérèse Rondeau, accountant, 1186 Cartier, the latter two spinsters of the full age of majority, all three of Quebec, for the following purposes:

To deal in trailers, tent-trailers, and sports articles of all kinds, under the name of "Campeur Moderne inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Trois-Rivières West, judicial district of Trois-Rivières.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410 1218-68

**Capital Pump Service Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province,

constituant en corporation: Paul-E. Laviolette, 92, rue Cousineau, Pointe-Gatineau, Albert Cormier, 6, rue Napoléon, tous deux hommes d'affaires, et Claude Boulanger, avocat, 61, Cinq-Mars, ces deux derniers de Hull, pour les objets suivants:

Faire le commerce de moteurs, machines, pompes, chaudières, réservoirs d'entreposage, leurs parties et autres instruments, appareils ou fournitures, sous le nom de « Capital Pump Service Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Hull, district judiciaire de Hull.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410-o 949-68

**Carabee Investments Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de mars 1968, constituant en corporation: Abraham T. Seidman, administrateur, 5533, Park Crest, Côte Saint-Luc, Brahm Gelfand, avocat, 5357, Prince de Galles, et Ann Clark, secrétaire, fille majeure, 7, chemin côte Ste-Catherine, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des placements de toutes sortes, sous le nom de « Carabee Investments Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 800, carré Victoria, suite 2204, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410 1259-68

**Les Carrières Tremblay Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de mars 1968, constituant en corporation: Marcel Tremblay, entrepreneur, Claire Chagnon, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Marcel Tremblay, tous deux de 4534, Jean-Rivard, Saint-Léonard, et Réjean Lavallée, comptable agréé, 11411, Éthier, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Posséder et exploiter des carrières, sous le nom de « Les Carrières Tremblay Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Léonard, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410-o 825-68

**Cas-Tor Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de mars 1968, constituant en corporation: Hendrik Kooiman, 396, Glengarry, Mont Royal, Pierre Lacaille, 1253, McGregor, Montréal, tous deux avocats, et Alexander Biega, avocat et conseil en Loi de la reine, 105, chemin Bellevue, Westmount, pour les objets suivants:

incorporating: Paul-E. Laviolette, 92 Cousineau Street, Pointe-Gatineau, Albert Cormier, 6 Napoléon Street, both businessmen, and Claude Boulanger, advocate, 61 Cinq-Mars, the latter two of Hull, for the following purposes:

To deal in motors, machines, pumps, boilers, storing tanks, their parts and other instruments, appliances or furnishings, under the name of "Capital Pump Service Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and into 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Hull, judicial district of Hull.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410 949-68

**Carabee Investments Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Abraham T. Seidman, executive, 5533 Park Crest, Côte Saint-Luc, Brahm Gelfand, attorney, 5357 Prince of Wales, and Ann Clark, secretary, spinster, 7 Côte St. Catherine Road, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To make investments of all kinds, under the name of "Carabee Investments Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each and 3,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 800 Victoria Square, Suite 2204, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410-o 1259-68

**Les Carrières Tremblay Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of March, 1968, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Marcel Tremblay, contractor, Claire Chagnon, housewife, wife contractually separate as to property of said Marcel Tremblay, both of 4534 Jean-Rivard, Saint-Léonard, and Réjean Lavallée, chartered accountant, 11411 Éthier, Montreal-North, for the following purposes:

To own and operate quarries, under the name of "Les Carrières Tremblay Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Saint-Léonard, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410 825-68

**Cas-Tor Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Hendrik Kooiman, 396 Glengarry, Mount Royal, Pierre Lacaille, 1253 McGregor, Montreal, both advocates, and Alexander Biega, advocate and Queen's Counsel, 105 Bellevue Road, Westmount, for the following purposes:

Exploiter des restaurants, hôtels et clubs de nuit, sous le nom de « Cas-Tor Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410 1235-68

#### Central Design & Drafting Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12<sup>e</sup> jour de mars 1968, constituant en corporation: Richard John Forrest Bowie, 952, Grou, Saint-Laurent, Clifford Stephen Cheasley, 3440, rue Peel, Montréal, Jack Ralston Miller, 475, Galland, app. 1C, Dorval, et Robert Alexander Hope, 562, avenue Grosvenor, Westmount, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Rendre des services de gestion, technique, consultation, surintendance, ou autres à toute personne, compagnie, corporation, firme, commerce, gouvernement ou représentation de l'autorité, sous le nom de « Central Design & Drafting Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 35,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410 1134-68

#### Centre Couleur du photographe professionnel, Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12<sup>e</sup> jour de mars 1968, constituant en corporation: Marcel Arel, photographe, 3900, BelleVue, Douville, Maurice Martel, avocat et conseil en Loi de la reine, 1301, St-Viateur ouest, Outremont, et Lucille Blais, secrétaire, épouse de Jean-Claude Blais, 24, rue Gilles, Sainte-Thérèse-Ouest, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de photographes et faire la reproduction d'images et photographies de toutes sortes, sous le nom de « Centre Couleur du photographe professionnel, Itée », avec un capital total de \$200,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 390, rue St-François, Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410-o 1121-68

#### Centre sportif d'Iberville

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20<sup>e</sup> jour de mars 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Maurice Papineau, aide-électricien, 260, 4<sup>e</sup> avenue, Jacques Couture, marchand, 204, 15<sup>e</sup> avenue, et Eugène Goyette, concierge, 256, 1<sup>re</sup> avenue, tous trois d'Iberville, pour les objets suivants:

To operate restaurants, hotels and night clubs, under the name of "Cas-Tor Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410-o 1235-68

#### Central Design & Drafting Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of March, 1968, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Richard John Forrest Bowie, 952 Grou, Saint-Laurent, Clifford Stephen Cheasley, 3440 Peel Street, Montreal, Jack Ralston Miller, 475 Galland, Apt. 1C, Dorval, and Robert Alexander Hope, 562 Grosvenor Avenue, Westmount, all four advocates, for the following purposes:

To render managerial, technical, consultative, supervisory or other services to any person, company, corporation, firm, business, government or authority, under the name of "Central Design & Drafting Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares of the par value of \$1 each and 35,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410-o 1134-68

#### Centre Couleur du photographe professionnel, Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of March, 1968, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Marcel Arel, photographer, 3900 BelleVue, Douville, Maurice Martel, advocate and Queen's Counsel, 1301 Saint-Viateur West, Outremont, and Lucille Blais, secretary, wife of Jean-Claude Blais, 24 Gilles street, Sainte-Thérèse-West, for the following purposes:

To carry on a business as photographer and reproduce pictures and photographs of all kinds, under the name of "Centre Couleur du photographe professionnel, Itée", with a total capital stock of \$200,000, divided into 20,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 390 Saint-François street, Saint-Hyacinthe, judicial district of Saint-Hyacinthe.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410 1121-68

#### Centre sportif d'Iberville

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Maurice Papineau, assistant-electrician, 260, 4th Avenue, Jacques Couture, trader, 204, 15th Avenue, and Eugène Goyette, janitor, 256, 1st Avenue, all three of Iberville, for the following purposes:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Centre sportif d'Iberville ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$500,000.

Le siège social de la corporation est à Iberville, district judiciaire d'Iberville.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410-o 1124-68

**Chaussures Suzy Itée**  
**Suzy Shoes Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de mars 1968, constituant en corporation: Richard S. Gottlieb, 7519, chemin Bailey, Arthur J. Marcovitch, 5525, avenue Trent, tous deux avocats, et Elizabeth Serrao, secrétaire, célibataire, 11777, De Meulles, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Posséder et exploiter un ou des magasins de chaussures, sous le nom de « Chaussures Suzy Itée — Suzy Shoes Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1440, rue Mountain, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410 1251-68

**Cinéma Mont-Laurier inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de mars 1968, constituant en corporation: Paul Forget, Roger Forget, tous deux entrepreneurs électriciens, et Rolland Pagé, journalier, tous trois de Mont-Laurier, pour les objets suivants:

Exploiter une ou des salles de cinéma et/ou de spectacles en général, sous le nom de « Cinéma Mont-Laurier inc. », avec un capital total de \$60,000, divisé en 6,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Mont-Laurier, district judiciaire de Labelle.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410-o 1213-68

**Ciné-Synch limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de mars 1968, constituant en corporation: Marc de Goumois, 1210, St-Cyrille ouest, Ghislain Bouchard, 985, Adolphe-Routhier, tous deux avocats, et Rose Parent, secrétaire, veuve de Edgar Parent, 1120, chemin Ste-Foy, tous trois de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de producteurs et d'éditeurs de projections animées, sous le nom de « Ciné-Synch limitée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1638, Sherbrooke ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410-o 1271-68

The organization of a recreational centre, under the name of "Centre sportif d'Iberville".

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is \$500,000.

The head office of the corporation is at Iberville, judicial district of Iberville.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410 1124-68

**Chaussures Suzy Itée**  
**Suzy Shoes Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Richard S. Gottlieb, 7519 Bailey Road, Arthur J. Marcovitch, 5525 Trent Avenue both advocates, and Elizabeth Serrao, secretary, spinster, 11777 De Meulles, all three of Montreal, for the following purposes:

To own and operate a shoe store or stores, under the name of "Chaussures Suzy Itée — Suzy Shoes Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 1440 Mountain Street, Montreal, judicial district of Montreal.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410-o 1251-68

**Cinéma Mont-Laurier inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Paul Forget, Roger Forget, both electrician contractors, and Rolland Pagé, labourer, all three of Mont-Laurier, for the following purposes:

To operate one or several halls for cinema or shows in general, under the name of "Cinéma Mont-Laurier inc.", with a total capital stock of \$60,000, divided into 6,000 common shares with a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Mont-Laurier, judicial district of Labelle.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410 1213-68

**Ciné-Synch limitée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marc de Goumois, 1210 Saint-Cyrille West, Ghislain Bouchard, 985 Adolphe-Routhier, both advocates, and Rose Parent, secretary, widow of Edgar Parent, 1120 Saint-Foy Road, all three of Quebec, for the following purposes:

To act as producers and editors of motion pictures, under the name of "Ciné-Synch limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 1638 Sherbrooke West, Montreal, judicial district of Montreal.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410 1271-68

**Clayette Loison de Montréal inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30<sup>e</sup> jour de janvier 1968, constituant en corporation: Marcel Delisle, 3834, Addington, Alphonse Dibattista, 3875, boulevard Tracy, tous deux de Montréal, et Rudolph Dibattista, 203, Fleur de Lys, Laval, tous trois administrateurs, pour les objets suivants:

Faire affaires comme tailleurs, sous le nom de « Clayette Loison de Montréal inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

24410-o

402-68

**Cogediec inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20<sup>e</sup> jour de mars 1968, constituant en corporation: Daniel Manseau, Yvon Renaud, tous deux notaires, de 901, Carré Victoria, chambre 305, Montréal, et Patrice Duthilleul, délégué industriel, 5555, Millevoye, app. 307, Saint-Léonard, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Cogediec inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 30,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

24410-o

1265-68

**Le Coin de l'Élégance, inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14<sup>e</sup> jour de mars 1968, constituant en corporation: Jacques Savard, commerçant, 53, Dequen, Thomas Deschênes voiturier, 142, Boivin, et Jean-Baptiste Savard, papetier, 106, Boivin, tous trois de Mistassini, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de vêtements de toutes sortes, sous le nom de « Le Coin de l'Élégance, inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Mistassini, district judiciaire de Roberval.

*Le sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

24410-o

353-68

**Collège Ville-Marie (1967) inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21<sup>e</sup> jour de mars 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Aurèle Daoust, éducateur, Suzanne Lessard, éducatrice, épouse contractuellement séparée de biens dudit Aurèle Daoust, tous deux de 6850, boulevard

**Clayette Loison de Montréal inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marcel Delisle, 3834 Addington, Alphonse Dibattista, 3875 Tracy Boulevard, both of Montreal, and Rudolph Dibattista, 203 Fleur de Lys, Laval, all three administrators, for the following purposes:

To carry on business as tailors, under the name of "Clayette Loison de Montréal inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of a nominal value of \$100 each and into 300 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

24410

402-68

**Cogediec inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Daniel Manseau, Yvon Renaud, both notaries, of 901 Carré Victoria, room 305, Montreal, and Patrice Duthilleul, industrial delegate, 5555 Millevoye, Apt. 307, Saint-Léonard, for the following purposes:

To carry on business as investment company, under the name of "Cogediec inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 30,000 common shares of \$1 each and 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

24410

1265-68

**Le Coin de l'Élégance, inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of March, 1968, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Jacques Savard, tradesman, 53 Dequen, Thomas Deschênes, carter, 142 Boivin, and Jean-Baptiste Savard, paper-maker, 106 Boivin, all three of Mistassini, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing of all kinds, under the name of "Le Coin de l'Élégance, inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 400 common shares of \$100 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Mistassini, judicial district of Roberval.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

24410

353-68

**Collège Ville-Marie (1967) inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Aurèle Daoust, educator, Suzanne Lessard, educator, wife contractually separate as to property of said Aurèle Daoust, both of

L'Assomption, et Roger Beaulieu, avocat, 4125, Blueridge Crescent, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Dispenser l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire, sous le nom de « Collège Ville-Marie (1967) inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$200,000.

Le siège social de la corporation est 1380, rue Gifford, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

24410-o

3486-67

**La Compagnie de Téléphone de Manseau inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de mars 1968, constituant en corporation: Pierre-Joseph-Henri Légaré, 227, avenue Bélanger, Denis Légaré, 386, rue Gauvin, tous deux de Vanier, et Jean-Guy Légaré, Lac Lemoine, tous trois entrepreneurs, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de téléphone, sous le nom de « La Compagnie de Téléphone de Manseau inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 8,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 227, rue Bélanger, Vanier, district judiciaire de Québec.

*Le sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

24410-o

1299-68

**Confiserie Montréal inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de mars 1968, constituant en corporation: Yvon Goulet, Lionel Eymard, tous deux avocats, et Theresa Brenner, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de Normand Bourret, tous trois de 10339, St-Laurent, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme confiseurs, sous le nom de « Confiserie Montréal inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

24410-o

1220-68

**Les Cours d'été de Trois-Pistoles inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de mars 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Roger Rioux, directeur de funérailles, 200, Notre-Dame ouest, Gaston Dionne, gérant des loisirs, 99, Notre-Dame, Élisée Rioux, secrétaire à la Commission Scolaire, 43, Jean-Rioux, François Côté, marchand, 27, Notre-Dame est, et Raymond d'Anjou, optométriste, 174, Notre-Dame est, tous cinq de Trois-Pistoles, pour les objets suivants:

6850 L'Assomption boulevard, and Roger Beaulieu, advocate, 4125 Blueridge Crescent, all three of Montreal, for the following purposes:

To provide primary, secondary and post-secondary teaching, under the name of "Collège Ville-Marie (1967) inc.".

The amount to which are limited the immovables which may be acquired and owned by the corporation is \$200,000.

The head office of the corporation is at 1380 Gifford street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

24410

3486-67

**La Compagnie de Téléphone de Manseau inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre-Joseph-Henri Légaré, 227 Bélanger Avenue, Denis Légaré, 386 Gauvin Street, both of Vanier, and Jean-Guy Légaré, Lemoine Lake, all three contractors, for the following purposes:

To operate a telephone company, under the name of "La Compagnie de Téléphone de Manseau inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 8,000 common shares of \$10 each and into 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 227 Bélanger Street, Vanier, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

24410

1299-68

**Confiserie Montréal inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Yvon Goulet, Lionel Eymard, both advocates, and Theresa Brenner, secretary, wife contractually separate as to property of Normand Bourret, all three of 10339 St-Laurent, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as confectioners, under the name of "Confiserie Montréal inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

24410

1220-68

**Les Cours d'été de Trois-Pistoles inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Roger Rioux, funeral director, 200 Notre-Dame West, Gaston Dionne, spare-time activities manager, 99 Notre-Dame, Élisée Rioux, School Commission Secretary, 43 Jean-Rioux, François Côté, merchant, 27 Notre-Dame East, and Raymond d'Anjou, optometrist, 174 Notre-Dame East, all five of Trois-Pistoles, for the following purposes:

Promouvoir la bonne entente entre les deux groupes ethniques en étroite collaboration avec l'université Western d'Ontario, sous le nom de « Les Cours d'été de Trois-Pistoles inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$40,000.

Le siège social de la corporation est à Trois-Pistoles, district judiciaire de Kamouraska.

*Le sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

24410-o

4013-67

**Aux Délices Food Products Ltd.  
Les Produits alimentaires Aux Délices Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12<sup>e</sup> jour de mars 1968, constituant en corporation: John George Metrakos, 455, avenue Ellerton, John Colivas, 2175, chemin Lucerne, tous deux de Mont Royal, James George Metrakos, 640, avenue Lindsay, Saint-Laurent, et Jerry Colivas, 6, avenue Roselawn, Dollard-des-Ormeaux, tous quatre hommes d'affaires, pour les objets suivants:

Vendre des marchandises se rapportant à un commerce de boulangerie, épicerie, boucherie, laiterie, charcuterie et « Delicatessen », sous le nom de « Aux Délices Food Products Ltd.—Les Produits alimentaires Aux Délices Itée », avec un capital total de \$100,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 8,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

24410

1163-68

**Eastern Truck Services Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21<sup>e</sup> jour de mars 1968, constituant en corporation: Jeanne Le Sieur, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, Claude Guérin, avocat, tous deux de 3555, Côte des Neiges, Montréal, et Lise St-Jean, réceptionniste, fille majeure et usant de ses droits, 163, Ste-Catherine, Longueuil, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Eastern Truck Services Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

24410-o

1150-68

**École Ménard inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19<sup>e</sup> jour de mars 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Roland Ménard, professeur, Lucille Hévey, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Roland Ménard, et dûment auto-

To promote understanding between the two ethnic groups, in close co-operation with Ontario's Western University, under the name of "Les Cours d'été de Trois-Pistoles inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$40,000.

The head office of the corporation is at Trois-Pistoles, judicial district of Kamouraska.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

24410

4013-67

**Aux Délices Food Products Ltd.  
Les Produits alimentaires Aux Délices Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of March, 1968, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: John George Metrakos, 455 Ellerton Avenue, John Colivas, 2175 Lucerne Road, both of Mount Royal, James George Metrakos, 640 Lindsay Avenue, Saint-Laurent, and Jerry Colivas, 6 Roselawn Avenue, Dollard-des-Ormeaux, all four businessmen, for the following purposes:

To deal in merchandise relating to a bakery, grocery, butchery, dairy, charcuterie and delicatessen business, under the name of "Aux Délices Food Products Ltd.—Les Produits alimentaires Aux Délices Itée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 2,000 common shares of the par value of \$10 each and 8,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

24410-o

1163-68

**Eastern Truck Services Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jeanne Le Sieur, secretary, spinster of the full age of majority, Claude Guérin, advocate, both of 3555 Côte des Neiges, Montreal, and Lise Saint-Jean, receptionist, spinster of the full age of majority, 163 Sainte-Catherine, Longueuil, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers and deal in automobiles, motors, machinery and all accessories and parts thereof, under the name of "Eastern Truck Services Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

24410

1150-68

**École Ménard inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Roland Ménard, teacher, Lucille Hévey, housewife, wife contractually separate as to property of said Roland Ménard, and duly

risée par lui aux fins des présentes, et Paul Ménard fils, étudiant, tous trois de 17, chemin St.-Ours, Sorel, pour les objets suivants:

Établir, exploiter et administrer un collège ou une école, maternelle, primaire, élémentaire, secondaire, classique, commerciale ou autre, sous le nom de « École Ménard inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Sorel, district judiciaire de Richelieu.

*Le sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

24410-o

4474-67

**Edita inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de mars 1968, constituant en corporation: Jean-Paul Dugas, homme d'affaires, Bernard McNamee, gérant de personnel, tous deux de 3505, Northcliffe, Montréal, et Jean Brûlé, avocat, 237, De Brullon, Boucherville, pour les objets suivants:

Faire des opérations commerciales et industrielles concernant tout matériel pouvant servir à des fins pédagogiques ou parapédagogiques, sous le nom de « Edita inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune, 1,000 actions privilégiées de classe « A » d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de classe « B » d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

24410-o

890-68

**Les Entreprises Action inc.  
Action Enterprises Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de mars 1968, constituant en corporation: John K. Archambault, avocat, 5724, Deom, Janice C. Johnston, secrétaire, fille majeure, 6925, Outremont, app. 15, tous deux de Montréal, et Gabrielle Schmitz, secrétaire, épouse de Aimé Schmitz, 11271, Lauzanne, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Faire le commerce de l'entretien ménager et industriel en général, sous le nom de « Les Entreprises Action inc.—Action Enterprises Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune et en 390 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

24410-o

1069-68

**Les Entreprises Brusseau Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de mars 1968, constituant en corporation: Murray Lapin, avocat et conseil en Loi de la reine, 167, chemin Edgell, Westmount, Harold Dermer, 47, White Pine Drive, Beaconsfield, et Norman May, 55, chemin Holtham, Hampstead, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

authorized by him for the presents, and Paul Ménard, junior, student, all three of 17 chemin Saint-Ours, Sorel, for the following purposes:

To set up, operate and manage a college or school, kindergarden, primary, elementary, secondary, classical, commercial or other, under the name of "École Ménard inc."

The amount to which are limited the immovables which the corporation may acquire and own is \$100,000.

The head office of the corporation is at Sorel, judicial district of Richelieu.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

24410

4474-67

**Edita inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Paul Dugas, businessman, Bernard McNamee, personal manager, both of 3505 Northcliffe, Montreal, and Jean Brûlé, advocate, 237 De Brullon, Boucherville, for the following purposes:

To carry on commercial and industrial operations concerning any material which may be used for pedagogical or parapedagogical purposes, under the name of "Edita inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of \$10 each, 1,000 preferred class "A" shares of a nominal value of \$10 each and into 1,000 preferred class "B" shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

24410

890-68

**Les Entreprises Action inc.  
Action Enterprises Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: John K. Archambault, advocate, 5724 Deom, Janice C. Johnston, secretary, spinster of the full age of majority, 6925 Outremont, Apt. 15, both of Montreal, and Gabrielle Schmitz, secretary, wife of Aimé Schmitz, 11271 Lauzanne, Montreal-North, for the following purposes:

To carry on the business of general house and office maintenance, under the name of "Les Entreprises Action inc.—Action Enterprises Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$10 each and 390 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

24410

1069-68

**Les Entreprises Brusseau Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of March, 1968, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Murray Lapin, advocate and Queen's Counsel, 167 Edgell Road, Westmount, Harold Dermer, 47 White Pine Drive, Beaconsfield, and Norman May, 55 Holtham Road, Hampstead, the latter two advocates, for the following purposes:

Exercer un commerce de restaurant et exploiter des omnibuses, autobus ou véhicules pour le transport des passagers ou de la marchandise, sous le nom de « Les Entreprises Brusseau ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à 2020, rue Arvida, Saint-Bruno-de-Montarville, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410 1194-68

**Les Entreprises Riga inc.**  
**Riga Enterprises Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15<sup>e</sup> jour de mars 1968, constituant en corporation: Bertrand Rioux, estimateur, 335, Béique, Chambly, Réjean Lavallée, comptable agréé, 11411, Éthier, Montréal-Nord, et Georges Gagnon, entrepreneur, 200, Giroux, Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Les Entreprises Riga inc.—Riga Enterprises Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Léonard, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410-o 1178-68

**Les Entreprises St-Valérien ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19<sup>e</sup> jour de mars 1968, constituant en corporation: Robert Bienvenue, André Bienvenue et Jean Bienvenue, tous trois bouchers, de Saint-Valérien-de-Milton, pour les objets suivants:

Faire l'élevage et le commerce d'animaux, sous le nom de « Les Entreprises St-Valérien ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Valérien-de-Milton, district judiciaire de Bedford.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410-o 1216-68

**Jean Éthier construction ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20<sup>e</sup> jour de mars 1968, constituant en corporation: Jean Éthier, 220, rue Cyr, Saint-Janvier, André Lecompte, 4, rue Maisonneuve, Saint-Jérôme, et Gérard Lanthier, 104, Terrasse Lafontaine, Lafontaine, tous trois journaliers, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Jean Éthier construction ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune et ne 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410-o 1236-68

To carry on the business of a restaurant and to operate omnibuses, motor buses or vehicles for the carrying of passengers or goods, under the name of "Les Entreprises Brusseau ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of \$1 each and 30,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company is at 2020 Arvida Street, Saint-Bruno-de-Montarville, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410-o 1194-68

**Les Entreprises Riga inc.**  
**Riga Enterprises Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of March, 1968, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Bertrand Rioux estimator, 335 Béique, Chambly, Réjean Lavallée, chartered accountant, 11411 Éthier, Montreal-North, and Georges Gagnon, contractor, 200 Giroux, Laval, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Les Entreprises Riga inc.—Riga Enterprises Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Saint-Léonard, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410 1178-68

**Les Entreprises St-Valérien ltée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Robert Bienvenue, André Bienvenue and Jean Bienvenue, all three butchers, of Saint-Valérien-de-Milton, for the following purposes:

To breed and deal in animals, under the name of "Les Entreprises St-Valérien ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Saint-Valérien-de-Milton, judicial district of Bedford.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410 1216-68

**Jean Éthier construction ltée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean Éthier, 220 Cyr street, Saint-Janvier, André Lecompte, 4 Maisonneuve street, Saint-Jérôme, and Gérard Lanthier, 104 Terrasse Lafontaine, Lafontaine, all three labourers, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors and deal in all kinds of materials, under the name of "Jean Éthier construction ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of \$100 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Saint-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410 1236-68

**Fox Sales & Service Centre Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de mars 1968, constituant en corporation: Lloyd John White, vendeur, 5102, rue Savoie, Kenneth Draycott, mécanicien, 12226, rue Tilly, tous deux de Pierrefonds, Albert Gomberg, 5740, Blossom, et Maurice Steinberg, 5713, avenue Palmer, ces deux derniers avocats, de Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

Fabriquer de la machinerie, des moteurs, des outils, des instruments toutes sortes d'articles de quincaillerie, en faire le commerce, sous le nom de « Fox Sales & Service Centre Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1045, rue Notre-Dame, Lachine, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410 1295-68

**Franchises Char-Bon-Goût inc.  
Char-Bon-Goût Franchises Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de mars 1968, constituant en corporation: Norman S. Kessner, avocat, 4555, Bonavista, app. 405, Daphne Saunderson, 322, Elm, tous deux de Montréal, et Anne Brown, 5501, Adalbert, app. 215, Côte Saint-Luc, ces deux dernières secrétaires, célibataires, pour les objets suivants:

Faire le commerce de restaurateurs, sous le nom de « Franchises Char-Bon-Goût inc.—Char-Bon-Goût Franchises Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 6,000 actions ordinaires de \$5 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410 1006-68

**Gabriel Developments Inc.  
Les Développement Gabriel inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de mars 1968, constituant en corporation: Eugène J. Blaine, entrepreneur, Martina I. Schmidt, ménagère, épouse dudit Eugène J. Blaine, tous deux de 131, avenue Brookfield, Montréal, et William Hay, entrepreneur, 580, Carlyle, Mont Royal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Gabriel Developments Inc.—Les Développement Gabriel inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 9545, boulevard St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410 1196-68

**Fox Sales & Service Centre Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lloyd John White, salesman, 5102 Savoie Street, Kenneth Draycott, mechanic, 12226 Tilly Street, both of Pierrefonds, Albert Gomberg, 5740 Blossom, and Maurice Steinberg, 5713 Palmer Avenue, the latter two advocates, of Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To manufacture and deal in machinery, engines, tools, implements and hardware of all kinds, under the name of "Fox Sales & Service Centre Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 1045 Notre-Dame Street, Lachine, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410-o 1295-68

**Franchises Char-Bon-Goût inc.  
Char-Bon-Goût Franchises Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of March, 1968, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Norman S. Kessner, advocate, 4555 Bonavista, Apt. 405, Daphne Saunderson, 322 Elm, both of Montreal, and Anne Brown, 5501 Adalbert, Apt. 215, Côte Saint-Luc, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Franchises Char-Bon-Goût inc.—Char-Bon-Goût Franchises Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 6,000 common shares of \$5 each and 2,000 preferred shares of \$5 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410-o 1006-68

**Gabriel Developments Inc.  
Les Développement Gabriel inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of March, 1968, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Eugène J. Blaine, contractor, Martina I. Schmidt, housewife, wife of the said Eugène J. Blaine, both of 131 Brookfield Avenue, Montreal, and William Hay, contractor, 580 Carlyle, Mount Royal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Gabriel Developments Inc.—Les Développement Gabriel inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 9545 St. Lawrence Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410-o 1196-68

**Gestion G. G. inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15<sup>e</sup> jour de mars 1968, constituant en corporation: Gilles Morier, notaire, 400, St-Michel, Marcel Rivard, comptable agréé, 1125, St-Charles, et Ritha Hébert, secrétaire, veuve de Albert Lussier, 915, Crevier, tous trois de La Providence, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie de portefeuille, de placement et de gestion, sous le nom de « Gestion G. G. inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune, 20,000 actions privilégiées classe « A » de \$1 chacune et en 1,000 actions privilégiées classe « B » de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1555, rue Girouard, suite 301, Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410-o 669-68

**Hawleway Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26<sup>e</sup> jour de mars 1968, constituant en corporation: Melvin Frederick Hunter, administrateur, Marilyn Joyce Hawley, ménagère, épouse séparée de biens dudit Melvin Frederick Hunter, tous deux de 75, rue Prince, et William Duncan Soles, administrateur, 92, rue Sullivan, tous trois de Châteauguay, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de « Hawleway Inc. », avec un capital total de \$15,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 75, rue Prince, Châteauguay, district judiciaire de Beauharnois.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410 4885-67

**Hôpital Fleur de Lys (1968) inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13<sup>e</sup> jour de mars 1968, constituant en corporation: Nicole Viau, 6834, rue Des Écores, Hélène Michaud, 3685, rue Berri, app. 109, et Ginette Murray, 2351, rue Bellechasse, toutes trois secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Maintenir et exploiter un hôpital et dispenser tous les services connexes ou s'y rapportant, sous le nom de « Hôpital Fleur de Lys (1968) inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 2,500 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 220, Sapi- nière-Dorion est, Québec, district judiciaire de Québec.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410-o 711-68

**Gestion G. G. inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of March, 1968, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Gilles Morier, notary, 400 Saint-Michel, Marcel Rivard, chartered accountant, 1125 Saint-Charles, and Ritha Hébert, secretary, widow of Albert Lussier, 915 Crevier, all three of La Providence, for the following purposes:

To carry on the operations of a holding, investment and management company, under the name of "Gestion G. G. inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each, 20,000 preferred class "A" shares of \$1 each and 1,000 preferred class "B" shares of \$10 each.

The head office of the company is at 1555 Girouard street, suite 301, Saint-Hyacinthe, judicial district of Saint-Hyacinthe.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410 669-68

**Hawleway Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Melvin Frederick Hunter, executive, Marilyn Joyce Hawley, housewife, wife separate as to property of the said Melvin Frederick Hunter, both of 75 Prince Street, and William Duncan Soles, executive, 92 Sullivan Street, all three of Châteauguay, for the following purposes:

To carry on the business of a holding company, under the name of "Hawleway Inc.", with a total capital stock of \$15,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 75 Prince Street, Châteauguay, judicial district of Beauharnois.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410-o 4885-67

**Hôpital Fleur de Lys (1968) inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of March, 1968, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Nicole Viau, 6834 Des Écores Street, Hélène Michaud, 3685 Berri Street, Apt. 109, and Ginette Murray, 2351 Bellechasse Street, all three secretaries, spinsters of the full age of majority, of Montreal, for the following purposes:

To direct and operate a hospital and to dispense all services connected with or related thereto, under the name of "Hôpital Fleur de Lys (1968) inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,500 common shares of a nominal value of \$10 each and into 2,500 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at 220 Sapi- nière-Dorion East, Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410 711-68

**Claude Huppé Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de mars 1968, constituant en corporation: Claude Huppé, entrepreneur, 2301, Sauriol est, Montréal, Bernard Huppé, menuisier, 3580, Isabelle, Laval, et Blanche Huppé, institutrice, fille majeure, Saint-Gilles, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs, entrepreneurs généraux ou sous-entrepreneurs en construction, sous le nom de « Claude Huppé Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2301, rue Sauriol, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410-o 1262-68

**Hurricane Harbor Fashions Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de mars 1968, constituant en corporation: Billy Mauer, 955, Plymouth, Mont Royal, James Khazzam, 44, avenue Sunnyside, Westmount, tous deux avocats, Peggy Ann Singer, ménagère, épouse séparée de biens de Marvin Singer, 108, chemin Thurlow Hampstead, et Jean Fries, secrétaire, épouse commune en biens de Eric Fries, 1203, boulevard Saraguay, Pierrefonds, pour les objets suivants:

Confectionner des vêtements et articles vestimentaires de toutes sortes, en faire le commerce, sous le nom de « Hurricane Harbor Fashions Inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 9,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 111, Chabanel, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410 1303-68

**Incom Corp.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de mars 1968, constituant en corporation: Rolland Verreault, 7205, Sagard, Montréal, Claude Audy, 610, Claude, tous deux ingénieurs professionnels, et Raymond LeBlanc, comptable agréé, 707, du Parc, ces deux derniers de Saint-Jérôme, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Incom Corp. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 300, rue Longpré, Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410-o 219-68

**Claude Huppé Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Claude Huppé, contractor, 2301 Sauriol East, Montreal, Bernard Huppé, carpenter, 3580 Isabelle, Laval, and Blanche Huppé, professor, spinster of the full age of majority, Saint-Gilles, for the following purposes:

To carry on business as constructors, general contractors or construction sub-contractors, under the name of "Claude Huppé Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 2301 Sauriol Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410 1262-68

**Hurricane Harbor Fashions Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Billy Mauer, 955 Plymouth, Mount Royal, James Khazzam, 44 Sunnyside Avenue, Westmount, both advocates, Peggy Ann Singer, housewife, wife separate as to property of Marvin Singer, 108 Thurlow Road, Hampstead, and Jean Fries, secretary, wife common as to property of Eric Fries, 1203 Saraguay Boulevard, Pierrefonds, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing and wearing apparel of all kinds, under the name of "Hurricane Harbor Fashions Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 10,000 common shares of a par value of \$1 each and 9,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company is at 111 Chabanel, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410-o 1303-68

**Incom Corp.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Rolland Verreault, 7205 Sagard, Montreal, Claude Audy, 610 Claude, both professional engineers, and Raymond LeBlanc, chartered accountant, 707 du Parc, the latter two of Saint-Jérôme, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Incom Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 300 Longpré Street, Saint-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410 219-68

**Industries Barrière inc.  
Barrière Industries Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25<sup>e</sup> jour de mars 1968, constituant en corporation: Georges Wurtele, avocat, 32, rue Blainville est, Sainte-Thérèse, Michel Héту, notaire, 10, rue Féré, Saint-Eustache, et Yvette Fortin, secrétaire, fille majeure, 120, Équerre, Laval, pour les objets suivants:

Faire le commerce de réservoirs à pression et des équipements connexes, sous le nom de « Industries Barrière inc. — Barrière Industries Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 390 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410-o

1174-68

**Inserva (Canada) Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15<sup>e</sup> jour de mars 1968, constituant en corporation: Jean-Marc Poulin, avocat, 11765, Alexandre-Lacoste, Ruth DeKinder, secrétaire, épouse de Louis DeKinder, 10184, Marquette, tous deux de Montréal, Diane Rivard, aide-sociale, épouse de Jean Rivard, 20, Place Côte Vertu, Saint-Laurent, et Cécile Benoît, secrétaire, épouse de Fernand Benoît, 11392, L'Archevêque, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Faire le commerce de courtier en valeurs mobilières et généralement avoir une entreprise de placement, sous le nom de « Inserva (Canada) Itée », avec un capital total de \$300,000, divisé en 300,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410-o

449-68

**Les Investissements Granda inc.  
Granda Investments Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15<sup>e</sup> jour de mars 1968, constituant en corporation: Normand Ayotte, mécanicien, 3761, Linton, app. 1, Marc Chénard, avocat, 3721, chemin Coronet, app. 16, et Georges Lalouz, courtier en immeubles, 3005, Bedford, app. 12A, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les Investissements Granda inc. — Granda Investments Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 600 actions ordinaires de \$50 chacune et en 200 actions privilégiées de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410-o

1028-68

**Industries Barrière inc.  
Barrière Industries Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Georges Wurtele, advocate, 32 Blainville Street East, Sainte-Thérèse, Michel Héту, notary, 10 Féré Street, Saint-Eustache, and Yvette Fortin, secretary, spinster of the full age of majority, 120 Équerre, Laval, for the following purposes:

To deal in pressure tanks and equipment related thereto, under the name of "Industries Barrière inc. — Barrière Industries Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and into 390 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410

1174-68

**Inserva (Canada) Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of March, 1968, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Jean-Marc Poulin, advocate, 11765, Alexandre-Lacoste, Ruth DeKinder, secretary, wife of Louis DeKinder, 10184, Marquette, both of Montreal, Diane Rivard, social-aid, wife of Jean Rivard, 20 Place Côte Vertu, Saint-Laurent, and Cécile Benoît, secretary, wife of Fernand Benoît, 11392, L'Archevêque, Montreal-North, for the following purposes:

To carry on business as securities brokers and to generally operate an investment company, under the name of "Inserva (Canada) Itée", with a total capital stock of \$300,000, divided into 300,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410

449-68

**Les Investissements Granda inc.  
Granda Investments Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of March, 1968, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Normand Ayotte, mechanic, 3761 Linton, Apt. 1, Marc Chénard, advocate, 3721 chemin Coronet, Apt. 16, and Georges Lalouz, real estate broker, 3005 Bedford, Apt. 12A, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as real estate and construction company, under the name of "Les Investissements Granda inc. — Granda Investments Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 600 common shares of \$50 each and 200 preferred shares of \$50 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410

1028-68

**Island Coaster Amusements Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de mars 1968, constituant en corporation: Julius Sternthal, administrateur, 4844, chemin Circle, Moe Liberman, comptable agréé, 4262, Badgley, tous deux de Montréal, Sydney Phillips, avocat et conseil en Loi de la reine, 5616, Palmer, et Jack Lerner, administrateur, 6623, Baily, ces deux derniers de Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

Exercer un commerce qui consiste à procurer des divertissements au public, sous le nom de « Island Coaster Amusements Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4770, avenue Kent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410 1140-68

**Jeune Chambre de Rivière Portneuf inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de mars 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Jeannot Bélanger, case postale 65, Léonard Bouchard, tous deux gérants, et Paul Turcotte, commis, tous trois de Sainte-Anne-de-Portneuf (Rivière-Portneuf), pour les objets suivants:

Promouvoir l'intérêt et l'avancement de Rivière Portneuf et agir au bénéfice des jeunes en les intéressant au progrès économique, social et civique de leur milieu, sous le nom de « Jeune Chambre de Rivière Portneuf inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$20,000.

Le siège social de la corporation est à Sainte-Anne-de-Portneuf (Rivière-Portneuf), district judiciaire de Hauterive.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410-o 1289-68

**Judylaine Holdings Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de mars 1968, constituant en corporation: Max S. Kaufman, 574, Claremont, Westmount, J. Roy Hoffman, 5615, Pinedale, Côte Saint-Luc, tous deux avocats et conseils en Loi de la reine, Oscar Respitz, avocat, 4945, Glencairn, et Philip Shugar, étudiant en droit, 4055, Bourret, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles, de construction, de portefeuille et de placements, sous le nom de « Judylaine Holdings Inc. », avec un capital total de \$400,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune, 40,000 actions privilégiées catégorie « A » de \$1 chacune et 3,590 actions privilégiées catégorie « B » de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410 1229-68

**Island Coaster Amusements Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Julius Sternthal, executive, 4844 Circle Road, Moe Liberman, chartered accountant, 4262 Badgley, both of Montreal, Sydney Phillips, attorney and Queen's Counsel, 5616 Palmer, and Jack Lerner, executive, 6623 Baily, the latter two of Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To carry on the business of furnishing amusement to the public, under the name of "Island Coaster Amusements Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 4770 Kent Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410-o 1140-68

**Jeune Chambre de Rivière Portneuf inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jeannot Bélanger, Post Office Box 65, Léonard Bouchard, both managers, and Paul Turcotte, clerk, all three of Sainte-Anne-de-Portneuf (Rivière-Portneuf), for the following purposes:

To promote the interest and progress of Rivière Portneuf and to stimulate the interest of young people in the economic, social and civic promotion of their environment, under the name of "Jeune Chambre de Rivière Portneuf inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$20,000.

The head office of the company is at Sainte-Anne-de-Portneuf (Rivière-Portneuf), judicial district of Hauterive.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410 1289-68

**Judylaine Holdings Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of March, 1968, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Max S. Kaufman, 574 Claremont, Westmount, J. Roy Hoffman, 5615 Pinedale, Côte Saint-Luc, both advocates and Queen's Counsels, Oscar Respitz, advocate, 4945 Glencairn, and Philip Shugar, law student, 4055 Bourret, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction, holding and investment company, under the name of "Judylaine Holdings Inc.", with a total capital stock of \$400,000, divided into 100 common shares of \$10 each, 40,000 class "A" preferred shares of \$1 each and 3,590 class "B" preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410-o 1229-68

**L. B. Machine Shop Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de mars 1968, constituant en corporation: Gaëtan Trottier, Gilles Boucher, tous deux notaires, et Marguerite Bergeron, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens d'Adrien Paré, tous trois de 26, Notre-Dame est, Victoriaville, pour les objets suivants:

Exploiter des usines de machinage, de soudure et tout ce qui s'y rapporte, sous le nom de « L. B. Machine Shop Inc. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 300 actions privilégiées de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410-o 5277-67

**Gilles Laroche inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de mars 1968, constituant en corporation: Gilles Laroche, industriel, Lise Laffamme, ménagère, épouse dudit Gilles Laroche, tous deux de 113, De Bercy, Villeneuve, et Claude LaBrosse, comptable général agréé, 1341, Oak, Sillery, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux et faire le commerce de matériaux de toutes sortes, sous le nom de « Gilles Laroche inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 113, rue De Bercy, Villeneuve, district judiciaire de Québec.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410-o 1327-68

**Levesque & St-Amour inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de mars 1968, constituant en corporation: Louis Vaillancourt, 4519, Oxford, Roma Cousineau, 5652, Drake, tous deux de Montréal, et Bernard Desjarlais, 1600, Stephens, Verdun, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer dans toutes ses spécialités le commerce d'entrepreneur-plombier, sous le nom de « Levesque & St-Amour inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 38, rue Centrale, LaSalle, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410-o 1281-68

**Lingerie Vauquelin inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

**L. B. Machine Shop Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gaëtan Trottier, Gilles Boucher, both notaries, and Marguerite Bergeron, secretary, wife contractually separate as to property of Adrien Paré, all three of 26 Notre-Dame East, Victoriaville, for the following purposes:

To operate machine and welding shops in all their specialties, under the name of "L. B. Machine Shop Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each and 300 preferred shares of \$50 each.

The head office of the company is at Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410 5277-67

**Gilles Laroche inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gilles Laroche, industrialist, Lise Laffamme, housewife, wife of said Gilles Laroche, both of 113 De Bercy, Villeneuve, and Claude LaBrosse, general chartered accountant, 1341 Oak, Sillery, for the following purposes:

To carry on business as builders and general contractors and to deal in materials of all kinds, under the name of "Gilles Laroche inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 113 De Bercy Street, Villeneuve, judicial district of Québec.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410 1327-68

**Levesque & St-Amour inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Louis Vaillancourt, 4519 Oxford, Roma Cousineau, 5652 Drake, both of Montreal, and Bernard Desjarlais, 1600 Stephens, Verdun, all three advocates, for the following purposes:

To operate a plumbing-contractor business in all its specialties, under the name of "Levesque & St-Amour inc.", with a total stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 38 Centrale Street, LaSalle, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410 1281-68

**Lingerie Vauquelin inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of March, 1968, have been issued by

patentes, en date du 25e jour de mars 1968, constituant en corporation: Guiseppa Catalano, constructeur, 7470, Cartier, Leonardo Catalano, poseur de tuiles, et Guiseppa Magazza, couturière, épouse séparée de biens dudit Leonardo Catalano, ces deux derniers de 2537, Vauquelin, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements de toutes sortes, sous le nom de « Lingerie Vauquelin inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410-o

1297-68

**M. B. M. B. inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de mars 1968, constituant en corporation: Maurice Bélanger, représentant, Marguerite Audet, ménagère, épouse dudit Maurice Bélanger, tous deux de 11515, James-Morrice, Montréal, et Germaine Bélanger, vendeur, 33, 81e avenue, Sainte-Thérèse, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises, sous le nom de « M. B. M. B. inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410-o

1282-68

**Maison Notre-Dame de Laval inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Paul-André Brassard, travailleur social, 9046, Montgolfier, Lucien Robillard, architecte, 4915, de Salaberry, et Claude Rouleau, ingénieur conseil, 10127, St-Laurent, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Administrer une école de rééducation pour les jeunes et les adolescentes exceptionnelles, spécialement celles reconnues comme telles par une Cour de Bien-Être social ou les services sociaux légalement constitués, sous le nom de « Maison Notre-Dame de Laval inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$5,000,000.

Le siège social de la corporation est boulevard Levesque, Laval, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410-o

4653-67

**Matériaux Étoile inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de mars 1968, constituant en corporation: Pierre-L. Lapointe,

the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Guiseppa Catalano, builder, 7470 Cartier, Leonardo Catalano, tile layer, and Guiseppa Magazza, seamstress, wife separate as to property of said Leonardo Catalano, the latter two of 2537 Vauquelin, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in clothing of all kinds, under the name of "Lingerie Vauquelin inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410

1297-68

**M. B. M. B. inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Maurice Bélanger, representative, Marguerite Audet, housewife, wife of said Maurice Bélanger, both of 11515 James-Morrice, Montreal, and Germaine Bélanger, salesman, 33, 81st Avenue, Sainte-Thérèse, for the following purposes:

To deal in all kinds of products, articles and merchandise, under the name of "M. B. M. B. inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of \$10 each and 2,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410

1282-68

**Maison Notre-Dame de Laval inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Paul-André Brassard, social worker, 9046 Montgolfier, Lucien Robillard, architect, 4915 de Salaberry, and Claude Rouleau, consulting engineer, 10127 St-Laurent, all three of Montreal, for the following purposes:

To direct a re-education school for handicapped children and adolescents, especially those recognized as such by a Social Welfare Court or social services legally incorporated, under the name of "Maison Notre-Dame de Laval inc."

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is \$5,000,000.

The head office of the corporation is at Levesque Boulevard, Laval, judicial district of Montreal.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410

4653-67

**Matériaux Étoile inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre-L. Lapointe, 155 Marcotte,

155, Marcotte, Saint-Laurent, Alexander S. Konigsberg, 7920, Côte St-Luc, et Jacques Lemaitre-Auger, 8462, Drolet, ces deux derniers de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de matériaux de construction, sous le nom de « Matériaux Étoile inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 104, rue de l'Étoile, Laval, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410-o 1305-68

#### Maurice Food Services Management Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14<sup>e</sup> jour de mars 1968, constituant en corporation: Joseph Tarasofsky, 4572, Coolbrooke, W. Robert Golfman, 3475, Durocher, tous deux de Montréal, et Jack Shayne, 5781, Melling, Côte Saint-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de conseillers de gestion, consultants industriels et conseillers et consultants dans les opérations de toutes sortes de commerces, opérations et entreprises, sous le nom de « Maurice Food Services Management Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410 1185-68

#### Moore Distributing Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18<sup>e</sup> jour de mars 1968, constituant en corporation: Harry Moore, vendeur, Patricia Asquith, ménagère, épouse commune en biens, dudit Harry Moore, et Brian Robert Moore, commis, tous trois de 2372, Benjamin-Sulte, Montréal-nord, pour les objets suivants:

Fabriquer tous genres et espèces de spécialités en papier et tous autres articles de commerce, de quelque façon, connexes à ceux, en faire le commerce, sous le nom de « Moore Distributing Corporation », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 20,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2372, rue Benjamin-Sulte, Montréal-nord, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410 1226-68

#### Motels de La Place inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14<sup>e</sup> jour de mars 1968, constituant en corporation: Francis Laplace,

Saint-Laurent, Alexander S. Konigsberg, 7920 Côte Saint-Luc, and Jacques Lemaitre-Auger, 8462 Drolet, the latter two of Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To deal in all kinds of building materials, under the name of "Matériaux Étoile inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 104 de l'Étoile Street, Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410 1305-68

#### Maurice Food Services Management Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of March, 1968, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Joseph Tarasofsky, 4572 Coolbrooke, W. Robert Golfman, 3475 Durocher, both of Montreal, and Jack Shayne, 5781 Melling, Côte Saint-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of management consultants, industrial consultants and advisers and consultants in the operation of all kinds of businesses, operations and undertakings, under the name of "Maurice Food Service Management Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410-o 1185-68

#### Moore Distributing Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Harry Moore, salesman, Patricia Asquith, housewife, wife in community as to property of the said Harry Moore, and Brian Robert Moore, clerk, all three of 2372 Benjamin-Sulte, Montreal North, for the following purposes:

To manufacture and deal in all manners and types of paper specialties and all other articles of commerce in any way allied thereto, under the name of "Moore Distributing Corporation", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 20,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 2372 Benjamin-Sulte Street, Montreal North, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410-o 1226-68

#### Motels de La Place inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of March, 1968, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Francis Laplace, manufacturer,

manufacturier, Lucille Pageau, sans occupation, épouse contractuellement séparée de biens dudit Francis Laplace, tous deux de 10743, Lamoureux, Montréal-Nord, et Albert Laplace, mécanicien, 4631, rue Brisebois, Laval, pour les objets suivants:

Exploiter tous édifices, maisons, hôtels, motels ou toutes autres constructions publiques ou privées, sous le nom de « Motels de La Place inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 5,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 10743, Lamoureux, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE,

24410-o

1228-68

**Les Motels Manic inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de mars 1968, constituant en corporation: Napoléon Otis, menuisier, Jeanine Pineau, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Napoléon Otis, tous deux de 1128, Gallix, et Roger Otis, entrepreneur-électricien, 2712, boulevard Lafèche, tous trois de Hauterive, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, motels, auberges et restaurants, sous le nom de « Les Motels Manic inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Hauterive, district judiciaire de Hauterive.

*Le sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

24410-o

692-68

**Parmington Tire Sales Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de mars 1968, constituant en corporation: Victor Parenteau, hôtelier, 961, 3e avenue, Val d'Or, Joseph-Noël Parenteau, imprimeur, 101, Olivier, Cowansville, et Régis Parenteau, entrepreneur, 56, Bernier, East Angus, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Parmington Tire Sales Ltd. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

*Le sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

24410-o

1172-68

**Pavillon St-Charles de Limoilou**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de mars 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Louis Levesque, épicié, Dr Nelson Turmel, médecin, et Xavier Sohier, imprimeur, tous trois de Québec, pour les objets suivants:

Lucille Pageau, without emplacement, wife contractually separate as to property of said Francis Laplace, both of 10743 Lamoureux, Montreal North, and Albert Laplace, mechanic, 4631 Brisebois street, Laval, for the following purposes:

To operate all buildings, houses, hotels, motels or any other public or private buildings, under the name of "Motels de La Place inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 5,000 common shares of a nominal value of \$10 each and 5,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at 10743 Lamoureux, Montreal North, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

24410

1228-68

**Les Motels Manic inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Napoléon Otis, carpenter, Jeanine Pineau, housewife, wife contractually separate as to property of said Napoléon Otis, both of 1128 Gallix, and Roger Otis, contractor-electrician, 2712 Lafèche Boulevard, all three of Hauterive, for the following purposes:

To operate hotels, motels, inns and restaurants, under the name of "Les Motels Manic inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Hauterive, judicial district of Hauterive.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

24410

692-68

**Parmington Tire Sales Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of March, 1968, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Victor Parenteau, innkeeper, 961, 3rd Avenue, Val d'Or, Joseph-Noël Parenteau, printer, 101 Olivier, Cowansville, and Régis Parenteau, contractor, 56 Bernier, East Angus, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers and to deal in automobiles, motors, machines and all their accessories and parts, under the name of "Parmington Tires Sales Ltd.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 5,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

24410

1172-68

**Pavillon St-Charles de Limoilou**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Louis Levesque, grocer, Dr. Nelson Turmel, doctor, and Xavier Sohier, printer, all three of Quebec, for the following purposes:

Administrer un établissement de bien-être pour les enfants handicapés, débiles mentaux profonds et entraînables et pour les personnes âgées et autres adultes, sous le nom de « Pavillon St-Charles de Limoilou ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$3,500,000.

Le siège social de la corporation est à Québec, district judiciaire de Québec.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410-o 696-68

**Primo Shoes Importing Inc.**  
**Importation de chaussures Primo inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14<sup>e</sup> jour de mars 1968, constituant en corporation: Baldassare Ciricillo, 11829, Frigon, Montréal, Isidoro Colocchia, 5444, Henri-Bourassa est, Montréal-Nord, et Salvatore Ciricillo, 1350, Jonquière, Laval, tous trois marchands, pour les objets suivants:

Importer, exporter, fabriquer et faire le commerce de toutes sortes de chaussures, articles en cuir et leurs accessoires, sous le nom de « Primo Shoes Importing Inc.—Importation de chaussures Primo inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Léonard, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410-o 1155-68

**Les Production Serge Deyglun inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25<sup>e</sup> jour de mars 1968, constituant en corporation: Raymond Lette, 27, McNider, Outremont, Jean Biron, 3500, Ridgewood, et Jean-Pierre Sutto, 4750, Meridian, ces deux derniers de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme producteurs et éditeurs de films et de tout genre de projections animées, sous le nom de « Les Productions Serge Deyglun inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410-o 1294-68

**Produits alimentaires Lily Itée**  
**Lily's Foods Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21<sup>e</sup> jour de mars 1968, constituant en corporation: Gilles Coulombe, avocat, 874, Kennedy nord, Françoise Fouquet, secrétaire, fille majeure, 1011, McManamy, et Nicole Racine, secrétaire, épouse séparée de biens de Yves Racine, 630, Jacques-Cartier, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

To direct a social welfare establishment for handicapped children, for the mentally deficient and for the aged and other adults, under the name of "Pavillon St-Charles de Limoilou".

The amount to which is limited the immovable property which the corporation may acquire and possess, is \$3,500,000.

The head office of the corporation is at Québec, judicial district of Québec.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410 696-68

**Primo Shoes Importing Inc.**  
**Importation de chaussures Primo inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of March, 1968, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Baldassare Ciricillo, 11829 Frigon, Montreal, Isidoro Colocchia, 5444 Henri-Bourassa East, Montreal-North, and Salvatore Ciricillo, 1350 Jonquière, Laval, all three traders, for the following purposes:

To import, export, manufacture and deal in all kinds of shoes, leather articles and their accessories, under the name of "Primo Shoes Importing Inc.—Importation de chaussures Primo inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Saint-Léonard, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410 1155-68

**Les Production Serge Deyglun inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Raymond Lette, 27 McNider, Outremont, Jean Biron, 3500 Ridgewood, and Jean-Pierre Sutto, 4750 Meridian, the latter two of Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as producers and editors of films and all kinds of motion pictures, under the name of "Les Productions Serge Deyglun inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410 1294-68

**Produits alimentaires Lily Itée**  
**Lily's Foods Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gilles Coulombe, advocate, 874 Kennedy North, Françoise Fouquet, secretary, spinster of the full age of majority, 1011 McManamy, and Nicole Racine, secretary, wife separate as to property of Yves Racine, 630 Jacques-Cartier, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

Faire le commerce de produits alimentaires de toutes sortes, sous le nom de « Produits alimentaires Lily Itée — Lily's Foods Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune, 375 actions privilégiées « A » de \$100 chacune et en 1,500 actions privilégiées « B » de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 412, St-Jacques ouest, Princeville, district judiciaire d'Arthabaska.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
**RAYMOND DOUVILLE.**  
 24410-o 1224-68

**Les Produits Maskin inc.**  
**Maskin Products Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de mars 1968, constituant en corporation: Jacques Vertefeuille, Armand Cournoyer, tous deux de Maskinongé, et Yoland Drapeau, Berthierville, tous trois commis, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Les Produits Maskin inc. — Maskin Products Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Maskinongé, district judiciaire de Trois-Rivières.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
**RAYMOND DOUVILLE.**  
 24410-o 1275-68

**Produits Pacha Itée**  
**Pacha Products Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de mars 1968, constituant en corporation: Paul Lemieux, avocat, et conseil en Loi de la reine, Cécile G. Lemieux, ménagère, épouse séparée de biens dudit Paul Lemieux, tous deux de 409, Vauquelin, Beloeil, et Lucie Girard, esthéticienne, fille majeure, 500, rue Bowen sud, Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'aliments, condiments, conserves, sauces, épices, fruits, légumes, viandes, victuailles et provisions de tous genres et espèces, sous le nom de « Produits Pacha Itée — Pacha Products Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 600 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 3,940 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 484, rue McGill, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
**RAYMOND DOUVILLE.**  
 24410-o 1256-68

**Renaldi incorporée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de mars 1968, constituant en corporation: François Renaldi, plâtrier, Simone Tuton, ménagère, épouse séparée de biens dudit François Renaldi, tous deux de 6145, Louis-Sicard, et Paul Chalifoux, comptable, 777, Villeray est, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

To deal in food products of all kinds, under the name of "Produits alimentaires Lily Itée — Lily's Foods Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each, 375 preferred "A" shares of \$100 each and 1,500 preferred "B" shares of \$1 each.

The head office of the company is at 412 Saint-Jacques West, Princeville, judicial district Arthabaska.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*  
 24410 1224-68

**Les Produits Maskin inc.**  
**Maskin Products Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Vertefeuille, Armand Cournoyer, both of Maskinongé and Yoland Drapeau, Berthierville, all three clerks, for the following purposes:

To deal in furniture and novelties of all kinds, under the name of "Les Produits Maskin inc. — Maskin Products Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Maskinongé, judicial district of Trois-Rivières.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*  
 24410 1275-68

**Produits Pacha Itée**  
**Pacha Products Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Paul Lemieux, advocate and Queen's Counsel, Cécile G. Lemieux, housewife, wife separate as to property of said Paul Lemieux, both of 409 Vauquelin, Beloeil, and Lucie Girard, esthetist, spinster of the full age of majority, 500 Bowen South Street, Sherbrooke, for the following purposes:

To deal in foods, spices, canned goods, sauces, seasoning, fruits, vegetables, meat, eatables and provisions of all kinds and sorts, under the name of "Produits Pacha Itée — Pacha Products Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 600 common shares of a nominal value of \$1 each and 3,940 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at 484 McGill Street, Montreal, judicial district of Montreal.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*  
 24410 1256-68

**Renaldi incorporée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: François Renaldi, plasterer, Simone Tuton, housewife, wife separate as to property of said François Renaldi, both of 6145 Louis-Sicard, and Paul Chalifoux, accountant, 777 Villeray East, all three of Montreal, for the following purposes:

Faire le commerce de toutes sortes de matériaux, outillages et appareils dont se servent généralement les entrepreneurs généraux et les constructeurs, sous le nom de « Renaldi incorporée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410-o 1277-68

#### Restaurant de l'Hôtel Colonnade inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de mars 1968, constituant en corporation: Alex Katarelos, restaurateur, 7560, Birnam, app. 4, Maurice Gauthier, gérant d'hôtel, 1366, boulevard Dorchester, et Demetrius Manolacos, notaire, 1110, ouest, rue Sherbrooke, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Restaurant de l'Hôtel Colonnade inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 6,000 actions ordinaires de \$5 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410 1059-68

#### Restaurant Normandie (Rigaud) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de mars 1968, constituant en corporation: Marcel Pilon, restaurateur, Pauline Faubert, ménagère, épouse dudit Marcel Pilon, tous deux de 18, avenue St-Jean-Baptiste, et Jean-Marc Hayes, cuisinier, tous trois de Rigaud, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Restaurant Normandie (Rigaud) inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune et en 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rigaud, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410-o 1030-68

#### Robert Bar Salon inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de mars 1968, constituant en corporation: Robert Nantel, restaurateur, 1660, Jacques-Hertel, Oscar Lauzon, entrepreneur, 5965, Hurteau, et Jean Grondin, comptable, 5173, Notre-Dame ouest, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Robert Bar Salon inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410-o 1240-68

To deal in all kinds of material, tools and appliances generally used by general constructors and contractors, under the name of "Renaldi incorporée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410 1277-68

#### Restaurant de l'Hôtel Colonnade inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Alex Katarelos, restaurateur, 7560 Birnam, Apt. 4, Maurice Gauthier, hotel operator, 1366 Dorchester Boulevard, and Demetrius Manolacos, notary, 1110 Sherbrooke Street West, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Restaurant de l'Hôtel Colonnade inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 6,000 common shares of \$5 each and 2,000 preferred shares of \$5 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410-o 1059-68

#### Restaurant Normandie (Rigaud) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marcel Pilon, restaurateur, Pauline Faubert, housewife, wife of said Marcel Pilon, both of 18 Saint-Jean-Baptiste avenue, and Jean-Marc Hayes, cook, all three of Rigaud, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Restaurant Normandie (Rigaud) inc.", with a total capital of \$50,000, divided into 250 common shares of \$100 each and 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Rigaud, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410 1030-68

#### Robert Bar Salon inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Robert Nantel, restaurateur, 1660 Jacques-Hertel, Oscar Lauzon, contractor, 5965 Hurteau, and Jean Grondin, accountant, 5173 Notre-Dame West, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Robert Bar Salon inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410 1240-68

**Ro-El Handbags Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de mars 1968, constituant en corporation: Irving Dym, marchand, Freda Weiskop, ménagère, épouse séparée de biens dudit Irving Dym, et Jack Dym, marchand, tous trois de 5235, Dalou, Montréal, pour les objets suivants:

Confectionner des chapeaux et toutes sortes d'ornements, articles de nouveauté pour vêtements et articles vestimentaires, en faire le commerce, sous le nom de « Ro-El Handbags Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410 1139-68

**Rogarc Enterprises Inc.  
Les Entreprises Rogarc inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de mars 1968, constituant en corporation: Harry Blank, 4625, avenue Miller, Conrad Shatner, 4725, avenue Fulton, tous deux avocats, et Rhoda Cohen, secrétaire, célibataire d'âge majeur, 6427, avenue MacDonald, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles, de portefeuille et de négociation commerciale, sous le nom de « Rogarc Enterprises Inc.—Les Entreprises Rogarc inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 20,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410 1144-68

**St. Bruno Holdings Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de mars 1968, constituant en corporation: Mitchell Klein, 188, Wexford Crescent, Hampstead, Alan Zebulon Golden, 4067, Vendôme, Ivan Edward Phillips, 1545, McGregor, tous trois avocats, Dorothea Calver, 5610, Decelles, Nessie Borland, 1850, Lincoln, et Eleanor Johnson, 5327A Prince de Galles, ces trois dernières secrétaires, célibataires, ces cinq derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de portefeuille, sous le nom de « St. Bruno Holdings Ltd. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 5,000 actions catégorie « A » de \$10 chacune et 5,000 actions catégorie « B » de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410 1254-68

**Ro-El Handbags Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Irving Dym, merchant, Freda Weiskop, housewife, wife separate as to property of the said Irving Dym, and Jack Dym, merchant, all three of 5235 Dalou, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in hats and all kinds of ornaments, novelties for clothing and wearing apparel, under the name of "Ro-El Handbags Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410-o 1139-68

**Rogarc Enterprises Inc.  
Les Entreprises Rogarc inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of March, 1968, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Harry Blank, 4625 Miller Avenue, Conrad Shatner, 4725 Fulton Avenue, both advocates, and Rhoda Cohen, secretary, spinster of the full age of majority, 6427 MacDonald Avenue, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, holding and commercial trading company, under the name of "Rogarc Enterprises Inc.—Les Entreprises Rogarc inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 20,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410-o 1144-68

**St. Bruno Holdings Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of March, 1968, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Mitchell Klein, 188 Wexford Crescent, Hampstead, Alan Zebulon Golden, 4067 Vendôme, Ivan Edward Phillips, 1545 McGregor, all three advocates, Dorothea Calver, 5610 Decelles, Nessie Borland, 1850 Lincoln, and Eleanor Johnson, 5327A Prince of Wales, the latter three secretaries, spinsters, the latter five of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and holding company, under the name of "St. Bruno Holdings Ltd.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 5,000 class "A" shares of \$10 each and 5,000 class "B" shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410-o 1254-68

**St. Clair Paint & Wallpaper (Montreal) Ltd.**  
**Peinture et Papier Tenture**  
**Ste-Claire (Montréal) Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20<sup>e</sup> jour de mars 1968, constituant en corporation: Jack Shayne, 5781, Melling, Côte Saint-Luc, Edward Aronoff, 4095, Côte des Neiges, app. 2, Joseph Tarasofsku, 4572, Coolbrook, et W. Robert Golfman, 3475, Durocher, ces trois derniers de Montréal, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Fabriquer des marchandises et articles de toutes sortes, en faire le commerce, sous le nom de « St. Clair Paint & Wallpaper (Montreal) Ltd. — Peinture et Papier Tenture Ste-Claire (Montréal) Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 36,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Anjou, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
**RAYMOND DOUVILLE.**

24410

1283-68

**St-Hubert Bar-B-Q (Hull) Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22<sup>e</sup> jour de mars 1968, constituant en corporation: Jean-Pierre Chandonnet, restaurateur, Jacqueline Pelletier, ménagère, épouse séparée de biens dudit Jean-Pierre Chandonnet, et Réjeanne Pelletier, gérante, fille majeure, tous trois de 12076, James-Morrice, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, aubergistes, hôteliers et traiteurs, sous le nom de « St-Hubert Bar-B-Q (Hull) Itée », avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie set 71, rue Champlain, Hull, district judiciaire de Hull.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
**RAYMOND DOUVILLE.**

24410-o

1307-68

**Salon Gy-Zel inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21<sup>e</sup> jour de mars 1968, constituant en corporation: Lucien Marcoux, briqueteur, Florence Massé, maître-coiffeur, épouse contractuellement séparée de biens dudit Lucien Marcoux, tous deux de 8059, St-Denis, et André Massé, avocat, 235, Dorchester est, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les métiers de barbier et de coiffeur sous toutes ses formes, sous le nom de « Salon Gy-Zel inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
**RAYMOND DOUVILLE.**

24410-o

1071-68

**St. Clair Paint & Wallpaper (Montreal) Ltd.**  
**Peinture et Papier Tenture**  
**Ste-Claire (Montréal) Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jack Shayne, 5781 Melling, Côte Saint-Luc, Edward Aronoff, 4095 Côte des Neiges, Apt. 2, Joseph Tarasofsky, 4572 Coolbrook, and W. Robert Golfman, 3475, Durocher, the latter three of Montreal, all four advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in goods and wares of all kinds, under the name of "St. Clair Paint & Wallpaper (Montreal) Ltd. — Peinture et Papier Tenture Ste-Claire (Montréal) Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$1 each and 36,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Anjou, judicial district of Montreal.

**RAYMOND DOUVILLE,**  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410-o

1283-68

**St-Hubert Bar-B-Q (Hull) Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Pierre Chandonnet, restaurant keeper, Jacqueline Pelletier, housewife, wife separate as to property of said Jean-Pierre Chandonnet, and Réjeanne Pelletier, manager, spinster of the full age of majority, all three of 12076 James-Morrice, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurant-keepers, innkeepers, hotel-keepers and caterers, under the name of "St-Hubert Bar-B-Q (Hull) Itée", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 71 Champlain Street, Hull, judicial district of Hull.

**RAYMOND DOUVILLE,**  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410

1307-68

**Salon Gy-Zel inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lucien Marcoux, bricklayer, Florence Massé, master-hairdresser, wife contractually separate as to property of said Lucien Marcoux, both of 8059 St-Denis, and André Massé, advocate, 235 Dorchester East, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on as barbers and hairdressers in all its forms, under the name of "Salon Gy-Zel inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

**RAYMOND DOUVILLE,**  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410

1071-68

**Sea-Jets International Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de mars 1968, constituant en corporation: Guy-E. Boisvert, 4976, Glencairn, Montréal, G. Harold Pickel, 47, Arlington, Westmount, et Claude Boisvert, 1505, Moore, Laval, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Entretien des bateaux et exploiter des quais et marinas et faire le commerce de moteurs, instruments de bateau, dispositifs, accessoires et appareils, sous le nom de « Sea-Jets International Inc. », avec un capital total de \$60,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 50,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 178, Cartier, Pointe-Claire, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
**RAYMOND DOUVILLE.**

24410

1250-68

**Servilex inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de mars 1968, constituant en corporation: Jean-H. Laffeur, avocat, 442, Woodlea, Mont-Royal, Richard Martel, homme d'affaires, 740, Leblanc, Laval, et Jeanne Cardinal, secrétaire, fille majeure, 793, Wilder, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Servilex inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 500, Place d'Armes, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
**RAYMOND DOUVILLE.**

24410-o

1269-68

**Sherkent Productions Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de mars 1968, constituant en corporation: Clarence Reuben Gross, avocat et conseil en Loi de la reine, 790, Lexington, Westmount, Joel Arnold Pinsky, 69, chemin Downshire, Hampstead, Harold Dizgun, 1000, avenue Pratt, Outremont, tous deux avocats, et Isobel Nicholson, secrétaire, célibataire d'âge majeur, 3661, rue Ste-Famille, Montréal, pour les objets suivants:

Réaliser un commerce de producteurs de vues animées et exploiter des studios de vues animées, sous le nom de « Sherkent Productions Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 39,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
**RAYMOND DOUVILLE.**

24410

1253-68

**Sea-Jets International Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Guy-E. Boisvert, 4976 Glencairn, Montreal, G. Harold Pickel, 47 Arlington, Westmount, and Claude Boisvert, 1550 Moore, Laval, all three advocates, for the following purposes:

To service boats and to operate dock facilities and marinas and to deal in motors, boat instruments, devices, supplies and accessories, under the name of "Sea-Jets International Inc.", with a total capital stock of \$60,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 50,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 178 Cartier, Pointe-Claire, judicial district of Montreal.

**RAYMOND DOUVILLE,**  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410-o

1250-68

**Servilex inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-H. Laffeur, advocate, 442 Woodlea, Mount Royal, Richard Martel, businessman, 740 Leblanc, Laval, and Jeanne Cardinal, secretary, spinster of the full age of majority, 793 Wilder, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Servilex inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 500 Place d'Armes, Montreal, judicial district of Montreal.

**RAYMOND DOUVILLE,**  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410

1269-68

**Sherkent Productions Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Clarence Reuben Gross, advocate and Queen's Counsel, 790 Lexington, Westmount, Joel Arnold Pinsky, 69 Downshire Road, Hampstead, Harold Dizgun, 1000 Pratt Avenue, Outremont, both advocates, and Isobel Nicholson, secretary, spinster of the full age of majority, 3661 St. Famille Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of motion picture producers and to operate motion picture studios, under the name of "Sherkent Productions Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of \$1 each and 39,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

**RAYMOND DOUVILLE,**  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410-o

1253-68

**Le Shillelagh Restaurant Ltd.  
Restaurant Le Shillelagh Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26<sup>e</sup> jour de mars 1968, constituant en corporation: Paul Frederick Dingle, 528, avenue Mount Pleasant, Westmount, Frederick William Benn, 3300, avenue Glencoe, Montréal, et John Howard Dawson, 28, chemin Stratford, Hampstead, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exploiter des clubs de nuit, auberges, tavernes, cafés, restaurants, hôtels et motels, sous le nom de « Le Shillelagh Restaurant Ltd. — Restaurant Le Shillelagh Itée », avec un capital total de \$100,000, divisé en 25,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 7,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,  
RAYMOND DOUVILLE.*

24410 1314-68

**S. J. Smith Travel Agency Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20<sup>e</sup> jour de mars 1968, constituant en corporation: Daniel Morris, avocat, 6165, Notre-Dame-de-Grâce, Georgette Lavoie, secrétaire, fille majeure, 9340, Lajeunesse, tous deux de Montréal, et Irving Halperin, avocat, 5609, chemin de la Reine Marie, Hampstead, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une agence générale de billet et de voyage dans toutes leurs spécialités, sous le nom de « S. J. Smith Travel Agency Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5215, avenue du Parc, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,  
RAYMOND DOUVILLE.*

24410 1270-68

**Studio de santé et beauté  
de Montréal-Nord inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20<sup>e</sup> jour de mars 1968, constituant en corporation: Jean Brunet, homme d'affaires, Jacqueline Gosselin, ménagère, épouse séparée de biens dudit Jean Brunet, tous deux de 7135, Dabancourt, Saint-Léonard, et Romulus Brunet, rentier, 9950, Christophe-Colomb, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un studio de santé et de beauté pour hommes et femmes, sous le nom de « Studio de santé et beauté de Montréal-Nord inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4180, Charleroi, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,  
RAYMOND DOUVILLE.*

24410-o 1198-68

**Le Shillelagh Restaurant Ltd.  
Restaurant Le Shillelagh Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Paul Frederick Dingle, 528 Mount Pleasant Avenue, Westmount, Frederick William Benn, 3300 Glencoe Avenue, Montreal, and John Howard Dawson, 28 Stratford Road, Hampstead, all three advocates, for the following purposes:

To operate night clubs, public houses, taverns, cafés, restaurants, hotels and motels, under the name of "Le Shillelagh Restaurant Ltd. — Restaurant Le Shillelagh Itée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 25,000 common shares of \$1 each and 7,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*RAYMOND DOUVILLE,  
Assistant Secretary of the Province.*

24410-o 1314-68

**S. J. Smith Travel Agency Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Daniel Morris, advocate, 6165 Notre-Dame-de-Grâce, Georgette Lavoie, secretary, fille majeure, 9340 Lajeunesse, both of Montreal, and Irving Halperin, advocate, 5609 Queen Mary Road, Hampstead, for the following purposes:

To carry on business as a general ticket agency and travel bureau in all its branches, under the name of "S. J. Smith Travel Agency Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 5215 Park Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

*RAYMOND DOUVILLE,  
Assistant Secretary of the Province.*

24410-o 1270-68

**Studio de santé et beauté  
de Montréal-Nord inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean Brunet, businessman, Jacqueline Gosselin, housewife, wife separate as to property of said Jean Brunet, both of 7135 Dabancourt, Saint-Léonard, and Romulus Brunet, annuitant, 9950 Christophe-Colomb, Montreal, for the following purposes:

To operate a health and beauty studio for men and women, under the name of "Studio de santé et beauté de Montréal-Nord inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 4180 Charleroi, Montreal-North, judicial district of Montreal.

*RAYMOND DOUVILLE,  
Assistant Secretary of the Province.*

24410 1198-68

**Super Discount Stores Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de mars 1968, constituant en corporation: Michael Blatt, marchand, Sylvia Rabinovitch, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Michael Blatt, tous deux de 1938, avenue Barclay, Montréal, et Loretta Rabinovitch, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de George Anisef, 5803, avenue Smart, Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

Exercer un commerce d'achat, vente, distribution, importation, et exportation de marchandises de tous genres sous le nom de « Super Discount Stores Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1380, ouest, rue Ste-Catherine, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

24410

1189-68

**Tabagie Quévillon Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de mars 1968, constituant en corporation: Jacques Miquelon, avocat, 320, Simcoe, Jeanne LeSieur, secrétaire, fille majeure, 3555, Côte des Neiges, tous deux de Montréal, et Fernand Simard, avocat, 417, Richelieu, Mont-Saint-Hilaire, pour les objets suivants:

Exploiter des magasins, ateliers et boutiques, sous le nom de « Tabagie Quévillon Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Lebel-sur-Quévillon, district judiciaire d'Abitibi.

*Le sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

24410-o

870-68

**Harold Tarder Corp.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de mars 1968, constituant en corporation: Rima Randolph, secrétaire, fille majeure, 324, Redfern, Westmount, Sandra Magadov, secrétaire, épouse séparée de biens d'Albert Magadov, 6630, Sherbrooke, Montréal, et Julian Kotler, avocat, 5806, Hudson, Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

Confectionner des articles vestimentaires et articles de mode de toutes sortes, en faire le commerce, sous le nom de « Harold Tarder Corp. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4969, Notre-Dame, Laval, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

24410

1227-68

**Super Discount Stores Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of March, 1968, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Michael Blatt, merchant, Sylvia Rabinovitch, housewife, wife contractually separate as to property of the said Michael Blatt, both of 1938 Barclay Avenue, Montreal, and Loretta Rabinovitch, housewife, wife contractually separate as to property of George Anisef, 5803 Smart Avenue, Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To carry on the business of buying, selling, distributing, importing and exporting merchandise of every type and description, under the name of "Super Discount Stores Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 1380 St. Catherine Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

24410-o

1189-68

**Tabagie Quévillon Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of March, 1968, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Jacques Miquelon, advocate, 320 Simcoe, Jeanne LeSieur, secretary, spinster of the full age of majority, 3555 Côte des Neiges, both of Montreal, and Fernand Simard, advocate, 417 Richelieu, Mont-Saint-Hilaire, for the following purposes:

To operate stores, shops and boutiques, under the name of "Tabagie Quévillon Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Lebel-sur-Quévillon, judicial district of Abitibi.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

24410

870-68

**Harold Tarder Corp.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of March, 1968, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Rima Randolph, secretary, fille majeure, 324 Redfern, Westmount, Sandra Magadov, secretary, wife separate as to property of Albert Magadov, 6630 Sherbrooke, Montreal, and Julian Kotler, advocate, 5806 Hudson, Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To manufacture and deal in wearing apparel and millinery of every sort, nature and description, under the name of "Harold Tarder Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of \$10 each and 3,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at 4969 Notre-Dame, Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

24410-o

1227-68

**Taverne Sicotte Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22<sup>e</sup> jour de mars 1968, constituant en corporation: Dorès Tarte, Marcel Tarte, tous deux bouchers, et Rolland Tarte, commis, tous trois de 2705, rue Sicotte, Saint-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Taverne Sicotte Itée », avec un capital total de \$50,000, divisé en 6,250 actions ordinaires de \$1 chacune, 2,500 actions privilégiées classe « A » de \$10 chacune et en 1,875 actions privilégiées classe « B » de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

*Le sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

24410-o

1133-68

**M. G. Thibault Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19<sup>e</sup> jour de mars 1968, constituant en corporation: Maurice Thibault, vendeur, 8971, Châteaubriand, Montréal, Philip Batist, administrateur, 5720, Rand, Maurice Steinberg, 5713, Palmer, Albert Gomberg, 5740, Blossom, tous trois de Côte Saint-Luc, et Martin Bogante, 455, Hudson, Montréal-ouest, ces trois derniers avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de peintures, polis, enduits vitrifiables, apprêts, pigments, détachants, vernis, laques, substances chimiques, produits de nettoyage, composés d'étanchéité et tous les ingrédients et produits d'iceux, sous le nom de « M. G. Thibault Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

24410

1252-68

**Toronado Bar Lounge Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21<sup>e</sup> jour de mars 1968, constituant en corporation: Giuseppe Borsellino, entrepreneur, Isidore Russo, expéditeur, et Giuseppe Monticciolo, vendeur, tous trois de 8510, 8<sup>e</sup> avenue, Saint-Michel, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Toronado Bar Lounge Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 150 actions ordinaires de \$100 chacune et en 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3213, Jarry est, Saint-Michel, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

24410-o

1245-68

**United Diversified Holdings Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des

**Taverne Sicotte Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Dorès Tarte, Marcel Tarte, both butchers, and Rolland Tarte, clerk, all three of 2705 Sicotte street, Saint-Hyacinthe, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Taverne Sicotte Itée", with a total capital stock of \$50,000, divided into 6,250 common shares of \$1 each, 2,500 preferred class "A" shares of \$10 each and 1,875 preferred class "B" shares of \$10 each.

The head office of the company is at Saint-Hyacinthe, judicial district of Saint-Hyacinthe.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

24410

1133-68

**M. G. Thibault Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Maurice Thibault, salesman, 8971 Châteaubriand, Montreal, Philip Batist, executive, 5720 Rand, Maurice Steinberg, 5713 Palmer, Albert Gomberg, 5740 Blossom, all three of Côte Saint-Luc, and Martin Bogante, 455 Hudson, Montreal West, the latter three advocates, for the following purposes:

To deal in paints, polishes, glazes, finishes, pigments, stains, varnishes, shellacs, chemicals, cleaning materials, sealing materials and all ingredients and products thereof, under the name of "M. G. Thibault Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

24410-o

1252-68

**Toronado Bar Lounge Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Giuseppe Borsellino, contractor, Isidore Russo, expeditor, and Giuseppe Monticciolo, salesman, all three of 8510, 8th Avenue, Saint-Michel, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Toronado Bar Lounge Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 150 common shares of \$100 each and 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 3213 Jarry East, Saint-Michel, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

24410

1254-68

**United Diversified Holdings Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of March, 1968, have been issued

lettres patentes, en date du 15e jour de mars 1968, constituant en corporation: Alexandre S. Konigsberg, Mark Rosenstein, tous deux de 1117, ouest rue Ste-Catherine, Montréal, et Michel Saint-Aubin, 531, Davaar, Outremont, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles, de construction et de placements, sous le nom de « United Diversified Holdings Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à 1, place Ville Marie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410

1255-68

**Vibrotille Itée  
Vibrotille Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de mars 1968, constituant en corporation: Armand Coutu, industriel, Marcelle David, ménagère, épouse commune en biens dudit Armand Coutu, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de Saint-Félix-de-Valois, Maurice Lapierre, représentant, et Réjane Brind'Amour, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Maurice Lapierre, ces deux derniers de 658, Bordeleau, Joliette, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de marchandises et articles fabriqués totalement ou en partie de métaux ou bois, sous le nom de « Vibrotille Itée — Vibrotille Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Félix-de-Valois, district judiciaire de Joliette.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410-o

1263-68

by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Alexander S. Konigsberg, Mark Rosenstein, both of 1117 St. Catherine Street West, Montreal, and Michel Saint-Aubin, 531 Davaar, Outremont, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "United Diversified Holdings Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 1 Place Ville Marie, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410-o

1255-68

**Vibrotille Itée  
Vibrotille Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Armand Coutu, industrialist, Marcelle David, housewife, wife common as to property of said Armand Coutu, and duly authorized by him for the presents, both of Saint-Félix-de-Valois, Maurice Lapierre, representative, and Réjane Brind'Amour, housewife, wife contractually separate as to property of said Maurice Lapierre, the latter two of 658 Bordeleau, Joliette, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors and to deal in merchandise and articles manufactured in whole or in part of metal or wood, under the name of "Vibrotille Itée — Vibrotille Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Saint-Félix-de-Valois, judicial district of Joliette.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410

1263-68

**Lettres patentes supplémentaires**

**Supplementary Letters Patent**

**A. L. L. Investments Ltd.  
Les Placements A. L. L. Itée**

**A. L. L. Investments Ltd.  
Les Placements A. L. L. Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 21e jour de mars 1968, à la compagnie « A. L. L. Investments Ltd. — Les Placements A. L. L. Itée », convertissant ses 118,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune en 118,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "A. L. L. Investments Ltd. — Les Placements A. L. L. Itée", converting its 118,000 common shares of a par value of \$1 each and into 118,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410-o

743-68 — 1415/97

24410

743-68 — 1415/97

**Arcadian Paper Converters Inc.**

**Arcadian Paper Converters Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 18e jour

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 18th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor

de mars 1968, à la compagnie « Arcadian Paper Converters Inc. », modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

*Le sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

24410

14028-62 — 1415/127

**Barmart Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 15<sup>e</sup> jour de mars 1968, à la compagnie « Bargain Mart Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 9<sup>e</sup> jour de janvier 1962, 1<sup>o</sup> changeant son nom en celui de « Barmart Ltd. »; 2<sup>o</sup> étendant ses pouvoirs.

*Le sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

24410

10134-62 — 1415/20

**C. J. C., limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 21<sup>e</sup> jour de mars 1968, à la compagnie « C. J. C., limitée », 1<sup>o</sup> convertissant ses 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune en 3,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune; 2<sup>o</sup> augmentant son capital de \$100,000 à \$290,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 16,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

*Le sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

24410-o

2349-66 — 1414/122

**Couvoir Atlas Itée  
Atlas Hatchery Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 20<sup>e</sup> jour de mars 1968, à la compagnie « Couvoir Atlas Itée — Atlas Hatchery Ltd. », 1<sup>o</sup> augmentant son capital de \$40,000 à \$390,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 35,000 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de \$10 chacune; 2<sup>o</sup> redésignant ses actions privilégiées existantes comme des actions privilégiées catégorie « B ».

*Le sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

24410

11976-62 — 1414/126

**Dérageon Auto Cité inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 25<sup>e</sup> jour de mars 1968, à la compagnie « Dérageon Auto Cité inc. », 1<sup>o</sup> subdivisant ses 650 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune en 6,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune; 2<sup>o</sup> augmentant son capital de \$75,000 à \$160,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 8,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

*Le sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

24410-o

9712-51 — 1415/90

of the Province to "Arcadian Paper Converters Inc.", modifying the provisions of its letters patent.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

24410-o

14028-62 — 1415/127

**Barmart Ltd.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of March, 1968, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to "Bargain Mart Ltd.", incorporated by letters patent dated the 9th day of January, 1962, 1. changing its name to that of "Barmart Ltd."; 2<sup>o</sup> extending its powers.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

24410-o

10134-62 — 1415/20

**C. J. C., limitée**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "C. J. C., limitée", 1. converting its 3,000 preferred shares of a par value of \$10 each into 3,000 common shares of a par value of \$10 each; 2. increasing its capital stock from \$100,000 to \$290,000, the additional share capital being divided into 16,000 common shares of a par value of \$10 each and 3,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

24410

2349-66 — 1414/122

**Couvoir Atlas Itée  
Atlas Hatchery Ltd.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Couvoir Atlas Itée — Atlas Hatchery Ltd.", 1. increasing its capital from \$40,000 to \$390,000, the additional capital stock being divided into 35,000 class "A" preferred shares of the par value of \$10 each; 2. redesignating its existing preferred shares as class "B" preferred shares.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

24410-o

11976-62 — 1414/126

**Dérageon Auto Cité inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Dérageon Auto Cité inc.", 1. subdividing its 650 preferred shares of a par value of \$100 each into 6,500 preferred shares of a par value of \$10 each; 2. increasing its capital from \$75,000 to \$160,000, the additional capital shares being divided into 8,500 preferred shares of a par value of \$10 each.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

24410

9712-51 — 1415/90

**Dominion Foam Corporation**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 13e jour de février 1968, à la compagnie « Dominion Foam Corporation », convertissant ses 300 actions privilégiées de \$100 chacune en 300 actions privilégiées catégorie « B » de \$100 chacune.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410 5235-63 — 1415/91

**Gilles Duval inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 26e jour de mars 1968, à la compagnie « Claude Robert inc. », constituée par lettres patentes en date du 20e jour de novembre 1964, changeant son nom en celui de « Gilles Duval inc. ».

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410-o 5251-64 — 1415/29

**Ubald Forest & Fils Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 13e jour de mars 1968, à la compagnie « Ubald Forest & Fils Itée », 1° réduisant son capital de \$220,000 à \$20,000, le capital-actions annulé étant divisé en 20,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune; 2° augmentant son capital de \$20,000 à \$220,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 19,760 actions privilégiées classe « A » de \$10 chacune et en 2,400 actions privilégiées classe « A » de \$1 chacune.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410-o 12024-55 — 1415/1

**Hôpital Lagacé**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes supplémentaires en date du 20e jour de mars 1968, à la corporation « Hôpital Lagacé », modifiant ses pouvoirs.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410-o 10763-60 — 1415/3

**Les Industries Poly inc.  
Poly Industries Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 19e jour de mars 1968, à la compagnie « Les Industries Poly inc. — Poly Industries Inc. », augmentant son capital par la création de 1,000 actions privilégiées classe « A » de \$100 chacune.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410-o 12467-57 — 1415/6

**Ivanair inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

**Dominion Foam Corporation**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of February, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Dominion Foam Corporation", converting its 300 preferred shares of \$100 each into 300 class "B" preferred shares of \$100 each.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410-o 5235-63 — 1415/91

**Gilles Duval inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 26th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Claude Robert inc.", incorporated by letters patent dated the 20th day of November, 1964, changing its name to that of "Gilles Duval inc."

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410 5251-64 — 1415/29

**Ubald Forest & Fils Itée**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of March, 1968, have been issued by the Government Administrator of the Province to "Ubald Forest & Fils Itée", 1. reducing its capital stock from \$220,000 to \$20,000, the cancelled share capital being divided into 20,000 preferred shares of a par value of \$10 each; 2. increasing its capital stock from \$20,000 to \$220,000, the additional share capital being divided into 19,760 preferred class "A" shares of \$10 each and 2,400 preferred class "A" shares of \$1 each.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410 12024-55 — 1415/1

**Hôpital Lagacé**

Notice is hereby given that under the Companies Act, the Lieutenant-Governor of the Province has granted supplementary letters patent dated the 20th day of March, 1968, to "Hôpital Lagacé", amending its powers.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410 10763-60 — 1415/3

**Les Industries Poly inc.  
Poly Industries Inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 19th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Les Industries Poly inc. — Poly Industries Inc.", increasing its capital stock by the creation of 1,000 preferred class "A" shares of \$100 each.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410 12467-57 — 1415/6

**Ivanair inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of March, 1968,

patentes supplémentaires en date du 28e jour de mars 1968, à la compagnie « Ivanair inc. », 1° augmentant son capital de \$20,000 à \$100,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 800 actions ordinaires de \$100 chacune; 2° étendant ses pouvoirs.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410-o 4355-67 — 1415/98

**Metropolitan Truck Repairs  
& Equipment Center Inc.  
Centre Métropolitain de Réparation &  
D'Accessoires de Camions inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 18e jour de mars 1968, à la compagnie « Fleet Equipment-Sales & Service Inc. », constituée par lettres patentes en date du 25e jour de janvier 1967, 1° changeant son nom en celui de « Metropolitan Truck Repairs & Equipment Center Inc. — Centre Métropolitain de Réparation & D'Accessoires de Camions inc. »; 2° étendant ses pouvoirs.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410 208-67 — 1415/101

**Meubles Fortier inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 23e jour de mars 1968, à la compagnie « Fortier & Lusignan inc. », constituée par lettres patentes en date du 15e jour de juillet 1965, changeant son nom en celui de « Meubles Fortier inc. ».

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410-o 2757-65 — 1415/32

**Placements Lido inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 29e jour de mars 1968, à la compagnie « Placements Lido inc. », 1° augmentant son capital de \$50,000 à \$150,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,000 actions ordinaires de \$100 chacune; 2° étendant ses pouvoirs.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410-o 552-63 — 1415/115

**Les Placements Lorraine ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 13e jour de mars 1968, à la compagnie « Les Placements Lorraine ltée », 1° réduisant son capital de \$400,000 à \$100,000, le capital-actions annulé étant divisé en 3,000 actions privilégiées de \$100 chacune; 2° augmentant son capital de \$100,000 à \$400,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410-o 2805-63 — 1414/103

have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Ivanair inc.", 1. increasing its capital from \$20,000 to \$100,000, the additional capital shares being divided into 800 common shares of \$100 each; 2. extending its powers.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410 4355-67 — 1415/98

**Metropolitan Truck Repairs  
& Equipment Center Inc.  
Centre Métropolitain de Réparation &  
D'Accessoires de Camions inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 18th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Fleet Equipment-Sales & Service Inc.", incorporated by letters patent dated the 25th day of January, 1967, 1. changing its name to that of "Metropolitan Truck Repairs & Equipment Center Inc. — Centre Métropolitain de Réparation & D'Accessoires de Camions inc."; 2. extending its powers.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410-o 208-67 — 1415/101

**Meubles Fortier inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Fortier & Lusignan inc.", incorporated by letters patent date the 15th day of July, 1965, changing its name to that of "Meubles Fortier inc.".

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410 2757-65 — 1415/32

**Placements Lido inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Placements Lido inc.", 1. increasing its capital from \$50,000 to \$150,000, the additional capital shares being divided into 1,000 common shares of \$100 each; 2. extending its powers.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410 552-63 — 1415/115

**Les Placements Lorraine ltée**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of March, 1968, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to "Les Placements Lorraine ltée", 1. reducing its capital from \$400,000 to \$100,000, the capital-stock annulled being divided into 3,000 preferred shares of \$100 each; 2. increasing its capital from \$100,000 to \$400,000, the additional capital-stock being divided into 3,000 preferred shares of a par value of \$100 each.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410 2805-63 — 1414/103

**Sept-Iles Linen Supply Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 18e jour de mars 1968, à la compagnie « Sept-Iles Linen Supply Ltd. », augmentant son capital de \$10,000 à \$40,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410-o 14548-60 — 1414/69

**Valger Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 27e jour de mars 1968, à la compagnie « Valger Itée », étendant ses pouvoirs.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410-o 10964-61 — 1414/109

**L. Woods & Son Transport Ltd.  
L. Woods & Fils Transport Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 25e jour de mars 1968, à la compagnie « L. Woods & Son Transport Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 20e jour de janvier 1953, changeant son nom en celui de « L. Woods & Son Transport Ltd. — L. Woods & Fils Transport Itée ».

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410 17683-52 — 1415/49

**Sept-Iles Linen Supply Ltd.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 18th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Sept-Iles Linen Supply Ltd.", increasing its capital from \$10,000 to \$40,000, the additional capital stock being divided into 300 preferred shares of \$100 each.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410 14548-60 — 1414/69

**Valger Itée**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Valger Itée", extending its powers.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410 10964-61 — 1414/109

**L. Woods & Son Transport Ltd.  
L. Woods & Fils Transport Itée**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "L. Woods & Son Transport Ltd.", incorporated by letters patent dated the 20th day of January, 1953, changing its name to that of "L. Woods & Son Transport Ltd. — L. Woods & Fils Transport Itée".

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410-o 17683-52 — 1415/49

**Compagnies dissoutes**

**Aztec Realities Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Aztec Realities Inc. », constituée en corporation le 12 mai 1959, à compter du 30 avril 1968.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410-o 12789-59

**Bond Shirt Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Bond Shirt Co. Ltd. », constituée en corporation le 13 janvier 1941, à compter du 30 avril 1968.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410-o 637-41

**The Canadian Optical Service  
Company, Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « The Canadian Optical Service Company, Limited », constituée en corporation le 17 août 1926, à compter du 30 avril 1968.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410-o 1756-26

**Companies Dissolved**

**Aztec Realities Inc.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Aztec Realities Inc.", incorporated on May 12, 1959, on and from April 30, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410 12789-59

**Bond Shirt Co. Ltd.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Bond Shirt Co. Ltd.", incorporated on January 13, 1941, on and from April 30, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410 637-41

**The Canadian Optical Service  
Company, Limited**

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "The Canadian Optical Service Company, Limited", incorporated on August 17, 1926, on and from April 30, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410 1756-26

**Chomedey General Outfitters Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Chomedey General Outfitters Inc. », constituée en corporation le 11 février 1965, à compter du 30 avril 1968.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410-o 651-65

**La Corporation de l'Orphelinat Sainte-Thérèse de l'Enfant-Jésus**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « La Corporation de l'Orphelinat Sainte-Thérèse de l'Enfant-Jésus », constituée en corporation le 29 janvier 1935, à compter du 30 avril 1968.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410-o 237-35

**Dalco Design Company Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Dalco Design Company Ltd. », constituée en corporation le 26 juin 1956, à compter du 30 avril 1968.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410-o 11972-56

**Le Domaine du Golf limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Le Domaine du Golf limitée », constituée en corporation le 5 mars 1962, à compter du 30 avril 1968.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410-o 10780-62

**Effex Investment Corp.**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Effex Investment Corp. », constituée en corporation le 22 décembre 1958, à compter du 30 avril 1968.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410-o 14808-58

**Elvic Investments Corp.**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Elvic Investments Corp. », constituée en corporation le 30 janvier 1959, à compter du 30 avril 1968.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410-o 10529-59

**Engelwood Investments Corp.**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Engelwood Investments Corp. », constituée en corporation le 31 mars 1959, à compter du 30 avril 1968.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410-o 11875-59

**Chomedey General Outfitters Inc.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Chomedey General Outfitters Inc.", incorporated on February 11, 1965, on and from April 30, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410 651-65

**La Corporation de l'Orphelinat Sainte-Thérèse de l'Enfant-Jésus**

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "La Corporation de l'Orphelinat Sainte-Thérèse de l'Enfant-Jésus", incorporated on January 29, 1935, on and from April 30, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410 237-35

**Dalco Design Company Ltd.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Dalco Design Company Ltd.", incorporated on June 26, 1956, on and from April 30, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410 11972-56

**Le Domaine du Golf limitée**

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Le Domaine du Golf limitée", incorporated on March 5, 1962, on and from April 30, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410 10780-62

**Effex Investment Corp.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Effex Investment Corp.", incorporated on December 22, 1958, on and from April 30, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410 14808-58

**Elvic Investments Corp.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Elvic Investments Corp.", incorporated on January 30, 1959, on and from April 30, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410 10529-59

**Engelwood Investments Corp.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Engelwood Investments Corp.", incorporated on March 31, 1959, on and from April 30, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410 11875-59

**Gagnon Frères Nouveautés  
Jonquière Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Gagnon Frères Nouveautés Jonquière Itée », constituée en corporation le 16 octobre 1950, à compter du 30 avril 1968.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410-o 7267-50

**Globe Films Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Globe Films Inc. », constituée en corporation le 28 janvier 1963, à compter du 30 avril 1968.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410-o 418-63

**Helenda Investment Corp.**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Helenda Investment Corp. », constituée en corporation le 22 juillet 1959, à compter du 30 avril 1968.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410-o 14267-59

**Ice Manufacturing Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Ice Manufacturing Inc. », constituée en corporation le 2 mars 1955, à compter du 30 avril 1968.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410-o 10571-55

**Nap. Jean Automobiles Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Nap. Jean Automobiles Itée », constituée en corporation le 21 juin 1952, à compter du 30 avril 1968.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410-o 9435-52

**Kapri Construction Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Kapri Construction Ltd. », constituée en corporation le 9 décembre 1948, à compter du 30 avril 1968.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410-o 7885-48

**Lake Ashton Estates Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Lake Ashton Estates Ltd. », constituée en corporation le 3 juin 1963, à compter du 30 avril 1968.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410-o 2378-63

**Gagnon Frères Nouveautés  
Jonquière Itée**

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Gagnon Frères Nouveautés Jonquière Itée", incorporated on October 16, 1950, on and from April 30, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410 7267-50

**Globe Films Inc.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Globe Films Inc.", incorporated on January 28, 1963, on and from April 30, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410 418-63

**Helenda Investment Corp.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Helenda Investment Corp.", incorporated on July 22, 1959, on and from April 30, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410 14267-59

**Ice Manufacturing Inc.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Ice Manufacturing Inc.", incorporated on March 2, 1955, on and from April 30, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410 10571-55

**Nap. Jean Automobiles Itée**

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Nap. Jean Automobiles Itée", incorporated on June 21, 1952, on and from April 30, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410 9435-52

**Kapri Construction Ltd.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Kapri Construction Ltd.", incorporated on December 9, 1948, on and from April 30, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410 7885-48

**Lake Ashton Estates Ltd.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Lake Ashton Estates Ltd.", incorporated on June 3, 1963, on and from April 30, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410 2378-63

**Marchessault & Enright Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Marchessault & Enright Inc. », constituée en corporation le 5 avril 1956, à compter du 30 avril 1968.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410-o 11024-56

**Northluck Restaurant Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Northluck Restaurant Inc. », constituée en corporation le 14 décembre 1960, à compter du 30 avril 1968.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410-o 15596-60

**Olympia Construction Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Olympia Construction Co. Ltd. », constituée en corporation le 25 janvier 1956, à compter du 30 avril 1968.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410-o 10171-56

**R. R. & W. Construction Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « R. R. & W. Construction Inc. », constituée en corporation le 18 octobre 1962, à compter du 30 avril 1968.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410-o 14253-62

**Rock Utilities (1963) Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Rock Utilities (1963) Limited », constituée en corporation le 5 février 1963, à compter du 30 avril 1968.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410-o 125-63

**Le Téléphone de Garthby inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Le Téléphone de Garthby inc. », constituée en corporation le 14 septembre 1964, à compter du 30 avril 1968.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410-o 4090-64

**The Tudor Singers of Montreal Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « The Tudor Singers of Montreal Inc. », constituée en corporation le 2 août 1965, à compter du 30 avril 1968.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410-o 5752-64

**Marchessault & Enright Inc.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Marchessault & Enright Inc.", incorporated on April 5, 1956, on and from April 30, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410 11024-56

**Northluck Restaurant Inc.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Northluck Restaurant Inc.", incorporated on December 14, 1960, on and from April 30, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410 15596-60

**Olympia Construction Co. Ltd.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Olympia Construction Co. Ltd.", incorporated on January 25, 1956, on and from April 30, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410 10171-56

**R. R. & W. Construction Inc.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "R. R. & W. Construction Inc.", incorporated on October 18, 1962, on and from April 30, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410 14253-62

**Rock Utilities (1963) Limited**

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Rock Utilities (1963) Limited", incorporated on February 5, 1963, on and from April 30, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410 125-63

**Le Téléphone de Garthby inc.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Le Téléphone de Garthby inc.", incorporated on September 14, 1964, on and from April 30, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410 4090-64

**The Tudor Singers of Montreal Inc.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "The Tudor Singers of Montreal Inc.", incorporated on August 2, 1965, on and from April 30, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410 5752-64

**Woo-Fung Restaurant inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Woo-Fung Restaurant inc. », constituée en corporation le 30 septembre 1965, à compter du 30 avril 1968.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410-o 4340-65

**Woodlawn Securities Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Woodlawn Securities Ltd. », constituée en corporation le 26 novembre 1953, à compter du 30 avril 1968.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410-o 49094-53

**Woo-Fung Restaurant inc.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Woo-Fung Restaurant inc.", incorporated on September 30, 1965, on and from April 30, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410 4340-65

**Woodlawn Securities Ltd.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Woodlawn Securities Ltd.", incorporated on November 26, 1953, on and from April 30, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410 49094-53

**Ministère du Travail**

**Department of Labour**

**Avis de modification**

**Notice of Amendment**

*Construction — Montréal*  
*(Calorifugeurs)*

*Construction Industry (Asbestos Insulation Trade)*  
*Montreal*

Le ministre du Travail, l'honorable Maurice Bellemare, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143), que les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par la Section « B » (Calorifugeurs) du décret numéro 613 du 6 avril 1962 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal, lui ont présenté une requête à l'effet de remplacer ladite Section « B » par la suivante:

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement made binding by Section "B" (Asbestos Insulation Trade) of Decree number 613 of April 6, 1962, as amended (Construction Industry and Trades in the Montreal Region) have petitioned him to replace the said section "B" by the following:

« SECTION « B »

“SECTION “B”

*Dispositions spéciales concernant les calorifugeurs*  
*(Mécaniciens en isolement d'amiante)*

*Special provisions concerning the asbestos*  
*insulation trade*

I. *Champ d'application professionnel:* La présente section « B » s'applique à l'exécution du travail qui a trait à la fourniture de matériaux et de main-d'oeuvre pour le calorifugeage thermique de toute tuyauterie, que ce soit à l'eau chaude, à l'eau froide, à la vapeur, au gaz, à l'huile, à l'essence, hydraulique, à l'ammoniac, au glycol ou autre tuyauterie, de même que de toutes canalisations ou conduits aux fins de climatisation, de ventilation ou de réfrigération, que l'application en soit faite par aspersion ou par toute autre méthode conventionnelle. Toute isolation de conduits, à l'intérieur ou à l'extérieur, est assujettie à la présente section lorsqu'elle est exécutée sur les lieux de chantier. Un tel travail est régi par le présent décret, peu importe qu'il soit exécuté dans des maisons ou immeubles industriels ou commerciaux, fixes ou mobiles à l'intérieur ou à l'extérieur, qu'il s'agisse d'installation, de réparation ou de rénovation de systèmes nouveaux ou existants et il comprend aussi tous les finis protecteurs. La présente section régit aussi le calorifugeage thermique de calorifères (fournaises), chaudières, réservoirs et appareils connexes. Cependant, elle ne s'applique pas au montage de parois de chaudières en briques mais elle régit le calorifugeage thermique de toute tuyauterie connexe.

I. *Professional Jurisdiction:* This section "B" applies to all work performed for the supplying of materials and labour for the thermal insulation of hot water, cold water, steam, gas, oil, gasoline, hydraulic, ammonia and glycol piping, as well as all other ductwork and piping in connection with air conditioning, ventilating or refrigeration systems whether by spray or other standard application methods. All duct insulation applied inside or outside, shall come under this section when applied in the field. Such work is governed by this decree, be it residential, industrial, commercial applications whether movable or immovable, within or outside a building, including the installation, the repair or the renovation of any new or existing insulation including all protection finishes. This section also applies to the thermal insulation of furnaces, boilers, tanks and related equipment. However, it does not apply to the erection of boiler brick walls, but it covers the thermal insulation of all pipes in connection therewith.

II. *Taux de salaires*: Les taux horaires minimaux sont les suivants:

	1er octobre	
	1967	1968
<i>Calorifugeurs</i> :		
Compagnons.....	\$4.05	\$4.45
Apprentis:		
4e année.....	—	2.50
3e année.....	—	2.20
2e année.....	—	1.75
1ère année.....	—	1.45

*Contremaître*: Tout contremaître a droit au taux de salaire de base du calorifugeur augmenté des suppléments suivants: quinze (.15¢) cents l'heure s'il a charge de cinq (5) à neuf (9) hommes, y compris le contremaître; vingt-cinq (.25¢) cents l'heure s'il a charge de dix (10) à dix-neuf (19) hommes, y compris le contremaître; quarante (.40¢) cents l'heure s'il a charge de vingt (20) hommes ou plus, y compris le contremaître.

III. *Durée du travail et sujets connexes*: a) *Horaires*: La semaine normale de travail est de quarante (40) heures réparties sur cinq (5) jours de huit (8) heures, du lundi au vendredi. Les heures de travail quotidiennes sont distribuées entre 8:00 a.m. et 4:30 p.m.

b) *Heures supplémentaires*: Les heures supplémentaires entraînent une majoration de salaire de 50%. Tout travail exécuté en dehors des heures normales ou en sus des heures normales quotidiennes ou hebdomadaires, doit être payé au taux majoré de 50%.

c)  *Salaire majoré de 100%*: Le travail supplémentaire effectué entre 10 a.m. et 8 a.m., de même que le travail fait les samedis, les dimanches et les jours fériés, entraîne une majoration de salaire de 100%.

d) *Jours fériés*: Aux fins de la présente section, les jours fériés sont les suivants: le premier jour de l'An, le vendredi-saint, la fête de la reine, la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, la fête du travail, le jour d'action de grâces et Noël. Les jours fériés tombant un samedi ou un dimanche seront chômés le lundi suivant.

e) *Période d'attente*: La durée effective de travail de tout salarié compte à partir de l'heure à laquelle il doit se présenter au travail et elle doit se continuer jusqu'à ce que l'employeur avise autrement le salarié, peu importe qu'il y ait ou non du travail à exécuter. Le salarié a droit alors à une indemnité minimale égale à deux (2) heures de travail plus les frais de déplacement s'il y en a. Si un arrêt de travail survient indépendamment de la volonté de l'employeur, le salarié doit informer sans délai ce dernier d'un tel arrêt de travail, à défaut de quoi l'employeur n'est pas tenu de verser l'indemnité d'attente prévue ci-haut. Lorsque la température empêche le travail à l'extérieur, l'employeur doit verser au salarié l'indemnité de deux (2) heures plus les frais de déplacement s'il y en a. Toutefois, il est entendu que le salarié doit s'abstenir de se rendre au travail si une telle température existe une (1) heure avant le début de la journée de travail.

f) *Frais de déplacement quotidien*: Aux fins de la présente section, le territoire du décret est divisé en 5 zones:

*Zone 1*: \$2.50 par jour pour tout travail exécuté dans les municipalités de ville D'Anjou, Rivière-des-Prairies, Montréal-Est, Pointe-aux-Trembles et l'Île des Soeurs.

*Zone 2*: \$3.50 par jour pour tout travail exécuté dans l'Île Jésus, Longueuil, Jacques-Cartier, Boucherville, St-Lambert, Brossard, Lemoyne, Laffèche, Greenfield Park, Prévillle, Notre-Dame

II. *Wage rates*: Minimum hourly rates are as follows:

	October 1,	
	1967	1968
<i>Insulation Mechanics</i> :		
Journeymen.....	\$4.05	\$4.45
Apprentices:		
4th year.....	—	2.50
3rd year.....	—	2.20
2nd year.....	—	1.75
1st year.....	—	1.45

*Foreman*: Every foreman is entitled to the basic wage rate of mechanics plus 15¢ an hour if in charge of five (5) to nine (9) men, including himself; 25¢ an hour if in charge of ten (10) to nineteen (19) men, including himself; 40¢ an hour if in charge of twenty (20) men or more, including himself.

III. *Hours of work and related topics*: (a) *Schedule*: The standard 40-hour week is to be made up of five (5), 8-hour days, Monday through Friday. Daily working hours shall be scheduled between 8:00 a.m. and 4:30 p.m.

(b) *Overtime*: All work performed outside the regular hours or in excess of the maximum daily and weekly hours shall be considered as overtime and paid at time and a half.

(c) *Double time*: Double time shall be paid for overtime worked from 10:00 p.m. to 8:00 a.m. as well as for work performed on Saturdays, Sundays and general holidays.

(d) *General holidays*: For the purpose of this section, the following shall be general holidays: New Year's Day, Good Friday, Queen's Birthday, St. John the Baptist Day, Canada Day, Labour Day, Thanksgiving Day and Christmas Day.

(e) *Waiting time*: Employees' time shall be counted from the hour at which they are instructed to report, whether work is ready or not, and shall continue until otherwise advised by the employer, with a minimum of two hours, plus travelling time if any. Should work be stopped by any cause beyond the employers' control, the employee shall report such work stoppage without delay, otherwise the employer shall not be required to pay the above waiting time compensation. When weather conditions interfere with outside work, the minimum of two (2) hours shall be paid with travelling time, if any. It is understood that if such condition exists one (1) hour before starting time, the employee shall not report for work.

(f) *Daily travelling expenses*: For the purposes of this section, the decree's territory is divided into five (5) zones, as follows:

*Zone 1*: \$2.50 a day for all work performed in the municipalities of ville D'Anjou, Rivière des Prairies, Montreal East, Pointe-aux-Trembles and Nuns' Island.

*Zone 2*: \$3.50 a day for work carried out in Ile Jésus, Longueuil, Jacques-Cartier, Boucherville, St. Lambert, Brossard, Lemoyne, Laffèche, Greenfield Park, Prévillle, Notre-Dame du Sacré-

du Sacré-Coeur, St-Hubert, St-Bruno, Laprairie, Candiac, Delson, Ste-Catherine, St-Constant, Caughnawaga, Chateauguay Heights et Chateauguay.

*Zone 3:* \$4.00 par jour pour tout travail exécuté à Dorval, Pierrefonds, Roxboro, Dollard-des-Ormeaux, Pointe-Claire, Valois, Lakeside, Kirkland, Beaconsfield, Ste-Geneviève, Ile Bizard, Senneville, Ste-Anne-de-Bellevue, Baie d'Urfé, Bearepaire et l'Ile Perrot.

*Zone 4:* \$6.00 par jour pour tout travail exécuté dans les municipalités situés à l'extérieur des zones 1, 2 et 3.

*Zone 5:* Aucun frais de déplacement pour le travail exécuté dans la ville de Montréal et les municipalités non-mentionnées et situées à l'intérieur des zones 1, 2 et 3.

On peut modifier les heures du début et de la fin du travail afin de les faire coïncider avec les horaires de transport public, pourvu que ces modifications respectent le cadre de la semaine normale de quarante (40) heures de travail.

*g) Paiement du salaire:* Le paiement des salaires et des dépenses lorsqu'il est fait par chèque, a lieu le jeudi, pourvu que les feuilles de présence soient reçues le lundi précédent. Lorsque c'est possible, le paiement de l'indemnité du vivre et du couvert et de l'indemnité de frais de déplacement doit être fait par chèques distincts. Si les chèques des salaires et des dépenses sont distribués sur le chantier le vendredi, l'employeur accordera une période raisonnable pour que les salariés puissent toucher leurs chèques. Cette disposition ne s'applique pas aux endroits où les banques ouvrent leurs portes après les heures de travail. Aucun employeur peut retenir plus que trois (3) jours d'arrérages.

Au cas de licenciement d'un employé, l'employeur doit le payer et lui remettre son livret d'assurance chômage dans les quarante-huit (48) heures qui suivent; aucun employeur n'a le droit de précompter des dons de charité à moins d'avoir reçu la permission écrite du salarié de le faire.

*h) Horloge enregistreuse:* Les salariés ne seront pas tenus de pointer à l'horloge. Cependant, si le pointage est en vigueur dans un établissement, les calorifugeurs se soumettront à cette méthode dans tous établissements où du travail de calorifugeage est exécuté.

*IV. Congés payés:* Les sections 12, 13 et 14 (Titre cinquième) du chapitre premier du présent décret, relatives aux congés payés (7%) s'appliquent à la présente section. Tout salarié doit s'entendre avec son employeur, au moins quatre (4) semaines à l'avance, pour la date de ses vacances afin d'éviter une interruption du travail.

*V. Apprentissage:* a) La période complète d'apprentissage dans ce métier est de quatre (4) ans. Une (1) année d'apprentissage consiste dans l'accomplissement de 2,000 heures de travail.

b) À l'expiration de cette période d'apprentissage, le salarié peut se présenter devant un bureau d'examineurs en vue de subir l'examen requis pour l'obtention de certificat de qualification de calorifugeur.

c) Les tableaux suivants donnent le nombre d'apprentis permis par chantier et par établissement selon le nombre total de salariés et le nombre de compagnons:

Coeur, St. Hubert, St. Bruno, Laprairie, Candiac, Delson, Ste. Catherine, St. Constant, Caughnawaga, Chateauguay Heights and Chateauguay.

*Zone 3:* \$4.00 a day for work performed in Dorval, Pierrefonds, Roxboro, Dollard-des-Ormeaux, Pointe-Claire, Valois, Lakeside, Kirkland, Beaconsfield, Ste. Geneviève, Ile Bizard, Senneville, Ste. Anne de Bellevue, Baie d'Urfé, Bearepaire and Ile Perrot.

*Zone 4:* \$6.00 a day for all work carried out in the municipalities located outside zones 1, 2 and 3.

*Zone 5:* No travelling expenses for work performed in the city of Montreal and in the municipalities not listed and located within zones 1, 2 and 3.

Starting and finishing times may be modified to concur with public transportation schedules, provided such change does not entail exceeding the 40-hour standard work week.

*(g) Payment of wages:* When paid by cheque, all wages and expenses shall be paid on Thursdays, provided that the time sheets be received on the previous Monday. Room, board and travelling expenses shall be paid on separate cheques when possible. When wages and expenses are paid by cheques that are handed out on construction sites on Fridays, the employer shall grant employees sufficient time to cash such cheques. This does not apply when banks are open after working hours. No employer may withhold more than three (3) days' backtime.

Any employee who is laid off shall be given his pay and Unemployment Insurance book within 48 hours. No employer shall make any deductions for charitable donations without the employee's written authorization.

*(h) Punch clock:* Employees shall not be compelled to punch the clock. However, if the procedure is customary in any establishment, then the insulation workers shall conform to such procedure as established in any plant where insulation work is performed.

*IV. Vacation with pay:* Sections 12, 13 and 14 (Fifth Title) of the first chapter of the present decree, dealing with vacation with pay, shall apply to this section. Every employee shall agree with his employer at least four (4) weeks in advance upon the date of his holidays in order to avoid any work stoppage.

*V. Apprenticeship:* (a) The full period of apprenticeship for this trade shall be four (4) years. One year (1) of apprenticeship shall consist of 2,000 hours of actual work.

(b) At the end of such apprenticeship, the employee shall sit for an examination before an Examination Board for the purpose of obtaining his competency card as an Insulation Mechanic.

(c) The following tables list the permissible number of apprentices per construction site or establishment, according to the total number of employees and journeymen:

## i. Par chantier:

Salariés	Nombre de	
	Compagnons	Apprentis
1	1	—
2	1	1
3	2	1
4	3	1
5	4	1
6	5	1
7	6	1
8	6	2
9	7	2
10	8	2
11	9	2
12	9	3

et ainsi de suite.

## ii. Par établissement:

Salariés	Nombre de	
	Compagnons	Apprentis
1	1	—
2	2	—
3	3	—
4	3	1
5	4	1
6	5	1
7	6	1
8	6	2
9	7	2
10	8	2
11	9	2
12	9	3

et ainsi de suite.

## i. Construction sites:

Employees	Number of	
	Journeymen	Apprentices
1	1	—
2	1	1
3	2	1
4	3	1
5	4	1
6	5	1
7	6	1
8	6	2
9	7	2
10	8	2
11	9	2
12	9	3

and so on.

## ii. Establishments:

Employees	Number of	
	Journeymen	Apprentices
1	1	—
2	2	—
3	3	—
4	3	1
5	4	1
6	5	1
7	6	1
8	6	2
9	7	2
10	8	2
11	9	2
12	9	3

and so on.

(d) Aucun apprenti peut exécuter du travail à moins d'être accompagné d'un calorifugeur.

(e) Si une pénurie de calorifugeurs empêche le maintien des proportions établies ci-haut, le bureau des examinateurs formé par le Comité paritaire émettra des certificats de classification en vertu de l'article 20 K de la loi.

VI. Tout employeur doit fournir à un salarié qui exécute du travail avec la mousse de verre (Foamglass), l'outillage nécessaire ou bien lui verser une indemnité pour lui permettre de remplacer les outils abimés. L'employeur doit aussi fournir ou remplacer au besoin les salopettes d'un salarié qui exécute des travaux qui comportent l'usage fréquent de mastic et de substances adhésives.

VII. *Durée*: La présente section demeure en vigueur jusqu'au 31 mars 1969.

(Ces dispositions font partie d'une convention collective de travail intervenue entre « The Insulation Contractors Association » et « The International Association of Heat & Frost Insulators and Asbestos Workers, Local 58 de Montréal »).

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions avec ou sans amendements. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre du Travail,  
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,  
Québec, le 4 mai 1968.

24411-0

(d) No apprentice may perform work unless accompanied by an insulation mechanic.

(e) Should a shortage of insulation mechanics make it impossible to maintain the above ratio, the Board of Examiners (formed by the Parity Committee) will issue competency certificates under section 20 K of the Act.

VI. When working with Foamglass, employers shall supply employees with the necessary tools or grant a compensation to replace damaged tools. On jobs where mastics or adhesives are frequently used, employers shall furnish and replace employees' coveralls as required.

VII. *Term*: This section remains in force until March 31, 1969.

(These provisions are contained in a collective labour agreement entered into between *The Insulation Contractors' Association* and *The International Association of Heat & Frost Insulators and Asbestos Workers, local 58, of Montreal*).

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make.

DONAT QUIMPER,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Québec, May 4, 1968.

24411-0

**Avis de prélèvement**

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis, par les présentes que le Comité paritaire des Métiers de la Construction du district de Hull, établi en exécution du décret numéro 810 du 14 août 1957, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1221 du 17 avril 1968, le tout d'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus de Québec, 1964, chapitre 143), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions ci-après décrites:

**1. Cotisation**

La période de cotisation s'étend du 1er mai 1968 au 30 avril 1969; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 810 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 810 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré selon leur métier.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 810 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de leur rémunération.

**2. Mode de perception**

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 15 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et de celles de ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

**3. Rapport financier**

D'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières, au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

**Notice of Levy**

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Building Trades of the district of Hull (established in pursuance of decree number 810 of August 14, 1957), has been authorized to levy dues on the professional employers, artisans and employees subject to the said decree, according to the conditions mentioned below. A by-law approved by Order in Council number 1221, dated April 17, 1968, authorizes such levy.

**1. Dues**

The contribution period extends from May 1, 1968 to April 30, 1969. The levy is carried out as follows:

(a) Professional employers governed by said Decree number 810 and amendments shall pay the Parity Committee an amount equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of their payroll for the employees subject to the said decree.

(b) Artisans governed by said Decree number 810 and amendments shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of the salary set forth in the decree for the lowest-paid journeyman in their trade.

(c) Employees governed by said Decree number 810 and amendments shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of their wages.

**2. Collection of Dues**

To facilitate the collection of such dues, the Parity Committee supplies professional employers with report forms on which all the information requested by the said Parity Committee must be given. Every month, the professional employer shall complete, sign and forward his report to the Parity Committee.

At the end of each week and on the Committee's behalf, the professional employer shall collect this levy by means of a check-off.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 15th of the month following the expiry date of the period for which it is required. The professional employer's dues together with those of his employees shall accompany the said report. The Committee has the authority to request an attestation of the said report whenever it shall deem it advisable to do so.

The levy imposed by this by-law is payable monthly by the professional employer, the artisan and the employee, without formal notice beforehand.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay his dues or supply necessary information, he will be given five (5) days' notice so that he may fulfil his obligations towards the Parity Committee.

**3. Financial Report**

In compliance with the provisions of the Collective Agreement Decrees Act, the Parity Committee shall submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following set dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des métiers de la Construction du district de Hull, pour la période comprise entre le 1er mai 1968 et le 30 avril 1969.

#### 4. Disposition spéciale

Les dispositions du présent règlement s'appliquent également aux employeurs professionnels et aux salariés assujettis aux décrets numéros 1247 du 4 août 1966, 1057 du 14 avril 1967 et 1575 du 14 juin 1967, relatifs à l'industrie de l'acier de structure dans la province, aux lignes de distribution d'énergie électrique dans la province et aux lignes de transport d'énergie électrique dans la province respectivement, dont la mise à exécution a été confiée au Comité paritaire susmentionné:

#### COMITÉ PARITAIRE DES MÉTIERS DE LA CONSTRUCTION DU DISTRICT DE HULL

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er mai 1968 et le 30 avril 1969.

##### Recettes:

Cotisations patronales.....	\$ 61,800.00
Cotisations ouvrières.....	61,800.00
Cotisations artisanales.....	1,500.00
Pénalités et amendes.....	5,000.00
Honoraires d'examens.....	1,200.00
Intérêts sur placements.....	3,845.00
Impôt fédéral.....	4,000.00
Impôt provincial.....	2,500.00
Assurance-chômage.....	150.00
Assurance-groupe.....	600.00
Rentes du Québec.....	500.00
Congés payés en fiducie.....	500,000.00
Intérêts: Congés payés.....	24,000.00
	<hr/>
	\$666,895.00

##### Déboursés:

Salaires du secrétaire.....	\$ 10,400.00
Salaires du personnel.....	40,000.00
Salaires des inspecteurs.....	32,000.00
Frais d'inspection.....	14,180.00
Honoraires: Bureau des examinateurs.....	6,000.00
Frais: Bureau des examinateurs.....	1,900.00
Loyer et taxes.....	1,800.00
Éclairage, chauffage, entretien.....	5,000.00
Frais judiciaires.....	2,500.00
Frais de vérification.....	1,200.00
Impression, papeterie, accessoires de bureau.....	7,000.00
Poste, téléphone, télégramme.....	3,500.00
Intérêt, échange, agios.....	1,500.00
Abonnement et publicité.....	2,500.00
Jetons de présence (membres du Comité).....	1,800.00
Frais de déplacements (membres du Comité).....	5,500.00
Frais de délégation.....	3,000.00
Frais d'affiliation.....	350.00
Assurance-chômage.....	300.00
Assurance-groupe.....	1,200.00
Assurance-caution.....	125.00
Assurance générales.....	600.00
Impôt fédéral.....	4,000.00
Impôt provincial.....	2,500.00
Rentes du Québec.....	1,000.00
Ameublement.....	10,000.00
Congés payés remboursés.....	500,000.00
	<hr/>
	\$659,855.00

An estimate of receipts and disbursements of the Parity Committee of the Building Trades of the district of Hull for the May 1, 1968 to April 30, 1969 period is given below.

#### 4. Special Provision

The provisions of the present by-law also apply to professional employers and employees subject to Decrees numbers 1247 of August 4, 1966 (Structural Steel Industry in the Province of Quebec), 1057 to April 14, 1967 (Electric Power Distribution Lines) and 1575 of June 14, 1967 (Electric Power Transmission Lines in the Province), whose application has been entrusted to the abovementioned Parity Committee.

#### THE PARITY COMMITTEE OF THE BUILDING TRADES OF THE DISTRICT OF HULL

Estimate of receipts and disbursements for the May 1, 1968 to April 30, 1969 period.

##### Receipts:

Employers' dues.....	\$ 61,800.00
Employee's dues.....	61,800.00
Artisans' dues.....	1,500.00
Penalties and fines.....	5,000.00
Examination fees.....	1,200.00
Interest on investments.....	3,845.00
Federal tax.....	4,000.00
Provincial tax.....	2,500.00
Unemployment Insurance.....	150.00
Group insurance.....	600.00
Quebec Pension Plan.....	500.00
Vacation pay held in trust.....	500,000.00
Interest: vacation pay.....	24,000.00
	<hr/>
	\$666,895.00

##### Disbursements:

Secretary's salary.....	\$ 10,400.00
Staff's salaries.....	40,000.00
Inspectors' salaries.....	32,000.00
Inspection expenses.....	14,180.00
Fees: Board of Examiners.....	6,000.00
Expenses: Board of Examiners.....	1,900.00
Rent and taxes.....	1,800.00
Lights, heat, maintenance.....	5,000.00
Legal costs.....	2,500.00
Auditor's fees.....	1,200.00
Printing, stationery, office equipment.....	7,000.00
Postage, telephone, telegrams.....	3,500.00
Interest, exchange, agio.....	1,500.00
Subscription and advertising.....	2,500.00
Attendance fees (Committee members).....	1,800.00
Travelling expenses (Committee members).....	5,500.00
Delegation expenses.....	3,000.00
Affiliation fees.....	350.00
Unemployment Insurance.....	300.00
Group insurance.....	1,200.00
Fidelity bond.....	125.00
General insurance.....	600.00
Federal tax.....	4,000.00
Provincial tax.....	2,500.00
Quebec Pension Plan.....	1,000.00
Furniture.....	10,000.00
Vacation pay re-imbursed.....	500,000.00
	<hr/>
	\$659,855.00

Excédent des recettes sur les déboursés prévu.....	\$ 7,040.00
Subvention à la Commission d'Apprentissage.....	1,000.00
Surplus prévu.....	6,040.00

Forecast surplus.....	\$ 7,040.00
Less Apprenticeship Commission subsidy.....	1,000.00
Forecast net surplus.....	\$ 6,040.00

*Le sous-ministre du Travail,*  
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,  
Québec, le 4 mai 1968. 24411-o

DONAT QUIMPER,  
*Deputy Minister of Labour.*

Department of Labour,  
Quebec, May 4, 1968. 24411-o

**Avis de prélèvement**

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'industrie de la fourrure, section du gros, de Montréal, établi en exécution du décret numéro 524 du 11 mai 1955, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1220 du 17 avril 1968, le tout d'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions ci-après décrites:

**1. Cotisation**

La période de cotisation s'étend du 1er mai 1968 au 30 avril 1969; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 524 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret (salaires fixes, pourcentages, allocations, commissions ou bonis payés).

b) les artisans régis par ledit décret numéro 524 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% du salaire établi dans ledit décret pour le compagnon le moins rémunéré (ou du salaire moyen fixé par le Comité).

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 524 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de leurs salaires fixes, commissions, bonis et allocations).

**2. Mode de perception**

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 10ième jour du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et de celles de ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

**Notice of Levy**

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the Fur Industry Parity Committee, wholesale section, of Montreal (established in pursuance of decree number 524 of May 11, 1955) has been authorized to levy dues on the professional employers, artisans and employees subject to the said decree, according to the conditions mentioned below. A by-law, approved by Order in Council number 1220, dated April 17, 1968, authorizes such levy.

**1. Dues**

The contribution period extends from May 1, 1968 to April 30, 1969. The levy is carried out as follows:

(a) Professional employers governed by said Decree number 524 and amendments shall pay the Parity Committee an amount equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of their payroll for the employees subject to the said decree (fixed salaries, percentages, allowances, commissions or bonuses paid).

(b) Artisans covered by said Decree number 524 and amendments shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of the salary set forth in the said decree for the lowest-paid journeyman (or the average wage laid down by the Committee).

(c) Employees governed by said Decree number 524 and amendments shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of their fixed salaries, commissions, bonuses and allowances.

**2. Collection of Dues**

To facilitate the collection of such dues, the Parity Committee supplies professional employers with report forms on which all the information requested by the said Parity Committee must be given. Every month, the professional employer must complete, sign and forward his report to the Parity Committee.

The professional employer must forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 10th of the month following the expiry date of the period for which it is required. The professional employer's dues together with those of his employees must accompany the said report. The Committee has the authority to request an attestation of the said report whenever it deems it advisable to do so.

At the end of each week and on the Committee's behalf, the professional employer must collect this levy by means of a check-off.

The levy imposed by this by-law is payable monthly by the professional employer, the artisan and the employee, without formal notice beforehand.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

### 3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de Convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie de la Fourrure, section du Gros, de Montréal, pour la période comprise entre le 1er mai 1968 et le 30 avril 1969.

COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE  
DE LA FOURRURE  
SECTION DU GROS, DE MONTRÉAL

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre 1er mai 1968 et le 30 avril 1969.

*Recettes:*

Cotisations patronales.....	\$36,000.00
Cotisations ouvrières.....	36,000.00
Cotisations artisanales.....	3,000.00
Pénalités et amendes.....	600.00
Intérêts de banque.....	400.00
Impôt fédéral.....	3,800.00
Impôt provincial.....	2,560.00
Assurance-chômage.....	342.00
Rente du Québec.....	648.00
	<hr/>
	\$83,350.00

*Déboursés:*

Salaires de l'administrateur.....	\$ 7,800.00
Salaires du personnel.....	15,700.00
Salaires des inspecteurs.....	21,000.00
Frais d'inspection.....	5,720.00
Loyer et taxes.....	3,300.00
Éclairage, chauffage, entretien.....	700.00
Frais judiciaires.....	4,500.00
Frais de vérification.....	1,200.00
Impression, papeterie, acc. de bureau	3,300.00
Poste, téléphone, télégramme.....	1,350.00
Abonnement et publicité.....	200.00
Jetons de présence (membres du Comité).....	1,560.00
Frais de déplacements (membres du Comité).....	6,240.00
Frais de délégation.....	800.00
Assurance-chômage.....	684.00
Assurance-caution.....	10.00
Assurances générales.....	60.00
Rentes du Québec.....	1,296.00
Impôt fédéral.....	3,800.00
Impôt provincial.....	2,560.00
	<hr/>
	\$81,780.00

Excédent des recettes sur les déboursés prévu:..... \$ 1,570.00

Le sous-ministre du Travail,  
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,  
Québec, le 4 mai 1968. 24411-0

Should a professional employer or an artisan refuse to pay his dues or supply any information required, he will be given five (5) days' notice to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

### 3. Financial Report

In compliance with the provisions of the Collective Agreement Decrees Act, the Parity Committee must submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following set dates: March 31, June 30, September 30 and December 31 of each year.

An estimate of the receipts and disbursements of the Fur Industry Parity Committee, wholesale section of Montreal, for the May 1, 1968 to April 30, 1969 period is given below.

THE FUR INDUSTRY  
PARITY COMMITTEE WHOLESALE SECTION  
OF MONTREAL

Estimate of receipts and disbursements for the May 1, 1968 to April 30, 1969 period.

*Receipts:*

Employers' dues.....	\$36,000.00
Employees' dues.....	36,000.00
Artisans' dues.....	3,000.00
Penalties and fines.....	600.00
Bank interest.....	400.00
Federal tax.....	3,800.00
Provincial tax.....	2,560.00
Unemployment Insurance.....	342.00
Quebec Pension Plan.....	648.00
	<hr/>
	\$83,350.00

*Disbursements:*

Administrator's salary.....	\$ 7,800.00
Staff's salary.....	15,700.00
Inspectors' salaries.....	21,000.00
Inspection expenses.....	5,720.00
Rent and taxes.....	3,300.00
Lights, heat, maintenance.....	700.00
Legal costs.....	4,500.00
Auditor's fees.....	1,200.00
Printing, stationery, office equipment	3,300.00
Postage, telephone, telegrams.....	1,350.00
Subscription and advertising.....	200.00
Attendance fees (Committee members).....	1,560.00
Travelling expenses (Committee members).....	6,240.00
Delegation expenses.....	800.00
Unemployment Insurance.....	684.00
Fidelity bond.....	10.00
General insurance.....	60.00
Quebec Pension Plan.....	1,296.00
Federal tax.....	3,800.00
Provincial tax.....	2,560.00
	<hr/>
	\$81,780.00

Forecast surplus..... \$ 1,570.00

DONAT QUIMPER,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, May 4, 1968. 24411-0

**Avis de prélèvement**

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire du Commerce de l'Alimentation en gros de Québec, établi en exécution du décret numéro 2347 du 27 juin 1944, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1222 du 17 avril 1968 le tout conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus de Québec, 1964 chapitre 143), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des salariés et des artisans régis par ledit décret suivant les conditions ci-après décrites.

**1. Cotisation**

La période de cotisation s'étend du 1er mai 1968 au 1er mai 1969; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 2347 et amendements, doivent payer au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{4}$  de 1% des salaires, bonis ou allocations payés à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les salariés régis par ledit décret numéro 2347 et amendements, doivent payer au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{4}$  de 1% de leurs salaires, bonis et allocations.

c) Les artisans régis par ledit décret numéro 2347 et amendements, doivent payer au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{4}$  de 1% du salaire établi pour le salarié le moins rénuméré, suivant leur emploi, tel que stipulé dans le décret numéro 2347.

**2. Mode de perception**

Les cotisations sont payables mensuellement, entre le 1er et le 10 de chaque mois pour le mois précédent.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes dues au Comité paritaire, à titre de prélèvement.

À chaque mois, l'employeur professionnel doit fournir au Comité paritaire un rapport détaillé indiquant sur les formules mises à sa disposition par ledit Comité paritaire, les nom, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou classification, le nombre d'heures normales et supplémentaires de travail effectuées chaque semaine, la nature de ce travail et le salaire payé.

Ce rapport dûment signé par l'employeur professionnel doit être accompagné des cotisations payables par l'employeur professionnel et ses salariés, audit Comité paritaire; toutes ces sommes sont payables en deniers ayant cours légal dans la Province.

**3. Rapport financier**

D'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité paritaire du Commerce de l'Alimentation en Gros de Québec, pour la période comprise entre le 1er mai 1968 et le 1er mai 1969.

**Notice of Levy**

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the Quebec Wholesale Food Trade Parity Committee (established in pursuance of Decree number 2347 of June 27, 1944) has been authorized to levy dues on the professional employers, artisans and employees governed by the said decree, according to the conditions mentioned below. A by-law, approved by Order in Council number 1222, dated April 17, 1968, authorizes such levy:

**1. Dues**

The contribution period extends from May 1, 1968 to May 1, 1969. The levy is carried out as follows:

(a) Professional employers governed by said Decree number 2347 and amendments must pay the Parity Committee an amount equivalent to  $\frac{1}{4}$  of 1% of the salaries, bonuses or allowances paid to their employees subject to the said decree.

(b) Employees subject to said Decree number 2347 and amendments shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to  $\frac{1}{4}$  of 1% of their salaries, bonuses and allowances.

(c) Artisans governed by said Decree number 2347 and amendments shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to  $\frac{1}{4}$  of 1% of the salary stipulated in decree number 2347 for the lowest-paid employee in their occupation.

**2. Collection of Dues**

Dues covering the previous month are payable between the 1st and 10th of every month.

At the end of each week, the professional employer must collect, by means of a check-off, the levy due the Parity Committee.

Every month, on forms supplied by the Parity Committee, the professional employer must furnish said Parity Committee with a detailed report containing the following: given name, family name and address of each employee in his service; his qualification or classification; number of regular and overtime hours worked each week; type of work and salary paid.

Dues payable to the Parity Committee by the professional employer and his employees must accompany this report which has been duly signed by the employer. All such sums are payable in legal tender.

**3. Financial report**

In compliance with the provisions of the Collective Agreement Decrees Act, the Parity Committee must submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following set dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st of each year.

An estimate of receipts and disbursements of the Quebec Wholesale Food Trade Parity Committee, for the May 1, 1968 to May 1, 1969 period is given below.

COMITÉ PARITAIRE DU COMMERCE  
DE L'ALIMENTATION EN GROS DE QUÉBEC

État des recettes et des déboursés probables  
pour la période comprise entre le 1er mai 1968  
et le 1er mai 1969.

*Recettes:*

Cotisations patronales.....	\$25,000.00
Cotisations ouvrières.....	25,000.00
Intérêts sur placements.....	500.00
Intérêts de banque.....	400.00
Impôt fédéral.....	2,624.35
Impôt provincial.....	1,800.20
Rentes du Québec.....	412.44
Assurance-chômage.....	281.84
Assurance-vie-santé.....	306.00
	<hr/>
	\$56,324.83

*Déboursés:*

Salaire du secrétaire.....	\$10,195.00
Salaires du personnel.....	14,565.94
Salaires des inspecteurs.....	13,678.76
Frais d'inspection.....	2,600.00
Frais: Bureau des examinateurs.....	500.00
Loyer et taxes.....	2,908.00
Frais judiciaires.....	1,200.00
Frais de vérification.....	300.00
Impression, papeterie, acc. bureau..	1,000.00
Poste, téléphone, télégramme.....	1,200.00
Intérêt, échange, agios.....	135.00
Abonnement et publicité.....	300.00
Jetons de présence (membres du Co- mité).....	900.00
Frais de déplacements (membres du Comité).....	3,500.00
Frais de délégation.....	500.00
Rentes du Québec.....	824.88
Assurance-chômage.....	563.68
Assurance-vie-santé.....	612.00
Assurance-caution.....	20.00
Assurances générales.....	150.00
Impôt fédéral.....	2,624.35
Impôt provincial.....	1,800.20
	<hr/>
	\$60,077.81

Excédent des déboursés sur les re-  
cettes prévu à être comblé par la ré-  
serve:..... \$ 3,752.98

*Le sous-ministre du Travail,  
DONAT QUIMPER.*

Ministère du Travail,  
Québec, le 4 mai 1968. 24411-0

**Avis de prélèvement**

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'Industrie de la Construction de Drummondville, établi en exécution du décret numéro 988 du 2 octobre 1958 et amendements a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1223 du 17 avril 1968, le tout d'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions ci-après décrites:

QUEBEC WHOLESALE FOOD TRADE  
PARITY COMMITTEE

Estimate of receipts and disbursements for the  
May 1, 1968 to May 1, 1969 period.

*Receipts:*

Employer's dues.....	\$25,000.00
Employees' dues.....	25,000.00
Interest on investments.....	500.00
Bank interest.....	400.00
Federal tax.....	2,624.35
Provincial tax.....	1,800.20
Quebec Pension Plan.....	412.44
Unemployment Insurance.....	281.84
Health, life insurance.....	306.00
	<hr/>
	\$56,324.83

*Disbursements:*

Secretary's salary.....	\$10,195.00
Staff's salary.....	14,565.94
Inspectors' salaries.....	13,678.76
Inspection expenses.....	2,600.00
Expenses: Board of Examiners.....	500.00
Rent and taxes.....	2,908.00
Legal costs.....	1,200.00
Auditor's fees.....	300.00
Printing, stationery, office equipment	1,000.00
Postage, telephone, telegrams.....	1,200.00
Interest, exchange, agio.....	135.00
Subscription and advertising.....	300.00
Attendance fees (Committee mem- bers).....	900.00
Travelling expenses (Committee members).....	3,500.00
Delegation expenses.....	500.00
Quebec Pension Plan.....	824.88
Unemployment Insurance.....	563.68
Health, life insurance.....	612.00
Fidelity bond.....	20.00
General insurance.....	150.00
Federal tax.....	2,624.35
Provincial tax.....	1,800.20
	<hr/>
	\$60,077.81

Forecast deficit to be made up from  
the emergency fund:..... \$ 3,752.98

*DONAT QUIMPER,  
Deputy Minister of Labour.*

Department of Labour,  
Quebec, May 4, 1968. 24411-0

**Notice of Levy**

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the Building Trades Joint Committee of Drummondville (established in pursuance of decree number 988 of October 2, 1958) has been authorized to levy dues on the professional employers, artisans and employees subject to the said decree, according to the conditions mentioned below. A by-law, approved by Order in Council number 1223, dated April 17, 1968, authorizes such levy.

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er mai 1968 au 30 avril 1969; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 988 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 988 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 988 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% de leur rémunération.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport, mensuel au Comité paritaire le ou avant le 10 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

3. *Rapport financier*

D'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie de la Construction de Drummondville, pour la période comprise entre le 1er mai 1968 et le 30 avril 1969.

4. *Disposition spéciale*

Les dispositions du présent règlement s'appliquent également aux employeurs professionnels et aux salariés assujettis aux décrets numéros 1247 du 4 août 1966, 1057 du 14 avril 1967 et 1575 du 14 juin 1967, relatifs à l'industrie de l'acier de structure dans la province, aux lignes de distribution d'énergie électrique dans la province et aux lignes de transport d'énergie électrique dans la province respectivement, dont la mise à exécution a été confiée au Comité paritaire susmentionné.

1. *Dues*

The contribution period extends from May 1, 1968, to April 30, 1969. The levy is carried out as follows:

(a) Professional employers governed by said Decree number 988 and amendments shall pay the Parity Committee an amount equivalent to 1/2 of 1% of their payroll for the employees subject to the said decree.

(b) Artisans covered by said Decree number 988 and amendments shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to 1/2 of 1% of the salary set forth in the decree for the lowest-paid journeyman.

(c) Employees governed by said Decree number 988 and amendments shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to 1/2 of 1% of their salary.

2. *Collection of Dues*

To facilitate the collection of such dues, the Parity Committee supplies professional employers with report forms on which all the information requested by the said Parity Committee must be given. Every month, the professional employer must complete, sign and forward his report to the Parity Committee.

The professional employer must forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 10th of the month following the expiry date of the period for which it is required. The professional employer's dues together with those of his employees must accompany the said report. The Committee has the authority to request an attestation of the said report whenever it shall deem it advisable to do so.

The levy imposed by this by-law is payable monthly by the professional employer, the artisan and the employee, without formal notice beforehand.

3. *Financial Report*

In compliance with the provisions of the Collective Agreement Decrees Act, the Parity Committee must submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following set dates: March 31, June 30, September 30 and December 31 of each year.

An estimate of receipts and disbursements of the Building Trades Joint Committee of Drummondville for the May 1, 1968 to April 30, 1969 period is given below.

4. *Special Provision*

The provisions of the present by-law also apply to professional employers and employees subject to Decrees numbers 1247 of August 4, 1966 (Structural Steel Industry in the Province of Quebec), 1057 of April 14, 1967 (Electric Power Distribution Lines) and 1575 of June 14, 1967 (Electric Power Transmission Lines in the Province), whose application has been entrusted to the abovementioned Joint Committee.

COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LA  
CONSTRUCTION DE DRUMMONDVILLETHE BUILDING TRADES JOINT COMMITTEE  
OF DRUMMONDVILLEÉtat des recettes et des déboursés probables pour  
la période comprise entre le 1er mai 1968 et le  
30 avril 1969.Estimate of receipts and disbursements for the  
May 1, 1968 to April 30, 1969 period.*Recettes:*

Cotisations patronales.....	\$ 36,000.00
Cotisations ouvrières.....	36,500.00
Cotisations artisanales.....	5,000.00
Pénalités et amendes.....	10,000.00
Dommages: Intérêts liquidés.....	500.00
Honoraires d'examen.....	550.00
Intérêts sur placements.....	2,500.00
Intérêts de banque.....	500.00
Impôt fédéral.....	4,200.00
Impôt provincial.....	3,150.00
Rentes du Québec.....	670.00
Assurance-groupe.....	1,260.00
Fonds de pension.....	1,450.00
	<hr/>
	\$102,280.00

*Déboursés:*

Salaire du secrétaire.....	\$ 11,000.00
Salaires du personnel.....	12,800.00
Salaires des inspecteurs.....	31,500.00
Frais d'inspection.....	15,760.00
Honoraires: Bureau des examina- teurs.....	1,000.00
Frais: Bureau des examinateurs.....	300.00
Loyer et taxes.....	750.00
Éclairage, chauffage, entretien.....	1,500.00
Frais judiciaires.....	7,000.00
Frais de vérification.....	400.00
Impression, papeterie, acc. bureau..	2,300.00
Poste, téléphone, télégramme.....	1,450.00
Intérêt, échange, agios.....	600.00
Abonnement et publicité.....	456.00
Jetons de présence (membres du Co- mité).....	860.00
Frais de déplacements (membres du Comité).....	3,550.00
Frais de délégation.....	1,000.00
Cours de formation.....	500.00
Rentes du Québec.....	1,340.00
Assurance-chômage.....	300.00
Assurance-groupe.....	2,520.00
Assurance-caution.....	15.00
Assurances générales.....	2,375.00
Fonds de pension.....	2,300.00
Impôt fédéral.....	4,200.00
Impôt provincial.....	3,150.00
Frais d'affiliation.....	400.00
	<hr/>
	\$109,326.00

Excédent des déboursés sur les re- cettes avant dépréciation.....	\$ 7,046.00
Subvention à la Commission d'app..	\$ 2,000.00
	<hr/>
Déficit prévu.....	\$ 9,046.00

Le sous-ministre du Travail,  
DONAT QUIMPER.Ministère du Travail,  
Québec, le 4 mai 1968.

24411-0

*Receipts:*

Employers' dues.....	\$ 36,000.00
Employees' dues.....	36,500.00
Artisans' dues.....	5,000.00
Penalties and fines.....	10,000.00
Damages: paid-up interest.....	500.00
Examination fees.....	550.00
Interest on investments.....	2,500.00
Bank interest.....	500.00
Federal tax.....	4,200.00
Provincial tax.....	3,150.00
Quebec Pension Plan.....	670.00
Group insurance.....	1,260.00
Pension fund.....	1,450.00
	<hr/>
	\$102,280.00

*Disbursements:*

Secretary's salary.....	\$ 11,000.00
Staff's salary.....	12,800.00
Inspectors' salaries.....	31,500.00
Inspection expenses.....	15,760.00
Fees: Board of Examiners.....	1,000.00
Expenses: Board of Examiners.....	300.00
Rent and taxes.....	750.00
Lights, heat, maintenance.....	1,500.00
Legal costs.....	7,000.00
Auditor's fees.....	400.00
Printing, stationery, office equip- ment.....	2,300.00
Postage, telephone, telegrams.....	1,450.00
Interest, exchange,agio.....	600.00
Subscription and advertising.....	456.00
Attendance fees (Committee mem- bers).....	860.00
Travelling expenses (Committee members).....	3,550.00
Delegation expenses.....	1,000.00
Training courses.....	500.00
Quebec Pension Plan.....	1,340.00
Unemployment Insurance.....	300.00
Group insurance.....	2,520.00
Fidelity bond.....	15.00
General insurance.....	2,375.00
Pension fund.....	2,300.00
Federal tax.....	4,200.00
Provincial tax.....	3,150.00
Affiliation fees.....	400.00
	<hr/>
	\$109,326.00

Forecast deficit.....	\$ 7,046.00
Subsidy to Apprenticeship Commis- sion.....	2,000.00
	<hr/>
Total forecast deficit.....	\$ 9,046.00

DONAT QUIMPER,  
Deputy Minister of Labour.Department of Labour,  
Quebec, May 4, 1968.

24411-0

**Association coopérative**

**Cooperative Association**

**Association coopérative des camionneurs de Clermont, La Malbaie et St-Fidèle**

**Association coopérative des camionneurs de Clermont, La Malbaie et St-Fidèle**

*(Loi des associations coopératives)*

*(Cooperative Associations Act)*

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé la formation de l'association coopérative « Association coopérative des camionneurs de Clermont, La Malbaie et St-Fidèle ».

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved the formation of the cooperative association « Association coopérative des camionneurs de Clermont, La Malbaie et St-Fidèle ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à La Malbaie, Québec, dans le district électoral de Charlevoix.

The head office of this cooperative association is situated at La Malbaie, Quebec, in the electoral district of Charlevoix.

Québec, le 29 avril 1968.

Quebec, April 29, 1968.

*Le sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE,

24483-o

RAYMOND DOUVILLE.

24483

Assistant Secretary of the Province.

**Avis divers**

**Miscellaneous Notices**

**Marie-Liseline-Noëlla-Ghislaine Gagnon**

**Marie-Liseline-Noëlla-Ghislaine Gagnon**

Avis est donné que Marie-Liseline-Noëlla-Ghislaine Gagnon (autrefois connue comme Ghislaine Gagnon dit Boily ou Ghislaine Boily), infirmière licenciée, résidant au 6598 Cabrini, Montréal 25, P.Q., s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil, afin d'obtenir un décret lui permettant de changer son nom en celui de Marie-Liseline-Noëlla-Ghislaine Gagnon Boily.

Notice is hereby given that Marie-Liseline-Noëlla-Ghislaine Gagnon (otherwise known as Ghislaine Gagnon dit Boily or Ghislaine Boily), nurse, residing at 6598 Cabrini, Montreal 25, P.Q., will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an order changing her name to Marie-Liseline-Noëlla-Ghislaine Gagnon Boily.

Montréal, ce 18 avril 1968.

Montreal, April 18, 1968.

*Les procureurs de la requérante,*

BEAUCHEMIN & VALIQUETTE,

24329-17-2-o

BEAUCHEMIN & VALIQUETTE.

24329-17-2-o

Attorneys for applicant.

**Izak Raizman (Rajzman)**

**Izak Raizman (Rajzman)**

Avis est donné que Izak Raizman (Rajzman), résidant à 4421, Van Horne, ville et district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil afin d'obtenir un décret lui permettant de changer son nom en celui de Izak Irving Reisman; ledit changement de nom devra également concerner son épouse, Eva Raizman (Rajzman), son fils Manuel et sa fille Hilda, tous de la même adresse.

Notice is hereby given that Izak Raizman (Rajzman), residing at 4421 Van Horne, city and district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an order changing his name to Izak Irving Reisman; said change of name will also benefit his wife, Eva Raizman (Rajzman), his son Manuel and his daughter Hilda, all of the same address.

Montréal, le 19 avril 1968.

Montreal, April 19, 1968.

24357-17-2 SHRIAR POLAK & COOPERSTONE.

24357-17-2-o SHRIAR POLAK & COOPERSTONE.

**Paroisse de Sainte-Gertrude**

**Parish of Sainte-Gertrude**

Avis est donné que, par un décret en date du 12 mars 1968, Son Excellence Monseigneur Lionel Audet, Vicaire-Général de l'archidiocèse de Québec, a démembré la paroisse de Notre-Dame de la Nativité de Beauport pour former de la partie démembrée une nouvelle paroisse sous le nom de Sainte-Gertrude et déterminé que les personnes de religion catholique romaine domiciliées dans le territoire de la nouvelle paroisse lui appartiendront à titre de paroissiens.

Notice is hereby given that, pursuant to a decree dated March 12, 1968, His Excellency Monsignor Lionel Audet, Vicar General for the Archdiocese of Quebec, dismembered the parish of Notre-Dame de la Nativité de Beauport to form with the dismembered part a new parish under the name of Sainte-Gertrude, and has determined that persons of the Roman Catholic Faith domiciled in the territory of the new parish will belong to same as parishioners.

*Le Vicaire-général de l'archidiocèse de Québec,*

LIONEL AUDET,  
Vicar General for the Archdiocese of Quebec.

LIONEL AUDET.

24431-o

12-68

24431

12-68

**Carl Julian Warshaw**

**Carl Julian Warshaw**

Avis est par les présentes donné que Carl Julian Warshaw, domicilié à 5799 Plantagenet, de la cité et district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil, pour l'adoption d'un décret changeant son nom en celui de Carl Jason Pines.

Notice is hereby given that Carl Julian Warshaw, residing at 5799 Plantagenet Avenue, in the city and district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an order changing his name to Carl Jason Pines.

Montréal, le 23 avril, 1968.

Montreal, April 23, 1968.

*Le procureur du requérant,*

DAVID KIRSHENBLATT,

24413-18-2-o

DAVID KIRSHENBLATT.

24413-18-2-o

Attorney for the petitioner.

**Le Conseil Gagnon No 5240 des Chevaliers de Colomb de Gagnon inc.**

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 17 avril 1968, approuvé les règlements généraux de la corporation « Le Conseil Gagnon No 5240 des Chevaliers de Colomb de Gagnon inc. », et ce, en vertu de l'article 9 de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec et de l'article 225 de la Loi des compagnies.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24429-o 3-68

**La Fabrique de la paroisse de Saint-François-Xavier de Ville de Bromont**

Avis est donné que le changement de nom de « La Fabrique de la paroisse de Saint-François-Xavier de West-Shefford » en celui de « La Fabrique de la paroisse de Saint-François-Xavier de Ville de Bromont » a été autorisée par le secrétaire de la province le 22 avril 1968.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24430-o 13-68

**Jack Postelnick**

Avis est donné que Jack Postelnick, résidant à 437, avenue Mitchell, ville Mont Royal, district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil afin d'obtenir un décret, lui permettant de changer son nom en celui de « Jack Post », et que celui de son épouse, Gloria Segal et ceux de ses enfants mineurs, Jeffrey, Rhona et Patricia Lynn, soient également changés de « Postelnick » à celui de « Post », ledit nom devant servir à toutes fins légales.

Montréal, 26 avril 1968.

*Le procureur du requérant,*  
LOUIS SCHIFF.

24459-18-2

**Richard Gerald Edgar Jean**

Richard Gerald Edgar Jean de 302 avenue Willibrord, Verdun, célibataire, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour faire changer son nom à Richard Jean Martin.

24481-18-2-o

**Council Gagnon No. 5240 of the Knights of Columbus of Gagnon Inc.**

Notice is hereby given that the Provincial Secretary, approved on April 17, 1968, the general by-laws of "Council Gagnon No. 5240 of the Knights of Columbus of Gagnon Inc.", and such, pursuant to section 9 of the Act respecting the Knights of Columbus of the Province of Quebec and to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24429 3-68

**The Fabrique of the Parish of Saint-François-Xavier of Town of Bromont**

Notice is hereby given that the change of name of "The Fabrique of the Parish of Saint-François-Xavier of West-Shefford" to that of "The Fabrique of the Parish of Saint-François-Xavier of Town of Bromont" has been authorized by the Provincial Secretary on April 22, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24430 13-68

**Jack Postelnick**

Notice is hereby given that Jack Postelnick, residing at 437 Mitchell Avenue, town of Mount Royal, district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for the adoption of an order changing his name to that of "Jack Post", and that of his wife, Gloria Segal and minor children, Jeffrey, Rhona and Patricia Lynn, from "Postelnick" to that of "Post", the said name to serve for all legal purposes.

Montreal, April 26, 1968.

LOUIS SCHIFF,  
*Attorney for the petitioner.*

24459-18-2-o

**Richard Gerald Edgar Jean**

Richard Gerald Edgar Jean of 302 Willibrord Avenue, Verdun, unmarried, will apply to the Lieutenant-Governor in council to have his name changed to Richard Jean Martin.

24481-18-2-o

**Chartes — Abandon de****Laurent Letarte Itée**

Prenez avis que la compagnie « Laurent Letarte Itée », corporation constituée sous l'autorité de la première partie de la Loi des Compagnies et ayant son siège social en les comté et district de Saint-Hyacinthe, demandera au secrétaire de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte suivant les prescriptions requises par ladite Loi des Compagnies.

Signé à Saint-Hyacinthe, Québec, Canada, le 11e jour d'avril 1968.

*Le secrétaire et procureur spécial  
de la compagnie,*  
ANDRÉ MORIN.

24415-o

**Loranger & Frères Itée**

La compagnie « Loranger & Frères Itée », donne avis par les présentes qu'elle demandera à l'Honorable Secrétaire de la Province de Québec la permission d'abandonner sa charte à compter d'une date à être fixée.

Montréal, le 25 avril 1968.

*Le secrétaire,*  
ROGER LORANGER.

24433-o

**Charters — Surrender of****Laurent Letarte Itée**

Notice is hereby given that "Laurent Letarte Itée", a corporation incorporated under Part I of the Companies Act and having its head office in the county and district of Saint-Hyacinthe, will apply to the secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Signed at Saint-Hyacinthe, Quebec, Canada, this 11th day of April, 1968.

ANDRÉ MORIN,  
*Secretary and special Attorney  
for the Company.*

24415-o

**Loranger & Frères Itée**

The company "Loranger & Frères Itée", hereby gives notice that application will be made to the Honourable Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter at a date to be fixed.

Montreal, this April 25, 1968.

ROGER LORANGER,  
*Secretary*

24433-o

**B. K. Land Inc.**

Avis est donné que « B. K. Land Inc. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social et sa principale place d'affaires en les ville et district de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 22e jour d'avril 1968.

*Les procureurs de la requérante,*  
 CHAIT ARONOVITCH SALOMON GELBER  
 24414 REIS & BRONSTEIN.

**Mauer Mortgage & Investment Corp.**

Avis est par les présentes donné que « Mauer Mortgage & Investment Corp. », ayant son bureau chef dans la cité et district de Montréal, s'adressera au Secrétaire de la Province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Montréal, ce 23e jour de avril 1968.

*Les procureurs de la requérante,*  
 24416-o STEIN & STEIN.

**Eastern Pearls Co. Ltd.**

Avis est par les présentes donné que « Eastern Pearls Co. Ltd. », ayant sa principale place d'affaires en la cité de Montréal, district de Montréal, s'adressera au secrétaire de la Province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, ce 25ième jour d'avril 1968.

*Les procureurs de la requérante,*  
 24432-o SHRIAR, POLAK & COOPERSTONE.

**Wonda Chair (Canada) Inc.**

Prenez avis que la compagnie « Wonda Chair (Canada) Inc. », demandera au secrétaire de la province la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, ce 24 avril 1968.

*Le procureur de la compagnie,*  
 24434-o Me JACQUES DESORMEAU.

**Goldberg's Departmental Stores Ltd.**

Avis est par les présentes donné que « Goldberg's Departmental Stores Ltd. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la Province de Québec, s'adressera au secrétaire de la province pour obtenir la permission d'abandonner sa charte selon les dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 26e jour d'avril, 1968.

*Le secrétaire,*  
 24453-o JACK GOLDBERG.

**Metro-Publicité inc.  
 Metro-Publicity Inc.**

Prenez avis que la compagnie « Metro-Publicité inc. — Metro-Publicity Inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la loi des compagnies et ayant son siège social en la ville de Montréal, district de Montréal, demandera au secrétaire de la province la permission d'abandonner sa charte.

Donné à Montréal, ce 20 février 1968.

*Le secrétaire,*  
 24455-o RENÉ BARRIÈRE.

**B. K. Land Inc.**

Notice is hereby given that "B. K. Land Inc.", a corporation constituted under the Companies' Act and having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies' Act.

Dated at Montreal, this 22nd day of April, 1968.

CHAIT ARONOVITCH SALOMON GELBER  
 24414-o REIS & BRONSTEIN,  
*Attorneys for Applicants.*

**Mauer Mortgage & Investment Corp.**

Notice is hereby given that "Mauer Mortgage & Investment Corp.", having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec, for leave to surrender its charter.

Dated at Montreal, this 23rd day of April, 1968.

24416-o STEIN & STEIN,  
*Attorneys for Petitioner.*

**Eastern Pearls Co. Ltd.**

Notice is hereby given that "Eastern Pearls Co. Ltd.", having its head office in the city of Montreal, district of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec, for leave to surrender its charter.

Montreal, this 25th day of April 1968.

24432 SHRIAR, POLAK & COOPERSTONE,  
*Attorneys for Petitioner.*

**Wonda Chair (Canada) Inc.**

Take notice that "Wonda Chair (Canada) Inc.", will apply to the Secretary of the Province for leave to surrender its charter.

Montreal, April 24, 1968.

24434 Me JACQUES DESORMEAU,  
*Attorney of the company.*

**Goldberg's Departmental Stores Ltd.**

Notice is hereby given that "Goldberg's Departmental Stores Ltd.", a corporation incorporated under the Companies' Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies' Act.

Dated at Montreal, this 26th day of April, 1968.

24453-o JACK GOLDBERG,  
*Secretary.*

**Metro-Publicité inc.  
 Metro-Publicity Inc.**

Notice is hereby given that "Metro-Publicité inc. — Metro-Publicity Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this February 20, 1968.

24455-o RENÉ BARRIÈRE,  
*Secretary.*

**Centre Juventa inc.**

Prenez avis que la compagnie « Centre Juventa inc. », demandera au secrétaire de la province, la permission d'abandonner sa charte.

Québec, le 26 avril 1968.

*Les procureurs de la requérante,*  
DES RIVIÈRES, CHOQUETTE  
& PAQUET.

24452-o

**Centre Juventa inc.**

Notice is given that the company "Centre Juventa inc.", will ask the Secretary of the Province permission to surrender its charter.

Quebec, April 26, 1968.

DES RIVIÈRES, CHOQUETTE  
& PAQUET,  
*Attorneys for the petitioner.*

24452-o

**L. B. Investments Inc.**

Avis est donné que « L. B. Investments Inc. », demandera au Secrétaire de la province, la permission d'abandonner sa charte.

24454

*Les procureurs,*  
LOUIS & BERGER.

**L. B. Investments Inc.**

Notice is hereby given that "L. B. Investments Inc.", will apply to the secretary of the province for leave to surrender its charter.

24454-o

LOUIS & BERGER,  
*Attorneys.*

**Placements Bois-Colombes inc.**

Prenez avis que la compagnie « Placements Bois-Colombes inc. », demandera au Secrétaire de la Province la permission d'abandonner sa charte.

24456-o

*Le procureur de la compagnie,*  
Me J. JACQUES CROTEAU.

**Placements Bois-Colombes inc.**

Notice is hereby given that the company "Placement Bois-Colombes inc.", will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

24456-o

Me J. JACQUES CROTEAU,  
*Attorney for the Company.*

**Taverne Nationale inc.**

Avis est par la présente donné que « Taverne Nationale inc. », corporation incorporée sous la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la ville de Montréal, présentera une application au Secrétaire de la province de Québec pour obtenir permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

24457-o

*Le secrétaire,*  
JEAN MARSOLAIS.

**Taverne Nationale inc.**

Notice is hereby given that "Taverne Nationale inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 24th day of April 1968.  
JEAN MARSOLAIS,  
*Secretary.*

**Twenty-Forty Peel St. Corp.**

Avis est donné la compagnie « Twenty-Forty Peel St. Corp. », une compagnie constituée en corporation, en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social à Montréal, Québec, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 29<sup>e</sup> jour d'avril 1968.

*Les procureurs de la compagnie,*  
KAUFMAN, HOFFMAN, RESPITZ &  
SEDEROFF.

24485

**Twenty-Forty Peel St. Corp.**

Take notice that "Twenty-Forty Peel St. Corp.", a company incorporated under the Companies' Act and having its head office at Montreal, Quebec, will apply to the secretary of the Province of Quebec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies' Act.

Dated at Montreal, this 29th day of April, 1968.

KAUFMAN, HOFFMAN, RESPITZ &  
SEDEROFF,  
*Attorneys for Company.*

24485-o

**Caisses d'épargne et de crédit****La Caisse populaire de Chateaudun**

*(Loi des caisses d'épargne et de crédit)*

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé la formation de la caisse d'épargne et de crédit « La Caisse populaire de Chateaudun ».

Le territoire dans la caisse recrutera ses membres sera la paroisse Ste-Bernadette.

Le siège social de cette caisse d'épargne et de crédit est situé au Cap de la Madeleine, Québec, dans le district électoral de Champlain.

Québec, le 29 avril 1968.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24484-o

**Savings and Credit Unions****La Caisse populaire de Chateaudun**

*(Savings and Credit Unions Act)*

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved the formation of the savings and credit union "La Caisse populaire de Chateaudun".

The territory in which the union will recruit its members will be the members of the parish of Ste-Bernadette.

The head office of this savings and credit union is situated at Cap de la Madeleine, Quebec, in the electoral district of Champlain.

Quebec, April 29, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24484

**La Caisse populaire de Montebello**

*(Loi des caisses d'épargne et de crédit)*

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé que le territoire dans lequel « La Caisse populaire de Montebello, » recrutait ses membres, soit étendu, des limites de la paroisse religieuse Notre-Dame de Bonsecours de Montebello, aux paroisses religieuses Notre-Dame de Bonsecours de Montebello et de St-Fidèle de Fassett.

Québec, le 22 avril 1968.

24428-o *Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

**Caisse populaire de la Colline**

*(Loi des caisses d'épargne et de crédit)*

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé le changement de nom de la caisse d'épargne et de crédit « La Caisse populaire de Ste-Geneviève, Ste-Foy », en celui de « Caisse populaire de la Colline », et qu'il a aussi approuvé que le territoire dans lequel cette caisse recrutait ses membres soit étendu, des limites de la paroisse de Ste-Geneviève, Ste-Foy, aux limites de la ville de Ste-Foy.

Québec, le 22 avril 1968.

24427-o *Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

**La Caisse populaire de Montebello**

*(Savings and Credit Unions Act)*

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved that the territory from which "Le Caisse populaire de Montebello", recruited its members, be extended, from the limits of the Religious parish of Notre-Dame de Bonsecours de Montebello, to the Religious parishes of Notre-Dame de Bonsecours de Montebello and St-Fidèle de Fassett.

Quebec, April 22, 1968.

24428 RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

**Caisse populaire de la Colline**

*(Savings and Credit Unions Act)*

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved the change of name of the savings and credit union "La Caisse populaire de Ste-Geneviève, Ste-Foy", into that of "Caisse populaire de la Colline", and that he has also approved that the territory which this union recruited its members be extended, from the limits of the parish of Ste-Geneviève, Ste-Foy, to the limits of the city of Ste-Foy.

Quebec, April 22, 1968.

24427 RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

**Divers  
Compagnies**

**Best Value Dress Inc.**

Avis est donné que « Best Value Dress Inc. », a changé le nombre de ses administrateurs, de 3 à 4.

24435 *Le secrétaire,*  
FRANK ALTER.  
14926-60

**Colonie de Vacances du Sacré-Coeur**

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 18 avril 1968, approuvé le règlement numéro 25 modifiant les règlements numéros 3, 5 et 22 de la corporation « Colonie de Vacances du Sacré-Coeur », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

24436-o *Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.  
5710-41

**Glencannon Corporation**

Avis est donné que « Glencannon Corporation », a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 7.

24437-o *Le secrétaire,*  
JEAN RICHARD.  
10567-57

**Hôpital Jean Talon**

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 19 avril 1968, approuvé les règlements numéros 26 et 27 de la corporation « Hôpital Jean Talon », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

24438-o *Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.  
10858-54

**Miscellaneous  
Companies**

**Best Value Dress Inc.**

Notice is given that "Best Value Dress Inc.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

24435-o FRANK ALTER,  
*Secretary.*  
14926-60

**Colonie de Vacances du Sacré-Coeur**

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on April 18, 1968, approved by law number 25 amending by-law numbers 3, 5 and 22 of "Colonie de Vacances du Sacré-Coeur", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

24436 RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*  
5710-41

**Glencannon Corporation**

Notice is hereby given that "Glencannon Corporation", has changed the number of its directors, from 5 to 7.

24437 JEAN RICHARD,  
*Secretary.*  
10567-57

**Hôpital Jean Talon**

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on April 19, 1968, approved by-law numbers 26 and 27 of "Hôpital Jean Talon", and such, pursuant to section 226 of the Companies Act.

24438 RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*  
10858-54

**B. K. Johl Inc.**

Avis est donné que « B. K. Johl Inc. », a changé le nombre de ses administrateurs, de 7 à 8.

*Le secrétaire,*  
JOSEPH R. CZUBA.

24439 2694-46

**Pine Valley Sportswear Inc.**

Avis est donné que « Pine Valley Sportswear Inc. », a changé le nombre de ses administrateurs, de 4 à 3.

*Le secrétaire,*  
MME GLORIA TABACHNICK.

24440 15744-60

**Royce Kershaw Company, Inc.**

Avis est donné que, par une nouvelle procuration datée du 13 février 1968, dont une copie a été transmise au secrétaire de la province, M. André Desjardins, de suite 42, 81, rue St-Pierre, Québec, a été nommé pour remplacer M. W. H. Laidley, en qualité d'agent principal dans la province de « Royce Kershaw Company, Inc. », une compagnie étrangère dûment autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies étrangères.

Avis est aussi donné que conformément à la nouvelle procuration ci-dessus mentionnée, le siège social de ladite compagnie est établi à chambre 42, 81, rue St-Pierre, Québec, district judiciaire de Québec.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24441 28-65

**Le Sanctuaire Notre-Dame-de-Lourdes de Rigaud**

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 16 avril 1968, approuvé le règlement numéro 1 (règlements généraux) de la corporation « Le Sanctuaire Notre-Dame-de-Lourdes de Rigaud », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24442-o 3626-65

**Le Sanctuaire Notre-Dame-de-Lourdes de Rigaud**

Avis est donné que la corporation « Le Sanctuaire Notre-Dame-de-Lourdes de Rigaud », a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 5.

*Le secrétaire,*  
L.-J. LEFEBVRE, C.S.V.

24442-o 3626-65

**Tracominc (Import-Export) Inc.**

Avis est donné que la compagnie « Tracominc (Import-Export) Inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

*Le secrétaire,*  
J. DALATI.

24444-o 760-68

**See Europe Tours Inc.  
Les Voyages voir l'Europe inc.**

Avis est donné que « See Europe Tours Inc.—Les Voyages voir l'Europe inc. », a changé le nombre de ses administrateurs, de 3 à 4.

*Le secrétaire,*  
STEPHEN J. ROTH.

24445 618-68

**B. K. Johl Inc.**

Notice is given that "B. K. Johl Inc.", has changed the number of its directors from 7 to 8.

JOSEPH R. CZUBA,  
*Secretary.*

24439-o 2694-46

**Pine Valley Sportswear Inc.**

Notice is given that "Pine Valley Sportswear Inc.", has changed the number of its directors from 4 to 3.

MRS. GLORIA TABACHNICK,  
*Secretary.*

24440-o 15744-60

**Royce Kershaw Company, Inc.**

Notice is hereby given that, by new power of attorney dated February 13, 1968, a copy of which was sent to the Provincial Secretary, Mr. André Desjardins, of room 42, 81 St-Pierre Street, Quebec, was appointed to replace Mr. W. H. Laidley, as chief agent in the Province of "Royce Kershaw Company, Inc.", an Extra-Provincial Company duly authorized to carry on business in the Province of Quebec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act.

Notice is also given that pursuant to the above-mentioned new power of attorney, the head office of the said company is established at room 42, 81 St-Pierre Street, Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24441-o 28-65

**Le Sanctuaire Notre-Dame-de-Lourdes de Rigaud**

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on April 16, 1968, approved by-law number 1 (general by-laws) of the corporation "Le Sanctuaire Notre-Dame-de-Lourdes de Rigaud", and such, in virtue of section 225 of the companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24442 3626-65

**Le Sanctuaire Notre-Dame-de-Lourdes de Rigaud**

Notice is hereby given that "Le Sanctuaire de Notre-Dame-de-Lourdes de Rigaud", has changed the number of its directors, from 4 to 5.

L.-J. LEFEBVRE, S.C.V.,  
*Secretary.*

24442 3626-65

**Tracominc (Import-Export) Inc.**

Notice is hereby given that "Tracominc (Import-Export) Inc.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

J. DALATI,  
*Secretary.*

24444 760-68

**See Europe Tours Inc.  
Les Voyages voir l'Europe inc.**

Notice is given that "See Europe Tours Inc.—Les Voyages voir l'Europe inc.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

STEPHEN J. ROTH,  
*Secretary.*

24445-o 618-68

**La Société d'Histoire et d'Archéologie de l'Abitibi**

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 19 avril 1968, approuvé les règlements généraux de « La Société d'Histoire et d'Archéologie de l'Abitibi », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24443-o 5259-67

**La Société d'Histoire et d'Archéologie de l'Abitibi**

Notice is given that the Secretary of the Province has approved on April 19, 1968, the general by-laws of "La Société d'Histoire et d'Archéologie de l'Abitibi", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24443 5259-67

**Le Laboratoire d'Optique Trans-Québec inc.**

Avis est donné que la compagnie « Le Laboratoire d'Optique Trans-Québec inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

*Le secrétaire,*  
MICHELINE REID GRAVEL.

24417-o 66-68

**Le Laboratoire d'Optique Trans-Québec inc.**

Notice is given that "Le Laboratoire d'Optique Trans-Québec inc.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

MICHELINE REID GRAVEL,  
*Secretary.*

24417-o 66-68

**Service des Loisirs St-François-Solano**

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 4 avril 1968, approuvé les règlements généraux de la corporation « Service des Loisirs St-François-Solano », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24418-o 4846-66

**Service des Loisirs St-François-Solano**

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on April 4, 1968, approved the general by-laws of "Service des Loisirs St-François-Solano", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24418 4846-66

**Unité de Réadaptation pour Alcooliques, Accueil Domremy Saint-Joseph, inc.**

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 10 avril 1968, approuvé les règlements généraux de la corporation « Unité de Réadaptation pour Alcooliques, Accueil Domremy Saint-Joseph, inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24419-o 3821-67

**Unité de Réadaptation pour Alcooliques, Accueil Domremy Saint-Joseph, inc.**

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on April 10, 1968, approved the general by-laws of "Unité de Réadaptation pour Alcooliques, Accueil Domremy Saint-Joseph, inc.", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24419 3821-67

**L'Association des Grossistes de Pièces d'Automobiles de Sherbrooke Sherbrooke Automotive Wholesalers' Association**

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 22 mars 1968, approuvé les règlements généraux de « L'Association des Grossistes de Pièces d'Automobiles de Sherbrooke — Sherbrooke Automotive Wholesalers' Association », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24460-o 525-68

**L'Association des Grossistes de Pièces d'Automobiles de Sherbrooke Sherbrooke Automotive Wholesalers' Association**

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on March 22, 1968, approved the general by-laws of "L'Association des Grossistes de Pièces d'Automobiles de Sherbrooke — Sherbrooke Automotive Wholesalers' Association", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24460 535-68

**Équipements Universels Napierville inc.**

Avis est donné que la corporation « Équipements Universels Napierville inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 7.

*Le secrétaire-trésorier,*  
CLAUDE A. LABELLE.

24461-o 550-64

**Équipements Universels Napierville inc.**

Notice is given that "Équipements Universels Napierville inc.", has changed the number of its directors from 5 to 7.

CLAUDE A. LABELLE,  
*Secretary-Treasurer.*

24461-o 550-64

**Modern Steelworks Limited**

Avis est donné que la compagnie « Modern Steelworks Limited », a changé le nombre de ses administrateurs de 7 à 6.

*Le secrétaire,*  
GEORGES-A. POULIOT.

24462-o 4218-48

**Modern Steelworks Limited**

Notice is hereby given that "Modern Steelworks Limited", has changed the number of its directors from 7 to 6.

GEORGES-A. POULIOT,  
*Secretary.*

24462 4218-48

**Service des Loisirs Notre-Dame-du-Sourire**

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 18 avril 1968, approuvé les règlements généraux (articles 1 à 50 inclusivement, dont l'article 31 fixant le nombre des directeurs à 7) de la corporation « Service des Loisirs Notre-Dame-du-Sourire », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24463-o 742-67

**Wiljen Investments Ltd.**

Avis est donné que « Wiljen Investments Ltd. », a changé le nombre de ses administrateurs, de 4 à 3.

*Le secrétaire-trésorier,*  
S. DAVID LITVACK.

24464 3111-63

**L'Association des Mines de Métaux  
du Québec  
Quebec Metal Mining Association**

Avis est donné que « L'Association des Mines de Métaux du Québec — Quebec Metal Mining Association » a changé son siège social de Noranda, à Québec.

*Le secrétaire-général,*  
L. G. LANGLOIS.

24486-o 1735-36

**Service des Loisirs Notre-Dame-du-Sourire**

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on April 18, 1968, approved the general by-laws (sections 1 to 50 inclusively, including section 31 fixing the number of the directors at 7) of "Service des Loisirs Notre-Dame-du-Sourire", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24463 742-67

**Wiljen Investments Ltd.**

Notice is given that "Wiljen Investments Ltd.", has changed the number of its directors from 4 to 3.

S. DAVID LITVACK,  
*Secretary-Treasurer.*

24464-o 3111-63

**L'Association des Mines de Métaux  
du Québec  
Quebec Metal Mining Association**

Notice is hereby given that "L'Association des Mines de Métaux du Québec — Quebec Metal Mining Association" has changed its head office Noranda to Québec.

L. G. LANGLOIS,  
*Secretary-General.*

24486 1735-36

**Sièges sociaux****Bronstein Bros. (Que.) Ltd.**

Avis est donné que la compagnie « Bronstein Bros. (Que.) Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes le 4<sup>e</sup> jour de février 1963, et ayant son siège social à Montréal, où, jusqu'à ce jour, son bureau était situé à 2197, ouest, rue Ste-Catherine, l'a transporté à 640, rue de Courcelle, en les ville et district de Montréal, province de Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 5<sup>e</sup> jour d'avril 1968.

*Le secrétaire-trésorier,*  
MME ALBERT BERNSTEIN.

24420 538-63

**L. G. L. Chapdelaine ltée**

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « L. G. L. Chapdelaine ltée », constituée en corporation par lettres patentes émises le 1<sup>er</sup> mars 1968 en vertu de la loi des compagnies, a établi son siège social au No 206a de la rue du Collège, en la cité de Sorel, P.Q.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Sorel, ce 1<sup>er</sup> avril 1968.

*Le secrétaire,*  
GERMAIN DUHAIME.

24421-o 959-68

**Micromed Instruments Inc.**

Avis est donné que la compagnie « Micromed Instruments Inc. », a changé son siège social de Westmount, au numéro 4641, avenue Lacombe, Montréal.

*Le Secrétaire,*  
BERNARD TASH.

24424-o 3297-67

**Head Offices****Bronstein Bros. (Que.) Ltd.**

Notice is hereby given that "Bronstein Bros. (Que.) Ltd.", incorporated by letters patent on the 4th day of February, 1963, and having its head office in Montreal, where its office was situated at 2197 St. Catherine Street West, has moved it to 640 de Courcelle Street, in the city and district of Montreal, Province of Québec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 5th day of April, 1968.

MRS. ALBERT BERNSTEIN,  
*Secretary-Treasurer.*

24420-o 538-63

**L. G. L. Chapdelaine ltée**

Notice is hereby given that "L. G. L. Chapdelaine ltée", incorporated by letters patent issued on March 1st, 1968, under the Companies Act, has established its head office at 206a, du Collège St., in the city of Sorel, P.Q.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Sorel, this April 1, 1968.

GERMAIN DUHAIME,  
*Secretary.*

24421 959-68

**Micromed Instruments Inc.**

Notice is given that "Micromed Instruments Inc.", has transferred its head office from Westmount, to 4641 Lacombe Avenue, Montreal.

BERNARD TASH,  
*Secretary.*

24424-o 3297-67

**Imprimerie A-D-V inc.  
A-D-V- Printing Inc.**

Avis est donné que la Compagnie « Imprimerie A-D-V inc.—A-D-V Printing Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la partie I de la Loi des Compagnies, et datées du sept mars 1968, a changé son bureau principal du numéro civique 585 ouest, rue Fleury, Montréal, au numéro civique 500 ouest, rue Sauvé, de ladite cité de Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 3e jour d'avril 1968.

*Le secrétaire-trésorier,*  
GILLES DURAND.

24422-o 1063-68

**Lorion Couvre-Plancher inc.  
Lorion Floor-Covering Inc.**

Avis est donné que la compagnie « Lorion Couvre-Plancher inc.—Lorion Floor-Covering Inc. », constituée en corporation par lettres patentes émises en date du 11 mars 1968, en vertu de la première partie de la Loi des compagnies a établi son siège social au 3245 de la rue Bernard, à Brossard, district de Montréal.

À compter de la date des présentes, ledit bureau est considéré par la Compagnie comme étant son siège social.

Donné à Brossard, ce 18 mars 1968.

(Secau) *Par le secrétaire,*  
THÉRÈSE CÔTÉ-LORION.

24423-o 1013-68

**Le Shillelagh Restaurant Ltd.  
Restaurant Le Shillelagh Itée**

Avis est donné que la compagnie « Le Shillelagh Restaurant Ltd.—Restaurant Le Shillelagh Itée », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes accordées le 26e jour de mars 1968, a établi son siège social en la ville de Montréal, au numéro civique 4444, ouest, rue Ste-Catherine.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 10e jour d'avril 1968.

(Secau) *Par le secrétaire,*  
24425 J. F. TAYLOR.

**Eleven & Twelve Island Club Inc.**

Avis est donné que « Eleven & Twelve Island Club Inc. », a changé son siège social de suite 1100, 231, ouest, rue St-Jacques, Montréal, à suite 42, 81, rue Saint-Pierre, Québec.

*Le président,*  
HENRY VEGHTE, j.

24465 5482-53

**Filcan Ltd.**

Avis est donné que la compagnie « Filcan Ltd. », constituée par lettres patentes, datées du 5 mars 1968 et ayant son siège social à Montréal, a établi son bureau principal à la Place Bonaventure « E » Mart, 55 H Edison.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 18e jour d'avril 1968.

*Le président,*  
ANTHONY N. DOUGLAS.

24466-o 956-68

**Imprimerie A-D-V inc.  
A-D-V- Printing Inc.**

Notice is hereby given that the Company "Imprimerie A-D-V inc.—A-D-V Printing Inc.", incorporated by letters patent under Part I of the Companies Act, dated March 7, 1968, has moved its head-office from civic number 585, Fleury Street West, Montreal, to civic number 500, Sauvé Street West, in the said city of Montreal.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the Company.

Dated at Montreal, this 3rd day of April 1968.

GILLES DURAND,  
*Secretary-Treasurer.*

24422-o 1063-68

**Lorion Couvre-Plancher inc.  
Lorion Floor-Covering Inc.**

Notice is hereby given that "Lorion Couvre-Plancher inc.—Lorion Floor-Covering Inc.", a company incorporated by letters patent issued on March 11th, 1968, under the provisions of Part One of the Companies' Act has established its head office at 3245, rue Bernard, in Brossard, district of Montreal.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Brossard, this March 18, 1968.

(Seal) Per: THÉRÈSE CÔTÉ-LORION,  
*Secretary.*

24423 1013-68

**Le Shillelagh Restaurant Ltd.  
Restaurant Le Shillelagh Itée**

Notice is hereby given that "Le Shillelagh Restaurant Ltd.—Restaurant Le Shillelagh Itée", incorporated under Part I of the Companies Act by letters patent granted on the 26th day of March, 1968 has established its head office in the city of Montreal at civic number 4444 St. Catherine Street West.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, this 10th day of April 1968.

(Seal) Per: J. F. TAYLOR,  
24425-o *Secretary.*

**Eleven & Twelve Island Club Inc.**

Notice is given that "Eleven & Twelve Island Club Inc.", has transferred its head office from Room 1100, 231 St. James Street West, Montreal, to Room 42, 81 St-Pierre Street, Quebec.

HENRY VEGHTE j.,  
*President.*

24465-o 5482-53

**Filcan Ltd.**

Notice is hereby given that "Filcan Ltd.", incorporated by letters patent dated March 5, 1968 and having its head office in Montreal, has established its office at Place Bonaventure "E" Mart, 55 H Edison.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the Company as being its head office.

Given at Montreal, this 18th day of April, 1968.

ANTHONY N. DOUGLAS,  
*President.*

24466-o 956-68

**Gaz du Québec, inc.**

Avis est donné que la compagnie « Gaz du Québec, inc. » a changé son siège social de Montréal, au numéro 710, Place Youville, Québec.

*Le secrétaire,*  
CAMILLE ANTAKI.  
2632-67

24467-o

**Le Sanctuaire Notre-Dame-de-Lourdes de Rigaud**

Avis est donné que la corporation « Le Sanctuaire Notre-Dame-de-Lourdes de Rigaud », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies, par lettres patentes en date du 13 août 1965, et ayant son siège social à Rigaud, a établi son bureau au numéro 65, de la rue Saint-Pierre, à compter du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Rigaud, ce 11e jour de février 1968.

*Le secrétaire,*  
L. J. LEFEBVRE, C.S.V.  
3626-65

24442-o

**Finco limitée**

Avis est donné que la compagnie « Finco limitée » a changé son siège social de Québec, au numéro 630, boulevard Dorchester ouest, Montréal.

*Le secrétaire,*  
FERNAND SIROIS.  
1867-64

24446-o

**Seven Up Thetford Itée**

Avis est donné que la compagnie « Seven Up Thetford Itée », constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de février mil neuf cent cinquante-cinq, et ayant son siège social en la cité de Thetford-Mines, où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au numéro 1068 Nord de la Rue Notre-Dame, l'a transporté au numéro 31, de la Sixième Rue Est.

À compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Thetford-Mines, ce vingt-huitième jour de mars mil neuf cent soixante-huit.

LAVAL GIGUÈRE.  
10450-55

24448-o

**L'Association des Mines de Métaux du Québec  
Quebec Metal Mining Association**

Avis est donné que « L'Association des Mines de Métaux du Québec — Quebec Metal Mining Association » a changé le nombre de ses administrateurs de 9 à 12.

*Le secrétaire-général,*  
L. G. LANGLOIS.  
1735-36

24486-o

**Industries Vanier inc.  
Vanier Industries Inc.**

Avis est donné que la compagnie « Industries Vanier inc.—Vanier Industries Inc. », a changé son siège social du numéro 435, avenue Royale, Beauport, au numéro 650, avenue Godin, Vanier.

*Le secrétaire,*  
CLAUDE PARENT.  
5401-44

24487-o

**Gaz du Québec, inc.**

Notice is given that "Gaz du Québec, inc.", has transferred its head office from Montreal, to 710 Place Youville, Quebec.

CAMILLE ANTAKI,  
*Secretary.*  
2632-67

24467-o

**Le Sanctuaire Notre-Dame-de-Lourdes de Rigaud**

Notice is hereby given that the corporation "Le Sanctuaire Notre-Dame-de-Lourdes de Rigaud", incorporated under the companies Act, by letters patent dated August 13, 1965, and having its head office in Rigaud, has established its office at number 65, of St. Peter Street.

From and after the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Rigaud, this 11th day of February, 1968.

L. J. LEFEBVRE, C.S.V.,  
*Secretary.*  
3626-65

24442

**Finco limitée**

Notice is hereby given that "Finco limitée", has changed its head office from Quebec, to 630 Dorchester Boulevard West, Montreal.

FERNAND SIROIS,  
*Secretary.*  
1867-64

24446

**Seven Up Thetford Itée**

Notice is hereby given that "Seven Up Thetford Itée", incorporated by letters patent dated February twenty-fifth, one thousand nine hundred and fifty-five, and having its head office in the city of Thetford-Mines, where its office was situated up to to-day at number 1068 Notre-Dame Street, North, has moved it to number 31 Sixth Street, East.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Thetford-Mines, this twenty-eighth day of March, one thousand nine hundred and sixty-eight.

LAVAL GIGUÈRE.  
10450-55

24448

**L'Association des Mines de Métaux du Québec  
Quebec Metal Mining Association**

Notice is hereby given that "L'Association des Mines de Métaux du Québec — Quebec Metal Mining Association" has changed the number of its directors, from 9 to 12.

L. G. LANGLOIS,  
*Secretary-General.*  
1735-36

24486

**Industries Vanier inc.  
Vanier Industries Inc.**

Notice is hereby given that "Industries Vanier inc.—Vanier Industries Inc.", has changed its head office from number 435 Royale Avenue, Beauport, to number 650 Godin Avenue, Vanier.

CLAUDE PARENT,  
*Secretary.*  
5401-44

24487

**Immeubles du Parloir inc.**

Avis est donné que la compagnie « Immeubles du Parloir inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies S.R.Q., 1964 chapitre 271, par lettres patentes émises en date du 15 février 1968, a établi son bureau principal au numéro 38 de la rue Desjardins, en les cité et district de Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce 18e jour d'avril 1968.

(Secau)

*Le secrétaire,*  
GILLES LAFORCE.

24468-o

652-68

**Les Industries J. Gardner Itée  
J. Gardner Industries Ltd.**

Avis est donné que la compagnie « Les Industries J. Gardner Itée — J. Gardner Industries Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en vertu des dispositions de la première partie de la loi des compagnies de Québec, le 19 décembre 1967 ayant son siège social en la cité de Grand'Mère, district de Shawinigan, a établi son bureau au 830, 2e avenue, Grand'Mère, district de Shawinigan, dans la province de Québec.

Signé à Grand'Mère, ce 21e jour de mars 1968.

*Le secrétaire,*  
M. HORMIDAS POULIN.

24447-o

5085-67

**Tamarak Construction Inc.**

Avis est donné que « Tamarak Construction Inc. », a changé son siège social de 20, boulevard Kirkland, Kirkland, à 1212, boulevard St-Laurent, Montréal.

*Le secrétaire-trésorier,*  
PAUL BORETSKY.

24449

838-68

**Lavergne & Fils inc.**

Avis est donné que la compagnie « Lavergne & Fils inc. », constituée en corporation par lettres patentes en vertu des dispositions de la première partie de la loi des Compagnies, le 11 décembre 1967 et ayant son siège social en la cité de Grand'Mère, district de St-Maurice, a établi son bureau au 668, 6e avenue, Grand'Mère, district de St-Maurice, dans la Province de Québec.

Signé à Grand'Mère, ce 3e jour d'avril 1968.

(Secau)

*Le secrétaire,*  
JACQUES LAVERGNE.

24469-o

4433-67

**Samson Électrique inc.  
Samson Electric Inc.**

Avis est donné que la compagnie « Samson Électrique inc.— Samson Electric Inc. », a changé son siège social de Montréal, au numéro 1253, 2e rue, Richelieu.

*Le secrétaire,*  
PIERRE DUBÉ.

24471-o

5283-67

**Sofimont limitée**

Avis est donné que la compagnie « Sofimont limitée », a changé son siège social du numéro 32, avenue Hudson, Mont-Royal, à Place Bonaventure, Montréal.

*Le secrétaire,*  
HUGUES FERRON.

24472-o

2521-64

**Immeubles du Parloir inc.**

Notice is hereby given that "Immeubles du Parloir inc.", incorporated under part I of the Company Act, R.S.Q. 1964, chapter 271, on February 15, 1968, has established its principal business place at number 38 Desjardins Street, in the city and district of Quebec.

From and after the date of the present notice, the said office will be considered by the company as being its head office.

Given at Quebec, this 18th day of April 1968.

(Seal)

GILLES LAFORCE,  
*Secretary.*

24468-o

652-68

**J. Gardner Industries Ltd.  
Les Industries J. Gardner Itée**

Notice is hereby given that "J. Gardner Industries Ltd. — Les Industries J. Gardner Itée", incorporated by letters patent under the provisions of Part I of the Companies Act, on December 19, 1967 and having its head office in the city of Grand'Mère, district of Shawinigan, has established its office at 830, 2nd Avenue in Grand'Mère, district of Shawinigan, Province of Quebec.

Dated at Grand'Mère, this 21st day of March, 1968.

M. HORMIDAS POULIN,  
*Secretary.*

24447-o

5085-67

**Tamarak Construction Inc.**

Notice is given that "Tamarak Construction Inc.", has transferred its head office from 20 Kirkland Boulevard, Kirkland, to 1212 St. Lawrence Boulevard, Montreal.

PAUL BORETSKY,  
*Secretary-Treasurer.*

24449-o

838-68

**Lavergne & Fils inc.**

Notice is hereby given that "Lavergne & Fils inc.", incorporated by letters patent under the provisions of Part I of the Companies Act, on December 11, 1967 and having its head office in the city of Grand'Mère, district of St-Maurice, has established its office at 668, 6th avenue in Grand'Mère, district of St-Maurice, Province of Quebec.

Signed at Grand'Mère, this 3rd day of April 1968.

(Seal)

JACQUES LAVERGNE,  
*Secretary.*

24469-o

4433-67

**Samson Électrique inc.  
Samson Electric Inc.**

Notice is hereby is hereby that "Samson Électrique inc.— Samson Electric Inc.", has changed its head office from Montreal, to 1253, 2nd Street, Richelieu.

PIERRE DUBÉ,  
*Secretary.*

24471

5283-67

**Sofimont limitée**

Notice is hereby given that "Sofimont limitée", has changed its head office from 32 Hudson Avenue, Mount Royal, to Place Bonaventure, Montreal.

HUGUES FERRON,  
*Secretary.*

24472

2521-64

**Smart Brassières Inc.**

Avis est donné que la compagnie « Smart Brassières Inc. », constituée en corporation en date du 19 novembre 1956 et ayant son bureau chef à 7048 rue St-Laurent, Montréal, l'a transporté à 111 rue Chabanel, Montréal.

À compter de la date du présent avis ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Signé à Montréal, ce 14<sup>e</sup> jour de février 1968.

*Le président,*  
PHILIP FARAH.  
13500-56

24470-o

**Smart Brassières Inc.**

Notice is hereby given that "Smart Brassières Inc.", incorporated on November 19, 1956, and having its head office at 7048 St. Lawrence St., Montreal, has moved it to 111 Chabanel St., Montreal.

From and after the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Signed at Montreal, this 14th day of February, 1968.

PHILIP FARAH,  
*President.*  
13500-56

24470

**Compagnies autorisées  
à faire des affaires****Burke Marketing Research, Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Burke Marketing Research, Inc. », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. Lawrence G. McDougall, 505, ouest, boulevard Dorchester, Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à 885, est, rue St-Joseph, Québec, district judiciaire de Québec.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410

26-68 — 1418/32

**Canadian Swiss Restaurant, Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Canadian Swiss Restaurant, Inc. », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. Ernest Riedi, de Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi au Carrefour International, La Ronde, La Terre des Hommes, en les ville et district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410

29-68 — 1419/20

**Companies Licensed  
to do Business****Burke Marketing Research, Inc.**

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Burke Marketing Research, Inc.", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Lawrence G. McDougall, of 505 Dorchester Boulevard West, Montreal.

The principal office of the company in the Province is at 885 St. Joseph Street East, Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410-o

25-68 — 1418/32

**Canadian Swiss Restaurant, Inc.**

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Canadian Swiss Restaurant, Inc.", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Ernest Riedi, of Montreal.

The principal office of the company in the Province is at International Carrefour, La Ronde, Man and His World, in the city and judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410-o

29-68 — 1419/20

**Syndicats professionnels****Association des Camionneurs Artisans du  
Comté de Champlain**

*(Loi des syndicats professionnels)*

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Association des Camionneurs Artisans du Comté de Champlain », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 17 avril 1968.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Saint-Sévérin, district judiciaire de Trois-Rivières.

Québec, le 19 avril 1968.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24450-o

35-68

**Professional Syndicates****Association des Camionneurs Artisans du  
Comté de Champlain**

*(Professional Syndicates Act)*

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Association des Camionneurs Artisans du Comté de Champlain", has been authorized by the Provincial Secretary on April 17, 1968.

The head office of the said professional syndicate is situated at Saint-Sévérin, judicial district of Trois-Rivières.

Quebec, April 19, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24450

35-68

**Association des Employés Manuels  
du district de Lachine**

*(Loi des syndicats professionnels)*

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Association des Employés Manuels du district de Lachine », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 24 avril 1968.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Lachine, district judiciaire de Montréal.

Québec, le 25 avril 1968.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
**RAYMOND DOUVILLE.**

24475-o

50-66

**Association des Employés Manuels  
du district de Lachine**

*(Professional Syndicates Act)*

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Association des Employés Manuels du district de Lachine", has been authorized by the Provincial Secretary on April 24, 1968.

The head office of the said professional syndicate is situated at Lachine, judicial district of Montreal.

Quebec, April 25, 1968.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

24475

50-66

**Nominations**

Avis est donné qu'il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de faire, par commissions sous le grand sceau de la province, les nominations suivantes:

Québec, le 14 février 1968.

M. Jacques Collard, coroner pour le district judiciaire de Gaspé, avec juridiction s'étendant au district électoral des Iles-de-la-Madeleine seulement.

27-68

M. J.-Armand Drouin, de Lac Mégantic, coroner pour le district judiciaire de Québec, à compter du 1er janvier 1967.

25-68

M. Laurin Lapointe, de Montréal, coroner pour le district judiciaire de Montréal, à compter du 1er janvier 1967.

26-68

M. Georges Chassé, juge de la Cour provinciale, de Québec, vice-président de la Commission des relations de travail du Québec, à compter du 14 février 1968.

33-68

Québec, le 20 mars 1968.

Madame Thérèse Gauthier-Leblanc, médecin, de Maniwaki, coroner pour les districts judiciaires de Labelle, Pontiac, Abitibi et Joliette, sur des territoires expressément mentionnés dans l'arrêté en conseil portant le numéro 655, du 20 mars 1968.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
**RAYMOND DOUVILLE.**

24410-o

36-68

Avis est donné qu'il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de faire, par commission sous le grand sceau de la province, la nomination suivante:

Québec, le 13 mars 1968.

M. Jacques Miquelon, avocat, membre du Barreau de la province et conseil en Loi de la reine, de Montréal: nommé, à compter du 13 mars 1968, juge de la Cour de Bien-Être Social, avec juridiction s'étendant à tous les districts judiciaires pour lesquels la Cour de Bien-Être Social est ou sera établie, mais tout particulièrement et sans restriction, au district judiciaire de Montréal, avec résidence à Montréal ou dans le voisinage immédiat.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
**RAYMOND DOUVILLE.**

24410-o

28-68

**Appointments**

Notice is hereby given that the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to make the following appointments, by commissions under the Great Seal of the Province:

Quebec, February 14, 1968.

Mr. Jacques Collard, coroner for the judicial district of Gaspé, with jurisdiction extending to the electoral district of the Magdalen Islands only.

27-68

Mr. J.-Armand Drouin, of Lac Mégantic, coroner for the judicial district of Quebec, as from January 1st, 1967.

25-68

Mr. Laurin Lapointe, of Montreal, coroner for the judicial district of Montreal, as from January 1st, 1967.

26-68

Mr. Georges Chassé, Judge of the Provincial Court, of Quebec, Vice-President of the Quebec Labour Relations Board, as from February 14, 1968.

33-68

Quebec, March 20, 1968.

Mrs. Thérèse Gauthier-Leblanc, physician, of Maniwaki, coroner for the judicial districts of Labelle, Pontiac, Abitibi and Joliette, on the territories expressly mentioned in the Order in Council bearing number 655, of March 20, 1968.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410

36-68

Notice is hereby given that the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to make the following appointment, by commission under the Great Seal of the Province:

Quebec, March 13, 1968.

Mr Jacques Miquelon, advocate, member of the Bar of the Province and Queen's Counsel, of Montreal: appointed, as from March 13, 1968, Social Welfare Court Judge, with jurisdiction extending to all judicial districts for which the Social Welfare Court is or will be established, but especially and without restriction, to the judicial district of Montreal, with residence in Montreal or the immediate vicinity.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410

28-68

Avis est donné que par commission sous le grand sceau de la province, en date du 13 mars 1968, M. Harold B. Lande, avocat, membre du Barreau de la province et conseil en Loi de la reine, de Montréal, a été nommé, en vertu de l'article 117 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 20), juge de la Cour provinciale, avec juridiction dans toute la province, mais tout particulièrement et sans restriction, dans le district judiciaire de Montréal, et pour agir, dans la province, selon l'article 126 des Statuts refondus de Québec, 1964, chapitre 20, comme magistrat de district en ce qui concerne les juridictions attribuées par les lois du Parlement du Canada aux magistrats de district, que ces juridictions leur soient attribuées sous le titre de « magistrat » ou sous celui de « magistrat de district », avec résidence dans la ville de Montréal ou dans les environs, ledit M. Harold B. Lande, vu cette nomination par le lieutenant-gouverneur en conseil comme juge de la Cour provinciale, étant autorisé à exercer, sous l'autorité du paragraphe b) de l'article 466 du Code criminel, la juridiction d'un magistrat sous la partie XVI de ce Code criminel, le tout à compter du 13 mars 1968.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410-o

30-68

Avis est donné qu'il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de faire, par commission sous le grand sceau de la province, la nomination suivante:

Québec, le 1er février 1968.

M. Jean-Paul Robert Sauvé, de Saint-Jean, nommé: régistrateur de la division d'enregistrement de Saint-Jean, à Saint-Jean, à compter de la date de son assermentation.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410-o

18-68

Avis est donné que par commission sous le grand sceau de la province, en date du 15 mars 1968, M. Lionel Mougeot, avocat, membre du Barreau de la province et conseil en Loi de la reine, de Hull, a été nommé, en vertu de l'article 117 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 20), juge de la Cour provinciale, avec juridiction dans toute la province, mais tout particulièrement et sans restriction, dans les districts judiciaires de Hull, Pontiac et Labelle, et pour agir, dans la province, selon l'article 126 des Statuts refondus de Québec, 1964, chapitre 20, comme magistrat de district en ce qui concerne les juridictions attribuées par les lois du Parlement du Canada aux magistrats de district, que ces juridictions leur soient attribuées sous le titre de « magistrat » ou sous celui de « magistrat de district », avec résidence dans la ville de Hull ou dans les environs, ledit M. Lionel Mougeot, vu cette nomination par le lieutenant-gouverneur en conseil comme juge de la Cour provinciale, étant autorisé à exercer, sous l'autorité du paragraphe « b » de l'article 466 du Code criminel, la juridiction d'un magistrat sous la partie XVI de ce Code criminel, le tout à compter du 15 mars 1968.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410-o

32-68

Notice is hereby given that by commission under the Great Seal of the Province, dated the 13th day of March, 1968, Mr Harold B. Lande, advocate, member of the Bar of the Province and Queen's Counsel, of Montreal, was appointed, pursuant to section 117 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes, 1964, chapter 20), Judge of the Provincial Court, with jurisdiction in the entire Province, but especially and without restriction in the judicial district of Montreal, and to act, in the Province, pursuant to section 126 of the Revised Statutes of Quebec, 1964, chapter 20, as district magistrate as to that which concerns the jurisdiction attributed by the Acts of the Parliament of Canada to district magistrates, whether these jurisdictions be attributed to them under the title of "magistrate" or that of "district magistrate", with residence in the city of Montreal or in the vicinity. The said Mr Harold B. Lande, in view of his present appointment by the Lieutenant-Governor in Council as Judge of the Provincial Court, is authorized to exercise, under the authority of paragraph (b) of section 466 of the Criminal Code, jurisdiction as a magistrate under Part XVI of said Criminal Code, as from March 13, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410

30-68

Notice is hereby given that the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to make the following appointment, by commission under the Great Seal of the Province:

Quebec, February 1, 1968.

Mr. Jean-Paul Robert Sauvé, of Saint Johns, appointed: registrar of the registration division of Saint Johns, at Saint Johns, from and after the date of his swearing in.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410

18-68

Notice is hereby given that, by commission under the Great Seal of the Province, on March 15, 1968, Mr. Lionel Mougeot, advocate, member of the Bar of the Province, and Queen's Counsel, of Hull, was appointed, pursuant to section 117 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes, 1964, chapter 20), Provincial Court Judge, with jurisdiction in the entire Province, but particularly and without restriction in the judicial districts of Hull, Pontiac, and Labelle, and to act, in the Province, in accordance with section 126 of the Revised Statutes of Quebec, 1964, chapter 20, as district magistrate in matters concerning jurisdictions attributed by the laws of the Canadian Parliament to district magistrates, whether these jurisdictions be attributed to them under the title of "magistrate" or that of "district magistrate", with residence in the Town of Hull or the immediate vicinity. The said Mr. Lionel Mougeot, in view of his appointment by the Lieutenant-Governor in Council as Provincial Court Judge, is authorized to exercise, under the authority of paragraph "b" of section 466 of the Criminal Code, jurisdiction of a magistrate under part XVI of said Criminal Code, the whole as from March 15, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410

32-68

Avis est donné qu'il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de faire, par commission sous le grand sceau de la province, la nomination suivante:

Québec, le 7 mars 1968.

M. Maurice Allard, avocat, membre du Barreau de la province et conseil en Loi de la reine, de Sherbrooke: nommé en vertu de l'article 72 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 20), juge des Sessions, avec juridiction dans toute la province, mais tout particulièrement et sans restriction, dans le district judiciaire de Montréal, avec résidence dans la ville de Montréal ou dans les environs, ledit M. Maurice Allard, vu sa présente nomination par le lieutenant-gouverneur en conseil comme juge des Sessions, étant autorisé à exercer, sous l'autorité du paragraphe b) de l'article 466 du Code criminel, à compter du 7 mars 1968, la juridiction d'un magistrat sous la partie XVI de ce Code criminel.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410-o

20-68

Notice is hereby given that the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to make the following appointment, by commission under the Great Seal of the Province:

Quebec, March 7, 1968.

Mr Maurice Allard, advocate, member of the Bar of the Province and Queen's Counsel, of Sherbrooke: appointed, pursuant to section 72 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes, 1964, chapter 20), Judge of the Sessions, with jurisdiction in the entire Province, but particularly and without restriction, in the judicial district of Montreal, with residence in the city of Montreal or vicinity. The said Mr Maurice Allard, in view of his present appointment by the Lieutenant-Governor in Council as Judge of the Sessions, is authorized to exercise, under the authority of paragraph (b) of section 466 of the Criminal Code, as from March 7, 1968, jurisdiction as a magistrate under Part XVI of said Criminal Code.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410

20-68

## Demandes à la Législature

### La Cité de Dorval

Avis public est par les présentes donné que la Cité de Dorval s'adressera à la Législature de la province de Québec, au cours de la présente session, pour demander l'adoption d'une loi, pour les fins suivantes:

- a) refondre la charte de la cité;
- b) acquérir seul ou conjointement avec toute municipalité voisine un ou des terrains situés en dehors de leurs limites pour servir à des fins municipales;
- c) approprier des argents disponibles à la construction d'un hôtel de ville;
- d) autoriser un mode spécial de taxation pour les travaux d'améliorations locales;
- e) exiger à titre de frais de perception un montant de 5% des taxes scolaires;

Et pour toutes autres fins.

Dorval, 17 avril 1968.

*Le procureur de la requérante,*  
MAURICE R. MARCOTTE.

24348-17-4-o

### Succession Jack Sadovnik

Avis est donné que Monsieur Jack Sadovnik, marchand de fourrure, domicilié à Outremont, Harry Abramovitch, comptable, domicilié à Montréal et Dame Sarah Sadovnik Beck domiciliée à Montréal, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi leur permettant d'hypothéquer et de vendre les immeubles portant les numéros civiques 53 et 57 rue St-Jacques Ouest, Montréal, de même que la Ferme Sadovnik portant les numéros 363 et 365 parties du cadastre officiel de la paroisse de St-Jérôme, comté de Terrebonne, lesquelles propriétés ils administrent en leur qualité d'exécuteurs et de fiduciaires du dernier testament de feu Benny Sadovnik.

Québec, ce 17 avril 1968.

*Les procureurs des requérants,*  
LAZAROVITZ, BERNATCHEZ,  
McNICOLL & LEVASSEUR.

24349-17-4-o

McNICOLL & LEVASSEUR.

## Applications to Legislature

### The City of Dorval

Notice is hereby given that the City of Dorval, will apply to the Legislature of the province of Quebec, during the present session, to request the adoption of an Act for the following purposes:

- (a) revise the charter of the city;
- (b) purchase, alone or jointly with any neighbouring municipality, some land located outside their limits to be used for municipal purposes;
- (c) apply available sums of monies to the construction of a City Hall;
- (d) authorize a special system of taxation for local improvement works;
- (e) require as collection fees an amount of 5% of the school taxes.

And for all other purposes.

Dorval, April 18, 1968.

MAURICE R. MARCOTTE,  
*Attorney for the petitioner.*

24348-17-4-o

### Estate Jack Sadovnik

Take notice that Mr. Jack Sadovnik, fur merchant, of the City of Outremont, Mr. Harry Abramovitch, accountant of the city of Montreal and Mrs. Sarah Sadovnik Beck of the city of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its present session, for the passing of an act permitting to mortgage and sell the immovable properties bearing civic numbers 53 and 57 St. James Street West, Montreal, and the Sadovnik Farm at Prévost, county of Terrebonne, which they administer in their quality of executors and trustees of the last will of the late Benny Sadovnik.

Quebec, April 17, 1968.

LAZAROVITZ, BERNATCHEZ,  
McNICOLL & LEVASSEUR,  
*Attorneys for the petitioners.*

24349-17-4-o

## Ville de Laval

Avis est par les présentes donné que la ville de Laval s'adressera à la législature de la province de Québec à sa présente session, pour l'adoption d'une loi sur les matières suivantes:

1<sup>o</sup> Réglementer sur l'usage de l'écusson, des armoiries ou du nom corporatif de la ville.

2<sup>o</sup> Réglementer la suspension des permis de construction dans certains cas.

3<sup>o</sup> Permettre la refonte et la consolidation des règlements de zonage.

4<sup>o</sup> Prévoir peine plus sévère en Cour Municipale pour des personnes effectuant des travaux sans permis.

5<sup>o</sup> Réglementer les entrées charretières sur les lots non bâtis.

6<sup>o</sup> Permettre de nommer et de changer le nom des rues privées.

7<sup>o</sup> Réglementer la cession de terrains nécessaires à l'ouverture ou à l'élargissement de la voie publique.

8<sup>o</sup> Réglementer les affiches ou enseignes.

9<sup>o</sup> Confirmer les procédures des règlements de zonage.

10<sup>o</sup> Réglementer sur la rénovation urbaine et le réaménagement de secteurs mal lotis.

11<sup>o</sup> Modifier l'article 129 de la Loi des Cités et Villes concernant la production des résolutions par toute compagnie à fonds social appelée à voter à une élection.

12<sup>o</sup> Modifier l'article 135 de la Loi des Cités et Villes en ce qui regarde la date où les mutations peuvent être enregistrées.

13<sup>o</sup> Modifier les articles 137 et 140 de la Loi des Cités et Villes quant au nombre de voteurs dans chaque arrondissement.

14<sup>o</sup> Modifier la Loi des Cités et Villes en ce qui concerne les corrections à être apportées à la liste électorale.

15<sup>o</sup> Modifier l'article 171 de la Loi des Cités et Villes concernant les honoraires exigibles de ceux qui veulent se procurer la liste électorale.

16<sup>o</sup> Modifier l'article 8 de la Loi 13-14, Elizabeth II, chap. 89, concernant la division de la ville par quartiers.

17<sup>o</sup> Modifier l'article 11 de la Loi 13-14 Elizabeth II, chap. 89, concernant la représentation dans chacun des quartiers.

18<sup>o</sup> Modifier la procédure de l'élection du maire ou d'un échevin par le conseil.

19<sup>o</sup> Modification de l'article 485 de la Loi des Cités et Villes pour permettre à l'estimateur de faire un rôle de valeurs locatives séparé du rôle général.

20<sup>o</sup> Exemption du paiement au Gouvernement de la Province des licences pour les véhicules automobiles.

21<sup>o</sup> Modifier le paragraphe 8 de l'article 429 de la Loi des Cités et Villes concernant le fonds prévu pour parcs et terrains de jeux.

22<sup>o</sup> Modifier la Loi concernant le mode d'imposition de la taxe spéciale pour paiement des travaux municipaux déjà exécutés.

23<sup>o</sup> Modifier la Loi des Cités et Villes concernant les biens non imposables.

24<sup>o</sup> Modifier la Loi des Cités et Villes concernant les modalités d'emprunt pour l'exécution des travaux permanents.

25<sup>o</sup> Modifier la Loi des Cités et Villes concernant la procédure à suivre pour décréter des emprunts temporaires.

26<sup>o</sup> Modifier la Loi des Cités et Villes aux fins de décréter des travaux par résolution.

27<sup>o</sup> Modifier la Loi des Cités et Villes pour établir des rôles de répartition du coût des travaux permanents.

## Town of Laval

Notice is hereby given that the city of Laval, will apply to the Provincial Legislature at its present session, for the adoption of an act, the objects thereof are the following:

1. Regulate on the use of the shield, coat of arms or of the corporative name of the City.

2. Regulate the suspension of construction permits in certain cases.

3. Allow the revision and consolidation of zoning by-laws.

4<sup>o</sup> Foresee a more severe penalty in Municipal Court for persons executing works without permits.

5. Regulate remsps on unbuilt lots.

6<sup>o</sup> Allow to name or change the names of private streets.

7. Regulate the session of lands necessary to the opening or the widening of public road.

8. Regulate posters or signs.

9. Confirm zoning by-law procedures.

10. Regulate on the urban renewal or the re-development ill-divided sectors.

11. Modify article 129 of the Cities and Towns Act concerning the presentation of resolutions by all joint-stock companies called to vote at an election.

12. Modify article 135 of the Cities and Towns Act concerning the date when the mutations can be registered.

13. Modify articles 137 and 140 of the Cities and Towns Act regarding the number of voters in each subdivision.

14. Modify the Cities and Towns Act concerning the corrections to be brought to the electoral list.

15. Modify article 171 of the Cities and Towns Act concerning the fees required from any applying for the electoral list.

16. Modify article 8 law 13-14 Elizabeth II, chap. 89, concerning the wards division of the City.

17. Modify article 11, law 13-14, Elizabeth II, chap. 89, concerning the representation in each ward.

18. Modify the procedure for the election of the mayor or an alderman, by the council.

19. Modification of article 485 of the Cities and Towns Act to allow the assessor to prepare a rental values roll separated from the general roll.

20. Exemption of payment to the Provincial Government of licenses for motor-vehicles.

21. Modify paragraph 8 of article 429 of the Cities and Towns Act concerning the provided fund for parks and playgrounds.

22. Modify the law concerning the taxation of the special tax for payments of municipal works already executed.

23. Modify the Cities and Towns Act regarding non taxable properties.

24. Modify the Cities and Towns Act concerning loan methods for the execution of permanent works.

25. Modify the Cities and Towns Act concerning the procedure to order temporary loans.

26. Modify the Cities and Towns Act to order works by resolution.

27. Modify the Cities and Towns Act to establish rolls for repartition of cost for permanent works.

28° Modifier la Loi des Cités et Villes concernant les pouvoirs de normaliser les taux pour les services d'égouts, d'aqueduc, de pavage, de trottoirs, de chaînes et d'éclairage de rues.

29° Établir des procédures concernant l'utilisation des deniers disponibles sur les règlements d'emprunts ou des déficits sur certains règlements.

Et pour toute autre fin qui lors de l'étude et de la présentation des amendements à la charte de la ville de Laval, pourrait être dans l'intérêt de la ville et de ses contribuables.

Ville de Laval, ce 11e jour d'avril 1968.

*Le procureur de la ville de Laval,*  
24255-16-4-o ROGER SAVARD, C.R.

**Cité de St-Léonard**

Avis est par les présentes donné que la Cité de St-Léonard s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendant sa Charte en lui accordant des pouvoirs spéciaux pour les fins suivantes:

1° Abroger le dernier paragraphe de l'article 527 de la Loi des cités et villes;

2° Ajouter après l'article 429(8) de la Loi des cités et villes, un pouvoir additionnel, afin que dans chaque projet de subdivision ou de redivision, l'emprise des rues ou des ruelles porte un numéro distinct:

« Afin de refuser d'approuver ce projet, si l'emprise occupé par les rues ou les ruelles n'est pas libre d'hypothèques ou de droits réels. »

« Accordant le pouvoir de rendre ces rues ou ruelles publiques sans indemnité de la part de la cité. »

3° Obliger les propriétaires ou occupants de terrains de permettre l'installation de fils aériens ou souterrains le long des lignes latérales ou de la ligne arrière d'un lot;

4° Exiger comme condition préalable à l'approbation de tout plan de subdivision, de redivision ou d'annulation de Livre de Renvoi, que toutes les taxes municipales et scolaires soient payées en entier.

5° Et pour toutes autres fins.

St-Léonard, ce 25 mars 1968.

*Le secrétaire-trésorier,*  
24152-15-4-o GASTON PION.

**Ville de Châteauguay-Centre**

Avis est par les présentes donné que la ville de Châteauguay-Centre, dans le comté de Châteauguay, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendant sa Charte en lui accordant des pouvoirs spéciaux pour les fins suivantes:

1° Amender les règlements d'emprunt numéros 223, 232, 237, 240, 247, 256, 262, 348, 359, 405, 432, 433 et 452, pour modifier le mode de taxation y prévu;

2° Augmenter le nombre de quartiers électoraux de six (6) à huit (8).

Et pour toutes autres fins.

Châteauguay-Centre, le 25 mars 1968.

*Le greffier,*  
LAURIER LEGAULT.  
*Les Procureurs de la Ville de*  
*Châteauguay-Centre,*  
24150-15-4-o POUPART, GOYER & THOMAS.

28. Modify the Cities and Towns Act concerning the powers to standardize the rates for sewers services, aqueduc, paving, sidewalks, kerbs and street lighting.

29. Establish procedures concerning the use of available moneys on loan by-laws or deficits on certain by-laws.

And for all other purposes which during the studying and presentation of amendments to the charter of the City of Laval could be in the interest of the City and its taxpayers.

City of Laval, this 11th day of April 1968.

*ROGER SAVARD, Q.C.,*  
24255-16-4-o *Attorney for the city of Laval.*

**City of St-Léonard**

Public notice is hereby given that the city of St-Léonard in the county of Bourget, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present Session for the adoption of an Act amending its Charter and granting the special powers as mentioned below:

1. To repeal last paragraph of section 527 of the Cities and Towns Act;

2. To add after Section 429(8) of the Cities and Towns Act an additional power in order that in every subdivision plan, each street or lane shall bear a separate number:

"In order refuse approval of any subdivision plan when the streets or lanes are not free of hypothec.

Granting the power to declare public without indemnity these streets or lanes."

3. To permit overhead an underground wires and their accessories along the side and rear lines of private subdivided lots;

4. To provide that no subdivision or redivision plan or annulment in the book of reference shall be approved, unless municipal or school taxes have first been paid in full.

5. And all other purposes.

City of St-Léonard, March 25, 1968.

*GASTON PION,*  
24152-15-4-o *Secretary-Treasurer.*

**Town of Châteauguay-Centre**

Public notice is hereby given that the town of Châteauguay-Centre, in the county of Châteauguay, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present Session for the adoption of an Act amending its charter and granting the special powers as mentioned below:

1. To amend by-laws bearing numbers 223, 232, 237, 240, 247, 256, 262, 348, 359, 405, 432, 433 and 452, for the purpose of changing the taxation therein provided;

2. To increase the number of electoral Wards from six (6) to eight (8).

3. And for other purposes.

Châteauguay-Centre, March 25, 1968.

*LAURIER LEGAULT,*  
*Town Clerk.*  
POUPART, GOYER & THOMAS,  
24150-15-4-o *Attorneys for the Town of*  
*Châteauguay-Centre.*

**Cité de Lachine**

Avis public est, par les présentes, donné que la « Cité de Lachine » s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte, la loi 9 Édouard VII, chapitre 86 et amendements, sur les matières suivantes: pour autoriser l'adoption d'un règlement concernant les exemptions de taxes d'améliorations locales imposées sur les presbytères et églises; ratifier l'acte de vente passé devant Me Jean-Marie Trépanier, notaire, le 2 février 1968, entre la cité de Lachine et Lachine Racing Canoe Club Inc., enregistré à Montréal sous le numéro 2042092; autoriser la vente du Parc Brewster à la Corporation du Centre d'Accueil de Lachine; autoriser l'adoption d'un règlement modifiant les règlements numéros 1431, 1566 et 1704, pour changer le mode de taxation; ratifier le règlement numéro 1861, modifiant les règlements numéros 1666, 1673, 1699, 1711, 1728, 1731 et 1734; et pour toutes autres fins.

Montréal, le 22 avril 1968.

*Les procureurs,*  
LACROIX, VIAU,  
BÉLANGER, PAGÉ,  
HÉBERT & MAILLOUX.

24384-17-4-0

**City of Lachine**

Public notice is hereby given that the "City of Lachine" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of an act, amending its charter, the act 9 Edward VII, chapter 86 and its amendments, for the following purposes: to authorize the adoption of a by-law, concerning exemptions of local improvement taxes imposed on presbyteries and churches; to ratify the deed of sale passed before Me Jean-Marie Trépanier, notary, on February 2, 1968, between the city of Lachine and Lachine Racing Canoe Club Inc., registered at Montreal under number 2042092; to authorize the sale of Brewster Park to the Corporation du Centre d'Accueil de Lachine; to authorize the adoption of a by-law, amending by-laws numbers 1431, 1566 and 1704, to change the method of taxation; to ratify by-law number 1861, amending by-laws numbers 1666, 1673, 1699, 1711, 1728, 1731 and 1734; and for all other purposes.

Montreal, April 22, 1968.

LACROIX, VIAU,  
BÉLANGER, PAGÉ,  
HÉBERT & MAILLOUX.  
*Attorneys.*

24384-17-4-0

**Cité de la Pointe-aux-Trembles**

Avis est par les présentes donné que la Cité de la Pointe-aux-Trembles, s'adressera à la législature de la province de Québec à sa présente session, pour l'adoption d'une loi sur les matières suivantes:

1<sup>o</sup> Accorder une pension viagère annuelle à monsieur Jean-Louis Delorme, directeur de police de quatre mille cinq cents dollars (\$4,500);

2<sup>o</sup> Accorder une pension viagère annuelle à monsieur Conrad Desrochers, lieutenant de police de deux mille cinq cents dollars (\$2,500);

3<sup>o</sup> Accorder une pension viagère annuelle à monsieur Georges Guertin, retraité du Département de la Voirie, de quatre cent vingt dollars (\$420).

4. Et pour toutes autres fins.

Cité de la Pointe-aux-Trembles, ce 25 mars

1968.

24151-15-4-0

*Le secrétaire-trésorier,*  
PAUL-A. TRUDEAU.

**Town of Pointe-aux-Trembles**

Notice is hereby given that the City of Pointe-aux-Trembles, will apply to the Provincial Legislature at its present Session, for the adoption of an act, the objects thereof are the following:

1. To grant to Mr. Jean-Louis Delorme, Police Director, an annual pension of four thousand and five hundred dollars (\$4,500);

2. To grant to Mr. Conrad Desrochers, Police Lieutenant, an annual pension of two thousand and five hundred dollars (\$2,500);

3. To grant to Mr. Georges Guertin, Public Works Employee, an annual pension of four hundred and twenty dollars (\$420).

4. And for other purposes.

City of Pointe-aux-Trembles, March 25, 1968.

24151-15-4-0

PAUL-A. TRUDEAU,  
*Secretary-Treasurer.*

**La Corporation de la paroisse de Sainte-Anne-de-Varenes**

Avis public est par les présentes donné que la corporation de la paroisse de Sainte-Anne-de-Varenes, s'adressera à la Législature de la province de Québec au cours de la présente session, pour demander l'adoption d'une loi, pour les fins suivantes:

a) obtenir une incorporation de ville;

b) ratifier la procédure suivie en matière d'expropriation de terrains pour fins industrielles;

c) obtenir certains pouvoirs additionnels aux mêmes fins.

Et pour toutes autres fins.

Varenes, 11 avril 1968.

24256-16-4-0

*Le procureur de la requérante,*  
MAURICE R. MARCOTTE.

**The Corporation of the Parish of Sainte-Anne-de-Varenes**

Notice is hereby given that the corporation of the parish of Sainte-Anne-de-Varenes, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, during the present session, to request the adoption of an Act for the following purposes:

(a) to obtain the status of a town;

(b) ratify the procedure followed for the expropriation of land for industrial purposes;

(c) obtain additional powers for the same purposes.

And for all other purposes.

Varenes, April 11, 1968.

24256-16-4-0

MAURICE R. MARCOTTE,  
*Attorney for the petitioner.*

**Examen des Agronomes**

**Agronomists Examination**

**La Corporation des Agronomes de la province de Québec**

Tableau des inscriptions pour l'admission à la pratique de la profession d'agronome  
Table of entries for admission to the practice of the profession of agronomist

Noms et prénoms Names and surnames	Age	Domicile Residence	Institutions
Aird, Paul Leet	38	R.R. No 1, Hudson Heights, Comté de Vaudreuil	Cornell University.
Babiuk, Eugène	45	10540, rue de Lille Montréal 12	École Polytechnique Ukrainienne.
Baillargeon, François	22	L'Ange-Gardien, comté de Rouville	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Bailly, Louise	22	2639, avenue des Forges, Ste-Foy, Québec 10	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Bariteau, André	23	10484, boul. St-Michel, Montréal-Nord	Faculté d'Agriculture de l'Université McGill.
Bélair, Jean-Louis	27	St-Barthélemy, comté de Berthier	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Belzile, Lucien dit Lucius	25	St-Clément, comté de Rivière-du-Loup	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Benjamin, Roger	28	1590, rue de la Vérendrye, app. 5, Québec 3	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Boisvert, Roland	27	1284, 2e Avenue, app. 2, Québec 3	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Brisson, Denis	22	250, chemin Larocque, Valleyfield, comté de Beauharnois	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Bussières, Jacques	21	St-Michel, comté de Bellechasse	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Caron, René	24	C.P. 9, Amqui, comté de Matapédia	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Chamberland, Ginette	22	2948, avenue Deschambault, Ste-Foy, Québec 10	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Charland, André	24	Ste-Cécile de Lévrard, comté de Nicolet	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Charron, Édouard dit Eddy	21	Rivière Trois-Pistoles, comté de Rivière-du-Loup	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Chicoine, Roger	22	305, 4e Avenue, Iberville	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Choinière, André	21	326, rue Church, Cowansville, Comté de Missisquoi	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Desmarais, Maurice	24	701, avenue Joffre, app. 3, Québec 6	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Dufour, Clément	26	St-Alexis de Matapédia, comté de Bonaventure	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Gagnon, Henri-Louis	22	St-Côme de Linière, comté de Beauce	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Gagnon, Michel	24	69, 4e Avenue Nord, Roxboro, comté de Jacques-Cartier	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Gales, Robert Lorne	22	486, Mountain Avenue, Montréal 6	Faculty of Agriculture of McGill University.
Gaudette, André	26	204, 3e Avenue, La Pocatière, comté de Kamouraska	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Gauvin, Michel	26	885, avenue Joffre, Québec 6	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Holtmann, Wilfred B.	28	7061, De Norvège Avenue, apt. 2, Québec 10	University of Wisconsin.
Jubenville, Jacques	21	R.R. No 3, Coaticook, comté de Stanstead	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Lagacé, Jacques	21	St-Ulric, comté de Matane	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Landry, Jacques	20	1195, rue St-Raymond, Sherbrooke	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Laprise, André	25	2643, boul. des Quatre-Bourgeois, Québec 10	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Lasnier, Michel	21	Ste-Brigide, comté d'Iberville	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Leclere, Michel	24	1991, rue Poulin, Giffard, Québec 5	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Locas, Antoine	25	Agricultural Economics Building, University of Guelph, Guelph, Ontario	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.

Tableau des inscriptions pour l'admission à la pratique de la profession d'agronome  
Table of entries for admission to the practice of the profession of agrologist

Noms et prénoms Names and surnames	Age	Domicile Residence	Institutions
Mainville, Orance	24	2002, ave Chapdelaine, Ste-Foy, Québec 10	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Marceau, Réal	21	Rang Lamontagne, St-Anselme, comté de Dorchester	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Marquis, Alfred	23	2156, avenue Charleroi, Giffard, Québec 5	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Martin, Aurèle	24	R.R. No 2, St-Basile, comté de Madawaska, N.B.	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Melançon, Éphrem	42	49, rue Desnoyers, Pont-Viau, ville de Laval	Cornell University.
Michaud, Réal	25	St-Alexandre, comté de Kamouraska	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Miousse, Michel	22	Hâvre-Aubert, Iles-de-la-Madeleine	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Montcalm, Gilles	23	879, Place Beloeil, app. 1, Québec 10	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Montpetit, Jean-Claude	21	St-Stanislas de Kostka, comté de Beauharnois	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Olivier, Jacques	20	333, rue Visitation, Joliette	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Palmer, George	25	8031, Avon Road, apt. 15, Montréal West	Faculty of Agriculture of McGill University.
Pelletier, Jean-Pierre	24	32, rue des Érables, Montmagny	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Proulx, Yvon	29	841, rue du Vallon, app. 23, Ste-Foy, Québec 10	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Rioux, Jacques	28	2790, rue Gaspard, app. 3, Giffard, Québec 5	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Rocheleau, Gilles	24	2071, rue St-Jean, St-Maurice, comté de Champlain	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Tessier, Roger	24	St-Casimir, comté de Portneuf	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Vézina, André	20	400, avenue Claudel, ville Les Saules, comté de Québec	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.

Montréal 12, le 22 avril 1968 — Montréal 12, April 22, 1968.

*Le secrétaire général de la Corporation des Agronomes de la province de Québec,*

THÉODORE MONGEON, agronome.

24426-18-2-o

*Secretary General of La Corporation des Agronomes de la province de Québec.*

## Ministère de l'Éducation

## Department of Education

### St-Damien-de-Stanbridge

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de St-Damien-de-Stanbridge, dans le comté de Missisquoi, à la municipalité scolaire de Bedford (cath.), dans le comté de Missisquoi.

Québec, le 23 avril 1968.

*Le ministre de l'Éducation,*

JEAN-GUY CARDINAL.

24392-17-2-o

220-04

### Seigneurie

Demande est faite de fusionner le territoire actuel des municipalités scolaires de Plaisance, Papineauville, Montebello, Notre-Dame-de-Bonsecours et Saint-Fidèle-de-Fasset, dans le comté de Papineau et de l'ériger en une municipalité scolaire distincte sous le nom de « Seigneurie », dans le comté de Papineau.

Québec, le 22 avril 1968.

*Le ministre de l'Éducation,*

JEAN-GUY CARDINAL.

24395-17-2-o

### St-Damien-de-Stanbridge

Application is made to annex the actual territory of the school municipality of St-Damien-de-Stanbridge, in the county of Missisquoi, to the school municipality of Bedford (Cath.), in the county of Missisquoi.

Quebec, April 23, 1968.

JEAN-GUY CARDINAL,

Minister of Education.

24392-17-2

220-04

### Seigneurie

Application is made to amalgamate the present territory of the school municipalities of Plaisance, Papineauville, Montebello, Notre-Dame-de-Bonsecours and Saint-Fidèle-de-Fasset, in the county of Papineau, and to erect it into a separate school municipality under the name of "Seigneurie", in the county of Papineau.

Quebec, April 22, 1968.

JEAN-GUY CARDINAL,

Minister of Education.

24395-17-2

**Berthier-Dautraie**

Demande est faite de fusionner le territoire actuel des municipalités scolaires de Berthierville, St-Cuthbert, Lanoraie, St-Norbert, St-Viateur et Ile Dupas, dans le comté de Berthier et de l'ériger en une nouvelle municipalité scolaire distincte sous le nom de « Berthier — Dautraie », dans le comté de Berthier.

Québec, le 22 avril 1968.

*Le ministre de l'Éducation,*  
JEAN-GUY CARDINAL.

24386-17-2-o 340-02

**Chavigny**

Demande est faite d'annexer le territoire actuel des municipalités scolaires de St-Étienne-des-Grès et de Pointe-du-Lac, dans le comté de St-Maurice à la municipalité scolaire de Chavigny, dans le comté des Trois-Rivières.

Québec, le 22 avril 1968.

*Le ministre de l'Éducation,*  
JEAN-GUY CARDINAL.

24387-17-2-o 770-03

**Haut Saint-Maurice**

Demande est faite de fusionner le territoire actuel des municipalités scolaires de La Tuque, Parent, Sanmaur, Carignan, La Postonnais et Rivière-Croche, dans le comté de Champlain et Lac Édouard, dans le comté de Chauveau et de l'ériger en une nouvelle municipalité scolaire distincte sous le nom de « Haut Saint-Maurice », dans les comtés de Champlain et Chauveau.

Québec, le 23 avril 1968.

*Le ministre de l'Éducation,*  
JEAN-GUY CARDINAL.

24388-17-2-o 510-01

**Ile-Perrot**

Demande est faite de fusionner le territoire actuel des municipalités scolaires de L'Isle-Perrot, L'Ile-Perrot-Nord, village de Pincourt et Terrasse-Vaudreuil, dans le comté de Vaudreuil-Soulanges et de l'ériger en une municipalité scolaire distincte sous le nom de « Ile-Perrot », dans le comté de Vaudreuil-Soulanges.

Québec, le 22 avril 1968.

*Le ministre de l'Éducation,*  
JEAN-GUY CARDINAL.

24389-17-2-o 760-00

**Saint-Laurent-du-Fleuve**

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Saint-Laurent-du-Fleuve, dans le comté de Richelieu, à la municipalité de Contrecoeur, dans le comté de Richelieu.

Québec, le 23 avril 1968.

*Le ministre de l'Éducation,*  
JEAN-GUY CARDINAL.

24394-17-2-o 040-02

**Port-Alfred**

Demande est faite de fusionner le territoire actuel des municipalités scolaires de Port-Alfred, Grande-Baie, paroisse, Otis, Rivière-Éternité, Ferland et Boileau, dans le comté de Dubuc et de l'ériger en une nouvelle municipalité scolaire distincte sous le nom de « Port-Alfred », dans le comté de Dubuc.

Québec, le 23 avril 1968.

*Le ministre de l'Éducation,*  
JEAN-GUY CARDINAL.

24391-17-2-o 660-03

**Berthier-Dautraie**

Application is made to amalgamate the present territory of the school municipalities of Berthierville, St-Cuthbert, Lanoraie, St-Norbert, St-Viateur and Ile Dupas, in the county of Berthier, and to erect it into a separate school municipality under the name of "Berthier — Dautraie", in the county of Berthier.

Quebec, April 22, 1968.

JEAN-GUY CARDINAL,  
*Minister of Education.*

24386-17-2 340-02

**Chavigny**

Application is made to annex the present territory of the school municipalities of St-Étienne-des-Grès and of Pointe-du-Lac in the county of St-Maurice to the school municipality of Chavigny in the county of Trois-Rivières.

Quebec, April 22, 1968.

JEAN-GUY CARDINAL,  
*Minister of Education.*

24387-17-2 770-03

**Haut Saint-Maurice**

Application is made to amalgamate the actual territory of the school municipalities of La Tuque, Parent, Sanmaur, Carignan, La Postonnais and Rivière-Croche, in the county of Champlain and Lac Édouard, in the county of Chauveau and to erect it into a distinct new school municipality under the name of "Haut Saint-Maurice", in the counties of Champlain and Chauveau.

Quebec, April 23, 1968.

JEAN-GUY CARDINAL,  
*Minister of Education.*

24388-17-2 510-01

**Ile-Perrot**

Application is made to amalgamate the present territory of the school municipalities of L'Isle-Perrot, L'Ile-Perrot-North, village of Pincourt and Terrasse-Vaudreuil, in the county of Vaudreuil-Soulanges, and to erect it into a separate school municipality under the name of "Ile-Perrot", in the county of Vaudreuil-Soulanges.

Quebec, April 22, 1968.

JEAN-GUY CARDINAL,  
*Minister of Education.*

24389-17-2 760-00

**Saint-Laurent-du-Fleuve**

Application is made to annex the actual territory of the school municipality of Saint-Laurent-du-Fleuve, in the county of Richelieu, to the school municipality of Contrecoeur, in the county of Richelieu.

Quebec, April 23, 1968.

JEAN-Guy CARDINAL,  
*Minister of Education.*

24394-17-2 040-02

**Port-Alfred**

Application is made to amalgamate the actual territory of the school municipalities of Port-Alfred, Grande-Baie, paroisse, Otis, Rivière-Éternité, Ferland and Boileau, in the county of Dubuc and to erect it into a new distinct school municipality under the name of "Port-Alfred", in the county of Dubuc.

Quebec, April 23, 1968.

JEAN-GUY CARDINAL,  
*Minister of Education.*

24391-17-2 660-03

**Aylmer-Rapide-des-Chênes**

Demande est faite de fusionner le territoire actuel des municipalités scolaires de la ville d'Aylmer et de Rapide-des-Chênes, dans le comté de Gatineau et de l'ériger en une municipalité scolaire distincte sous le nom de « Aylmer-Rapide-des-Chênes », dans le comté de Gatineau. Québec, le 23 avril 1968.

*Le ministre de l'Éducation,*  
JEAN-GUY CARDINAL.

24385-17-2-o

610-02

**Maricourt**

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Maricourt, dans le comté de Richmond, les lots suivants, tous inclusivement, du cadastre officiel du canton Mellebourne:

Rang I — 1 à 28;  
Rang II — 1 à 15, 16c, 17c, 18c et 19c;  
Rang III — 1 à 15;  
Rang IV — 1 à 14;

Pour les annexer, pour les catholiques seulement, au territoire sous la juridiction du Bureau des commissaires des écoles catholiques de la ville de Richmond.

Québec, le 23 avril 1968.

*Le ministre de l'Éducation,*  
JEAN-GUY CARDINAL.

24390-17-2-o

165-02

**St-Germain Village**

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de la paroisse de Saint-Germain, dans le comté de Drummond, les lots numéro: 447, 448 et 870 à 897 inclusivement du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Germain de Grantham, pour les annexer à la municipalité scolaire du village de Saint-Germain, dans le comté de Drummond.

Québec, le 23 avril 1968.

*Le ministre de l'Éducation,*  
JEAN-GUY CARDINAL.

24393-17-2-o

JEAN-GUY CARDINAL.

**Aylmer-Rapide-des-Chênes**

Application is made to amalgamate the present territory of the school municipalities of the town of Aylmer and of Rapide-des-Chênes, in the county of Gatineau, and to erect it into a separate school municipality under the name of "Aylmer-Rapide-des-Chênes", in the county of Gatineau. Quebec, April 23, 1968.

JEAN-GUY CARDINAL,  
*Minister of Education.*

24385-17-2

601-02

**Maricourt**

Application is made to detach from the school municipality of Maricourt, in the county of Richmond, the following lots, all inclusively, of the official cadastre of the township of Mellebourne:

Range I — 1 to 28;  
Range II — 1 to 15, 16c, 17c, 18c and 19c;  
Range III — 1 to 15;  
Range IV — 1 to 14;

To annex them, for Catholics only, to the territory under the jurisdiction of the Catholic School Commissioners Office of the town of Richmond.

Quebec, April 23, 1968.

JEAN-GUY CARDINAL,  
*Minister of Education.*

24390-17-2

165-02

**St-Germain Village**

Application is made to detach from the school municipality of the parish of Saint-Germain, in the county of Drummond, lot numbers: 447, 448 and 870 to 897 inclusively, of the official cadastre of the parish of Saint-Germain de Grantham, to annex them to the school municipality of the village of Saint-Germain, in the county of Drummond.

Quebec, April 23, 1968.

JEAN-GUY CARDINAL,  
*Minister of Education.*

24393-17-2

JEAN-GUY CARDINAL.

**Commission de Géographie  
de Québec****Shipshaw**

Avis est par le présent donné qu'à une séance de la Commission de Géographie, il a été résolu que soit substituée à l'appellation de Chute-Shipshaw, nom d'un bureau de poste situé dans le comté de Chicoutimi, celle de Shipshaw.

Cette décision a reçu l'approbation du ministre des Terres et Forêts conformément au chapitre 100 des Statuts refondus du Québec, 1964.

Québec, le 29 avril 1968.

24488-o

*Le secrétaire,*  
JEAN POIRIER.

**Saint-Antoine-de-Tilly**

Avis est par le présent donné qu'à une séance de la Commission de Géographie, il a été résolu que soit substituée à l'appellation de Saint-Antoine-Lotbinière, nom d'un bureau de poste situé dans le comté de Lotbinière, celle de Saint-Antoine-de-Tilly.

Cette décision a reçu l'approbation du ministre des Terres et Forêts conformément au chapitre 100 des Statuts refondus du Québec, 1964.

Québec, le 29 avril 1968.

24488-o

*Le secrétaire,*  
JEAN POIRIER.

**Quebec Geographical  
Commission****Shipshaw**

Notice is hereby given that at a meeting of the Geographical Commission, a resolution was adopted changing the name of Chute-Shipshaw, the name of a post office situated in the county of Chicoutimi, to that of Shipshaw.

This decision was approved by the Minister of Lands and Forests, pursuant to chapter 100 of the Revised Statutes of Quebec, 1964.

Quebec, April 29, 1968.

24488

JEAN POIRIER,  
*Secretary.*

**Saint-Antoine-de-Tilly**

Notice is hereby given that at a meeting of the Geographical Commission, a resolution was adopted changing the name of Saint-Antoine-Lotbinière, the name of a post office situated in the county of Lotbinière, to that of Saint-Antoine-de-Tilly.

This decision was approved by the Minister of Lands and Forests, pursuant to chapter 100 of the Revised Statutes of Quebec, 1964.

Quebec, April 29, 1968.

24488

JEAN POIRIER,  
*Secretary.*

**Ruisseau à Charette**

Avis est par le présent donné qu'à une séance de la Commission de Géographie, il a été résolu d'accepter de donner le nom de Ruisseau à Charette à un cours d'eau tributaire de la rivière des Outaouais, situé dans le comté de Vaudreuil et dont l'embouchure en coordonnées géographiques est à la latitude 45° 31' et à la longitude 74° 21'.

Cette décision a reçu l'approbation du ministre des Terres et Forêts en conformité avec le chapitre 100 des Statuts refondus du Québec, 1964.

Québec, le 29 avril 1968.

24488-o

*Le secrétaire,*  
JEAN POIRIER.

**Ruisseau à Charette**

Notice is hereby given that at a meeting of the Geographical Commission, a resolution was adopted giving the name of Ruisseau à Charette to a tributary flowing into Rivière des Outaouais, situated in the county of Vaudreuil, the mouth of which in geographical co-ordinates is at latitude 45° 31' and longitude 74° 21'.

This decision was approved by the Minister of Lands and Forests, pursuant to chapter 100 of the Revised Statutes of Quebec, 1964.

Quebec, April 29, 1968.

24488

JEAN POIRIER,  
*Secretary.*

**Ministère des Terres et Forêts  
Cadastre**

**Department of Lands and Forests  
Cadastre**

**Canton de Beauchastel**

**Township of Beauchastel**

Cadastre officiel du canton de Beauchastel, municipalité de Evain (pour le rang VI) division d'enregistrement de Rouyn-Noranda.

Official cadastre of township of Beauchastel, municipality of Evain (for range VI), registration division of Rouyn-Noranda.

Avis est par la présente donné que les lots 62-C, rang V et 62-C, rang VI sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Notice is hereby given that lots 62-C, range V and 62-C, range VI are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, le 20 mars 1968.

Quebec, March 20, 1968.

24492-o

*Le sous-ministre,*  
FERNAND BOUTIN.

24492-o

FERNAND BOUTIN,  
*Deputy Minister.*

**P paroisse de St-Ambroise de la Jeune Lorette**

**Parish of St-Ambroise de la Jeune Lorette**

Cadastre officiel de la paroisse de St-Ambroise de la Jeune Lorette, municipalité du village de St-Émile, division d'enregistrement de Québec.

Official cadastre of the parish of St-Ambroise de la Jeune Lorette, municipality of village of St-Émile, registration division of Québec.

Avis est par la présente donné que les lots 1158-13, 1158-14 sont annulés et les lots 1158-15 (rue) et 1158-16 sont corrigés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Notice is hereby given that lots 1158-13, 1158-14 are cancelled and lots 1158-15 (Street) and 1158-16 are corrected in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, le 16 avril 1968.

Quebec, April 16, 1968.

24492-o

*Le sous-ministre,*  
FERNAND BOUTIN.

24492-o

FERNAND BOUTIN,  
*Deputy Minister.*

**P paroisse de St-Jérôme**

**Parish of St-Jérôme**

Cadastre officiel de la paroisse de St-Jérôme, municipalité de la ville de St-Antoine-des-Laurentides, division d'enregistrement de Terrebonne.

Official cadastre of the parish of St-Jérôme, municipality of the town of St-Antoine-des-Laurentides, registration division of Terrebonne.

Avis est par la présente donné qu'une partie des lots 200-6 et 201-15 est annulée en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Notice is hereby given that one part of lots 200-6 and 201-15 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, le 19 avril 1968.

Quebec, April 19, 1968.

24492-o

*Le sous-ministre,*  
FERNAND BOUTIN.

24492-o

FERNAND BOUTIN,  
*Deputy Minister.*

**P paroisse de St-Paul l'Ermite**

**Parish of St-Paul l'Ermite**

Cadastre officiel de la paroisse de St-Paul l'Ermite, municipalité du village de Charlemagne, division d'enregistrement de l'Assomption.

Official cadastre of the parish of St-Paul l'Ermite, municipality of village of Charlemagne, registration division of L'Assomption.

Avis est par la présente donné que les lots 52-10 à 52-14, 52-16 à 52-28 et une partie du lot 52-9 sont annulés en vertu de l'article 2174 du Code civil.

Notice is hereby given that lots 52-10 to 52-14, 52-16 to 52-28 and one part of lot 52-9 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, le 18 avril 1968.

Quebec, April 18, 1968.

24492-o

*Le sous-ministre,*  
FERNAND BOUTIN.

24492-o

FERNAND BOUTIN,  
*Deputy Minister.*

**Canton de Ascot**

Cadastre officiel du canton de Ascot, municipalité de Ascot-Nord, division d'enregistrement de Sherbrooke.

Avis est par la présente donné que le lot 24A-6, rang IV est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 19 avril 1968.

24492-o

*Le sous-ministre,*  
FERNAND BOUTIN.

**Township of Ascot**

Official cadastre of township of Ascot, municipality of Ascot-Nord, registration division of Sherbrooke.

Notice is hereby given that the lot 24A-6, range IV is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, April 19, 1968.

24492-o

FERNAND BOUTIN,  
*Deputy Minister.*

**Lettres patentes****The Hermitage Club**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a consenti à corriger les lettres patentes, datées du 16 février 1968, de la compagnie « The Hermitage Club », en y remplaçant la clause qui se lit « Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut tenir et posséder la corporation est de \$1,000,000 » par la suivante: « Le montant auquel est limité le revenu annuel des biens immobiliers que peut tenir la corporation est de \$1,000,000 ».

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

24410-o

671-68

**Letters Patent****The Hermitage Club**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, the Lieutenant-Governor of the Province has been pleased to correct the letters patent dated February 16, 1968, of "The Hermitage Club", by replacing therein the clause reading "The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold or possess is to be limited, is \$1,000,000" by the following: "The amount to which the annual income from the immovable property which the corporation may hold, is to be limited, is \$1,000,000".

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

24410

671-68

**Arrêtés en Conseil****Arrêté en conseil  
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 2770

Québec, le 4 octobre 1967.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le classement d'objets mobiliers et artistiques appartenant au Conseil de la Bande des Hurons de Lorette.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du ministre des Affaires culturelles:

QUE soit approuvé le classement comme objets mobiliers et artistiques, fait par résolution de la Commission des monuments historiques du Québec, en date du 5 juillet 1967, du consentement du propriétaire, des objets mobiliers suivants, savoir:

**A) Orfèvrerie:**

Navette en argent massif, A.P., orfèvre parisien; Bénitier en argent massif, poinçons: I B T et A renversé et couronné (poinçon de charges de Paul Nanis, 1er octobre 1715 - 1er octobre 1717); Calice en argent massif, I.C., poinçon parisien du XVIII<sup>e</sup> s.

Lampe du sanctuaire en argent massif, I B T probablement le même orfèvre que le bénitier; Grand reliquaire en argent massif, poinçon de Thomas Mahon.

4 urnes ou vases à fleurs en argent massif dans le style français des environs de 1740, poinçons illisibles.

1 Crucifix en argent massif, Guillaume Loir.

6 Chandeliers en argent massif d'un style Louis XVI très pur, Guillaume Loir.

Statuette en argent massif de saint Joseph, oeuvre de l'école française - fin XVII<sup>e</sup> s.

**Orders in Council****Order in Council  
Executive Council Chamber**

Number 2770

Quebec, October 4, 1967.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the classification of movable and artistic objects belonging to the council of "la Bande des Hurons de Lorette".

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Cultural Affairs:

THAT the classification as movable and artistic objects, made by resolution of the Quebec Historic Monuments Commission on July 5, 1967, with the consent of the proprietor, of the following movable objects, be approved, to wit:

**A) Silver plate articles.**

Sterling silver incense-boat, A.P., Parisian goldsmith; sterling silver Holy water basin; marks: I B T and A reversed and crowned (Paul Nanis office mark, October 1, 1715 - October 1, 1717); sterling silver Chalice, I.C., Parisian marker of the XVIII<sup>th</sup> Century.

Sterling silver Sanctuary lamp, I B T, probably by same artist as the holy-water basin (stoup); large sterling silver Reliquary, marked by Thomas Mahon.

4 sterling silver urns or flower vases, around 1740, French style, illegible marks.

1 sterling silver Crucifix, Guillaume Loir.

6 sterling silver candlesticks in a very pure Louis XVI style, Guillaume Loir.

Sterling silver Saint-Joseph statuette, French school work end of XVII<sup>th</sup> Century.

Vierge et Enfant en argent massif, oeuvre de l'école française - fin XVIIe s.

Ostensoir en argent massif doré de style Louis XIV très orné, aucun poinçon.

Calice en argent massif, dans le style de la fin du XVIIIe s., probablement une oeuvre de l'école française (de la ville de Bordeaux) exécutée entre 1783 et 1789.

Ascenseur en argent massif, de galbe très pur, poinçons A P/A couronné.

Deux fourchettes en argent massif très épais, de style du XVIIIe s., la fourchette de droite porte un poinçon parisien du XVIIIe s. L G/A couronné/O couronné/ Mure de sanglier.

Vase à fleurs en argent massif pourvu de deux anses dont le bord supérieur est orné de perlons, Paul Lambert dit Saint-Paul.

Vase à fleurs en argent massif, pendant du précédent et de formes identiques. Les détails sont absolument les mêmes, Paul Lambert dit Saint-Paul.

Petite sébille en argent massif, composée de six lobes très ornés, faits en forme de vasques, Paul Lambert dit Saint-Paul.

2 Burettes en argent massif, de même style et de même travail que les vases à fleurs de Lorette.

Plateau, Paul Lambert dit Saint-Paul.

Grand plateau à burettes en argent massif, dont le plat-bord porte des godrons entourés de fonds piqués, Paul Lambert dit Saint-Paul.

Trois cuillers à potage en argent massif très épais, de style du XVIIIe siècle. Coupe très grande, François Ranvozyé.

Trois fourchettes en argent massif très épais, de même style que les cuillers à potage, François Ranvozyé.

Grande cuiller à servir en argent massif très épais, de style des environs de 1780, François Ranvozyé.

Reliquaire en argent massif connu sous le nom de Chemise de Notre-Dame de Chartres, aucun poinçon (1676)

Ciboire en argent massif portant l'inscription suivante (À la mission des PP Jésuites par M. CL Bouuat), poinçons - C. couronné (5 août 1675 etc.)

Paire de flambeaux en argent massif dans le style de la fin du XVIIe s., Paul Lambert dit Saint-Paul (1735).

Chandelier en argent massif.

Sceptre en argent massif.

Petite clef en argent massif.

B) Sculptures:

Enfant-Jésus en bois sculpté et doré, « Gallery of Toronto/Grange Park 4-100 Date Jan. 1935/ Village Saint François de Bordia, statue en bois sculpté et doré - autrefois argenté, aucune signature, vraisemblablement une oeuvre de Noël Levasseur (1730) Saint Stanislas de Kostka, statuette en bois sculpté et doré - autrefois argenté, aucune signature, vraisemblablement une oeuvre de Noël Levasseur vers 1730.

Saint Louis de Gonzague, statue en bois sculpté et doré, autrefois argenté, Noël Levasseur, vers 1730.

Saint Ignace de Loyola, statue en bois sculpté et doré - autrefois argenté, aucune signature, vraisemblablement l'oeuvre de Noël Levasseur, vers 1730.

Deux anges adorateurs, agenouillés sur un socle de bois peint en noir, vraisemblablement Noël Levasseur, (1730)

Saint François-Xavier, statue en bois sculpté et doré, vraisemblablement de Noël Levasseur.

Antependium en bois sculpté.

Sterling silver Virgin and Child, French school work end of XVIIth Century.

Gilt sterling-silver Monstrance, very adorned, Louis XIV style, with no mark.

Sterling silver Chalice, end of XVIIIth Century style, probably a work of the French school (town of Bordeaux) made between 1783 and 1789.

Sterling silver Censer, with very pure lines, marks A P/A crowned.

Two very thick sterling silver forks, of XVIIIth Century style, the fork on the right bears a Parisian mark of the XVIIIth Century E G/A crowned/O crowned/boar's head.

Sterling silver flower vase provided with two ears, the top brim of which is decorated with pearl-like ornament, Paul Lambert dit Saint-Paul.

Sterling silver flower vase, making a pair with the abovementioned and identical in shape. Details are strictly the same, Paul Lambert dit Saint-Paul.

Small sterling silver bowl, made of six very ornate lobes, basinlike, Paul Lambert dit Saint-Paul.

2 sterling silver cruets, in the same style and work as the flower vases of Lorette.

Tray, Paul Lambert dit Saint-Paul.

Large sterling silver cruet salver, the rim of which is decorated with gadroons surrounded with dots, Paul Lambert dit Saint-Paul.

Three very thick sterling silver soup spoons, XVIIIth Century style. Very large cut, François Ranvozyé.

Three very thick sterling silver forks, same style as the soup spoons, François Ranvozyé.

Large very thick sterling silver serving spoons, around 1780 style, François Ranvozyé.

Sterling silver Reliquary known under the name of "Chemise de Notre-Dame de Chartres", no mark (1676).

Sterling silver Ciborium, bearing the following inscription: "A la mission des PP Jésuites par M. CL Bouuat), marks - G. crowned (5 August 1675, etc.)

A pair of sterling silver candlesticks, end of the XVIIth Century style, Paul Lambert dit Saint-Paul (1735).

Sterling silver candlestick.

Sterling silver sceptre.

Small sterling silver key.

B. Sculptures.

Infant Jesus in carved and gilt wood, "Gallery of Toronto/Grange Park 4-100 Bate Jan. 1935 Village Saint François de Bordia, gold-plated carved wood statue - formerly silver plated. No signature, probably a work of Noël Levasseur (1730). Saint Stanislas de Kostka, carved wood statuette, gift, formerly silver plated, no signature, probably a work of Noël Levasseur around 1730.

Saint Louis de Gonzague, carved wood statue, gilt, formerly silver plated, Noël Levasseur, around 1730.

Saint Ignace de Loyola, carved wood statue, gilt, formerly silver plated, no signature, most likely a work of Noël Levasseur, around 1730.

Two worshipping angels, kneeling on a pedestal made of wood, painted in black, most likely by Noël Levasseur (1730).

Saint François-Xavier, carved wood statue, gilt, probably by Noël Levasseur.

Antependium, carved wood.

Sainte Anne, statue en bois sculpté, François Vincent (1790).

Madone et l'Enfant, statue en bois sculpté, Pierre-Noël Levasseur (1770).

Petit crucifix en bois sculpté.

Chandelier en bois sculpté.

Retable d'autel, François Vincent (1790).

Statue de Notre-Dame de Lorette, en bois sculpté.

2 Anges en bois sculpté, Louis Jobin.

Fauteuil de style Régence.

Niche en bois sculpté.

Cadre en bois sculpté.

Statuette en bois sculpté et doré, représentant un prêtre en chasuble, probablement l'oeuvre de Pierre-Noël Levasseur, vers 1730.

Statuette en bois sculpté et doré, représentant saint Joseph, Pierre-Noël Levasseur, vers 1730.

Madone de Lorette en bois sculpté, peint et doré, François Vincent, vers 1790 probablement.

Enfant-Jésus en bois sculpté, peint et orné de dorure, Pierre-Noël Levasseur, vers 1740.

Saint Jean de Brébeuf, statue en bois sculpté et doré, vraisemblablement de Noël Levasseur.

C) Objet artistique:

Chasuble brodée, violette.

Chasuble brodée, verte.

Chasuble brodée, rouge.

Chasuble brodée, blanche.

Chape brodée et perlée, blanche.

Antependium perlé.

Antependium brodé.

6 Voiles de calice brodés.

5 Bourses brodées et perlées.

Pale de calice, brodée.

Voile de tabernacle, brodé.

Voile huméral brodé (Mexicain)

Singulon.

Tour de dais brodé, blanc et or.

(Ces ornements liturgiques datent de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle)

QUE le présent décret soit publié dans la *Gazette officielle de Québec* et ait force de loi à compter de la date de sa publication.

24480-o

**Arrêté en conseil  
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 874

Québec, le 29 mars 1968.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT certains règlements relatifs à l'utilisation des fonds prévus aux budgets des hôpitaux.

ATTENDU qu'en vertu de l'article 3 de la Loi instituant l'Assurance-hospitalisation, il est loisible au ministre de conclure avec tout hôpital un contrat aux conditions établies par le lieutenant-gouverneur en conseil, tel contrat devant pourvoir à des paiements par le ministre à l'hôpital en rapport avec le coût des services assurés fournis;

ATTENDU qu'en vertu de l'article 7 de la même Loi, le lieutenant-gouverneur en conseil peut par règlement régler les conditions des contrats à être inclus avec les hôpitaux;

ATTENDU qu'il y a lieu d'exercer un certain contrôle sur l'utilisation qui est faite par les hôpitaux, des sommes versées auxdits hôpitaux;

Sainte Anne, carved wood statue, François Vincent (1790).

Madonna and Child, carved wood statue, Pierre-Noël Levasseur (1770).

Small carved wood Crucifix.

Carved wood candlestick.

Altar-piece, François Vincent (1790).

Statue of Notre-Dame de Lorette, carved wood.

2 carved wood angels, Louis Jobin.

Regency armchair.

Carved wood niche.

Carved wood frame.

Carved wood statuette, gilt, representing a priest with a chasuble, most likely a work of Pierre-Noël Levasseur, around 1730.

Carved wood statuette, gilt, representing Saint Joseph, Pierre-Noël Levasseur, around 1730.

Madonna of Lorette, carved wood, painted and gilt, François Vincent, around 1790 most likely.

Carved, painted and gilt-decorated wood statue of Infant Jesus, Pierre-Noël Levasseur, around 1740.

Saint Jean de Brébeuf, carved and gilt wood statue, most likely by Noël Levasseur.

C) Artistic objects.

Embroidered chasuble, violet.

Embroidered chasuble, green.

Embroidered chasuble, red.

Embroidered chasuble, white.

Embroidered and beaded cope, white.

Beaded antependium.

Embroidered antependium.

6 embroidered Chalice veils.

5 embroidered and beaded purses.

Chalice pall, embroidered.

Tabernacle veil, embroidered.

Embroidered humeral veil (Mexican).

Singulon.

Canopy band, embroidered white and gold.

(These liturgical ornaments date back to the XVIII<sup>th</sup> Century).

THAT the present decree be published in the *Quebec Official Gazette*, and have the force of law from and after the date of its publication.

24480

**Order in Council  
Executive Council Chamber**

Number 874

Quebec, March 29, 1968.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING certain regulations relative to the use of funds provided for in hospital budgets.

WHEREAS pursuant to section 3 of the Act to establish hospital insurance, the Minister may conclude with any hospital a contract, on such conditions as are established by the Lieutenant-Governor in Council, such contract providing for payments by the Minister to the hospital in respect of the cost of the insured services furnished;

WHEREAS pursuant to section 7 of the same Act, the Lieutenant-Governor in Council may, by regulation, determine the conditions of the contracts to be made with the hospitals;

WHEREAS it is expedient that a certain control be exercised over the use made by hospitals of sums paid to the said hospitals;

ATTENDU QU'À cette fin, les règlements de l'Assurance-hospitalisation doivent être modifiés;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre de la Santé:

QUE les règlements de l'Assurance-hospitalisation soient modifiés en ajoutant après l'annexe D desdits règlements l'annexe E:

*Annexe E*

Utilisation des fonds prévus aux budgets des hôpitaux.

Autorisation quant à certains autres engagements financiers.

1° Aucune dépense en immobilisation, autres que celles découlant de l'article 3 de la Loi des hôpitaux, ne peut être effectuée par un hôpital public sans que le financement n'en soit préalablement prévu.

2° Ce financement ne doit en aucun cas avoir pour résultat une réduction du fonds de roulement de l'hôpital à moins d'une autorisation écrite du ministre.

3° Les échelles de salaires établies par les conventions de travail ne doivent pas être dépassées. Les autres salaires devront être conformes aux échelles qui seront établies après consultation avec le ministre de la Santé.

Le nombre de postes ne devra pas dépasser celui approuvé par le ministre au budget d'un hôpital. Cependant, si au 1er janvier 1968, les effectifs réels étaient supérieurs à ceux approuvés, des dispositions devront être prises de concert avec le ministre de la Santé en vue d'apporter les corrections nécessaires.

4° Les sommes prévues au budget et mises à la disposition d'un hôpital public ne peuvent être utilisées qu'aux fins spécifiquement prévues lors de leur attribution; tout solde non utilisé doit être remboursé à moins que le ministre n'en autorise par écrit son utilisation à d'autres fins.

5° Le ministre peut, après enquête conduite par des représentants du ministère de la Santé et de l'Association des Hôpitaux de la Province de Québec, mandater un officier de son ministère ou autre représentant lequel aura la responsabilité de conseiller le conseil d'administration d'un hôpital dans tous les déboursés effectués à même les sommes prévues au budget et mises à la disposition dudit hôpital. Advenant que le conseil d'administration de l'hôpital néglige de donner suite aux recommandations du conseiller, le ministre pourra mandater auprès de ce même hôpital un officier de son ministère ou autre représentant auquel, exclusivement, sera dévolue la responsabilité d'autoriser tous les déboursés ci-dessus mentionnés.

6° Tout nouveau contrat de service, à l'exclusion d'un contrat d'emploi, et impliquant des déboursés annuels excédant cinq mille dollars ou ayant une durée de plus d'une année devra, avant signature, être soumis au ministre lequel fera connaître son approbation ou son refus dans les trente (30) jours suivant la réception de l'avis.

Les présents règlements entreront en vigueur à compter de leur publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Copie conforme.

Le greffier du Conseil exécutif,  
JACQUES PRÉMONT.

24479-0

WHEREAS, for this purpose, the hospital insurance regulations must be amended;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Health:

THAT the hospital insurance regulations be amended by adding after schedule D of the said regulations, schedule E:

*Schedule E*

Use of funds provided for in hospital budgets.

Authorization with respect to certain other financial engagements

1. No capitalization expenses, other than those proceeding from section 3 of the Hospitals Act, may be made by a public hospital, unless the financing thereof has been provided for previously.

2. In no case shall this financing result in a reduction of the working capital of the hospital, unless the Minister has so authorized in writing.

3. The wage scales established by labour agreements shall not be exceeded. Other wages shall be in conformity with the scales to be established after consultation with the Minister of Health.

The number of posts shall not exceed that approved by the Minister in a hospital's budget. However, if on January 1, 1968, the actual staff numbered more than that approved, provisions must be made with the Minister of Health to correct the situation.

4. The sums provided for in the budget and put at the disposal of a public hospital may not be used for purposes other than those specified at the time of their granting; any unused balance must be repaid unless the Minister gives written authorization that it may be used for other purposes.

5. After an inquiry has been conducted by representatives of the Department of Health and of the Association of Hospitals of the Province of Québec, the Minister may commission an official of his Department or another representative who will be responsible for advising the board of management of a hospital in all expenditures made from the sums provided for in the budget and put at the disposal of the said hospital. Should the board of management neglect to carry out the recommendations of the adviser, the Minister may attach to the said hospital an official of his Department or another representative who alone will be responsible for authorizing the aforementioned expenditures.

6. All new service contracts, with the exception of a work contract, and implicating annual expenditures in excess of five thousand dollars, or having a duration of more than one year must, before signing, be submitted to the Minister who will make known his approval or refusal within thirty days (30) following reception of the notice.

These regulations will come into force as from their publication in the *Quebec Official Gazette*.

True copy.

JACQUES PRÉMONT,  
Clerk of the Executive Council.

24479

Arrêté en conseil  
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1270

Québec, le 25 avril 1968.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la confection pour hommes et garçons dans la province de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), des parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la confection pour hommes et garçons dans la province de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 711 du 30 avril 1963 et amendements, ont présenté au ministre du Travail deux requêtes à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE lesdites requêtes ont été publiées dans la *Gazette officielle de Québec*, édition des 27 janvier et 16 mars 1968;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 711, soit modifié comme suit:

1° Les nouveaux articles 8.1-A et 8.1-B suivants sont ajoutés après l'article 8.1:

« 8.1-A. *Augmentation générale des salaires:*

À compter de la date de publication du présent décret de modification dans la *Gazette officielle de Québec*, tous les employeurs régis par le présent décret doivent accorder à tous leurs salariés préposés à la confection de vêtements de la classe « A », une augmentation générale de 12½ cents et, à leurs salariés préposés à la confection de pantalons non-assortis, une augmentation générale de 10 cents, pour chaque heure normale de travail, suivant le cas, qu'ils soient payés sur une base horaire, hebdomadaire à la pièce, au rendement ou autre, plus une prime équivalant à cinquante pour cent (50%) de ladite augmentation de 12½ cents ou de 10 cents, pour chaque heure supplémentaire de travail.

Ladite augmentation doit être calculée et payée comme suit:

i. Aux salariés payés sur une base horaire ou hebdomadaire, en ajoutant 12½ cents ou 10 cents selon le cas, à leurs taux horaires actuels. Le « taux horaire actuel », où qu'il apparaisse dans le présent article 8.1-A, signifie le taux payé ou dû à un salarié, plus tous les rajustements et augmentations en vigueur, même si ce taux est supérieur au taux minimum du présent décret;

ii. Aux salariés payés à la pièce, au rendement ou sur une autre base, une augmentation de 12½ cents ou 10 cents l'heure, selon le cas, en plus de leur salaire à la pièce, au rendement ou autre base, et de tous les rajustements et augmentations en vigueur.

L'augmentation de 12½ cents ou 10 cents l'heure, selon le cas, accordée ou due aux salariés payés sur une base de travail à la pièce, au rendement ou autre, doit être calculée et inscrite dans les registres de paie individuels des salariés, chaque semaine, séparément des salaires à la pièce ou autres.

Order in Council  
Executive Council Chamber

Number 1270

Quebec, April 25, 1968.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree respecting the Men's and Boys' Clothing Industry in Quebec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), contracting parties to the collective labour agreement respecting the Men's and Boys' Clothing Industry in Quebec (made binding by Decree number 711 of April 30, 1963, as amended) have twice petitioned the Minister of Labour to submit certain amendments to the said decree to the Lieutenant-Governor in Council, for consideration and decision;

WHEREAS the petitions were published in the *Quebec Official Gazette* of January 27th and March 16, 1968;

WHEREAS, in compliance with the Act, the objections brought forth were duly considered;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT said Decree number 711 be amended as follows:

1. The following new subsections 8.1-A and 8.1-B will be added after subsection 8.1:

“8.1-A. *General wage increase:*

Effective from the publication date of this amendment decree in the *Quebec Official Gazette* all employers governed by this decree shall grant a 12½-cent general increase to their employees producing class “A” garments and a 10-cent general increase to their employees producing odd pants, for each regular hour worked, be they paid on an hourly, weekly, piece-work, incentive or other basis. They shall also grant such employees a premium equivalent to 50% of the 12½¢ or 10¢ increase for each overtime hour worked.

The foregoing wage increase shall be calculated and paid as follows:

i. by adding 12½¢ or 10¢, as the case may be, to the actual hourly rate of employees paid on an hourly or weekly basis. “Actual hourly rate”, whenever it may appear in subsection 8.1-A, means the rate paid or payable to an employee, plus all adjustments and increases in force, even though such rate may exceed the minimum rate herein set forth;

ii. to employees paid on a piece-work, incentive or other basis: a 12½¢ or 10¢-an-hour increase, as the case may be, over and above such piece-work, incentive or other earnings, plus all adjustments and increases in force.

Any 12½¢ or 10¢-an-hour increase granted or payable to employees paid on a piece-work, incentive or other basis shall be calculated and recorded as a separate item on each employee's weekly pay record.

Toute augmentation générale accordée par un employeur régi par le présent article 8.1-A à tous ses salariés depuis le 4 décembre 1967, en anticipation de la présente augmentation, doit être considéré comme paiement partiel ou entier de l'augmentation générale de 12½ cents ou 10 cents l'heure, suivant le cas, selon le montant de l'augmentation accordée.

*Incorporation de l'augmentation générale des salaires dans les taux à la pièce ou au rendement:*

Tous les employeurs régis par le présent article 8.1-A qui, par entente avec une union *bona fide*, sont tenus d'incorporer la présente augmentation de 12½ cents ou de 10 cents, selon le cas, dans les taux à la pièce, au rendement ou autres, payés ou dûs à leurs salariés, doivent le faire dans les conditions suivantes:

i. Le calcul du rajustement des taux à la pièce, au rendement ou autres, effectué pour que les salariés bénéficient de l'augmentation de 12½ cents ou 10 cents l'heure, selon le cas, doit être fait conformément aux termes de la convention entre l'employeur et le syndicat;

ii. Des copies de ces calculs, accompagnées des taux originaux et des taux rajustés doivent être adressées au comité paritaire pour vérification et examen au moins trente (30) jours avant la mise en vigueur des nouveaux taux. Si le comité paritaire constate que l'aménagement est contraire à l'esprit et à l'intention des dispositions du présent article 8.1-A d'accorder aux salariés une augmentation de 12½ cents ou de 10 cents l'heure, selon le cas, ou est contraire aux termes de l'entente entre l'employeur et le syndicat pour l'incorporation de l'augmentation, l'employeur doit alors, sur l'avis du comité paritaire, payer à ses salariés l'augmentation générale de 12½ cents ou de 10 cents l'heure, selon le cas, prévue ci-haut, ou au choix exclusif du comité paritaire, l'employeur doit accorder à tous ses salariés une augmentation de salaire calculée d'après une formule déterminée par le comité paritaire.

*8.1-B. Augmentation des taux minima:*

À compter de la date de la publication du présent décret de modification, les taux de salaires minima à l'heure pour tout travail exécuté aux opérations ou parties d'opérations que comporte la fabrication des vêtements durant une journée et une semaine normale de travail, sont les taux qui apparaissent à l'article 8.1 du présent décret, en regard des occupations, des classifications et des échelles de promotion des apprentis énumérées au tableau I (Vêtements de la classe « A ») augmentés de 12½ cents, et au tableau III (Pantalons non-assortis) augmentés de 10 cents. »

2° Les nouveaux articles suivants sont ajoutés après l'article 15.12:

« 15.13 *Congé de fin d'année:*

En plus des congés ci-dessus mentionnés, tous les employeurs régis par le présent décret doivent accorder à tous leurs salariés préposés à la confection de vêtements de la classe « A » et de pantalons non-assortis, suivant le cas, qui, au 24 décembre, ont été employés continuellement dans leur établissement pendant une période de deux (2) ans ou plus, un congé de fin d'année payé, consistant en quatre (4) jours ouvrables consécutifs autres que le samedi et le dimanche.

15.14 Le congé de fin d'année doit être donné entre Noël et le premier jour de l'An qui suit.

15.15 Les employeurs doivent payer à leurs salariés qui ont droit au congé de fin d'année, quatre (4) jours de salaire calculé suivant les

Any general increase paid by an employer governed by this subsection 8.1-A to all his employees since December 4, 1967, in anticipation of this general increase shall be considered as partial payment or full payment of the 12½¢ or 10¢-an-hour general increase, depending on the amount of the increase granted.

*Incorporation of the general wage increase into piece-work or incentive rates.*

All employers governed by this subsection 8.1-A who, by contract with a *bona fide* union, are bound to incorporate the above 12½¢ or 10¢ increase cents into the piece-work, incentive or other rates paid or payable to their employees, may do so only in accordance with the following conditions:

i. The calculation of the adjustment in piece-work, incentive or other rates made to compensate for the 12½¢ or 10¢-an-hour increase must be made in conformity with the provisions of the agreement between the employer and the union;

ii. Copies of such calculations, together with the original and the adjusted rates, shall be filed with the Joint Committee for investigation and examination, at least thirty (30) days before the new rates are put into effect. Should the Joint Committee find that any such arrangement is contrary to the spirit and intent of the provisions of this subsection to provide employees with a 12½¢ or 10¢-an-hour wage increase, or is contrary to the provisions for incorporating the bonus provided for in the agreement between the employer and the union, then, upon notice from the Joint Committee, the employer shall pay to all his employees the 12½¢ or 10¢-an-hour general wage increase as hereinabove provided for, or, at the sole option of the Joint Committee, the employer shall pay to all his employees a wage increase calculated in accordance with a formula determined by the Joint Committee.

*8.1-B. Increase in minimum rates:*

From the publication date of this amendment decree, the minimum hourly wage rates for work on any of the operations or parts thereof required in the process of manufacture of clothing during a standard working day and week, for the respective operations, classes and promotions scales for apprentices shown in schedule I (Class "A" Garments) and schedule III (Odd Pants) of subsection 8.1 of the decree are increased by 12½ cents and 10 cents respectively."

2. The following new sections are added after section 15.12:

"15.13 *Year-end holiday:*

In addition to the aforementioned holidays, all employers governed by this decree shall grant to all their employees engaged in the production of class "A" garments and odd pants, as the case may be, who, on December 24th, have been continuously employed by them for a period of two years or more, a year-end holiday consisting of four consecutive weekdays with pay that shall not include either Saturday or Sunday.

15.14 The year-end holiday must be given between Christmas Day and the following New Year's Day.

15.15 Employers shall pay to their employees entitled to the year-end holiday four days' pay calculated in accordance with the provisions

dispositions de l'article 15.5 du présent décret. Si un employeur a conclu une entente collective de travail avec un syndicat reconnu représentant ses salariés, qui prévoit un aménagement différent pour le paiement du congé de fin d'année, cet employeur est alors régi par les dispositions des articles 15.11 et 15.12 relatives aux autres méthodes de paiement.

15.16 Pour avoir droit au congé de fin d'année, un salarié doit travailler ou être prêt à travailler les cinq (5) jours ouvrables précédant le jour de Noël et les cinq (5) jours ouvrables suivant le premier jour de l'An.

15.17 L'absence au travail pendant les périodes de cinq (5) jours mentionnées à l'article 15.16 ne prive pas le salarié de son droit à l'indemnité du congé de fin d'année si cette absence est autorisée par son employeur ou est due à :

- a) un arrêt de travail d'une durée maximale de trente (30) jours précédant immédiatement le congé;
- b) une maladie d'une durée maximale de huit (8) semaines;
- c) un décès parmi les proches parents (père, mère, frère, soeur, enfant);
- d) une autre raison majeure.

15.18 Si un employeur fait travailler un salarié qui a droit à son congé de fin d'année durant tout ou une partie de ce congé, ce dernier doit toucher le double de son salaire effectif pour chaque heure normale de travail, et le triple de son salaire effectif pour chaque heure supplémentaire de travail. Ce paiement est en plus de la paie du congé de fin d'année due conformément aux dispositions ci-dessus.

15.19 Les employeurs doivent verser aux salariés qui y ont droit, l'indemnité du congé de fin d'année avec la dernière paie régulière précédant immédiatement le jour de Noël.

Si un salarié quitte son emploi durant le congé de fin d'année, ou ne retourne pas au travail après ce congé, pour toute raison autre que celles qui sont énumérées à l'article 15.17, l'employeur aura le droit de déduire, des sommes d'argent dues à ce salarié, un montant équivalant au congé de fin d'année payé à ce dernier. »

3° L'article 16.2 (Deuxième semaine de vacances) est remplacé par le suivant :

« 16.2 *Deuxième semaine de congé (vacances)*: Tous les employeurs assujettis au présent décret doivent accorder à tous leurs salariés une semaine additionnelle et complète de congé dans le mois de juillet, immédiatement après la première. Ils doivent verser à chacun de leurs salariés, en plus de l'indemnité de deux pour cent (2%) mentionnée ci-dessus, une indemnité additionnelle de deux pour cent (2%) calculée sur la même base que la première.

Pour avoir droit à la deuxième semaine de congé, un salarié doit :

- a) travailler ou être prêt à travailler la semaine normale de travail qui précède et celle qui suit la période des congés;
- b) s'il est préposé à la confection de vêtements de la classe « A », de vêtements de la classe « B » ou de pantalons non assortis, justifier au 1er juillet de l'année dans laquelle les congés payés sont accordés, d'au moins une (1) année de service;
- c) s'il est préposé à la confection de vêtements d'enfants, justifier au 1er juillet de l'année dans laquelle les congés sont accordés, d'au moins deux (2) années de service.

of subsection 15.5 of the present decree. In the event that an employer has entered into a collective labour agreement with a recognized union representing his employees whereby an alternate arrangement is provided for the payment of the year-end holiday, then such employer shall be governed by the provisions of subsections 15.11 and 15.12.

15.16 To qualify for the year-end holiday, an employee must be at work or available for work the five working days preceding Christmas Day and the five working days following New Year's Day.

15.17 Absence from work during either of the five-day periods referred to in subsection 15.16 shall not deprive the employee of his right to the year-end holiday pay when such absence is authorized by the employer or is due to:

- (a) lay-off of not more than 30 days' duration immediately preceding the holiday;
- (b) illness of not more than eight week's duration;
- (c) death in the immediate family;
- (d) any other serious reason.

15.18 Should an employer cause an employee eligible for the year-end holiday to work during the year-end holiday period, or during any part thereof, such work shall be paid for at double the regular rate of pay of such employee for each regular hour worked, and at triple the regular rate of pay for each overtime hour worked. This payment is in addition to the year-end holiday pay due in accordance with the foregoing provisions.

15.19 Employers shall give to eligible employees their year-end holiday pay on the regular pay day immediately preceding Christmas Day.

If an employee terminates his employment during the year-end holiday, or fails to return to work after the year-end holiday for any reason other than those enumerated in section 15.17, the employer shall have the right to deduct from any monies due to said employee an amount equivalent to the year-end holiday pay given to the employee."

3. Subsection 16.2 (Two-week vacation) is superseded by the following:

"16.2 *Second week's vacation*: All employers governed by this decree shall give to their employees an additional full week's vacation to take place in July, immediately following the first week's vacation. They shall pay to each employee, in addition to the 2% hereinabove provided, a second 2% calculated on the same basis as the first.

To qualify for this second week's vacation, an employee must:

- (a) work or stand ready to work the standard work week preceding and following the vacation;
- (b) if engaged in the manufacture of Class "A" Garments, Class "B" Garments or Odd Pants, have, on July 1st of the year in which the paid vacation is granted, completed at least one year's service;
- (c) if engaged in the manufacture of Children's Clothing, on July 1st of the year in which the vacation is taken, have completed at least two years' service.

Le paiement de l'indemnité additionnelle de deux pour cent (2%) afférente à la deuxième semaine de congé doit être versé aux salariés le premier jour de paie dans la première semaine qui suit la période des congés.»

4° L'article 16.6 (Paie de vacances accumulés au terme de l'emploi) est remplacé par le suivant:

« 16.6 *Indemnité compensatrice de congés payés*: Tous les employeurs assujettis au présent décret doivent accorder à leurs salariés qui ont été à leur emploi de façon continue pendant un an ou plus, au moment de la fin de leur emploi, une indemnité compensatrice égale à quatre pour cent (4%) de leurs gains respectifs pendant la période qui s'étend du 1er juillet qui précède la fin de leur emploi jusqu'à la date de la fin de leur emploi. Toutefois, l'indemnité compensatrice n'est que de deux pour cent (2%) des gains respectifs des salariés dans les cas suivants:

i. pour les salariés qui justifient d'au moins quatre (4) semaines de services, mais de moins d'un (1) an;

ii. pour les salariés qui sont congédiés pour motif valable;

iii. pour les salariés qui ont quitté leur emploi sans donner à leur employeur un préavis de cinq (5) jours ouvrables.

Les employeurs manufacturiers de vêtements d'enfants doivent verser aux salariés qui ont été à leur emploi de façon continue pendant quatre (4) semaines ou plus, au moment de la fin de leur emploi, une indemnité égale à deux pour cent (2%) de leurs gains respectifs, tel que le stipule l'alinéa précédent. »

*Le greffier du Conseil exécutif,*

24411-o JACQUES PRÉMONT.

**Arrêté en conseil  
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 3350

Québec, le 7 décembre 1967.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le Bureau de surveillance du cinéma.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du Premier ministre:

Qu'en vertu de l'article 7 de la Loi de l'exécutif (S.R., 1964, chapitre 9), l'organisme désigné sous le nom de « Bureau de surveillance du cinéma », y compris le personnel administratif de cet organisme, soient transférés du contrôle du Secrétaire de la province au contrôle du ministre des Affaires culturelles;

QUE de ce fait, la mise à exécution de la Loi sur le cinéma et le contrôle des opérations faites en vertu des dispositions de cette loi, relèvent dorénavant du ministre des Affaires culturelles;

Qu'en vertu de l'article 63 de la Loi de la fonction publique (13-14 Elizabeth II, chapitre 14), le solde des deniers votés pour l'administration de cet organisme et pour les traitements ou salaires de son personnel, soit transporté du Secrétariat de la province au ministère des Affaires culturelles à compter de la date de l'approbation du présent arrêté en conseil.

Copie conforme.

*Le greffier du Conseil exécutif,*

24410-o JACQUES PRÉMONT.

Payment of this additional 2% for the second week's vacation is due and must be made to the employee on the first pay-day in the first week that follows the vacation period."

4. Subsection 16.6 (Accrued vacation pay on termination of employment) is replaced by the following:

"16.6 *Termination pay*: All employers governed by this decree shall pay to their employees who have been continuously employed by them for one (1) year or more, upon termination of their employment, 4% of their respective earnings, including vacation pay, during the period beginning July 1st preceding the date of termination and ending on the termination date. However, only two per cent (2%) of the respecting earnings of employees shall be paid in the following instances:

i. employees who have at least four (4) weeks' service but less than one (1) year's service;

ii. employees who have been dismissed for just cause;

iii. employees who have quit their employment without giving their employer five (5) working days' notice.

Employers who manufacture children's clothing shall pay to their employees who have been continuously in their service for four (4) weeks or more, upon termination of employment, 2% of their respective earnings, as stipulated in the foregoing paragraph."

JACQUES PRÉMONT,

24411-o Clerk of the Executive Council.

**Order in Council  
Executive Council Chamber**

Number 3350

Quebec, December 7, 1967.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the Cinema Supervisory Board.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Prime Minister:

THAT pursuant to section 7 of the Executive Power Act (R.S., 1964, chapter 9), the body designated under the name of the "Cinema Supervisory Board", including the administrative personnel of this body, be transferred from the control of the Provincial Secretary to the control of the Minister of Cultural Affairs;

THEREBY, on that account, the carrying into effect of An Act respecting the cinema and the control of operations made pursuant to the provisions of this Act, henceforth comes under the jurisdiction of the Minister of Cultural Affairs.

THAT pursuant to section 63 of the Civil Service Act (13-14 Elizabeth II, chapter 14), the balance of the sums voted for the administration of this body and for the pay or salaries of its personnel, be transferred from the Provincial Secretary to the Department of Cultural Affairs from and after the date of the approval of the present Order in Council.

True copy.

JACQUES PRÉMONT,

24410 Clerk of the Executive Council.

**Arrêté en conseil  
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 1146

Québec, le 20 juillet 1966.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'office d'information et de publicité de la province de Québec.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du Premier ministre:

Qu'en vertu de l'article 7 de la Loi de l'exécutif (S.R., 1964, chapitre 9), l'organisme désigné sous le nom de « l'Office d'information et de publicité de la province de Québec », y compris le personnel administratif de cet organisme, soient transférés du contrôle du Secrétaire de la province au contrôle du Premier ministre, qui préside le Ministère du Conseil exécutif;

Qu'en vertu de l'article 63 de la Loi de la fonction publique (13-14 Elizabeth II, chapitre 14), le solde des deniers votés pour l'administration de cet organisme et pour les traitements ou salaires de son personnel, soit transporté du Secrétariat de la province au ministère du Conseil exécutif, à la date de l'approbation du présent arrêté en conseil.

Copie conforme.

*Le greffier suppléant du Conseil exécutif,*  
24410-o **D. TANGUAY.**

**Arrêté en conseil  
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 1269

Québec, le 25 avril 1968.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif au Commerce de l'alimentation au détail dans la ville de St-Hyacinthe et un rayon de cinq (5) milles de ses limites.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), les parties contractantes à la convention collective de travail relative au Commerce de l'alimentation au détail dans la ville de St-Hyacinthe et un rayon de cinq (5) milles de ses limites, rendue obligatoire par le décret numéro 1439 du 21 juin 1961 et amendements, ont présenté au ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 9 mars 1968;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 1439, soit modifié comme suit:

1<sup>o</sup> Le début du paragraphe « a » de l'article III est radié et remplacé par le suivant:

« a) La durée du travail dans les établissements régis est de quarante-quatre (44) heures par semaine réparties entre les heures suivantes: »

**Order in Council  
Executive Council Chamber**

Number 1146

Quebec, July 20, 1966.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the Province of Quebec Information and Publicity Bureau.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Prime Minister:

THAT pursuant to section 7 of the Executive Power Act (R.S., 1964, chapter 9), the body designated under the name of the "Province of Quebec Information and Publicity Bureau", including the administrative personnel of said body, be transferred from the control of the Provincial Secretary to the control of the Prime Minister, who presides over the Executive Council;

THAT pursuant to section 63 of the Civil Service Act (13-14 Elizabeth II, chapter 14), the balance of the sums voted for the administration of this body and for the salaries or wages of its personnel, be transferred from the Department of the Provincial Secretary to the Executive Council, on the date of approval of this Order in Council.

True copy.

**D. TANGUAY,**  
24410 *Acting Clerk of the Executive Council.*

**Order in Council  
Executive Council Chamber**

Number 1269

Quebec, April 25, 1968.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree respecting the Food Products Retail Trade in the town of St. Hyacinthe and a 5-mile radius of its limits.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Food Products Retail Trade in the town of St. Hyacinthe and a 5-mile radius of its limits (made binding by Decree number 1439 of June 21, 1961, as amended) have petitioned the Minister of Labour to submit certain amendments to the said decree to the Lieutenant-Governor in Council, for consideration and decision;

WHEREAS the petition was published in the *Quebec Official Gazette* of March 9, 1968;

WHEREAS no objection was brought forth against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT said Decree number 1439 be amended as follows:

1. In section III, the beginning of subsection "a" is superseded by the following:

"(a) Hours of work in establishments hereby governed shall not exceed forty-four (44) a week, scheduled as follows:"

2° Le début de l'article IV est radié et remplacé par le suivant:

« IV. *Jours fériés chômés et payés*: Les jours suivants sont des jours fériés, chômés et payés: le Premier jour de l'An, le 2 janvier, le lundi de Pâques, la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, la fête du Travail, le jour d'Actions-de-Grâces, le jour de Noël et le 26 décembre ».

3° Le paragraphe « a » de l'article IV est remplacé par le suivant:

« a) Si un ou plusieurs de ces jours tombent un dimanche ou un lundi, ils sont rémunérés. La rémunération doit se faire de la façon suivante:

i. Rémunération en espèces au taux de vingt pour-cent (20%) du salaire effectivement payé pour la semaine normale de travail;

ii. Ou, un jour de congé compensateur durant la même semaine où une telle fête arrive. ».

4° Le paragraphe « f » de l'article V est remplacé par le suivant:

« f) Cependant, le gérant n'a droit à aucun salaire pour le travail fait en plus de quarante-quatre (44) heures durant la semaine et pour le travail fait durant les heures pour lesquelles un salaire majoré est prévu ».

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
JACQUES PRÉMONT.

24411-o

**Arrêté en conseil  
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 1253

Québec, le 24 avril 1968.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la Régie des rentes du Québec.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du ministre des finances:

QUE soit approuvé, sous l'autorité de l'article 59 de la Loi des régimes supplémentaires de rentes (13-14 Elizabeth II, chapitre 25), dans sa version française et anglaise, le Règlement adopté par la Régie des rentes du Québec à sa séance du 4 avril 1968, et dont copie est jointe au présent arrêté en conseil;

QUE ce règlement n'entre en vigueur qu'après sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Copie conforme.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
JACQUES PRÉMONT.

**RÉGIE DES RENTES DU QUÉBEC**

*Règlement*

modifiant le Règlement adopté sous l'autorité de la Loi des régimes supplémentaires de rentes.

L'article 5.04 du règlement adopté sous l'autorité de la Loi des régimes supplémentaires de rentes (approuvé par l'arrêté en conseil numéro 2463, du 22 décembre 1965, et publié dans la *Gazette officielle de Québec* le 8 janvier 1966) est modifié en ajoutant à la fin l'alinéa suivant:

« Dans le cas d'un régime administré ou totalement garanti par la ville de Montréal ou par la ville de Québec, aucune contribution spéciale relative à un déficit actuariel initial existant lors de l'enregistrement ne sera exigée avant l'expiration de l'exercice financier 1968/1969 de la ville. »

Copie conforme.

*Le secrétaire,*  
ROBERT HAMEL.

24497-o

2. The beginning of section IV is replaced by the following:

"IV. *General holidays with pay*: The following are general holidays with pay: New Year's Day, January 2nd, Easter Monday, St. John the Baptist Day, Canada Day, Labour Day, Thanksgiving Day, Christmas Day and Boxing Day".

3. Subsection "a" of section IV is superseded by the following:

"a) When one or more holidays fall on a Sunday or a Monday, they shall be paid as follows:

i. money payment at the rate of twenty per cent (20%) of the actual wage rate of a standard work week; or

ii. one day's holiday in the same week the general holiday occurs."

4. Subsection "f" of section V is replaced by the following:

"(f) Notwithstanding the foregoing, the manager shall not be entitled to payment for work performed over and above the 44-hour week or for work performed during hours for which overtime rates are provided."

JACQUES PRÉMONT,  
*Clerk of the Executive Council.*

24411-o

**Order in Council  
Executive Council Chamber**

Number 1253

Quebec, April 24, 1968.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the Quebec Pension Board.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Finance:

THAT, pursuant to the authority of section 59 of the Supplemental Pension Plans Act (13-14 Elizabeth II, chapter 25), be approved, in its French and English versions, the regulation adopted by the Quebec Pension Board at its meeting of April 4, 1968, copy of which is appended to this Order in Council;

THAT the present regulation will be in force after its publication in the *Quebec Official Gazette* only.

True copy.

JACQUES PRÉMONT,  
*Clerk of the Executive Council.*

**QUEBEC PENSION BOARD**

*Regulation*

to amend the Regulation made under the Supplemental Pension Plans Act.

Section 5.04 of the Regulation made under the Supplemental Pension Plans Act (approved by Order in Council number 2463 of December 22, 1965, and published in the *Quebec Official Gazette* of January 8, 1966), is amended by adding the following paragraph:

"In the case of a plan administered or fully guaranteed by the city of Montreal or the city of Quebec, no special contribution in respect of an initial unfunded liability existing at the time of registration shall be required before the termination of the city's fiscal year 1968/1969."

Certified copy.

ROBERT HAMEL,  
*Secretary.*

24497-o

**Arrêté en conseil  
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 3118

Québec, le 22 novembre 1967.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'Office du Film de la province de Québec.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du Premier ministre:

Qu'en vertu de l'article 7 de la Loi de l'exécutif (S.R., 1964, chapitre 9), l'organisme désigné sous le nom de « L'Office du Film de la province de Québec », y compris le personnel administratif de cet organisme, soient transférés du contrôle du Secrétaire de la province au contrôle du ministre des Affaires culturelles;

Qu'en vertu de l'article 63 de la Loi de la fonction publique (13-14 Elizabeth II, chapitre 14), le solde des deniers votés pour l'administration de cet organisme et pour les traitements ou salaires de son personnel, soit transporté du Secrétariat de la province au Ministère des Affaires culturelles, à compter de la date de l'approbation du présent arrêté en conseil.

Copie conforme.

24410-0 *Le greffier du Conseil exécutif,*  
JACQUES PRÉMONT.

**Order in Council  
Executive Council Chamber**

Number 3118

Quebec, November 22, 1967.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the Province of Quebec Film Bureau.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Prime Minister:

THAT pursuant to section 7 of the Executive Power Act (R.S., 1964, chapter 9), the body designated under the name of the "Province of Quebec Film Bureau", including the administrative personnel of said body, be transferred from the control of the Provincial Secretary to the control of the Minister of Cultural Affairs;

THAT pursuant to section 63 of the Civil Service Act (13-14 Elizabeth II, chapter 14), the balance of the sums voted for the administration of this body and for the salaries or wages of its personnel, be transferred from the Department of the Provincial Secretary to the Department of Cultural Affairs, as from the date of approval of this Order in Council.

True copy.

24410 *JACQUES PRÉMONT,*  
*Clerk of the Executive Council.*

**Ministère des  
Affaires municipales**

Canada,  
Province de Québec. HUGUES LAPOINTE

[L. S.]

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

**Lettres patentes**

ATTENDU QUE, sous l'autorité de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193), le conseil municipal de la paroisse de Château-Richer, dans le comté de Montmorency, régi par le Code municipal de la province de Québec, Nous a présenté, conformément à une résolution adoptée à sa session du 26 septembre 1967, une requête demandant que le territoire de ladite municipalité de la paroisse de Château-Richer, tel que décrit dans la description officielle du ministère des Terres et Forêts, en date du 6 décembre 1967, soit érigé en une municipalité de ville comprenant un seul quartier représenté par un maire et six échevins;

ATTENDU QU'en vertu des dispositions de l'article 12 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193), le lieutenant-gouverneur en conseil peut ériger, par lettres patentes, le territoire d'une municipalité régie par le Code municipal de la province de Québec en municipalité de ville s'il contient une population d'au moins deux mille âmes;

**Department of  
Municipal Affairs**

Canada,  
Province of Québec. HUGUES LAPOINTE

[L. S.]

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

**Letters Patent**

WHEREAS, under the authority of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, chapter 193), the municipal council of the parish of Château-Richer, in the county of Montmorency, governed by the Municipal Code of the Province of Quebec presented to Us, pursuant to a resolution regularly adopted at its meeting on September 26, 1967, a petition asking that the territory of the said municipality of the parish of Château-Richer, as described in the official description of the Department of Lands and Forests, dated December 6, 1967, be erected into a town municipality comprising one ward only represented by a mayor and six aldermen;

WHEREAS pursuant to the provisions of section 12 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, chapter 193), the Lieutenant-Governor in Council may erect, by letters patent, the territory of a municipality governed by the Municipal Code of the Province of Quebec into a town municipality if it contain at least two thousand souls;

ATTENDU QUE la population de la municipalité de la paroisse de Château-Richer est de trois mille cent trente âmes;

ATTENDU QU'il y a lieu de faire droit à cette requête du conseil municipal de la paroisse de Château-Richer.

À CES CAUSES, sachez que du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 920, en date du 29 mars 1968, et conformément aux dispositions de la Loi des cités et villes, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons:

QUE le territoire suivant, à savoir:

Le territoire actuel de la municipalité de la paroisse de Château-Richer, dans le comté de Montmorency #1, comprenant en référence au cadastre officiel de ladite paroisse, les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, rues, routes, emprises de chemin de fer, cours d'eau ou parties d'iceux, le tout renfermé dans les limites du territoire ci-après décrites, à savoir:

Partant du sommet de l'angle ouest du lot 445; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: la ligne nord-ouest des lots 445, 444, 443, 442 et 441; partie de la ligne nord-est du lot 441 en allant vers le sud-est jusqu'à la ligne nord-ouest du lot 440; la ligne nord-ouest des lots 440 en rétrogradant jusqu'au lot 423 inclusivement, 465 et 487; partie de la ligne sud-ouest du lot 505 en allant vers le nord-ouest et la ligne sud-ouest des lots 506 à 521 inclusivement; la ligne nord-ouest des lots 521 et 564; la ligne nord-est des lots 564 en rétrogradant jusqu'au lot 525 inclusivement; partie de la ligne sud-est dudit lot 525 jusqu'à la ligne nord-est du lot 11; partie de la ligne nord-est du lot 11 jusqu'à une ligne dans la rivière aux Chiens passant à mi-distance entre la rive nord-ouest d'une île et la rive nord-ouest de la rivière aux Chiens; cette dernière ligne en allant vers le sud-est jusqu'à son intersection avec la ligne médiane de la rivière aux Chiens; la ligne médiane de ladite rivière en descendant son cours et en contournant par la droite les îles les plus rapprochées de la rive gauche et par la gauche les îles les plus rapprochées de la rive droite jusqu'à son embouchure dans le fleuve St-Laurent; une ligne perpendiculaire à la rive nord-ouest du fleuve St-Laurent jusqu'à la ligne médiane passant entre la rive nord-ouest de l'île d'Orléans et la rive nord-ouest du fleuve St-Laurent; ladite ligne médiane en allant vers le sud-ouest jusqu'à une ligne perpendiculaire à la rive nord-ouest du fleuve St-Laurent et originant à l'embouchure de la rivière Petit Pré; ladite ligne perpendiculaire et la ligne médiane de la rivière Petit Pré en remontant son cours jusqu'au prolongement de la ligne sud-ouest du lot 421; ledit prolongement et la ligne sud-ouest des lots 421, 420 et 418; partie de la ligne nord-ouest dudit lot 418 jusqu'à la ligne sud-ouest du lot 445; enfin, ladite ligne sud-ouest du lot 445 jusqu'au point de départ;

soit érigé en une municipalité de ville sous le nom de « ville de Château-Richer »;

QUE le conseil municipal de cette ville soit composé d'un maire et de six échevins et qu'elle ne comprenne qu'un seul quartier;

QUE l'endroit de la première session générale du conseil de cette municipalité soit le même que celui où se tiennent généralement les assemblées du conseil de la corporation municipale de la paroisse de Château-Richer, comté de Montmorency.

WHEREAS the population of the municipality of the parish of Château-Richer is of three thousand one hundred and thirty souls;

WHEREAS it is deemed expedient to grant this request of the municipal council of the parish of Château-Richer;

THEREFORE, know Ye that, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 920, dated March 29, 1968, and pursuant to the provisions of the Cities and Towns Act, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order:

THAT the following territory, to wit:

The actual territory of the municipality of the parish of Château-Richer, in the county of Montmorency number 1, comprising in reference to the official cadastre of the said parish, the lots or parts of lots and their subdivisions, present and future, as well as the roads, streets, highways, railroad rights of way, watercourses or parts of same, the whole enclosed within the perimeter hereinafter described, to wit:

Starting from the top of the west corner of lot 445; thence, successively, the following lines and boundaries: the northwest line of lots 445, 444, 443, 442 and 441; part of the northeast line of lot 441 going towards the southeast as far as the northwest line of lot 440; the northwest line of lots 440 going back to lot 423 and inclusive, 465 and 487; part of the southwest line of lot 505 going towards the northwest and the southwest line of lots 506 to 521 inclusive; the northwest line of lots 521 and 564; the northeast line of lots 564 going back as far as lot 525 inclusive; part of the southeast line of the said lot 525 up to the northeast line of lot 11; part of the northeast line of lot 11 as far as a line in the Rivière aux Chiens, passing through midway between the northwest shore of an island and the northwest bank of the Rivière aux Chiens; the latter line going towards the southeast as far as its intersection with the Rivière aux Chiens median line; the median line of said river going downstream and skirting by the right the islands which are the nearest to the left shore and through the left, the islands which are the nearest to the right shore as far as its mouth in the Saint-Lawrence River; a line perpendicular to the northwest shore of the Saint-Lawrence River as far as the median line passing between the northwest shore of the Island of Orleans and the northwest shore of the Saint-Lawrence River; the said median line going towards the southwest as far as a line perpendicular to the northwest shore of the Saint-Lawrence river and beginning at the mouth of the Petit Pré River; the said perpendicular line and the median line of the Petit Pré river going upstream as far as the extension of the southwest line of lot 421; the said extension and the southwest line of lots 421, 420 and 418; part of the northwest line of said lot 418 as far as the southwest line of lot 445; at last, the said southwest line of lot 445 as far as the starting point;

be erected into a town municipality under the name of "town of Château-Richer";

THAT the municipal council of this town be composed of a mayor and six aldermen, and that it be formed of one ward only;

THAT the first general meeting of the council of the municipality be held where the meetings of the council of the municipal corporation of the parish of Château-Richer, county of Montmorency, were usually held.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-troisième jour d'avril en l'année mil neuf cent soixante-huit de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dix-septième année.

Par ordre.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

Avis de l'octroi des lettres patentes ci-dessus est donné conformément aux dispositions de l'article 15 de la Loi des cités et villes (S.R.Q., 1964, chapitre 193).

*Le sous-ministre des affaires municipales,*  
24482-0 JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Quebec in Our Province of Quebec, this twenty-third day of April in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-eight and in the seventeenth year of Our Reign.

By command.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

Notice of the granting of the above letters patent is given pursuant to the provisions of section 15 of the Cities and Towns Act (R.S.Q., 1964, chapter 193).

JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,  
24482 *Deputy Minister of Municipal Affairs.*

## Soumissions

### Cité de Hull Comté de Hull

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné, Roland Stevens, greffier, Hôtel de Ville, Casier postal 667, Hull, comté de Hull, P.Q., jusqu'à 3 heures de l'après-midi, mercredi, le 22 mai 1968, pour l'achat de \$627,000 d'obligations de la cité de Hull, comté de Hull, datées du 1er juin 1968 et remboursables par séries du 1er juin 1969 au 1er juin 1988 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6½%, ni supérieur à 7½%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant un taux d'intérêt différent pourra, en plus du taux d'intérêt initial, être accepté dans le cas des obligations émises à courte échéance 10 ans ou 15 ans, ou terme fixe 20 ans, pourvu que les montants ainsi émis, à ce taux différent, soient pour des échéances entières, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Règlements Nos: 971 — \$305,000 — voirie, aqueduc, égouts; 975 — \$160,000 — usine de filtration; 976 — \$115,000 — achat de pièces de machineries; 979 — \$47,000 — achat d'une souffleuse à neige.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juin 1968.

Tableau d'amortissement — \$627,000 — 20 ans

Année	Capital
1er juin 1969	\$ 27,000
1er juin 1970	28,000
1er juin 1971	32,000
1er juin 1972	34,000
1er juin 1973	36,000
1er juin 1974	11,000
1er juin 1975	11,000
1er juin 1976	12,000
1er juin 1977	13,000
1er juin 1978	13,000
1er juin 1979	7,000
1er juin 1980	8,000
1er juin 1981	9,000

## Tenders

### Cité de Hull County of Hull

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds", will be received by the undersigned, Roland Stevens, clerk, Town Hall, Post Office Box 667, Hull, county of Hull, P.Q., until 3:00 o'clock p.m., Wednesday, May 22, 1968, for the purchase of an issue of \$627,000 of bonds for the city of Hull, county of Hull, dated June 1, 1968, and redeemable serially from June 1, 1969, to June 1, 1988 inclusively, with interest at a rate not less than 6½%, nor more than 7½%, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however a different rate of interest could, in addition to the initial interest, be accepted in the case of bonds issued as 10-year or 15-year short-term bonds, or 20-year fixed bonds, provided that the amounts thus issued at this different rate, be for whole maturities, bearing in mind the maturity tables appearing in the present notice.

By-law Nos. 971 — \$305,000 — roads, aqueduct, sewers; 975 — \$160,000 — filtration plant; 976 — \$115,000 — purchase of pieces of machinery; 979 — \$47,000 — purchase of a snow-blower.

For adjudication only, interest shall be calculated as from June 1, 1968.

Table of redemption — \$627,000 — 20 years

Year	Capital
June 1, 1969	\$ 27,000
June 1, 1970	28,000
June 1, 1971	32,000
June 1, 1972	34,000
June 1, 1973	36,000
June 1, 1974	11,000
June 1, 1975	11,000
June 1, 1976	12,000
June 1, 1977	13,000
June 1, 1978	13,000
June 1, 1979	7,000
June 1, 1980	8,000
June 1, 1981	9,000

1er juin 1982.....	\$ 10,000
1er juin 1983.....	10,000
1er juin 1984.....	11,000
1er juin 1985.....	13,000
1er juin 1986.....	13,000
1er juin 1987.....	14,000
1er juin 1988.....	315,000

June 1, 1982.....	\$ 10,000
June 1, 1983.....	10,000
June 1, 1984.....	11,000
June 1, 1985.....	13,000
June 1, 1986.....	13,000
June 1, 1987.....	14,000
June 1, 1988.....	315,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à \$11,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances de la partie renouvelable ci-après mentionnée. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er juin 1988 au montant de \$315,000 comprend un solde de \$300,000 renouvelable pour une période additionnelle de 20 ans, et échéant comme suit:

<i>Année</i>	<i>Capital</i>
1er juin 1989.....	\$ 16,000
1er juin 1990.....	17,000
1er juin 1991.....	18,000
1er juin 1992.....	19,000
1er juin 1993.....	20,000
1er juin 1994.....	22,000
1er juin 1995.....	23,000
1er juin 1996.....	25,000
1er juin 1997.....	27,000
1er juin 1998.....	29,000
1er juin 1999.....	6,000
1er juin 2000.....	6,500
1er juin 2001.....	7,000
1er juin 2002.....	7,500
1er juin 2003.....	8,000
1er juin 2004.....	8,500
1er juin 2005.....	9,000
1er juin 2006.....	10,000
1er juin 2007.....	10,500
1er juin 2008.....	11,000

Moreover, tenders may be sent and shall be considered as 10-year short-term or 15-year short-term bonds serially, also tenders shall be received and considered as 10-year serial bonds with the balance as 10-year short-term bonds for one part, and the other part as 20-year fixed bonds, provided however, that this latter part be for an amount not less than \$11,000, and if higher than this latter amount, this part should include one or more complete annual amortizations, taking into account the tables appearing in the present notice, and in starting by the last maturities of the renewable part hereafter mentioned. However, tenders shall be sent in respect to only one of the modes of issue hereinabove and they shall be considered for one of the terms only, save in the case of the exception stipulated therein. Adjudication shall be made according to law.

The June 1, 1988 maturity in the amount of \$315,000 includes a balance \$300,000 renewable for an additional period of 20 years, and maturing as follows:

<i>Year</i>	<i>Capital</i>
June 1, 1989.....	\$ 16,000
June 1, 1990.....	17,000
June 1, 1991.....	18,000
June 1, 1992.....	19,000
June 1, 1993.....	20,000
June 1, 1994.....	22,000
June 1, 1995.....	23,000
June 1, 1996.....	25,000
June 1, 1997.....	27,000
June 1, 1998.....	29,000
June 1, 1999.....	6,000
June 1, 2000.....	6,500
June 1, 2001.....	7,000
June 1, 2002.....	7,500
June 1, 2003.....	8,000
June 1, 2004.....	8,500
June 1, 2005.....	9,000
June 1, 2006.....	10,000
June 1, 2007.....	10,500
June 1, 2008.....	11,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Hull.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto et à Ottawa, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal ou moindre de \$315,000. Toutefois si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à 315,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er juin de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and interest, if any, by certified cheque, payable at par at Hull.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto and Ottawa, Ontario.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and as 20-year fixed-terms, for an amount equal to or less than \$315,000. However, if they are issued in part as 20-year fixed-term for an amount higher than \$315,000, the bonds so issued shall be redeemable by anticipation, at par, on June 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of maturities of the issue appearing in the present notice.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du Comité Exécutif de la cité de Hull qui sera tenue mercredi, le 22 mai 1968, à 3 heures de l'après-midi, à l'Hôtel de Ville, casier postal 667, Hull, comté de Hull, P.Q., et elles seront prises en considération à une séance du conseil qui sera tenue le même jour à 8 heures du soir, à l'Hôtel de Ville également.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Hull, (Comté de Hull), ce 23 avril 1968.

*Le greffier,*

ROLAND STEVENS.

Hôtel de Ville, casier postal 667,

Hull, (Hull), P.Q.

Téléphone: 777-2781, code 819. 24489-0

#### Les commissaires des écoles protestantes de la municipalité de West-Island

Comté de Robert Baldwin

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées, endossées « Soumissions pour obligations », seront reçues par le soussigné K. B. Thomson, secrétaire-trésorier, 501, chemin Saint-Jean, Pointe-Claire, comté de Robert Baldwin, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, jeudi, le 23 mai 1968, pour l'achat de \$1,853,000 d'obligations des Commissaires des Écoles protestantes de la municipalité de West-Island, comté de Robert Baldwin, datées du 1er juin 1968 et remboursables par séries du 1er juin 1969 au 1er juin 1988 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6½%, ni supérieur à 7½% par année, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution datée du: 21 septembre 1965 — \$382,000 — construction d'une école élémentaire de 12 classes (Beacon Hill); 20 décembre 1966 — \$796,000 — construction d'une école élémentaire (Greendale); 6 février 1962 — \$675,000 — construction d'une école élémentaire (Seigniory).

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juin 1968.

Tableau d'amortissement — \$1,853,000 — 20 ans

Année	Capital
1er juin 1969.....x	\$191,500
1er juin 1970.....x	205,500
1er juin 1971.....x	220,500
1er juin 1972.....x	88,500
1er juin 1973.....x	95,500
1er juin 1974.....x	102,000
1er juin 1975.....	41,500
1er juin 1976.....	44,000
1er juin 1977.....	47,500
1er juin 1978.....	50,500
1er juin 1979.....	54,500
1er juin 1980.....	58,000
1er juin 1981.....	63,000
1er juin 1982.....	68,000
1er juin 1983.....	73,000
1er juin 1984.....	78,000
1er juin 1985.....	83,500
1er juin 1986.....	88,500
1er juin 1987.....	96,000
1er juin 1988.....	103,500

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'une somme totale de \$852,000 octroyée par le gouvernement provincial

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Executive Committee of the city of Hull which will be held on Wednesday, May 22, 1968, at 3:00 o'clock, p.m., at the Town Hall, Post Office Box 667, Hull, county of Hull, P.Q., and will be taken into consideration at a meeting of the council to be held the same day at 8:00 o'clock p.m., also at the Town Hall.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Hull, (County of Hull), April 23, 1968.

ROLAND STEVENS,

*Clerk.*

Town Hall, Post Office Box 667,

Hull, (Hull), P.Q.

Telephone: 777-2781, code 819. 24489

#### The Protestant School Commissioners for the municipality of West-Island

County of Robert Baldwin

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds", will be received by the undersigned K. B. Thomson, Secretary-Treasurer, 501 St. John's Road, Pointe-Claire, county of Robert Baldwin, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Thursday, May 23, 1968, for the purchase of an issue of \$1,853,000 of bonds of the Protestant School Commissioners for the municipality of West-Island, county of Robert Baldwin, dated June 1, 1968 and redeemable serially from June 1, 1969 to June 1, 1988 inclusively, with interest at a rate not less than 6½%, nor more than 7½% per annum, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated of: September 21, 1965 — \$382,000 — construction of elementary school of 12 classrooms (Beacon Hill); December 20, 1966 — \$796,000 — construction of elementary school (Greendale); February 6, 1962 — \$675,000 — construction of elementary school (Seigniory).

For adjudication only, interest shall be calculated as from June 1, 1968.

Table of redemption — \$1,853,000 — 20 years

Year	Capital
June 1, 1969.....x	\$191,500
June 1, 1970.....x	205,500
June 1, 1971.....x	220,500
June 1, 1972.....x	88,500
June 1, 1973.....x	95,500
June 1, 1974.....x	102,000
June 1, 1975.....	41,500
June 1, 1976.....	44,000
June 1, 1977.....	47,500
June 1, 1978.....	50,500
June 1, 1979.....	54,500
June 1, 1980.....	58,000
June 1, 1981.....	63,000
June 1, 1982.....	68,000
June 1, 1983.....	73,000
June 1, 1984.....	78,000
June 1, 1985.....	83,500
June 1, 1986.....	88,500
June 1, 1987.....	96,000
June 1, 1988.....	103,500

The "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$852,000 granted by the Provincial Government and

et payable en trois versements de \$216,000 chacun, et en trois versements de \$68,000 chacun, de 1969 à 1974 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, des soumissions seront considérées pour un des trois termes seulement. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Pointe-Claire.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue jeudi, le 23 mai 1968, à 8 heures du soir, à 501, chemin Saint-Jean, Pointe-Claire, comté Robert Baldwin, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Pointe-Claire, (Comté de Robert Baldwin), le 30 avril 1968.

*Le secrétaire-trésorier,*  
K. B. THOMSON.

501, chemin Saint-Jean,  
Pointe-Claire, (Robert Baldwin), P.Q.,  
Téléphone: 697-2480, code 514. 24491

**Ville de Ste-Anne-de-Bellevue**  
Comté de Robert-Baldwin

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Émile Robillard, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 109 Rue Ste-Anne, C.P. 40, Ste-Anne-de-Bellevue, comté de Robert-Baldwin, P.Q., jusqu'à 8.30 heures du soir, mardi, le 21 mai 1968, pour l'achat de \$44,000 d'obligations de la Ville de Ste-Anne-de-Bellevue, comté de Robert-Baldwin, datées du 1er juin 1968 et remboursables par séries du 1er juin 1969 au 1er juin 1988 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6½%, ni supérieur à 7½% payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant un taux d'intérêt différent pourra, en plus du taux d'intérêt initial, être accepté dans le cas des obligations émises à courte échéance 10 ans ou 15 ans, ou terme fixe 20 ans, pourvu que les montants ainsi émis, à ce taux différent, soient pour des échéances entières, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Règlements Nos: 246 — \$22,500 — Aqueduc; 252 — \$10,000 — Rénovation urbaine; 253 — \$11,500 — Éclairage de rues.

Pour l'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juin 1968.

payable in three instalments of \$216,000 each, and three instalments of \$68,000 each, from 1969 to 1974 inclusively, will be received and applied to the service of this loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered for ten-year short-term or for fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Pointe-Claire.

Principal and interest are payable at all branches, in the Province of Quebec, of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the principal office of said bank in Toronto.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether the interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Thursday, May 23, 1968, at 8:00 o'clock p.m., at 501 St. John's Road, Pointe-Claire, county of Robert Baldwin, P.Q.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Pointe-Claire, (County of Robert Baldwin), April 30, 1968.

K. B. THOMSON,  
*Secretary-Treasurer.*

501 St. John's Road,  
Pointe-Claire, (Robert Baldwin), P.Q.,  
Telephone: 697-2480, code 514. 24491-o

**Town of Ste-Anne-de-Bellevue**  
County of Robert-Baldwin

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Émile Robillard, secretary-treasurer, Town Hall, 109 Ste-Anne St., P.O. Box 40, Ste-Anne-de-Bellevue, county of Robert-Baldwin, P.Q., until 8:30 o'clock p.m., Tuesday, May 21, 1968, for the purchase of an issue of \$44,000 of bonds for the Town of Ste-Anne-de-Bellevue, county of Robert-Baldwin, dated June 1, 1968, and redeemable serially from June 1, 1969 to June 1, 1988 inclusively, with interest at a rate not less than 6½%, nor more than 7½%, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, a different rate of interest may, in addition to the initial rate of interest, be accepted in the case of bonds issued as ten-year short-term or fifteen-year short-term, or as twenty-year fixed-term bonds, provided that the amounts so issued, at such different rate, be for entire maturities, bearing in mind the tables of maturities appearing in this notice.

By-laws Nos. 246 — \$22,500 — aqueduct; 252 — \$10,000 — urban renovation; 253 — \$11,500 — street lighting.

For adjudication only, interest shall be calculated as from June 1, 1968.

Tableau d'amortissement — \$44,000 — 20 ans Table of redemption — \$44,000 — 20 years

Année	Capital
1er juin 1969.....	\$ 500
1er juin 1970.....	1,000
1er juin 1971.....	1,000
1er juin 1972.....	1,000
1er juin 1973.....	1,000
1er juin 1974.....	1,000
1er juin 1975.....	1,000
1er juin 1976.....	1,500
1er juin 1977.....	1,500
1er juin 1978.....	1,500
1er juin 1979.....	1,500
1er juin 1980.....	2,000
1er juin 1981.....	2,000
1er juin 1982.....	2,000
1er juin 1983.....	2,000
1er juin 1984.....	2,500
1er juin 1985.....	2,500
1er juin 1986.....	2,500
1er juin 1987.....	2,500
1er juin 1988.....	13,500

Year	Capital
June 1, 1969.....	\$ 500
June 1, 1970.....	1,000
June 1, 1971.....	1,000
June 1, 1972.....	1,000
June 1, 1973.....	1,000
June 1, 1974.....	1,000
June 1, 1975.....	1,000
June 1, 1976.....	1,500
June 1, 1977.....	1,500
June 1, 1978.....	1,500
June 1, 1979.....	1,500
June 1, 1980.....	2,000
June 1, 1981.....	2,000
June 1, 1982.....	2,000
June 1, 1983.....	2,000
June 1, 1984.....	2,500
June 1, 1985.....	2,500
June 1, 1986.....	2,500
June 1, 1987.....	2,500
June 1, 1988.....	13,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à \$1,500, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis et en commençant par les dernières années d'échéances de la partie renouvelable ci-après mentionnée. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er juin 1988 au montant de \$13,500 comprend un solde de \$11,000 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans, et échéant comme suit:

Année	Capital
1er juin 1989.....	\$ 1,000
1er juin 1990.....	1,000
1er juin 1991.....	1,000
1er juin 1992.....	1,000
1er juin 1993.....	1,000
1er juin 1994.....	1,000
1er juin 1995.....	1,000
1er juin 1996.....	1,000
1er juin 1997.....	1,500
1er juin 1998.....	1,500

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ste-Anne-de-Bellevue.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal ou moindre de \$13,500. Toutefois si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$13,500, les obligations

Moreover, tenders may be sent and shall be considered for ten-year short-term or fifteen-year short-term serial bonds. Also, tenders shall be received and considered for ten-year serial bonds, with the balance being partly ten-year short-term and partly twenty-year fixed-term bonds, provided, however, that this latter amount be not less than \$1,500, and, if higher than this latter amount, this part must include only one or more entire annual amortizations, bearing in mind the tables of maturities appearing in this notice, starting at the last years of maturity of the renewable part hereinafter mentioned. However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall include only one of the terms, save in the case of the exception stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The June 1, 1988 maturity, in the amount of \$13,500 comprises a balance of \$11,000, renewable for an additional ten-year period, and maturing as follows:

Year	Capital
June 1, 1989.....	\$ 1,000
June 1, 1990.....	1,000
June 1, 1991.....	1,000
June 1, 1992.....	1,000
June 1, 1993.....	1,000
June 1, 1994.....	1,000
June 1, 1995.....	1,000
June 1, 1996.....	1,000
June 1, 1997.....	1,500
June 1, 1998.....	1,500

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Ste-Anne-de-Bellevue.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially, or serially and as twenty-year fixed-term, for an amount equal to or less than \$13,500. However, if they are issued partly as twenty-year fixed-term for an amount greater than \$13,500 the bonds so

ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er juin de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 21 mai 1968, à 8.30 heures du soir, Hôtel de Ville, 109 Rue Ste-Anne, C.P. 40, Ste-Anne-de-Bellevue, comté de Robert-Baldwin, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste-Anne-de-Bellevue, (Comté de Robert-Baldwin), ce 22 avril 1968.

*Le secrétaire-trésorier,*  
ÉMILE ROBILLARD.

109, Rue Ste-Anne, C.P. 40,  
Ste-Anne-de-Bellevue, (Robert-Baldwin), P.Q.  
Téléphone: 453-5531, code 514. 24474-0

**Cité de Granby**  
Comté de Shefford

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Donat Brosseau, Greffier, Hôtel de Ville, 87, Rue Principale, Granby, comté de Shefford, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 21 mai 1968, pour l'achat de \$812,500 d'obligations de la Cité de Granby, comté de Shefford, datées du 1er juin 1968 et remboursables par séries du 1er juin 1969 au 1er juin 1988 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6½%, ni supérieur à 7½%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant un taux d'intérêt différent pourra, en plus du taux d'intérêt initial, être accepté dans le cas des obligations émises à courte échéance 10 ans ou 15 ans, ou terme fixe 20 ans, pourvu que les montants ainsi émis, à ce taux différent, soient pour des échéances entières, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Règlements Nos: 530 — \$559,700 — aqueduc, égouts; 584 — \$5,500 — aqueduc, égouts; 586 — \$13,000 — aqueduc, égouts; 587 — \$7,500 — aqueduc, égouts; 588 — \$7,500 — aqueduc, égouts; 589 — \$13,500 — aqueduc, égouts; 591 — \$4,000 — aqueduc, égouts; 592 — \$10,000 — aqueduc, égouts; 593 — \$20,000 — aqueduc, égouts; 594 — \$6,000 — aqueduc, égouts; 619 — \$48,000 — aqueduc, égouts; 623 — \$115,000 — aqueduc, égouts; 627 — \$2,800 — aqueduc, égouts.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juin 1968.

Tableau d'amortissement — \$812,500 — 20 ans

Année	Capital
1er juin 1969.....	\$ 10,500
1er juin 1970.....	11,000
1er juin 1971.....	12,000
1er juin 1972.....	12,000
1er juin 1973.....	13,000
1er juin 1974.....	14,000
1er juin 1975.....	15,000
1er juin 1976.....	15,000
1er juin 1977.....	16,000

issued will be redeemable by anticipation, at par, on June 1st of each year, for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Tuesday, May 21, 1968, at 8:30 o'clock p.m., in the Town Hall, 109 Ste-Anne St., P.O. Box 40, Ste-Anne-de-Bellevue, county of Robert-Baldwin, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Ste-Anne-de-Bellevue, (County of Robert-Baldwin), April 22, 1968.

*ÉMILE ROBILLARD,*  
Secretary-Treasurer.

109 Ste-Anne St., P.O. Box 40,  
Ste-Anne-de-Bellevue, (Robert-Baldwin), P.Q.  
Telephone: 453-5531, code 514. 24474

**City of Granby**  
Comté de Shefford

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Donat Brosseau, City Clerk, Town Hall, 87 Main Street, Granby, county of Shefford, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Tuesday, May 21, 1968, for the purchase of an issue of \$812,500 of bonds for the city of Granby, county of Shefford, dated June 1, 1968 and redeemable serially from June 1st 1969, to June 1, 1988 inclusively, with interest at a rate not less than 6½%, nor more than 7½%, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however a different rate of interest could, in addition to the initial interest, be accepted in the case of bonds issued as 10-year or 15-year short-term bonds, or 20-year fixed bonds, provided that the amounts thus issued at this different rate, be for whole terms, bearing in mind the maturity tables appearing in the present notice.

By-laws Nos.: 530 — \$559,700 — aqueduc, sewers; 584 — \$5,500 — aqueduc, sewers; 586 — \$13,000 — aqueduc, sewers; 587 — \$7,500 — aqueduc, sewers; 588 — \$7,500 aqueduc, sewers; 589 — \$13,500 — aqueduc, sewers; 591 — \$4,000 — aqueduc, sewers; 592 — \$10,000 — aqueduc, sewers; 593 — \$20,000 — aqueduc, sewers; 594 — \$6,000 aqueduc, sewers; 619 — \$48,000 — aqueduc, sewers; 623 — \$115,000 — aqueduc, sewers; 627 — \$2,800 — aqueduc, sewers.

For adjudication only, interest shall be calculated as from June 1, 1968.

Table of redemption — \$812,500 — 20 years

Year	Capital
June 1, 1969.....	\$ 10,500
June 1, 1970.....	11,000
June 1, 1971.....	12,000
June 1, 1972.....	12,000
June 1, 1973.....	13,000
June 1, 1974.....	14,000
June 1, 1975.....	15,000
June 1, 1976.....	15,000
June 1, 1977.....	16,000

1er juin 1978.....	\$ 17,000
1er juin 1979.....	18,000
1er juin 1980.....	20,000
1er juin 1981.....	20,000
1er juin 1982.....	22,000
1er juin 1983.....	25,000
1er juin 1984.....	26,000
1er juin 1985.....	28,000
1er juin 1986.....	29,000
1er juin 1987.....	30,000
1er juin 1988.....	459,000

June 1, 1978.....	\$ 17,000
June 1, 1979.....	18,000
June 1, 1980.....	20,000
June 1, 1981.....	20,000
June 1, 1982.....	22,000
June 1, 1983.....	25,000
June 1, 1984.....	26,000
June 1, 1985.....	28,000
June 1, 1986.....	29,000
June 1, 1987.....	30,000
June 1, 1988.....	459,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à \$35,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances de la partie renouvelable ci-après mentionnée. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er juin 1988 au montant de \$459,000 comprend un solde de \$427,000 renouvelable pour une période additionnelle de 20 ans, et échéant comme suit:

<i>Année</i>	<i>Capital</i>
1er juin 1989.....	\$12,000
1er juin 1990.....	12,000
1er juin 1991.....	13,000
1er juin 1992.....	14,000
1er juin 1993.....	15,000
1er juin 1994.....	16,000
1er juin 1995.....	16,000
1er juin 1996.....	17,000
1er juin 1997.....	18,000
1er juin 1998.....	20,000
1er juin 1999.....	21,000
1er juin 2000.....	22,000
1er juin 2001.....	23,000
1er juin 2002.....	25,000
1er juin 2003.....	26,000
1er juin 2004.....	28,000
1er juin 2005.....	30,000
1er juin 2006.....	31,000
1er juin 2007.....	33,000
1er juin 2008.....	35,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Granby.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal ou moindre de \$459,000. Toutefois si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$459,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er juin de chaque année pour le

Moreover, tenders may be sent and shall be considered as 10-year serial bonds or 15-year short-term bonds serially. Also tenders shall be received and considered as 10-year serial bonds with the balance as 10-year short-term bonds for one part, and the other part as 20-year fixed bonds, provided however, that this latter part be for an amount not less than \$35,000, and if higher than this latter amount this part should include one or more complete annual amortizations, taking into account the tables appearing in the present notice, and in starting by the last maturities years of the renewable part hereafter mentioned. However, tenders shall be sent in respect to only one of the modes of issue hereinabove and they shall be considered for one of the terms only, save in the case of the exception stipulated therein. Adjudication shall be made according to law.

The June 1, 1988 maturity in the amount of \$459,000 includes a balance of \$427,000 renewable for an additional period of 20 years, and maturing as follows:

<i>Year</i>	<i>Capital</i>
June 1, 1989.....	\$12,000
June 1, 1990.....	12,000
June 1, 1991.....	13,000
June 1, 1992.....	14,000
June 1, 1993.....	15,000
June 1, 1994.....	16,000
June 1, 1995.....	16,000
June 1, 1996.....	17,000
June 1, 1997.....	18,000
June 1, 1998.....	20,000
June 1, 1999.....	21,000
June 1, 2000.....	22,000
June 1, 2001.....	23,000
June 1, 2002.....	25,000
June 1, 2003.....	26,000
June 1, 2004.....	28,000
June 1, 2005.....	30,000
June 1, 2006.....	31,000
June 1, 2007.....	33,000
June 1, 2008.....	35,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and interest, if any, by certified cheque, payable at par at Granby.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure, as well as at the principal office of the said bank in Toronto.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and as 20-year fixed-terms bonds, for an amount equal or less than \$459,000. However, if they are issued in part as 20-year fixed-term bonds for an amount higher than \$459,000, the bonds so issued shall be redeemable by anticipation, at par, on June 1st of each year for the annual

montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 21 mai 1968, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 87, Rue Principale, Granby, comté de Shefford, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Granby, (Comté de Shefford), ce 25 avril 1968.

*Le greffier,*

**DONAT BROSSEAU.**

Hôtel de Ville, 87, Rue Principale,  
Granby, (Shefford), P.Q.

Téléphone: 372-6671, code 514. 24473-0

**Ville de Saint-Nicolas**  
Comté de Lévis

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le sous-signé Roger Moreau, secrétaire-trésorier, Bureau de la Corporation, 1415, Rue de l'Entente, Saint-Nicolas, comté de Lévis, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mercredi, le 22 mai 1968, pour l'achat de \$261,000 d'obligations de la ville de Saint-Nicolas, comté de Lévis, datées du 1er juin 1968 et remboursables par séries du 1er juin 1969 au 1er juin 1988 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6½% ni supérieur à 7½% payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant un taux d'intérêt différent pourra, en plus du taux d'intérêt initial, être accepté dans le cas des obligations émises à courte échéance 10 ans ou 15 ans, ou terme fixe 20 ans, pourvu que les montants ainsi émis, à ce taux différent, soient pour des échéances entières, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Règlements Nos: 180 (187) — \$91,500 — Poste de pompiers et camion à incendie; 190 — \$27,500 — Aqueduc, égouts; 191 — \$17,000 — Aqueduc, égouts; 193 — \$125,000 — aqueduc, égouts.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juin 1968.

Tableau d'amortissement — \$261,000 — 20 ans

Année	Capital
1er juin 1969	\$ 2,500
1er juin 1970	3,000
1er juin 1971	3,500
1er juin 1972	3,500
1er juin 1973	4,000
1er juin 1974	4,500
1er juin 1975	4,500
1er juin 1976	5,000
1er juin 1977	5,000
1er juin 1978	5,500
1er juin 1979	6,000
1er juin 1980	6,000
1er juin 1981	7,000
1er juin 1982	7,500
1er juin 1983	8,000
1er juin 1984	8,500
1er juin 1985	9,000
1er juin 1986	9,500
1er juin 1987	11,000
1er juin 1988	147,500

amount required to amortize the issue, pursuant to the table of maturities of the issue appearing in the present notice.

Each tender must be accompanied by a certificate cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, May 21, 1968, at 8:00 o'clock p.m., Town Hall, 87 Main Street, Granby, county of Shefford, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Granby, (County of Shefford), April 25, 1968.

**DONAT BROSSEAU,**

*City Clerk.*

Town Hall, 87 Main Street,  
Granby, (Shefford), P.Q.

Telephone: 372-6671, code 514. 24473

**Town of Saint-Nicolas**  
County of Lévis

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Roger Moreau, secretary-treasurer, Office of the Corporation, 1415 de l'Entente Street, Saint-Nicolas, county of Lévis, P.Q., until 8:00 o'clock, p.m., Wednesday, May 22, 1968, for the purchase of an issue of \$261,000 of bonds for the town of Saint-Nicolas, county of Lévis, dated June 1, 1968, and redeemable serially from June 1, 1969 to June 1, 1988 inclusively, with interest at a rate not less than 6½% nor more than 7½% payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however a different rate of interest could, in addition to the initial interest, be accepted in the case of bonds issued as 10-year or 15-year short-term bonds, or 20-year fixed bonds, provided that the amounts thus issued at this different rate, be for whole terms, bearing in mind the maturity tables appearing in the present notice.

By-law Nos: 180 (187) — \$91,500 — Fire truck and firemen station; 190 — \$27,500 — aqueduct, sewers; 191 — \$17,000 — aqueduct, sewers; 193 — \$125,000 — aqueduct, sewers.

For adjudication only, interest shall be calculated as from June 1, 1968.

Table of redemption — \$261,000 — 20 years

Year	Capital
June 1, 1969	\$ 2,500
June 1, 1970	3,000
June 1, 1971	3,500
June 1, 1972	3,500
June 1, 1973	4,000
June 1, 1974	4,500
June 1, 1975	4,500
June 1, 1976	5,000
June 1, 1977	5,000
June 1, 1978	5,500
June 1, 1979	6,000
June 1, 1980	6,000
June 1, 1981	7,000
June 1, 1982	7,500
June 1, 1983	8,000
June 1, 1984	8,500
June 1, 1985	9,000
June 1, 1986	9,500
June 1, 1987	11,000
June 1, 1988	147,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à \$12,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances de la partie renouvelable ci-après mentionnée. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er juin 1988 au montant de \$147,500 comprend un solde de \$136,000 renouvelable pour une période additionnelle de 20 ans, et échéant comme suit:

Année	Capital
1er juin 1989	\$3,500
1er juin 1990	3,500
1er juin 1991	3,500
1er juin 1992	4,000
1er juin 1993	4,000
1er juin 1994	4,500
1er juin 1995	5,000
1er juin 1996	5,500
1er juin 1997	5,500
1er juin 1998	6,000
1er juin 1999	6,500
1er juin 2000	7,000
1er juin 2001	7,500
1er juin 2002	8,000
1er juin 2003	8,500
1er juin 2004	9,500
1er juin 2005	10,000
1er juin 2006	10,500
1er juin 2007	11,500
1er juin 2008	12,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Romuald-d'Étchemin.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal ou moindre de \$147,500. Toutefois si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$147,500, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er juin de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Moreover, tenders may be sent and shall be considered as 10-year short-term or 15-year short-term bonds serially, also tenders shall be received and considered as 10-year serial bonds with the balance as 10-year short-term bonds for one part, and the other part as 20-year fixed bonds, provided however, that this latter part be for an amount not less than \$12,000, and if higher than this latter amount, this part should include one or more complete annual amortizations, taking into account the tables appearing in the present notice, and in starting by the last maturities of the renewable part hereafter mentioned. However, tenders shall be sent in respect to only one of the modes of issue hereinabove and they shall be considered for one of the terms only, save in the case of the exception stipulated therein. Adjudication shall be made according to law.

The June 1, 1988 maturity in the amount of \$147,500 includes a balance of \$136,000 renewable for an additional period of 20 years, and maturing as follows:

Year	Capital
June 1, 1989	\$3,500
June 1, 1990	3,500
June 1, 1991	3,500
June 1, 1992	4,000
June 1, 1993	4,000
June 1, 1994	4,500
June 1, 1995	5,000
June 1, 1996	5,500
June 1, 1997	5,500
June 1, 1998	6,000
June 1, 1999	6,500
June 1, 2000	7,000
June 1, 2001	7,500
June 1, 2002	8,000
June 1, 2003	8,500
June 1, 2004	9,500
June 1, 2005	10,000
June 1, 2006	10,500
June 1, 2007	11,500
June 1, 2008	12,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and interest, if any, by certified cheque, payable at par at St-Romuald-d'Étchemin.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and as 20-year fixed-terms, for an amount equal to less than \$147,500. However, if they are issued in part as 20-year fixed-term for an amount higher than \$147,500, the bonds so issued shall be redeemable, by anticipation, at par, on June 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of maturities of the issue appearing in the present notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 22 mai 1968, à 8 heures du soir, Bureau de la Corporation, 1415, Rue de l'Entente, Saint-Nicolas, comté de Lévis, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Saint-Nicolas, (Comté de Lévis), ce 26 avril 1968.

*Le secrétaire-trésorier,*  
ROGER MOREAU.

Bureau de la Corporation, 1415, Rue de l'Entente, Saint-Nicolas, (Lévis), P.Q.  
Téléphone: 832-4036, code 418. 24490-o

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Wednesday, May 22, 1968, at 8:00 o'clock, p.m., at the office of the corporation, 1415 de l'Entente Street, Saint-Nicolas, county of Lévis, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Saint-Nicolas, (County of Lévis), April 26, 1968.

ROGER MOREAU,  
*Secretary-Treasurer.*

Office of the Corporation, 1415 de l'Entente Street Saint-Nicolas, (Lévis), P.Q.  
Telephone: 832-4036, code 418. 24490

**Ventes pour taxes**

**Sales for Taxes**

**Municipalité du comté No 3 de Gaspé**

**Municipality of County No. 3 of Gaspé**

Avis public est, par les présentes, donné par le soussigné, Louis-Philippe Langelier, secrétaire-trésorier de la municipalité de comté No-3 de Gaspé, que les immeubles ci-dessous désignés et décrits seront vendus par enchère publique au Palais de Justice de Ste-Anne-des-Monts, JEUDI, le TREIZIÈME jour de JUIN prochain (1968) à DIX heures de l'avant-midi, à moins que les taxes, frais et autres charges auxquelles lesdits immeubles sont tenus et grevés soient d'aujourd'hui à cette date payés avec les frais encourus.

Public notice is hereby given by the undersigned, Louis-Philippe Langelier, secretary-treasurer of the municipality of county No. 3 of Gaspé, that the immovables hereunder designated and described will be sold by public auction at the Court House of Ste-Anne-des-Monts, THURSDAY, the THIRTEENTH day of JUNE next (1968) at TEN o'clock in the morning, unless the taxes, costs and other charges to which the said immovables are held and burdened be paid with the costs incurred today.

Corporation municipale de Rivière Madeleine  
Municipal Corporation of Rivière Madeleine

Propriétaire Proprietor	Numéro du lot Number of lot	Rang Range	Canton ou Fief Township or Fief	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Total
Drolet, Marc.....	32-5 et-and 33, avec bât.-with bldgs.....	1er-st..	Mun. de-of St-Maxime du Mont-Louis comprenant la-including the Seign. de-of Rivière Madeleine River.....			
Drolet, Marc.....	32-6, 32-A-1, 32-A-2, 31-A-7.	1er-st..	Mun. de-of St-Maxime du Mont-Louis comprenant la-including the Seign. de-of Rivière Madeleine River.....	\$397.56	\$1,609.01	\$ 2,006.57
Côté, René.....	Maison construite sur le-House built on lot 41-2-8.....	1er-st..	Mun. de-of St-Maxime du Mont-Louis comprenant la-including the Seign. de-of Rivière Madeleine River.....	12.69	52.55	65.24
Langlois, M.-Mr. et Mme-Mrs. Jean-Marie.....	11-3, avec bât. dessus construites-with bldgs constructed thereon.....	1er-st..	Mun. de-of St-Macime du Mont-Louis comprenant la-including the Seign. de-of Rivière Madeleine River.....	35.38	111.12	146.50
Gagnon, Henri-Georges	8-2, 9-1 et-and 10-1, avec bât. dessus construites-with bldgs constructed thereon.....	1er-st..	Mun. de-of St-Maxime du Mont-Louis comprenant la-including the Seign. de-of Rivière Madeleine River.....			
Gagnon, Henri-Georges	18-1 et-and 18-2.	1er-st..	Mun. de-of St-Maxime du Mont-Louis comprenant la-including the Seign. de-of Rivière Madeleine River.....	104.07	366.74	470.81
Langlois, Lionel.....	2-A-3, 2-A-5, 2-B-6 et-and 2-C-2, avec bât.-with bldgs.....	1er-st..	Mun. de-of St-Maxime du Mont-Louis comprenant la-including the Seign. de-of Rivière Madeleine River.....	54.45	132.98	187.43
Pelchat, Moïse.....	21-A-5 et-and 21-A-6, avec bât.-with bldgs.....	1er-st..	Canton de-township of Taschereau.....	41.72	70.92	112.64

Corporation municipale de Saint-Joachim de Tourelle  
Municipal Corporation of Saint-Joachim de Tourelle

Propriétaire Proprietor	Numéro du lot Number of lot	Rang Range	Canton ou Fief Township or Fief	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Total
St-Laurent, M.-Mr. et and Mme.-Mrs. El- zéar (occupant) Gérard Pelletier . . . . .	3-D-5, avec bât.- with bldg. . . . .	1er-st . . . . .	Canton de-township of Tourelle . . . . .	\$ 3.46	\$ 81.30	\$ 84.76
Servant, Agapit et Hé- ritiers légaux de feue son épouse-and legal Heirs of his late wife, Marie-Elda Vallée. . . . .	Maison construi- te sur-House built on part of lot pt. du-of lot 21-B-4. . . . .	1er-st . . . . .	Canton de-township of Tourelle . . . . .	33.18	113.02	146.20
Bérubé, Henri-Paul . . . . .	P. 19-A-1, avec bât.-with bldgs	1er-st . . . . .	Canton de-township of Tourelle . . . . .	28.25	224.87	253.12

Étant un terrain de forme irrégulière mesurant 91 pieds au nord-ouest, environ 160 pieds au nord-est et au sud-ouest et 62 pieds au sud-ouest, le tout plus ou moins, sans garantie précise, désigné comme faisant partie du lot portant le numéro dix-neuf subdivision A resubdivision un (Ptie de 19-A, -1 des plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le premier rang du canton de Tourelle et borné comme suit: au nord-ouest par l'emprise sud-est du boulevard Perron actuel; au nord-est et au sud-est par le résidu du lot 19-A-1 appartenant pour partie à Germain Labrie et au sud-ouest par le lot 18-C-2 de Paul Aimé Dupuis ou représentant.

Being a piece of land of an irregular form, measuring 91 feet on the northwest, approximately 160 feet on the northeast and southwest and 62 feet on the southwest, the whole more or less, without precise guarantee, designated as being part of the lot bearing number nineteen subdivision A resubdivision one (Part of 19-A, -1) on the plan and book of reference of the official cadastre for the first range of the township of Tourelle and bounded as follows: on the northwest by the southeast right of way of actual Perron Boulevard; on the northeast and southeast by the remainder of lot 19-A-1 belonging, part to Germain Labrie and on the southwest by lot 18-C-2 belonging to Paul Aimé Dupuis or representatives.

Polchat, Mme.-Mrs Éphrem, née-born Imelda Dupuis . . . . .	P. de-of 9-A-14, avec bât.-with bldgs . . . . .	1er-st . . . . .	Canton de-township of Tourelle . . . . .	23.21	41.71	65.92
--	---	------------------	---	-------	-------	-------

Étant un terrain de forme irrégulière mesurant une largeur de 47 pieds par une profondeur de 81 pieds au nord-est et de 89 pieds au sud-ouest, le tout plus ou moins, mesure anglaise, avec bâtisses dessus construites, désigné comme faisant partie du lot 9-A-14 pour le premier rang du canton de Tourelle et borné comme suit: au nord-ouest par un chemin public; au nord-est par le lot 9-A-13 d'Horace Minville; au sud-est et au sud-ouest par le résidu du lot 9-A-14 de Philippe St-Laurent.

Being a piece of land of an irregular form measuring a width of 47 feet by a depth of 81 feet on the northeast and 89 feet on the southwest, the whole more or less, English measure, with buildings constructed thereon, designated as being part of lot 9-A-14 for the first range of the township of Tourelle and bounded as follows: on the northwest by a public road; on the northeast by lot 9-A-13 belonging to Horace Minville; on the southeast and southwest by the remainder of lot 9-A-14 belonging to Philippe Sy-Laurent.

Corporation municipale de Sainte-Anne-des-Monts  
Municipal corporation of Sainte-Anne-des-Monts

Daraiche, Jean-Marc . . . . .	Maison construi- te sur partie du-House built on part of lot 37-8 . . . . .	1er-st . . . . .	Fief Ste Anne des Monts Notre-Dame . . . . .	35.98	29.61	65.59
Lebreux, Albert . . . . .	Lots 38-5 e.-and 41-2, avec mai- son dessus construite-with a house built thereon . . . . .	1er-st . . . . .	Bl. A, canton de-township of Tourelle . . . . .	36.51	127.86	164.37
Lebreux, Edmond . . . . .	Lot 21-6, avec maison dessus construite-with a house con- structed thereon . . . . .	1er-st . . . . .	Bl. A, canton de-township of Tourelle . . . . .	134.31	187.08	321.39
Lebreux, Roland . . . . .	Maison construi- te sur partie du-House built on part of lot 21-6 . . . . .	1er-st . . . . .	Bl. A, canton de-township of Tourelle . . . . .	161.59	81.27	242.86
Levesque, Joseph-Marie . . . . .	P. du-of lot 4-13.	O.-W. Riv. Ste- Anne . . . . .	Canton de-township of Cap-Chat . . . . .	22.42	50.94	73.36

Étant un terrain mesurant une largeur de 85 pieds par une profondeur de nord-est au sud-ouest de 90 pieds, mesure anglaise désigné comme faisant partie du lot 4-13 des plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le rang ouest de la rivière Ste-Anne en le canton de Cap-Chat et borné comme suit: au nord-ouest par le lot 4-12 de Louis Pelletier; au nord-est par la route Bellevue; au sud-est et au sud-ouest par le résidu du lot 4-13 d'André-Albert Pelletier.

Being a piece of land measuring 85 feet in width by a depth of 90 feet, northeast to the southwest, English measure, designated as being part of lot 4-13 on the plan and book of reference of the official cadastre for the western range of the Ste Anne River, in the township of Cap-Chat, and bounded as follows: in the northwest by lot 4-12 belonging to Louis Pelletier; in the northeast by Bellevue road; on the southeast and in the southwest by the remainder of lot 4-13 belonging to André-Albert Pelletier.

Corporation municipale de Sainte-Anne-des-Monts (suite)  
Municipal corporation of Sainte-Anne-des-Monts (continued)

Propriétaire Proprietor	Numéro du lot Number of lot	Rang Range	Canton ou Fief Township or Fief	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Total
Therrien, Omer (Jos.)	Lot 14-14, avec maison dessus construite-with a house constructed thereon	1er-st.	Bl. A, canton de-township of Tourelle	\$172.75	\$ 102.40	\$ 275.15
Vallée, succ.-est. Jos. him	Maison construite sur partie du lot-House constructed on part of lot 29-7	1er-st.	Bl. B, canton de-township of Rourelle			
Lafontaine, Raynald	Maison construite sur-House built on lot 12-17	1er-st.	Bl. A, canton de-township of Tourelle	34.31	32.99	67.30
				336.03	146.00	482.03

Donné à Ste-Anne-des-Monts, ce vingtième jour d'avril 1968.

24451-18-2-0 *Le secrétaire-trésorier,*  
LOUIS-PHILIPPE LANGELIER.

Given at Ste-Anne-des-Monts, on this twentieth day of April, 1968.

24451-18-2 LOUIS-PHILIPPE LANGELIER,  
*Secretary-Treasurer.*

Ville de Rosemère

Town of Rosemère

Avis public est par les présentes donné par le soussigné secrétaire-trésorier de la susdite municipalité que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère publique, au poste de Police, 428 Grande-Côte, Rosemère, comté de Terrebonne, Qué., le MERCREDI, VINGT-NEUVIÈME jour de MAI, mil neuf cent soixante-huit (1968) à DIX heures du matin (heure avancée de l'est), pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires avec intérêt, plus les frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépenses ne soient payés avant la vente.

La Commission Municipale de Québec, par décision en date du 16 avril 1968, a autorisé une énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles, sous l'autorité de la Loi des Cités et Villes, article 550 (S.R.Q. 1964, chapitre 193).

Public notice is hereby given by the undersigned Secretary-Treasurer of the aforesaid municipality that the properties hereinafter described will be sold by public auction at the Police Station, 428 Grande-Côte, Rosemère, county of Terrebonne, Que., on WEDNESDAY, the TWENTY-NINTH day of MAY, nineteen hundred and sixty-eight (1968), at TEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time), to satisfy the payment of the municipal and school taxes, with interest, plus the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interest and costs be paid before the sale.

The Quebec Municipal Commission, by a decision dated April 16, 1968, has authorized an abridged enumeration of the cadastral numbers of the immovables under the authority of article 550 of the Cities and Towns Act (R.S.Q. 1964, chapter 193).

Noms des propriétaires Names of proprietors	No de cadastre Cadastral No.	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Total
Baker, G.	35-17, -18	\$ 21.49	\$ 36.67	\$ 58.16
Lapointe, Mme-Mrs. L.	15-68, 15P-67	313.49		313.49
Wasserman, J.	237-146, -145	187.38	36.92	224.30
Wasserman, J.	42-47	83.31	35.31	118.62
Hercio Invest. Inc.	235-38-2, -39-1	196.77	14.26	211.03
Hercio Invest. Inc.	235-45-1, -45-2, -46-1	305.08	15.56	320.64
Hercio Invest. Inc.	235-46-2, -49	180.49	13.82	194.31
Hercio Invest. Inc.	235-51, -52-1	185.82	14.05	199.87
Hercio Invest. Inc.	235-52-2, -53-1	185.82	14.05	199.87
Wasserman, J.	28-2-2, -22-2	282.33	163.71	446.04
Hercio Invest. Inc.	235-14, -15-1, -15-3	35.92	11.89	47.81
Sarjeant, E.	45-23	357.71	369.08	726.79
Marconi Const. Ltd.	42-24, -23, 43-10, -11	293.86	370.07	663.93
Marconi Const. Ltd.	42-22, 43-9	303.49	278.78	582.27
Marconi Const. Ltd.	43-8, 42-21	318.47	331.10	649.57
Millington, Mme-Mrs. R.	P42-8, -10, 42-9	658.41		658.41
Maisonneuve, H.	254-26, -32	387.18	26.99	414.17
Hercio Invest. Inc.	235-22, 49-53, 49-54-1	198.50	8.53	207.03
Hercio Invest. Inc.	49-128	44.39	14.69	59.08
Hercio Invest. Inc.	49-129	56.79	18.80	75.59
Hercio Invest. Inc.	49-130	51.84	13.40	65.24
Hercio Invest. Inc.	235-75, 49-131	16.08	9.07	25.15
Hercio Invest. Inc.	49-132, 235-74	27.43	9.10	36.53
Hercio Invest. Inc.	235-73	27.43	9.08	36.51
Hercio Invest. Inc.	235-72	27.43	9.08	36.51

Noms des propriétaires Names of proprietors	No de cadastre Cadastral No.	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Total
Hercio Invest. Inc.	235-71, P235	\$ 30.04	\$ 9.95	\$ 39.99
Hercio Invest. Inc.	235-24, -27-1, -23-26-1	195.35	9.10	204.45
Hercio Invest. Inc.	49-108, -109-1, -107, -106-1	159.60	9.82	169.42
Hercio Invest. Inc.	49-92, -106-3, -93-1	199.43	10.37	209.80
Hercio Invest. Inc.	49-139-2	257.54	18.16	275.70
Hercio Invest. Inc.	49-133	173.54	16.86	190.40
Hercio Invest. Inc.	49-134, 235-70	28.07	9.31	37.38
Hercio Invest. Inc.	235-69, 49-135	27.43	9.07	36.50
Hercio Invest. Inc.	235P-67, 235-68	47.01	15.57	62.58
Langlois, R.	65-102	724.26		724.26
Dion, H.	29-35	732.25	677.15	1,409.40
St. Jacques, M. A.	16-1, -2	271.15	42.70	313.85
Lagacé, J. M.	29P	181.30	104.76	286.06
Les Entreprises Riviera Ltée	36-85	307.80	31.61	339.41
Succ.-est. A. Billet	37-43, P37-42	573.35	211.15	784.50
Les Entreprises Riviera Ltée	36-111	184.20	20.04	204.24
Wasserman, J.	36-112	184.20		184.20
Mathe, Pierre	28-66, P28	547.03		547.03
Willowtree Inv. Inc.	54-9, 56-19, 57-47	29.57	13.58	43.15
Willowtree Inv. Inc.	54P, 56P, 57P	218.27	73.21	291.48
Succ.-est. A. Billet	53-27	628.03	221.15	849.18
Poissant, J.-P.	27-42	107.92	6.29	114.21
Guilliani, J. C. et al et/ou-and/or Dagenais, Réal	27-51	199.31		199.31
Giroux, J. succ.-est. et/ou-and/or Eldorado Investment Corp.	27-36, -32	574.93		574.93
Nikitin, J.	27-31, -30	420.29	978.39	1,398.68
Wagner, Ortwin	272-83	357.86	307.64	665.50
Isherwood, Mme-Mrs. R. J.	260-77	204.54		204.54
Saindon, Mme-Mrs. C.	253-78	352.63	117.03	469.66
Saindon, Mme-Mrs. C.	253-79	351.97	96.59	448.56
Saindon, Mme-Mrs. C.	253-87	425.18	113.58	538.76
Maisonneuve, H.	254-33	520.53	36.89	557.42
Wasserman, J.	33-26, -27	203.91		203.91
Guilfoyle, B. R.	37-22-2, -24, -23	689.63	446.47	1,136.10
Silvera, S.	272-72	42.40	44.22	86.62
Feinstein, M. et al	P236	281.37	271.81	553.18
Baker, G.	35-22, -3-3	113.15	21.43	134.58
Wasserman, J.	35-40	129.37	10.50	139.87
Rigby, E.	241-255	499.26	188.26	687.52
Yanitski, F. J.	241-231Pt., -235, -234, -236	536.43	322.10	858.53
Barbo Inv. et al et/ou-and/or Mme-Mrs. R. Beaulieu	70-17	233.06	5.26	238.32
Barbo Inv. et al et/ou-and/or Mme-Mrs. R. Beaulieu	70-18	228.44	4.99	233.43
Barbo Inv. et al et/ou-and/or Mme-Mrs. R. Beaulieu	70-19	228.44	4.99	233.43
Lafortune, Mme-Mrs. L.	31-28	107.89	11.06	118.95
Ginouard, Mme-Mrs. Y.	P31	243.48	104.70	348.18
Wasserman, J.	43P	4.56		4.56
Wasserman, J.	43-103	82.65		82.65
Wasserman, J.	237-244	83.31		83.31
Succ.-est. P. Larose	43-47	83.22		83.22
Newman, Mme-Mrs. D. et/ou-and/or Eldorado Inv. Corp.	43-56, -57	454.31		454.31
Wasserman, J.	43-58	80.70	30.40	111.10
Wasserman, J.	43-71	52.71		52.71
Willowtree Inv. Inc.	66-59	180.21	30.08	210.29
Willowtree Inv. Inc.	66-66, -65-1	205.54	33.31	238.85
Willowtree Inv. Inc.	66-67	174.99	26.31	201.30
Hercio Inv. Inc.	49-105, -104-2	183.90	15.56	199.46
Wasserman, J.	928-68	160.89	48.44	199.33
Beaulieu, H.	928-88	104.10		104.10
Hercio Inv. Inc.	49-140-2, 235-61	175.60	14.26	189.86
Hercio Inv. Inc.	235-41-2, -42	234.71	13.82	248.53
Corbeil, Guy	74P-3	420.15	812.60	1,232.75
Wasserman, J.	27-64	141.93		141.93

Les immeubles susdits sont tous aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Thérèse et situés dans la ville de Rosemère.

Ladite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives ou passives, apparentes ou occultes, attachées auxdits immeubles.

Donné à Rosemère, ce 23<sup>ème</sup> jour d'avril 1968.

24412-18-2-0

La secrétaire-trésorière,  
PH. GARDINER.

The above immovables are all on the plan and book of the parish of Ste. Thérèse and situated in the town of Rosemère.

The said sale will be made with all active and passive servitudes, apparent or occult, attached to the said properties.

Given at Rosemère, this 23<sup>rd</sup> day of April, 1968.

24412-18-2-0

PH. GARDINER,  
Secretary-Treasurer.

**Municipalité du comté de Mégantic**

Avis public est par le présent donné par René Chevrier, secrétaire-trésorier, que les terrains ci-dessous mentionnés seront vendus à l'enchère publique dans le village d'Inverness, au lieu où le Conseil de comté tient ses sessions, MERCREDI, le DOUZIÈME jour de JUIN, 1968, à DIX heures du matin, tel que fixé par règlement, à défaut de paiement des taxes auxquelles ils sont affectés et des frais encourus.

**Municipalité de Bernierville**

Les lots Nos 404-2 et 405-1, du cadastre officiel « Révisé » de la paroisse de St-Ferdinand, canton d'Halifax, pour la municipalité du village de Bernierville, avec les bâtisses y érigées.

Connus comme appartenant à Gilles Grenier. Taxes dues: \$800.94.

Les lots Nos 519-6 et 519-7, du cadastre officiel « Révisé » de la paroisse de St-Ferdinand, canton d'Halifax, pour la municipalité du village de Bernierville, avec les bâtisses y érigées.

Connus comme appartenant à Laval Savoie. Taxes dues: \$836.48.

**Municipalité de Leeds**

Le lot No 6-B, du rang 2, du cadastre officiel du canton de Leeds.

Connu comme appartenant à Dame Bertha Nutbrown. Taxes dues: \$145.49.

**Municipalité du canton de Nelson**

Le lot No 7-B et partie du lot No 7-C, du rang 15, du cadastre officiel du canton de Nelson, telle partie du lot No 7-C étant constituée par ce lot, moins la partie vendue à Robert Scott par acte enregistré sous le No 25887 et moins cette partie vendue à Charles McCullough. Aussi cette partie du lot No 8-A, du même 15e rang du canton de Nelson, mesurant une acre en superficie conformément à l'acte de vente par Robert Scott à G. R. Cox enregistré sous le No 25886, avec toutes les bâtisses dessus construites.

Connus comme appartenant à Alphonso Beattie. Taxes dues: \$194.58.

Une partie du lot No 7-A, du rang 14, du cadastre officiel du canton de Nelson, à prendre à 175 pieds de la ligne de division entre les lots Nos 7-A et 8-A dudit rang, mesurant 125 pieds de largeur en front sur le chemin et aussi en arrière, sur la profondeur qu'il y a à partir de la route conduisant du 13e rang au 14e rang à aller à 175 pieds du lot No 8-A appartenant à Alphonse Gagné, bornée en front au nord-est au chemin public ci-dessus mentionné, d'un côté au nord-ouest à 825 pieds de distance du cordon entre les rangs 13 et 14, de l'autre côté au sud-est et en arrière au sud-ouest au résidu du même lot appartenant à Philémon Bolduc.

Connue comme appartenant à Laurent Gagné. Taxes dues: \$57.17.

**Municipalité de St-Joseph de Coleraine**

Le lot No 19, du rang « A », du cadastre officiel du canton de Coleraine.

Connu comme appartenant à Richard N. Smith. Taxes dues: \$34.93.

**Municipality of the county of Mégantic**

Public notice is hereby given by René Chevrier, secretary-treasurer that the lands hereunder mentioned will be sold at public auction, in the village of Inverness, at the place where the county council holds its sittings, on WEDNESDAY, the TWELFTH day of JUNE, 1968, at TEN o'clock a.m., as enacted by a by-law, in default of payment of taxes due thereon and costs incurred.

**Municipality of Bernierville**

The lots Nos. 404-2 and 405-1, of the official "Revised" cadastre of the parish of St-Ferdinand, township of Halifax, for the municipality of the village of Bernierville, with the buildings thereon erected.

Known as belonging to Gilles Grenier. Taxes due: \$800.94.

The lots Nos. 519-6 and 519-7, of the official "Revised" cadastre of the parish of St-Ferdinand, township of Halifax, for the municipality of the village of Bernierville, with the buildings thereon erected.

Known as belonging to Laval Savoie. Taxes due: \$836.48.

**Municipality of Leeds**

The lot No. 6-B, of the 2nd range, of the official cadastre of the township of Leeds.

Known as belonging to Mrs. Bertha Nutbrown. Taxes due: \$145.49.

**Municipality of the township of Nelson**

The lot No. 7-B and part of the lot No. 7-C, of the 15th range, of the official cadastre of the township of Nelson, said part of lot No. 7-C being that lot less the part sold to Robert Scott by deed registered under No. 25887 and less the part sold to Charles McCullough. Also that part of lot No. 8-A, of the said 15th range of the township of Nelson, containing one acre in superficies according to the deed of sale by Robert Scott to G. R. Cox, registered under the No. 25886, with all the buildings thereon erected.

Known as belonging to Alphonso Beattie. Taxes due: \$194.58.

A part of the lot No. 7-A, of the 14th range, of the official cadastre of the township of Nelson, to be taken at 175 feet of the division line between lots Nos. 7-A and 8-A of the said range, measuring 125 feet in front on the road and also at the rear, by the depth there is from the road leading from the 13th range to the 14th range on a distance of 175 feet from the lot No. 8-A belonging to Alphonse Gagné, bounded in front to the northeast by the public road above mentioned, on one side to the northwest at a distance of 825 feet from the division line between ranges 13 and 14, on the other side to the southeast and at the rear to the southwest by the residue of the same lot belonging to Philémon Bolduc.

Known as belonging to Laurent Gagné. Taxes due: \$57.17.

**Municipality of St-Joseph de Coleraine**

The lot No. 19, range "A", of the official cadastre of the township of Coleraine.

Known as belonging to Richard N. Smith. Taxes due: \$34.93.

Le lot No 22, du rang « B », du cadastre officiel du canton de Coleraine.

Connu comme appartenant à Richard N. Smith. Taxes dues: \$23.15.

Le lot No 23, du rang « B », du cadastre officiel du canton de Coleraine.

Connu comme appartenant à Richard N. Smith. Taxes dues: \$24.75.

#### Municipalité de Ste-Julie

Les lots Nos 439 et 440, du cadastre officiel de la municipalité de Somerset-Nord, contenant 98 acres en superficie, plus ou moins, avec toutes les bâtisses dessus érigées. Sauf et à distraire la partie sud-ouest du lot No 439 appartenant à Adélar Laverdière, ou son représentant, laquelle est bornée à chaque bout au cordon du rang, d'un côté au sud-ouest au lot No 438 et de l'autre côté au nord-est à la partie nord-est du lot No 439 présentement vendue. Sujets à la servitude de passage en faveur de la Cie d'Électricité Shawinigan.

Connus comme appartenant à Bertrand Bélanger. Taxes dues: \$203.57.

1° Les lots Nos 58-1, 58-2, 58-3, 58-4, 58-5, 58-6, 58-7 et 58-8, du cadastre officiel de la municipalité de Somerset-Nord.

2° Les lots Nos 58-26, 58-27 et 58-28, du cadastre officiel de la municipalité de Somerset-Nord. Avec droit pour le ou les propriétaires desdits lots, leur famille et leurs invités, de se rendre à la plage portant le No 58-13, de s'en servir avec tous autres y ayant droit et de se baigner à la rivière.

Connus comme appartenant à Micheline Chevrier. Taxes dues: \$369.37.

#### Municipalité de la paroisse de Plessisville

La partie ouest du lot No 144, du cadastre officiel de la municipalité de Somerset-Sud.

Connue comme appartenant à Maurice Cantin. Taxes dues: \$206.09.

Le lot No 411, du cadastre officiel de la municipalité de Somerset-Sud, contenant 98 acres en superficie, avec les bâtisses dessus construites.

Connu comme appartenant à Fernand Fortier. Taxes dues: \$530.06.

La moitié nord-est du lot No 21-A rang 6, du cadastre officiel de la municipalité de Somerset-Sud, sujette au billet de location.

Connue comme appartenant à Marcel Tardif. Taxes dues: \$202.63.

Les 14.3 pieds de largeur nord-ouest du lot No 145-23 et les 35.7 pieds de largeur sud-est du lot No 145-24, du cadastre officiel de la municipalité de Somerset-Sud, mesurant 50 pieds de largeur par 100 pieds de profondeur, bornés en avant au nord-est à la rue St-Isidore (lot 145-18), en arrière au sud-ouest à une partie non subdivisée dudit lot No 145, d'un côté au nord-ouest au résidu dudit lot No 145-24 appartenant à Lucien Pilote ou représentants et de l'autre côté au sud-est au résidu dudit lot No. 145-23 appartenant à succession Edmond Gosselin ou représentants.

Connus comme appartenant à Gérard et Bernard Gagné. Taxes dues: \$198.90.

Inverness, le 25 avril, 1968.

24458-18-2-o

Le secrétaire-trésorier,  
RENÉ CHEVRIER.

The lot No. 22, range "B", of the official cadastre of the township of Coleraine.

Known as belonging to Richard N. Smith. Taxes due: \$23.15.

The lot No. 23, range "B", of the official cadastre of the township of Coleraine.

Known as belonging to Richard N. Smith. Taxes due: \$24.75.

#### Municipality of Ste-Julie

The lots Nos. 439 and 440, of the official cadastre of the municipality of Somerset-North, containing 98 acres in superficies, more or less, with all the buildings thereon erected. Less and to be deducted the southwest part of the lot No. 439 belonging to Adélar Laverdière or his representative, which is bounded at both ends by the limits of the lot, on one side to the southwest by the lot No. 438 and on the other side to the northeast by the northeast part of the lot No. 439 presently sold. Subject to the right of way in favor of the Shawinigan.

Known as belonging to Bertrand Bélanger. Taxes due: \$203.57.

1. The lots Nos. 58-1, 58-2, 58-3, 58-4, 58-5, 58-6, 58-7 and 58-8, of the official cadastre of the municipality of Somerset-North.

2. The lots Nos. 58-26, 58-27 and 58-28, of the official cadastre of the municipality of Somerset-North. With the right for the owner or owners of the said lots, their family and guests, to go to the beach bearing the lot No. 58-13 to use it with the others having rights thereon with the right to swim in the river.

Known as belonging to Micheline Chevrier. Taxes due: \$369.37.

#### Municipality of the parish of Plessisville

The west part of lot No. 144, of the official cadastre of the municipality of Somerset-South.

Known as belonging to Maurice Cantin. Taxes due: \$206.09.

The lot No. 411, of the official cadastre of the municipality of Somerset-South, containing 98 acres in superficies, with the buildings thereon erected.

Known as belonging to Fernand Fortier. Taxes due: \$530.06.

The northeast half of the lot No. 21-A, range 6, of the official cadastre of the municipality of Somerset-South, subject to the "billet de location".

Known as belonging to Marcel Tardif. Taxes due: \$202.63.

The northwest 14.3 feet in width of the lot No. 145-23 and the southeast 35.7 feet in width of the lot No. 145-24, of the official cadastre of the municipality of Somerset-South, measuring 50 feet in width by 100 feet in depth, bounded in front to the northeast by the St-Isidore street (lot 145-18), at the rear to the southwest at the unsubdivided part of the said lot No. 145, on one side to the northwest by the residue of the said lot No. 145-24 belonging to Lucien Pilote or representatives and on the other side to the southeast by the residue of the said lot No. 145-23 belonging to the Estate Edmond Gosselin or representatives.

Known as belonging to Gérard and Bernard Gagné. Taxes due: \$198.90.

Inverness, April 25, 1968.

24458-18-2-o

RENÉ CHEVRIER,  
Secretary-Treasurer.

**Ventes par Shérifs**

**Sheriffs' Sales**

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

**ABITIBI**

**ABITIBI**

*Fieri Facias de Terris*

*Fieri Facias de Terris*

Canada — Province de Québec

Canada — Province of Quebec

District d'Abitibi

District of Abitibi

Cour Supérieure, No V-5380. { **ROGER H. STANTON,**  
en sa qualité de sous-

Superior Court, No. V-5380. { **ROGER H. STANTON,**  
in his capacity as De-

ministre du Revenu pour la Province de Québec, dûment autorisé à cet effet, hôtel du Gouvernement, Québec, demandeur, vs POITRAS & FRÈRES INC., corporation légalement constitué avec place d'affaires à Cadillac, district d'Abitibi, défendeur.

puty-Minister of Revenue for the Province of Quebec, duly authorized for this purpose, Parliament Buildings, Quebec, plaintiff, vs POITRAS & FRÈRES INC., body legally incorporated, having a place of business in Cadillac, district of Abitibi, defendant.

« Les lots de terre situés à Cadillac dans le district d'Abitibi, P.Q., lot cinq cent cinquante-trois-un (553-1) du bloc quarante-six (46) lot cinq cent cinquante-trois-deux (553-2) du bloc quarante-six (46) lot cinq cent cinquante-trois-trois (553-3) du bloc quarante-six (46) lot cinq cent cinquante-trois-quatre (553-4) du bloc quarante-six (46) lot cinq cent cinquante-trois-cinq (553-5) du bloc quarante-six (46). Avec bâtisses ci-dessus construites circonstances et dépendances. »

“The lots of land situated in Cadillac in the district of Abitibi, P.Q., lot five hundred and fifty-three-one (553-1) of block forty-six (46), lot five hundred and fifty-three-two (553-2) of block forty-six (46), lot five hundred and fifty-three-three (553-3) of block forty-six (46), lot five hundred and fifty-three-four (553-4) of block forty-six (46), lot five hundred and fifty-three-five (553-5) of block forty-six (46). With the buildings constructed thereon, circumstances and dependencies.”

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, au Palais de Justice, à Amos, le DOUZIÈME jour de JUN 1968, à TROIS heures de l'après-midi.

To be sold in the registry office, in the Court House of Amos, on the TWELFTH day of JUNE, 1968, at THREE o'clock in the afternoon.

*Le shérif,*

*DIANIS LAFRENIÈRE,*

Bureau du Shérif, Amos, le 23 avril 1968. **DIANIS LAFRENIÈRE.** 24493-0

Sheriff's Office, Amos, April 23, 1968. **Sheriff.** 24493

**BEAUHARNOIS**

**BEAUHARNOIS**

*De Bonis et de Terris*

*De Bonis et de Terris*

District de Beauharnois

District of Beauharnois

Cour Provinciale: No 1539. { **PAQUETTE & FRÈRE**  
**CONSTRUCTION INC.,**

Provincial Court: No. 1539. { **PAQUETTE & FRÈRE**  
**CONSTRUCTION INC.,**

corps politique et incorporé ayant sa principale place d'affaires à St-Timothée, district de Beauharnois, demanderesse, contre JEAN-GUY ISABELLE, du même lieu, dit district, défendeur, a obtenu devant notre Cour Provinciale dans notre district de Beauharnois, jugement déclarant l'immeuble suivant savoir:

a body politic and incorporated, having its principal place of business in St. Timothée, district of Beauharnois, plaintiff against JEAN-GUY ISABELLE, of the same place, said district, defendant, has obtained before our Provincial Court, in our district of Beauharnois, judgment declaring the following immovable, to wit:

« Le lot de terre numéro cent douze de la subdivision du lot numéro soixante-huit (no 68-112) du cadastre de la paroisse de St-Timothée, de forme irrégulière, contenant en superficie six mille neuf cent vingt pieds carrés, mesure anglaise, plus ou moins, avec bâtisses dessus construites portant le numéro 30 de la rue Notre-Dame à St-Timothée.

“The lot of land number one hundred and twelve of the subdivision of lot number sixty-eight (No. 68-112) on the cadastre for the parish of St. Timothée, of irregular figure, containing in superficial area six thousand nine hundred and twenty square feet, english measure, more or less, with buildings thereon erected, bearing number 30 of Notre-Dame Street in St. Timothée.

Ainsi que le tout se trouve actuellement et que l'acquéreur déclare connaître. »

As whole now subsists and as the purchaser acknowledges.”

Pour être vendu au Bureau d'Enregistrement, division de Beauharnois, à Beauharnois, le MERCREDI, le CINQUIÈME jour de JUN 1968, à DIX heures de l'avant-midi.

To be sold at the Registry Office, Beauharnois Division in Beauharnois, on WEDNESDAY, the FIFTH day of JUNE, 1968, at TEN o'clock in the forenoon.

*Le shérif,*

*ERNEST LEBLANC,*

Bureau du Shérif, ce 19 avril 1968. **ERNEST LEBLANC.** 24476-0

Sheriff's Office, April 19, 1968. **Sheriff.** 24476

## HAUTERIVE

*De Terris*

Canada — Province de Québec

District de Hauterive

Cour Provinciale, { **L**ES COMMISSAIRES  
No. 1567. { **D**'ÉCOLE POUR LA  
MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE RAGUENEAU, corps politique dûment incorporé avec place sur son territoire à Ragueneau, district de Hauterive, demandeur *vs* M. BERTRAND DUFOUR, résidant et domicilié à Ragueneau, district de Hauterive, défendeur.

« Le lot 35 rang 3, au livre de renvoi du cadastre officiel du Canton de Ragueneau, comté de Saguenay, borné comme suit: Au nord par la route du rang 2, à l'ouest par la propriété de Léon Gendron, à l'est par la propriété de Joseph Chassé, au Sud, la balance du lot 35 propriété de la municipalité de Ragueneau; avec bâtisse dessus construite circonstances et dépendances ».

Pour être vendu au Bureau du Régistrateur, de la division d'enregistrement du comté de Saguenay, au Palais de Justice de Baie Comeau, MARDI le QUATRIÈME jour du mois de JUIN 1968, à DIX heures de l'avant-midi.

*Le shérif-adjoint,*

District de Hauterive, MARCEL RODRIGUE.  
ce 4 juin 1968. 24477-0

## JOLIETTE

*Fieri Facias de Terris*

Canada — Province de Québec

District de Joliette

Cour Supérieure, { **D**AMASE LAFORTUNE,  
No. 21,899. { **R**entier de la cité de l'Assomption, district de Joliette, demandeur *vs* MAURICE CLERMONT, mécanicien de la cité de l'Assomption, district de Joliette, actuellement de lieux inconnus, défendeur.

« Un terrain connu et désigné aux livre et plan de renvoi officiels de la paroisse de l'Assomption, sous le numéro quarante et un de la subdivision officielle du lot originaire vingt-trois (23-41) sans bâtisses ».

Pour être vendu à la division d'enregistrement de l'Assomption, situé au 255 rue St-Étienne, l'Assomption, comté de l'Assomption, district de Joliette, MARDI, le ONZIÈME jour du mois de JUIN 1968 à ONZE heures de l'avant-midi.

*Le shérif,*

Bureau du shérif, CHARLES ÉLÉMENT.  
Joliette, ce 24 avril 1968. 24478

## MONTRÉAL

*Fieri Facias de Terris*

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: { **C**ORONATION CRE-  
No 744 709. { **D**IT CORPORA-  
TION LTD., demande-  
resse, *vs* ENRICO SADORI *et al.*, défendeurs.

« Un emplacement faisant front sur le boulevard Crémazie est, Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro cinq cent soixante-

## HAUTERIVE

*De Terris*

Canada — Province of Quebec

District of Hauterive

Provincial Court, { **T**HE SCHOOL COMMIS-  
No 1567. { **S**IONERS FOR THE  
SCHOOL MUNICIPALITY OF RAGUENEAU, a body politic duly incorporated with a place on its territory in Ragueneau, district of Hauterive, plaintiff *vs* M. BERTRAND DUFOUR, residing and domiciled in Ragueneau, district of Hauterive, defendant.

“The lot 35, Range 3, on the book of reference of the official cadastre for the township of Ragueneau, county of Saguenay, bounded as follows: On the north by the route of Range 2, on the west, by the property of Léon Gendron, on the east, by the property of Joseph Chassé, on the south, by the residue of lot 35, property of the municipality of Ragueneau; with a building thereon erected, circumstances and dependencies”.

To be sold at the Registrar's Office, for the Registry Division of the county of Saguenay, at the Court House of Baie Comeau, TUESDAY, the FOURTH day of the month of JUNE, 1968, at TEN o'clock in the forenoon.

MARCEL RODRIGUE,

District of Hauterive, Associate-Sheriff.  
this June 4, 1968. 24477

## JOLIETTE

*Fieri Facias de Terris*

Canada — Province of Quebec

District of Joliette

Superior Court, { **D**AMASE LAFORTUNE,  
No. 21,899. { **A**nnuitant of the City  
of L'Assomption, district of Joliette, plaintiff, *vs* MAURICE CLERMONT, mechanic of the City of L'Assomption, district of Joliette, presently from an unknown place, defendant.

“An piece of land known and designated on the official plan and book of reference of the parish of L'Assomption, under number forty-one of the official subdivision of original lot twenty-three (23-41) without buildings.”

To be sold at the Registration Division of L'Assomption, situated at 255 St-Étienne Street, L'Assomption, county of L'Assomption, district of Joliette, TUESDAY, the ELEVENTH day of JUNE, 1968, at ELEVEN o'clock in the morning.

CHARLES ÉLÉMENT,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Joliette, April 24, 1968. 24478

## MONTRÉAL

*Fieri Facias de Terris*

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: { **C**ORONATION CRE-  
No. 744 709. { **D**IT CORPORA-  
TION LTD., plaintiff, *vs*  
ENRICO SADORI *et al.*, defendants.

“An emplacement fronting on Boulevard Crémazie East, Montreal, known and designated as being lot number five hundred and seventy-

dix-sept de la subdivision du lot officiel numéro quatre cent soixante-quinze (475-577) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sault-au-Recollet. Avec toutes les bâtisses y érigées portant le numéro civique 2470 dudit boulevard Crémazie est, Montréal, circonstances et dépendances. Tel que le tout subsiste actuellement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées audit emplacement.

b) Un emplacement faisant front sur la rue d'Iberville, Montréal, mais étant sur le boulevard Crémazie, Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro cinq cent soixante-seize du lot originaire numéro quatre cent soixante-quinze (475-576) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sault-au-Recollet.

Avec les bâtisses y érigées avec une maison ayant trois étages, ayant trente-quatre logements et portant le numéro civique 7990 de ladite rue d'Iberville, Montréal, circonstances et dépendances.

Tel que le tout subsiste actuellement, avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit emplacement. »

Pour être vendu à mon bureau, dans la ville de Montréal, le SIXIÈME jour du mois de JUIN 1968, à DIX heures du matin.

*Le shérif,*

Bureau du Shérif, BERNARD SARRAZIN, C.R.  
Montréal, le 26 avril 1968. 24494

seven of the subdivision of the official lot number four hundred and seventy-five (475-577) upon the official plan and in the book of reference of the parish of Sault au Recollet. With all the buildings thereon erected bearing civic number 2470 of the said Crémazie Boulevard East, Montreal, circumstances and dependencies. As the whole now subsists with all the servitudes active and passive, apparent or inapparent, attached to the said emplacement.

(b) An emplacement fronting on of Iberville Street, Montreal, but being on Crémazie Boulevard, Montreal, known and designated as being lot number five hundred and seventy-six of the original lot number four hundred and seventy-five (475-576) upon the official plan and book of reference of the parish of Sault-au-Recollet.

With the buildings thereon erected with a house having three stories, having thirty-four flats and bearing civic number 7990 of the said Iberville Street, Montreal, circumstances and dependencies.

As the whole now subsists, with all the servitudes active and passive, apparent or inapparent attached to the said emplacement."

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTH day of the month of JUNE 1968, at TEN o'clock in the morning.

BERNARD SARRAZIN, Q.C.,

Sheriff's Office, Montreal, April 26, 1968. *Sheriff.* 24494-o

QUÉBEC

*Fieri Facias de Terris*

Québec, à savoir: { FRENETTE & FRÈRES  
Cour Supérieure, { LIMITÉE, corporation  
No 149-590. { légalement constituée et  
ayant son siège social à ville  
de Portneuf, district de Québec, contre 3-C  
INC., corporation légalement constituée et ayant  
une place d'affaires à 8605, boulevard Cloutier,  
Charlesbourg, district de Québec, et RENÉ  
LEFAIVRE & ALBERT VERROEULST, en  
leur qualité de syndic à la faillite de la défende-  
resse ayant leur place d'affaires à 105, Côte de la  
Montagne, Québec, district de Québec.

« Un emplacement de figure irrégulière connu et désigné comme étant le lot dix des subdivisions du lot originaire deux cent vingt-quatre (224-10) du cadastre officiel pour la paroisse de l'Ancienne-Lorette, borné vers le nord-est par le lot 224-9, vers le sud-est par le lot 224-3 (rue) vers le sud-ouest par le lot 224-11 et vers le nord-ouest par le lot 224-5; mesurant quatre-vingt-treize pieds et six (93.6') au sud-ouest; contenant en superficie cinq mille sept cent quatre-vingt-huit pieds carrés, mesure anglaise (5,788 p.c.m.a.), avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Québec, à Québec, le CINQUIÈME jour de JUIN prochain à DIX heures de l'avant-midi.

*Le shérif-adjoint,*

Bureau du Shérif, ALBERT F. RACETTE.  
Québec, le 1 mai 1968. 24495-o

QUÉBEC

*Fieri Facias de Terris*

Québec, to wit: { FRENETTE & FRÈRES  
Superior Court, { LIMITÉE, a corpora-  
No. 149-590. { tion legally constituted, and  
having its head office in the  
town of Portneuf, district of Québec, against  
3-C INC., a corporation legally constituted and  
having a place of business at 8605 Cloutier  
Boulevard, Charlesbourg, district of Québec,  
and RENÉ LEFAIVRE & ALBERT VER-  
ROEULST, in their quality of trustee for the  
bankruptcy of the defendant, having their place  
of business at 105 Côte de la Montagne, Québec,  
district of Québec.

"An emplacement of irregular figure known and designated as being lot ten of the subdivisions of original lot two-hundred and twenty-four (224-10) on the official cadastre for the parish of l'Ancienne-Lorette, bounded towards northeast, by lot 224-9; towards southeast, by the 224-3 (street); towards southwest, by lot 224-11 and towards northwest, by lot 224-5; measuring ninety-three feet and six tenths (93.6') on the southwest; containing in superficial area five thousand seven hundred and eighty-eight square feet, English measure (5,788 s.f.e.m.), with buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the registry office of Québec, in Québec, the FIFTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

ALBERT F. RACETTE,

Sheriff's Office, Associate-Sheriff.  
Québec, May 1, 1968. 24495

## TERREBONNE

## TERREBONNE

Canada — Province de Québec

District de Montréal

Cour Supérieure, { LÉO PERRAULT LTÉE,  
No 717 120. { corps politique et incor-  
poré, dûment incorporé, ayant

son siège social et sa principale place d'affaires à 1100, rue Beaumont, dans les cité et district de Montréal, demanderesse, vs LOUIS-PHILIPPE PLANTE, gentilhomme, de Ville St-Michel, district de Montréal, y résidant à 7642, rue Shaughnessy, défendeur.

L'immeuble ci-après désigné appartenant au défendeur Louis-Philippe Plante et en sa possession.

« Un immeuble connu et désigné comme étant le lot subdivision numéro cent trente-deux du lot originaire soixante-quatorze (Lot 74-132) sur le plan et dans le livre de renvoi de la paroisse de St-Joseph-du-Lac, avec bâtisses ».

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté des Deux Montagnes, situé à Ste Scholastique, MERCREDI, le CINQUIÈME jour de JUN 1968 à DEUX heures de l'après-midi.

Conditions: comptant.

Bureau du Shérif, Le shérif,  
Saint-Jérôme, le 29 avril 1968. VILLENEUVE HUOT.  
24496-0

Canada — Province of Quebec

District of Montreal

Superior Court, { LÉO PERRAULT LTÉE,  
No. 717 120. { a body politic and cor-  
porate, duly incorporated,

having its head office and principal place of business at 1100 Beaumont Street in the city and district of Montreal, plaintiff, vs LOUIS-PHILIPPE PLANTE, gentleman, of the city of St-Michel, district of Montreal, and therein residing at 7642 Shaughnessy Street, defendant.

The immovable hereinafter designated, belonging to and in the possession of the defendant, Louis-Philippe Plante:

"An immovable known and designated as being subdivision lot number one hundred and thirty-two of original lot seventy-four (74-132) on the plan and in the book of reference of the parish of St-Joseph-du-Lac, with buildings".

To be sold in the registry office of the county of Two-Mountains, situated at Ste-Scholastique, on WEDNESDAY, the FIFTH day of JUNE, 1968, at TWO o'clock in the afternoon.

Conditions: Cash.

Sheriff's Office, VILLENEUVE HUOT,  
Saint-Jérôme, April 29, 1968. Sheriff.  
24496

## INDEX No 18

## ARRÊTÉS en Conseil

## ORDERS in Council

2770 — Classement d'objets mobiliers et artistiques appartenant au Conseil de la Bande des Hurons de Lorette. ....	2648
2770 — Classification of movable and artistic objects belonging to the council of "la Bande des Hurons de Lorette" .....	2648
874 — Budgets des hôpitaux, certains règlements relatifs à l'utilisation des fonds prévus ..	2650
874 — Hospital budgets, certain regulations relative to the use of funds provided for .....	2650
1146 — (1966) Office d'information et de publicité de la province de Québec .....	2656
1146 — (1966) Information and Publicity Bureau of the Province of Quebec .....	2656
1269 — Alimentation, détail, St-Hyacinthe et un rayon de cinq (5) milles de ses limites .....	2656
1269 — Food, Retail, St. Hyacinthe and a 5-mile radius of its limits .....	2656
1270 — Confection pour hommes et garçons, province .....	2652
1270 — Clothing (Men's and Boys) Province .....	2652
3118 — (1967) Office du Film de la province de Québec .....	2658
3118 — (1967) Film Bureau, province of Quebec .....	2658
3350 — (1967) Bureau de surveillance du cinéma .....	2655
3350 — (1967) Cinema Supervisory Board .....	2655
1253 — Régie des rentes du Québec (Règlement) .....	2657
1253 — Quebec Pension Board (Regulation) .....	2657

## ASSOCIATION Coopérative

## COOPERATIVE Association

Association coopérative des camionneurs de Clermont, La Malbaie et St-Fidèle (Formation) 2625

## AVIS divers

## MISCELLANEOUS Notices

Chevaliers de Colomb de Gagnon inc., conseil Gagnon No 5240 (Règl.) .....	2626
Fabrique de la paroisse de Saint-François-Xavier de Ville de Bromont (La) (Nom changé) ..	2626
Fabrique of the parish of Saint-François-Xavier of Town of Bromont (The) (Name changed)	2626
Gagnon, Marie-Liseline-Noëlla-Ghislain (Dem.-Appl.) .....	2625
Izak Raizman (Rajzman), (Dem.-Appl.) .....	2625
Knights of Columbus of Gagnon Inc., Council Gagnon No. 5240 (By-laws) .....	2626
Jean, Richard Gérald Edgar, (Dem.-Appl.) .....	2626
Postelnick, Jack (Dem.-Appl.) .....	2626
Sainte-Gertrude, paroisse-parish .....	2625
Warshaw, Carl Julian (Dem.-Appl.) .....	2625

**CAISSES d'épargne et de crédit**      **SAVINGS and credit unions**

Caisse populaire de Chateaudun (La) (Formation).....	2628
Caisse populaire de la Colline (Nom-Name ch.).....	2629
Caisse populaire de Montebello (Ext.terr.).....	2629

**COMMISSION de Géographie**      **GEOGRAPHICAL Commission**

Ruisseau à Charette.....	2647
Saint-Antoine-de-Tilly.....	2646
Shipshaw.....	2646

**COMPAGNIES**      **COMPANIES**

**Avis relatifs à la loi des Autorisées à faire des affaires**      **Notices relative to the Act of Licensed to do Business**

Burke Marketing Research, Inc.....	2636
Canadian Swiss Restaurant, Inc.....	2636

**Chartes — Abandon de**      **Charters — Surrender of**

Centre Juventa inc.....	2628
Eastern Pearls Co. Ltd.....	2627
Golberg's Departmental Stores Ltd.....	2627
L. B. Investments Inc.....	2628
Land (B. K.) Inc.....	2627
Letarte (Laurent) ltée.....	2626
Loranger & Frères ltée.....	2626
Mauer Mortgage & Investment Corporation.....	2627
Metro-Publicité inc.....	2627
Metro-Publicity Inc.....	2627
Placement Bois-Colombes inc.....	2628
Taverne Nationale Inc.....	2628
Twenty-Forty Peel St. Corp.....	2628
Wonda Chair (Canada) Inc.....	2627

**Dissoutes**      **Dissolved**

Aztec Realties Inc.....	2609
Bond Shirt Co. Ltd.....	2609
Canadian Optical Service Company, Limited (The).....	2609
Chomedey General Outfitters Inc.....	2610
Corporation de l'Orphelinat Sainte-Thérèse de l'Enfant-Jésus (La).....	2610
Dalco Design Company Ltd.....	2610
Domaine du Golf limitée (Le).....	2610
Effex Investment Corp.....	2610
Elvic Investments Corp.....	2610
Engelwood Investments Corp.....	2610
Gagnon Frères Nouveautés Jonquière ltée.....	2611
Globe Fils Inc.....	2611
Helenda Investment Corp.....	2611
Ice Manufacturing Inc.....	2611
Jean (Nap.) Automobiles ltée.....	2611
Kapri Construction Ltd.....	2611
Lake Ashton Estates Ltd.....	2611
Marchessault & Enright Inc.....	2612
Northluck Restaurant Inc.....	2612
Olympia Construction Co. Ltd.....	2612
R. R. & W. Construction Inc.....	2612
Rock Utilities (1963) Limited.....	2612
Téléphone de Garthby inc. (Le).....	2612
Tudor Singers of Montreal Inc. (The).....	2612
Woo-Fung Restaurant inc.....	2613
Woodlawn Securities Ltd.....	2613

**Divers**      **Miscellaneous**

Association des Grossistes de Pièces d'Automobiles de Sherbrooke (L') (Règl.).....	2631
Best Value Dress Inc. (Dir.).....	2629
Association des Mines de Métaux du Québec (L') (Dir.).....	2632
Colonie de Vacances du Sacré-Coeur (Règl.-By-laws).....	2629
Équipements Universels Napierville inc. (Dir.).....	2631
Glencannon Corporation (Dir.).....	2629
Hôpital Jean Talon (Règl.-By-laws).....	2629
Johl (B. K.) Inc. (Dir.).....	2630
Laboratoire d'Optique Trans-Québec inc. (Le) (Dir.).....	2631
Modern Steelworks Limited (Dir.).....	2631
Pine Valley Sportswear Inc. (Dir.).....	2630
Quebec Metal Mining Association (Dir.).....	2632
Royce Kershaw Company, Inc. (Agent).....	2630
Sanctuaire Notre-Dame-de-Lourdes de Rigaud (Le) (Dir.-Règl.-By-laws).....	2630
See Europe Tours Inc. (Dir.).....	2630
Service des Loisirs Notre-Dame-du-Sourire (Règl.-By-laws).....	2632
Service des Loisirs de St-François-Solano (Règl.-By-laws).....	2631
Sherbrooke Automotive Wholesalers' Association (By-laws).....	2631
Société d'Histoire et d'Archéologie de l'Abitibi (La) (Règl.-By-laws).....	2631
Tracominc (Import-Export) Inc. (Dir.).....	2630
Unité de Réadaptation pour Alcooliques, Accueil Domremy Saint-Joseph, inc. (Règl.-By-laws).....	2631
Voyages voir l'Europe inc. (Les) (Dir.).....	2630
Wiljen Investments Ltd. (Dir.).....	2632

**Lettres patentes**      **Letters Patent**

A. & K. Meat Market Inc.....	2572
A.-R. Scrap & Metal Inc.....	2572
Action Enterprises Inc.....	2585
Agence Inter Presse inc.....	2573
Alimentation Cafeteria Service Inc.....	2573
Association Internationale de l'automobile inc.....	2573
B & C Auto Electric Inc.....	2574
B & C auto électrique inc.....	2574
Barrière Industries Inc.....	2590
Bavarian Beer Garden Inc.....	2574
Beulac - Huile à chauffage ltée.....	2574
Beaulne, Charles Fournier évaluateurs inc.....	2575
Bédard (Maurice) transport inc.....	2575
Bélanger-Mills Inc.....	2575
Bilodeau & Bilodeau inc.....	2576
Boiseries du Manoir inc. (Les).....	2576
Boutique Diane inc. (La).....	2576
Brasserie d'Anjou inc. (La).....	2577
Brompton Industries Co. Ltd.....	2577
Bruneau (Henri) inc.....	2577
Bumeda Steel Manufacturing Ltd.....	2578
C. D. transport inc.....	2578
Campeur Moderne inc.....	2578
Capital Pump Service Ltd.....	2578
Carabee Investments Ltd.....	2579
Carrières Tremblay ltée (Les).....	2579
Cas-Tor Inc.....	2579
Central Design & Drafting Ltd.....	2580
Centre Couleur du photographe professionnel, ltée.....	2580
Centre sportif d'Iberville.....	2580
Char-Bon-Goût Franchises inc.....	2587
Chaussures Suzy ltée.....	2581
Cinéma Mont-Laurier inc.....	2581

**Lettres patentes***(suite)*

Ciné-Synch limitée.....	2581
Clayette Loison de Montréal inc.....	2582
Cogediec inc.....	2582
Coin de l'Élégance, inc. (Le).....	2582
Collège Ville-Marie (1967) inc.....	2582
Compagnie de Téléphone de Manseau inc. (La).....	2583
Confiserie Montréal inc.....	2583
Cours d'été de Trois-Pistoles inc. (Les).....	2583
Délices Food Products Ltd. (Aux).....	2584
Développements Gabriel inc. (Les).....	2587
Eastern Truck Services Inc.....	2584
École Ménard inc.....	2584
Edita inc.....	2585
Entreprises Action inc. (Les).....	2585
Entreprises Brusseau ltée (Les).....	2585
Entreprises Riga inc. (Les).....	2586
Entreprises Rogaric inc. (Les).....	2599
Entreprises St-Valérien ltée (Les).....	2586
Éthier (Jean) construction ltée.....	2586
Fox Sales & Service Centre Ltd.....	2587
Franchises Char-Bon-Goût inc.....	2587
Gabriel Developments Inc.....	2587
Gestion G. G. inc.....	2588
Granda Investments Inc.....	2590
Hawleway Inc.....	2588
Hermitage Club (The) <i>(Correction)</i> .....	2648
Hôpital Fleur de Lys (1968) inc.....	2588
Huppé (Claude) ltée.....	2589
Hurricane Harbor Fashions Inc.....	2589
Incom Corp.....	2589
Importation de chaussures Primo inc.....	2596
Industries Barrière inc.....	2590
Inserva (Canada) ltée.....	2590
Investissements Granda inc. (Les).....	2590
Island Coaster Amusements Inc.....	2591
Jeune Chambre de Rivière Portneuf inc.....	2591
Judylaine Holdings Inc.....	2591
L. B. Machine Shop Inc.....	2592
Laroche (Gilles) inc.....	2592
Levesque & St-Amour inc.....	2592
Lily's Foods Ltd.....	2596
Lingerie Vauquelin inc.....	2592
M. B. M. B. inc.....	2593
Maison Notre-Dame de Laval inc.....	2593
Maskin Products Inc.....	2597
Matériaux Étoile inc.....	2593
Maurice Food Service Management Ltd.....	2594
Moore Distributing Corporation.....	2594
Motels de La Place inc.....	2594
Motels Manic inc. (Les).....	2595
Pacha Products Ltd.....	2597
Parmington Tire Sales Ltd.....	2595
Pavillon St-Charles de Limoilou.....	2595
Peinture et Papier Tenture Ste-Claire (Montréal) ltée.....	2600
Primo Shoes Importing Inc.....	2596
Productions Serge Deyglun inc. (Les).....	2596
Produits alimentaires Aux Délices ltée (Les).....	2584
Produits alimentaires Lily ltée.....	2596
Produits Maskin inc. (Les).....	2597
Produits Pacha ltée.....	2597
Renaldi incorporée.....	2597
Restaurant de l'Hôtel Colonnade inc.....	2598
Restaurant Le Shillelagh ltée.....	2602
Restaurant Normandie (Rigaud) inc.....	2598
Riga Enterprises Inc.....	2586
Robert Bar Salon inc.....	2598
Ro-El Handbags Inc.....	2599
Rogaric Enterprises Inc.....	2599
St. Bruno Holdings Ltd.....	2599
St. Clair Paint & Wallpaper (Montreal)	

**Letters Patent***(continued)*

Ltd.....	2600
St-Hubert Bar-B-Q (Hull) ltée.....	2600
Salon Gy-Zel inc.....	2600
Sea-Jets International Inc.....	2601
Servilex inc.....	2601
Sherkent Productions Ltd.....	2601
Shillelagh Restaurant Ltd. (Le).....	2602
Smith (S. J.) Travel Agency Ltd.....	2602
Studio de santé et beauté de Montréal- Nord inc.....	2602
Super Discount Stores Inc.....	2603
Suzy Shoes Ltd.....	2581
Tabagie Quévillon ltée.....	2603
Tarder (Harold) Corp.....	2603
Taverne Sicotte ltée.....	2604
Thibault (M. G.) inc.....	2604
Toronado Bar Lounge Inc.....	2604
United Diversified Holdings Inc.....	2604
Vibrotile Ltd.....	2605
Vibrotile ltée.....	2605

**Lettres patentes  
supplémentaires****Supplementary  
Letters Patent**

A. L. L. Investments Ltd.....	2605
Arcadian Paper Converters Inc.....	2605
Atlas Hatchery Ltd.....	2606
Barmart Ltd.....	2606
C. J. C., limitée.....	2606
Centre Métropolitain de Réparation & D'Accessoires de Camions inc.....	2608
Couvoir Atlas ltée.....	2606
Dérageon Auto Cité inc.....	2606
Dominion Foam Corporation.....	2607
Duval (Gilles) inc.....	2607
Forest (Ubaldo) & Fils ltée.....	2607
Hôpital Lagacé.....	2607
Industries Poly inc. (Les).....	2607
Ivanair inc.....	2607
Metropolitan Truck Repairs & Equip- ment Center Inc.....	2608
Meubles Fortier inc.....	2608
Placements A. L. L. ltée (Les).....	2605
Placements Lido inc.....	2608
Placements Lorraine ltée (Les).....	2608
Poly Industries Inc.....	2607
Sept-Iles Linen Supply Ltd.....	2609
Valger ltée.....	2609
Woods (L.) & Fils Transport ltée.....	2609
Woods (L.) & Son Transport Ltd.....	2609

**Sièges sociaux****Head Offices**

A-D-V Printing Inc.....	2633
Association des Mines de Métaux du Québec (L').....	2634
Bronstein Bros. (Que.) Ltd.....	2632
Chapdelaine (L.G.L.) ltée.....	2632
Eleven & Twelve Island Club Inc.....	2633
Filcan Ltd.....	2633
Finco limitée.....	2634
Gardner (J.) Industries Ltd.....	2635
Gaz du Québec, inc.....	2634
Immeubles du Parloir inc.....	2635
Imprimerie A-D-V inc.....	2633
Industries J. Gardner ltée (Les).....	2635
Industries Vanier inc.....	2634
Lavergne & Fils inc.....	2635
Lorion Couvre-Plancher inc.....	2633
Lorion Floor-Covering Inc.....	2633
Micromed Instruments Inc.....	2632
Quebec Metal Mining Association.....	2634
Restaurant Le Shillelagh ltée.....	2633
Samson Electric Inc.....	2635
Samson Électrique inc.....	2635
Sanctuaire Notre-Dame-de-Lourdes de Rigaud (Le).....	2634

<b>Sièges sociaux</b>	<b>Head Offices</b>
(suite)	(continued)
Seven-Up Thetford Ltée.....	2634
Shillelagh Restaurant Ltd. (Le).....	2633
Smart Brassières Inc.....	2635
Sofimont limitée.....	2635
Tamarak Construction Inc.....	2635
Vanier Industries Inc.....	2634

Construction, Montréal (Calorifugeurs) (Mod.).....	2613
Construction, Montreal (Asbestos Insulation trade) (Amend.).....	2613
Food, Wholesale, Quebec (Levy).....	2621
Fourrure, Gros, Montréal (Prél.).....	2619
Fur, Wholesale, Montreal (Levy).....	2619

<b>DEMANDES à la Législature</b>	<b>APPLICATIONS to Legislature</b>
Châteauguay-Centre, ville-town.....	2641
Dorval, cité-city.....	2639
Estate Jack Sadovnik.....	2639
Lachine, cité-city.....	2642
Laval, ville-town.....	2640
Pointe-aux-Trembles, cité-city.....	2642
Ste-Anne-de-Varenes, par.....	2642
St-Léonard, cité-city.....	2641
Succession Jack Sadovni.....	2639

<b>NOMINATIONS</b>	<b>APPOINTMENTS</b>
Divers.....	2637
Miscellaneous.....	2637

<b>SOUMISSIONS</b>	<b>TENDERS</b>
Granby, cité-city.....	2665
Hull, cité-city.....	2660
Ste-Anne-de-Bellevue, ville-town.....	2663
St-Nicolas, ville-town.....	2667
West-Island, p.s.c.-c.s.p.....	2662

<b>EXAMEN des Agronomes</b>	<b>EXAMINATION Agronomists</b>
Québec, Practice-Pratique.....	2643

<b>SYNDICATS Professionnels</b>	<b>SYNDICATES Professional</b>
Association des camionneurs artisans du comté de Champlain (Const.-Inc.)...	2636
Association des employés manuels du district de Lachine (Const.-Inc.)....	2637

<b>MINISTÈRES Affaires municipales</b>	<b>DEPARTMENTAL Municipal Affairs</b>
Château-Richer, ville-town (L.P.).....	2658

<b>VENTES</b>	<b>SALES</b>
<b>SHÉRIFS</b>	<b>SHERIFFS</b>
<b>Abitibi</b>	<b>Abitibi</b>
Stanton vs Poitras & Frères inc.....	2675

<b>Éducation</b>	<b>Education</b>
<i>Municipalité scolaire de: School Municipality of:</i>	
Aylmer-Rapide-des-Chênes, (Dem.-Appl.)	2646
Berthier-Dautraie, (Dem.-Appl.).....	2645
Chavigny, (Dem.-Appl.).....	2645
Haut Saint-Maurice (Dem.-Appl.).....	2645
Ile-Perrot, (Dem.-Appl.).....	2645
Maricourt, (Dem.-Appl.).....	2646
Port-Alfred, (Dem.-Appl.).....	2645
St-Damien-de-Stanbridge, (Dem.-Appl.)	2644
St-Germain Village, (Dem.-Appl.).....	2646
Saint-Laurent-du-Fleuve, (Dem.-Appl.)	2645
Seigneurie, (Dem.-Appl.).....	2644

<b>Beauharnois</b>	<b>Beauharnois</b>
Paquette & Frère Construction inc. vs Isabelle.....	2676

<b>Hauterive</b>	<b>Hauterive</b>
Ragueneau, c.s.-s.c. vs Dufour.....	2676

<b>Joliette</b>	<b>Joliette</b>
Lafortune vs Clermont.....	2676

<b>Terres et Forêts</b>	<b>Lands and Forests</b>
<i>Cadastre:</i>	<i>Cadastre:</i>
Ascot, canton-township.....	2648
Beauchastel, canton-township.....	2647
St-Ambroise de la Jeune Lorette, par...	2647
St-Jérôme, par.....	2647
St-Paul l'Ermite, par.....	2647

<b>Montréal</b>	<b>Montreal</b>
Coronation Credit Corporation Ltd. vs Sadori et al.....	2676

<b>Québec</b>	<b>Quebec</b>
Frenette & Frères limitée vs 3-C Inc...	2677

<b>Terrebonne</b>	<b>Terrebonne</b>
Perrault (Léo) Ltée vs Plante.....	2678

<b>Travail</b>	<b>Labour</b>
<i>Industrie ou métiers de: Industry or Trades of:</i>	
Alimentation, Gros, Québec (Prél.)....	2621
Construction, Drummondville (Prél.-Levy).....	2622
Construction, Hull (Prél.-Levy).....	2617

<b>Taxes</b>	<b>Taxes</b>
Gaspé No 3, comté-county.....	2669
Mégantic, comté-county.....	2673
Rosemère, ville-town.....	2671

It  
v

n  
G

d  
v  
e  
o

c  
e  
p  
r  
i  
p  
d  
c  
e

s

o

s  
d  
a  
c  
d  
c  
t  
c  
c

r

t  
c  
s  
d

-

E